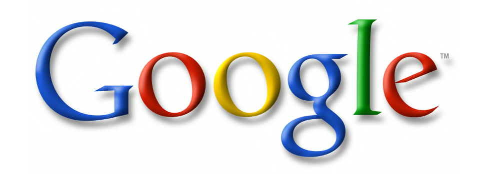
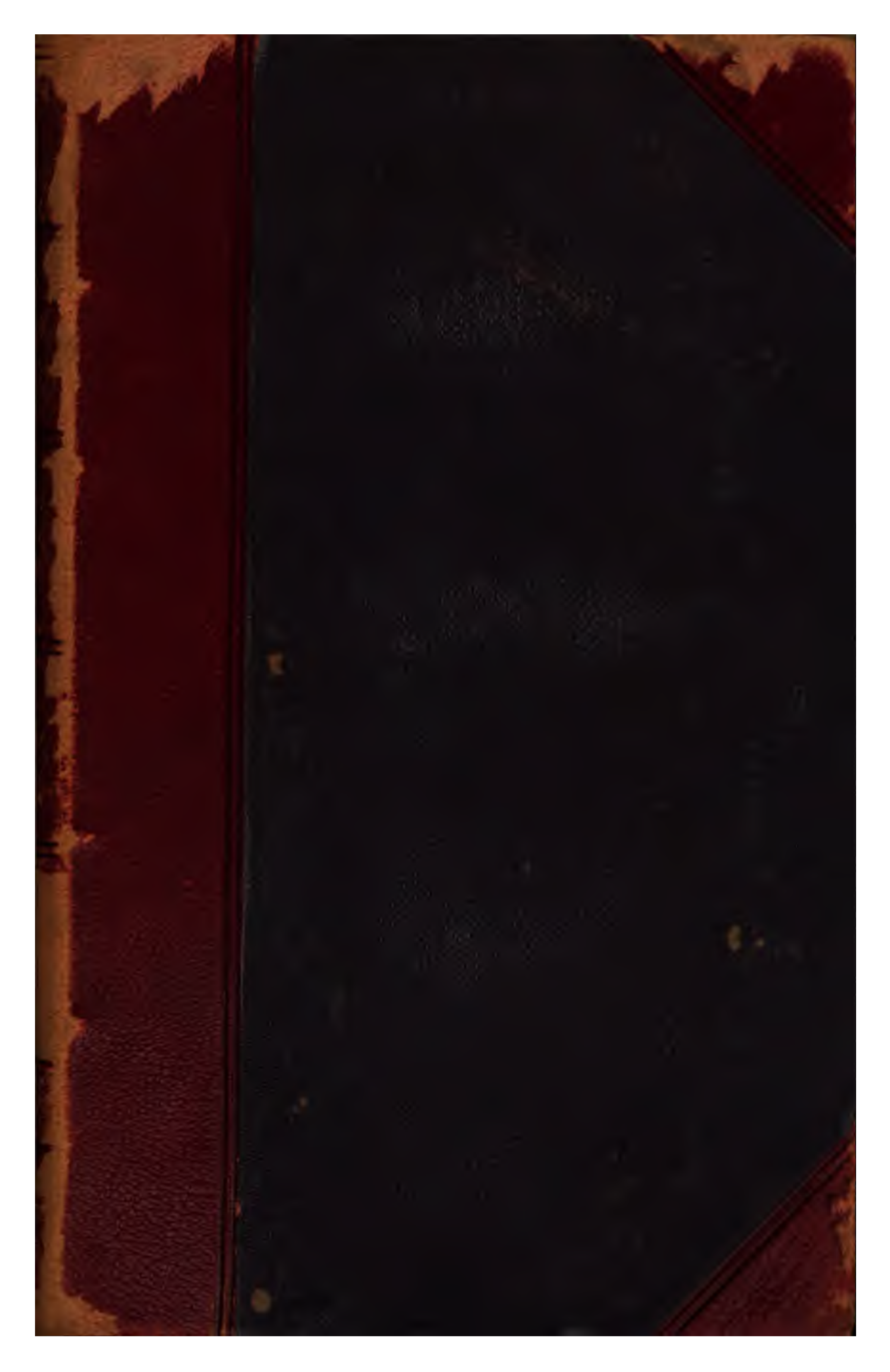
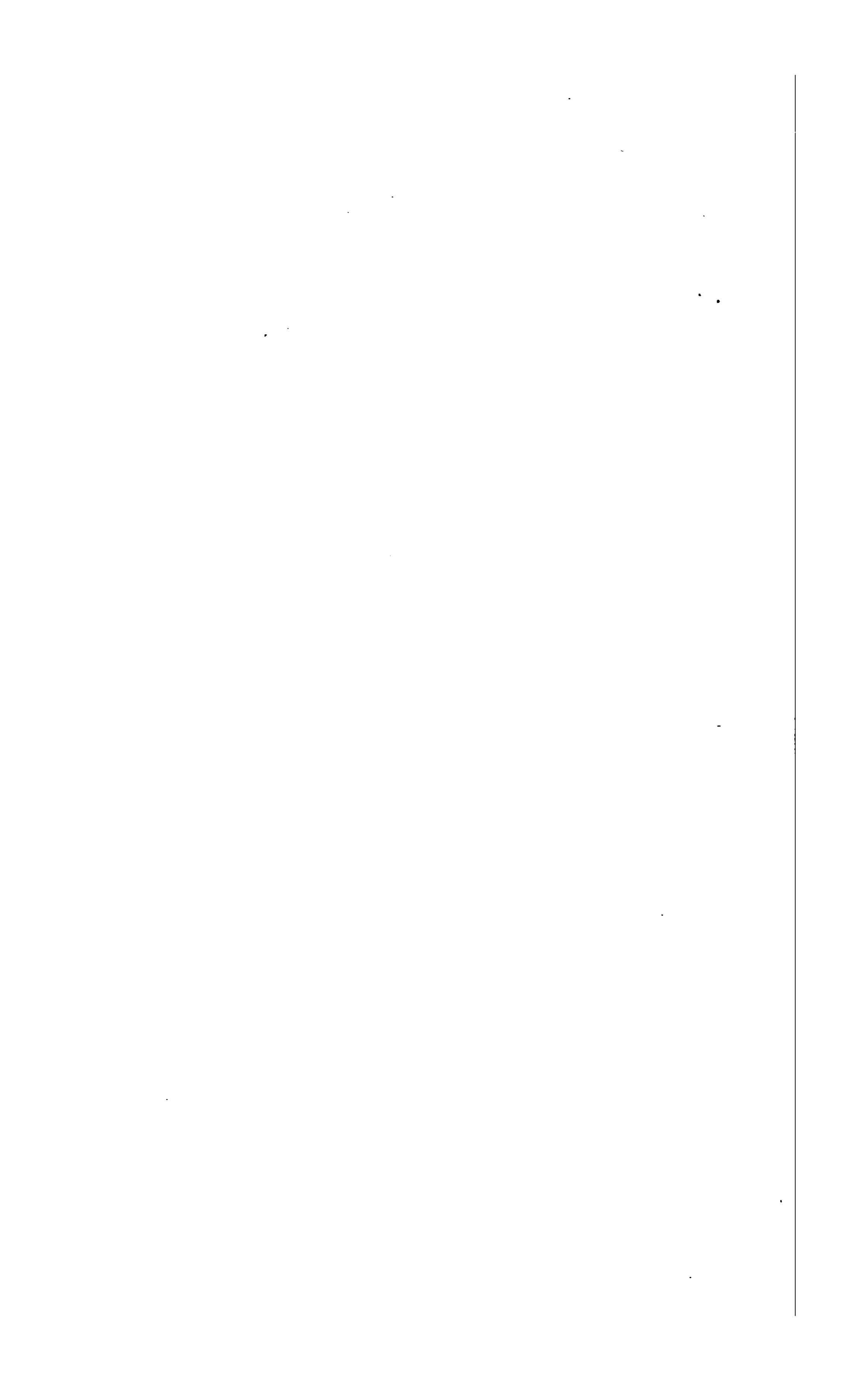





600029883-





HISTOIRE

DE

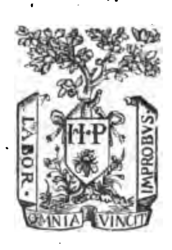
PHILIPPE II

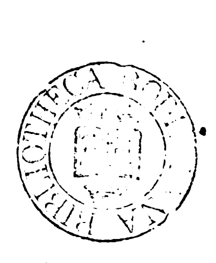
TOME QUATRIÈME

RIVALITÉ DE PHILIPPE II ET DE HENRI IV

PAR

H. FORNERON





PARIS
E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

1882





HISTOIRE

DE

PHILIPPE II

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en janvier 1882.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.



PHILIPPE II

D'après Pantoja de la Cruz (Musée du Prado)

E. PLON & Cie Éditeurs.

HISTOIRE

DE

PHILIPPE II

TOME QUATRIÈME

RIVALITÉ DE PHILIPPE II ET DE HENRI IV

PAR

H. FORNERON



PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1882

HISTOIRE

DE

PHILIPPE II

CHAPITRE PREMIER.

AVÉNEMENT DE HENRI IV.

1589-1590.

Derniers mois de Henri III. — Effervescence de la Ligue. — Campagnes d'Arques et d'Ivry. — Siége de Paris de 1590.

I

DERNIERS MOIS DE HENRI III.

Catherine de Médici, quelques jours avant de mourir, voit entrer dans sa chambre son fils Henri III, tout pâle, qui lui annonce la mort du duc de Guise : « — Aux choses faites, lui dit-elle froidement [1], les conseils en doivent estre pris. »

[1] Cheverny, *Mémoires*, p. 491.

Malheureusement aucune précaution n'était prise, aucune mesure n'était prévue; dans la journée seulement sont expédiées les lettres aux gouverneurs de province pour les maintenir sous l'autorité royale [1]; quelques heures plus tard le roi songe à diriger Ornano sur Lyon avec ordre d'arrêter le duc de Mayenne [2]; mais déjà était parti Rossieux, écuyer du duc de Guise, qui prévenait Mayenne du coup d'État; déjà la reine Louise, la propre femme de Henri III, faisait dire au duc de Mercœur de se mettre en défense dans sa Bretagne [3].

Mayenne fut atterré par le récit du meurtre. Il reconnut que les habitants de Lyon ne prendraient pas son parti, et se retira vers son gouvernement de Bourgogne quelques heures avant l'arrivée du Corse Ornano. Il poussa un cri désespéré vers Philippe II : « — Sire [4], les catholiques de ce royaume se jettent aux pieds de Vostre Majesté! » Mais Philippe n'était pas moins troublé : « — J'ay trouvé, écrit un voyageur [5], l'Espagne toute émue de la mort de leur bon amy M. de Guise, et ce Roy en a fait un estrange sentiment, et on dit qu'il a plus regretté la mort de M. de Guise que la perte de son Armada. » Philippe ignore comment

[1] Ms. Bibl. nat. français 3425, f° 5.
[2] Bernard, *les États de* 1593, Préface, p. 36.
[3] *Histoire du duc de Mercœur*, la Haye, 1692, p. 57.
[4] Croze, t. II, p. 399. Mayenne à Philippe II, du 12 janvier 1589.
[5] Lettre d'un inconnu de Madrid, du 4 février 1589, conservée au Rec. Off., et citée par Froude, t. XII, p. 529.

l'événement sera accepté en France, il craint la coalition de tous les partis contre lui, il veut ménager Henri III : — Évitez, écrit-il à Bernardino de Mendoza [1], de demander des explications au Roi Très-Chrétien mon frère; ce n'est point un mal de le laisser parler le premier; ne vous éloignez pas de lui.

Cependant l'organisation démocratique de la Ligue survivait à Henri de Guise ; le chef militaire venait de disparaître, mais il pouvait être remplacé par un homme moins généreux, moins dominateur, moins dédaigneux de la faveur populaire. Mayenne comprit lentement les ressources qui lui étaient offertes pour sa revanche; il se décida avec répugnance à les mettre en œuvre, et ne se présenta à Paris que le 12 février, plus de six semaines après la mort de son frère.

On peut croire que l'aspect de Paris en révolution lui offrit peu d'attraits, car avec une activité qui ne lui était pas habituelle, il se mit en campagne pour enlever Henri III avant que l'armée royale fût en état de le protéger. Henri III se jeta dans les bras de sa sœur Diane [2], duchesse de Montmorency, qui sut le réconcilier subitement avec Henri de Navarre. Les deux princes unirent leurs forces, firent reculer Mayenne, s'emparèrent d'Étampes et de Pontoise.

[1] Baguenault de Puchesse, *la Politique de Philippe II*, p. 41.

[2] Elle était fille de Henri II et, disait-on, de la Piémontaise Philippa Duc.

L'ambassadeur de Philippe II, Bernardino de Mendoza, avait continué selon ses instructions à habiter Saint-Dié, près Blois, jusqu'au moment où il avait appris l'arrivée de Mayenne à Paris [1]; il s'était alors empressé de se rendre dans la capitale, afin de régulariser la résistance, sans considérer qu'il devenait chef de rebelles et se soumettait ainsi aux fortunes de la guerre : lorsque son courrier fidèle, Hanz Oberholtzer, un vieux reître de ses campagnes de Flandre, fut saisi par le comte de la Rochefoucauld avec les lettres destinées à Philippe II, Mendoza écrivit pour réclamer son domestique et ses lettres, « sinon, dit-il [2], c'est vouloir entrer en guerre avec le Roi mon maître ». « — Seigneur don Bernardino, réplique Henri III [3], je vous dirai que je ne puis tenir que comme chose d'ennemy tout ce qui vient du lieu où vous estes retiré sans mon congé, ce qui vous a fait perdre le nom et privilége d'ambassadeur; cela n'empeschera toutefois que je ne garde la paix et amitié avec le Roi Catholicque mon bon frère. »

« — Le roi d'Espagne, remarquait Mendoza avec dépit [4], ne sait pas avoir de l'élan dans de telles occa-

[1] Il était encore à Saint-Dié le 1er février 1589.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièces 79 et 82 : « Querer romper guerra con el Rey mi señor. »

[3] *Ibid.*, pièce datée du camp de Beaugency et contre-signée Revol; juin 1589.

[4] *Ibid.*, pièce 91 du 21 juin 1589 : « No mostrar brio en semejantes occasiones y yo de ninguna manera ire sin sacar a mi criado aunque me cueste la camisa! » Ces murmures étaient bien rares chez les agents

sions, mais je ne laisserai pas que de délivrer mon reître, quand j'y devrais perdre ma chemise. »

Philippe II, en effet, ne se voyait pas volontiers engagé à soutenir une guerre civile en France, sans profit possible, et au moment où il devait à la fois réparer les désastres de l'année précédente et défendre le Portugal contre l'invasion anglaise. « — Bien assurément je ne suis guère satisfait de ces lettres de France, écrivait-il en marge d'un résumé de dépêches [1]; pas d'états généraux, pas d'argent, ils n'ont rien pour les soutenir, et voilà le mal. Aussi je crois qu'ils comptent sur notre argent d'ici. » Après tant de ducats déjà dissipés, il va falloir assembler à grands frais de nouvelles pièces d'or, les verser encore pour une cause perdue. Le roi de France assiégeait Paris avec quarante mille hommes : cette union si redoutée depuis trente ans de l'autorité royale et des soldats protestants, Philippe la voyait réalisée au moment où ses propres forces semblaient le plus affaiblies; il comprenait que Paris allait se soumettre à son roi, toute la France s'allier à l'Angleterre et à la Hollande, quand, soudain, il reçut cette lettre de Mendoza [2] :

de Philippe et bien imprudents, car toutes leurs lettres passaient sous les yeux du maître.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièce 29 : « Cierto que no me contentan estas cartas de Francia : que no estar juntos los estados ni ayudarse con dinero es muy malo. Y asi creo que han menester mucho el dinero de aca. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièces 111 et 112 : « Dios ha sido servido librarnos por un sucesso solo de su mano... » Voir aussi Baguenault de Puchesse, *la Politique de Philippe II*, p. 43.

« — Dieu a daigné nous délivrer par un acte de sa propre main! Un moine est sorti de cette ville avec la résolution de tuer le roi, pour la plus grande gloire de Notre-Seigneur. Votre Majesté jugera si ce peuple a des actions de grâces à rendre à Notre-Seigneur pour le bienfait signalé qui vient d'être accordé à la religion. »

Mais Philippe n'avait pas la même tentation de voir le doigt de Dieu sur l'arme de Jacques Clément : il n'aimait ni que le couteau fût dans d'autres mains que la sienne, ni que les moines fussent tirés de la discipline par le fanatisme. Aussi, quand les commis de sa chancellerie parlèrent de ce dénoûment qui délivrait d'inquiétudes poignantes, et qui ouvrait des horizons immenses, en rendant vide le trône de France, ils eurent soin, tout en notant « que l'on voyait là un des miracles du jugement de Dieu », d'ajouter prudemment : « — que le roi devait faire attention à la précieuse garantie et à la sécurité de sa royale personne [1] ».

II

EFFERVESCENCE DE LA LIGUE.

Depuis la mort du duc de Guise et l'arrestation à Blois des principaux meneurs de Paris, une sorte de frénésie s'était emparée du peuple des grandes villes.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1592, pièce 3 : « En que si bien se eche de

A Paris, le maître d'armes Leclercq « se sentit capable de faire le capitaine [1] », et vint, à la tête d'une bande de gens armés, arrêter les membres du Parlement qui ne semblaient pas assez purs, et les conduire à la Bastille; quelques conseillers s'étaient déjà enfuis à Tours; le reste, sous la présidence de Barnabé Brisson, prononça servilement les arrêts que dictait le peuple [2]. A Toulouse, la haine contre les autorités légales se manifesta avec plus de violence encore : le premier président Duranti et le procureur général Daffis furent forcés de chercher un refuge dans le couvent des Dominicains; le peuple menaça d'incendier cet asile; Duranti se drapa dans sa robe rouge, embrassa sa jeune femme Rose de Caulet, et s'avança dans la rue : les catholiques « le tuèrent et déchiquetèrent tellement qu'il estoit impossible de le reconnoistre... celuy s'estimoit malheureux qui ne luy donnoit quelque coup [3] ».

De toutes les grandes villes, mais de Paris surtout, les bras se tendent vers Philippe II; on retombe avec ivresse dans les hontes du siècle précédent : déjà en 1419, quand le dauphin Charles avait fait tuer sur le

ver el Juyzio merevilloso de Dios... que mire mucho por el buen recabdo y seguridad de su real persona. »

[1] D'Aubigné, t. III, p. 215.

[2] Par exemple la déchéance du roi, le 26 janvier.

[3] Les restes furent pendus avec ceux du procureur général et un portrait du roi, le 10 février 1589. Voir deux relations contemporaines publiées à Toulouse en 1861 sous le titre *Histoire véritable de ce qui s'est passé à Tholose.*

pont de Montereau le duc de Bourgogne, la populace de Paris avait appelé les Anglais pour venger son idole; maintenant elle demande les Espagnols : c'est de tout temps, pour la démocratie parisienne, le même oubli de la patrie devant la fureur de l'heure présente.

Toutefois, malgré la pompe des obsèques que Paris accordait au duc de Guise, malgré les imprécations, malgré l'apothéose, la Ligue avait éprouvé un réel soulagement en perdant son maître. Guise, le soldat élégant et fier, inquiétait le peuple : ce qui donne la popularité, ce n'est pas le génie, ce sont les mœurs brutales, les phrases creuses, la voix rauque. Désormais le règne arrivait des moines ignorants, des tribuns vulgaires, des bavards de carrefours. La Ligue oppose à Mayenne, à ses évêques et à ses capitaines, sa savante organisation, ses ordres mendiants et les doublons de Philippe II. Elle tombe au pouvoir, non de Mayenne, mais de la commune de Paris.

Mayenne avait essayé en arrivant à Paris de noyer l'autorité des Seize dans un conseil de soixante membres qui gardaient le nom de Seize, mais qu'il espérait soustraire à l'influence populaire [1] : combinaison peu adroite,

[1] Les quarante-quatre noms ajoutés à ceux des seize hommes qui s'étaient improvisés délégués des quartiers, comme il a été vu t. III, p. 231, sont, d'après les notes copiées par Lézeau dont les manuscrits sont Bibliothèque Sainte-Geneviève, notamment Hf2 : le cardinal de Lénoncourt, les évêques de Meaux (de Brezé), de Senlis (Roze), d'Agen (de Villars), de Rennes (Hennequin); les curés de Saint-Séverin (Jean Prévost), Saint-Benoist (Jean Boucher), Saint-André (Christophe Aubry), Saint-Jacques (Pelletier), Saint-Nicolas (Pigenat); les gens de

car dans toute assemblée qui n'a ni programme défini, ni attributions limitées, le pouvoir est à la fraction la plus violente. Des membres désignés par Mayenne, les uns, comme les cinq curés, rivalisèrent de zèle avec les anciens Seize; les autres, comme quelques-uns des prélats, renoncèrent à lutter contre une démocratie grossière et sortirent de Paris. Les gentilshommes rejoignirent leurs gens de guerre; les hommes de robe comprirent qu'ils gagneraient à peu de frais de bonnes places en profitant du désordre : ils avaient au milieu d'eux l'exemple d'Étienne de Nully, qui avait fait tuer à la Saint-Barthélemy Pierre de la Place pour devenir président de la cour des aides; de Le Tellier, qui se faisait nommer maître des comptes; de Marillac, qui rêvait déjà de devenir chancelier; ils se laissèrent emporter par le courant démocratique.

Du reste, quand même les nouveaux Seize auraient tenté de répudier les traditions des premiers Seize, ils n'auraient pu que donner plus d'autorité à un pouvoir bizarre qui s'était improvisé à côté d'eux, le *bureau de l'hôtel de ville :* c'était une commune de Paris dans la commune de Paris, plus petite et plus hargneuse, plus

guerre de Launay, de Méneville, de Canillac, de Saint-Pol, de Rosne, de Monvault, du Saussoy, de la Bourdaisière, du Fay, de Villeroy père et fils; les gens de loi de Nully, Jeannin, Vétus, Lemaistre, d'Ormesson, de Videuille, de Masparault, Coquelet, Midorge, Machault, Soly, Caston, Marillac, Accarie, Lebeauclerc, Poucher, Charpentier, de Bourdeaux, de Sermoise, Dampierre, d'Amours; et les bourgeois Auroux et Fontanon. Voir au paragraphe IV les noms des seize colonels.

empressée aussi à prodiguer ses bassesses à Philippe II[1]; cette commune des purs était formée du prévôt des marchands et des quatre *membres du bureau*. Elle était dominée elle-même et surveillée par les sermons et les pamphlets.

Les sermons étaient à cette époque une fête pour le peuple. L'Église avait créé les ordres mendiants pour pénétrer au milieu des pauvres, des ignorants, des victimes; pour se mêler aux malheureux, comprendre leurs vices, parler leur langue, semer l'espoir. Dans les bas-fonds de la hiérarchie sacerdotale s'agitaient des troupes immenses de moines plus pauvres et aussi peu instruits que les ouvriers et les paysans, de moines qui vivaient sous une règle austère et au milieu de privations cruelles, qui étaient propres aux sacrifices les plus héroïques comme aux tentations les plus dégradantes. Ils étaient les vrais amis, les seuls consolateurs des classes misérables, mais ils étaient toujours prêts à se transformer en tribuns : les premiers ministres protestants furent en France des moines mendiants; des mêmes ordres sortirent également les prédicateurs de la Ligue. Dans les deux cas ils étaient poussés, le plus grand nombre par les instincts populaires, par l'envie,

[1] Dans la lettre adressée à Philippe II, qui est Ms. Arch. nat. K. 1573, pièce 68, le prévôt est La Chapelle-Marteau, l'époux complaisant de la fille du président Nully; les assesseurs qui signent sont Roland-Compans et Costeblanche; dans celle du 16 septembre 1591, on a les signatures du prévôt Boucher, sieur d'Orsay, et des échevins Brétuel, Touches, Hotman et Lemoyne du *bureau de l'Hostel de Ville*, K. 1579, pièce 96.

par l'horreur de l'injustice; plusieurs par le désir de fuir la règle; quelques-uns par les séductions de la guerre et du martyre. Ils obtenaient une puissance irrésistible quand, debout sur une borne, la robe retroussée sous la cuirasse, les bras et les jarrets nus, les regards luxurieux, une pertuisane à la main, ils haranguaient les passants avec des grimaces, des mots grossiers : « — Au jardin des Oliviers Dieu a prié, mais le roi, s'il va dans un jardin, c'est pour faire des enfants [1] ! »

Les curés de Paris ne goûtaient guère ces allures imprévues de leurs dangereux auxiliaires : ils durent subir d'abord l'addition fort peu liturgique d'un *Oremus* contre le roi dans les cérémonies de la messe [2]; puis ils firent l'éloge de Frère Jacques Clément; puis ils se résignèrent à conserver leurs paroissiens en luttant de violence et de cynisme avec les plus hardis orateurs de la rue. Les plus ambitieux ne se contentèrent pas de la parole, ils rédigèrent des pamphlets.

Parmi les pamphlets écrits en faveur de la Ligue ou de l'Espagne, les seuls qui aient quelque valeur sont ceux qu'on attribue à Roze, l'évêque de Senlis [3]; Roze était un esprit modéré, un lettré, mais il était poussé

[1] Mots de Poncet, déjà arrêté sous Charles IX. Voir DE BARTHÉLEMY, *Journal d'un curé ligueur de Paris*, p. 116.

[2] A la collecte : « Deus ultor impietatis et sponsæ filii tui spes unica, fac christianæ religionis hostibus superatis, propugnatores nostros tui honoris vindices gloriosos et speratæ victoriæ ad nos remitte compotes. Per Dominum Deum nostrum... »

[3] Notamment *de justa reipublicæ christianæ in reges impios et hæreticos auctoritate*, 1590.

dans le parti des violents par les nécessités de ses galanteries avec la fille du président de Nully : une femme, dans les querelles religieuses, ne donne pas toujours le meilleur conseil, surtout si elle a des fautes à expier[1]. La plupart des écrivains s'attaquaient moins aux huguenots qu'aux modérés; le passant sur qui l'on criait : *Au politique!* était aussi infailliblement jeté dans la Seine que le ministre protestant. C'est un travers de toutes les époques. Le maladroit qui demande des transactions, le règne des lois, la paix, est le plus honni : il est le plus dangereux, car il veut dépouiller les hypocrites de leurs faux-semblants, les fanatiques de leurs aliments et les chefs de leur vanités. Aussi l'*Aiguillon aux François* disait : « Ne nous arrestons plus aux paroles traistresses du politique, lequel sous faux prétexte se coule parmy nous disant que quand il y aura un roy hérétique il ne laissera de vivre en sa religion. Savez-vous pas si n'avez qu'une dent malade vous n'avez ni repos ni joie par tout le reste du corps? Que pourriez-vous faire si la teste estoit pourrie, infecte et puante? »

Une autre source infaillible de succès se trouvait dans les récits absurdes qui captaient la grossière crédulité du vulgaire : ainsi les Parisiens écoutaient avec volupté *les sorcelleries de Henri de Valois et les oblations qu'il faisoit au diable dans le bois de Vincennes, avec la figure des démons d'argent doré,* et s'indignaient que

[1] Elle était mariée à La Chapelle-Marteau, prévôt des marchands.

l'on ait « trouvé nouvellement deux satyres d'argent doré s'appuyant dessus une forte massue. Les politiques disent que c'estoient des chandeliers. Ces monstres diaboliques sont maintenant en ceste ville. »

La populace des villes historiques a ses vices qui semblent identiques pour chacune avec les diverses époques : la canaille de Naples se distingue de celle de Vienne : le Parisien a toujours eu la même servilité pour des chefs honteux, la même indifférence pour les idées de loi et de devoir, les mêmes attendrissements pour les douleurs imaginaires et les émotions factices, la même crédulité pour les contes niais.

La noblesse royale du camp de Saint-Cloud ne manquait pas davantage de violents et de fanatiques. Les petits gentilshommes, dans les pays où ils ne sont pas disciplinés par une puissante aristocratie, se signalent par leur haine contre les modérés, par leurs complaisances pour les parvenus, par leur opposition à toutes les réformes. Lorsque Henri IV fut proclamé roi par les cinq mille protestants de l'armée qui assiégeait Paris : « — C'est le roi des braves, dit le catholique Givry, c'est notre roi ! » et aussitôt les maréchaux d'Aumont et de Biron, les ducs de Montmorency, de Luxembourg, de Longueville et de Rohan acclamèrent le nouveau roi. Mais la petite noblesse se laissa conduire par les intrigants qui parcouraient le camp en menaçant du sobriquet dangereux de *politiques* tous ceux qui se rallieraient à Henri IV ; nul ne devait être considéré

comme un pur s'il ne s'engageait à se retirer dans sa maison [1]. Ce n'était pas, à ce moment du moins, une bouderie sans but; d'O vint résumer les conditions : toutes les charges et toutes les pensions doivent être réservées aux seuls catholiques [2].

Au milieu de cette défection, Henri IV avec ses protestants, les Suisses et les gardes-françaises, espère encore enlever Paris; il croit qu'en s'obstinant à ce siége il attirera à lui « le fer de toute la France ». « J'aurai, disait-il, ceux qui aiment la France et l'honneur. Aux autres je baille congé librement pour chercher leur salaire sous des maîtres insolents... Ne serait-ce pas une honte d'être venu donner un baiser à cette belle ville et ne lui mettre pas la main au sein? » Mais les défections gagnent les plus fidèles : Biron veut s'assurer la prépondérance dans le Périgord, la Trémouille dans le Poitou, ils partent. Henri IV en est réduit à ne plus tenir que la vallée de la Seine; il garde quelques Suisses avec ses Gascons, il partage les autres entre le maréchal d'Aumont, qui occupe la Champagne, et le duc de Longueville, qui tient la Picardie.

[1] ANGOULÊME, *Mémoires*, p. 67; DE NEVERS, t. II, p. 591.
[2] D'AUBIGNÉ, t. III, p. 186 et 217.

III

CAMPAGNES D'ARQUES ET D'IVRY.

Glorieux de la mort de Henri III et de la dissolution du camp de Saint-Cloud, les Seize « vouloient que l'on esleut le roy d'Espagne, et que l'on se jettast du tout entre ses bras, alléguant la bonne opinion que la *Commune* avoit de la probité, piété, force et moyens dudict roy d'Espagne [1] ». Mais Mayenne réussit à faire proclamer roi, sous le nom de Charles X, le vieux cardinal de Bourbon ; ce choix ne pouvait que plaire à Philippe II. Pour un prince qui redoute la précipitation, c'est une fortune que d'entreposer la couronne sur le front d'un cardinal moribond, jusqu'à ce que les plans soient mûris et que les affidés soient ralliés. De même que le cardinal Henri a laissé préparer la conquête du Portugal, le cardinal Charles donne le loisir d'entreprendre celle de la France. Les circonstances sont identiques, les résultats ne peuvent différer : toutefois, pour que l'analogie fût parfaite, il aurait fallu que Mayenne eût assez d'activité pour enlever et introduire dans Paris son roi-cardinal, pour l'entourer aux yeux de l'Europe de tout l'éclat de la royauté, et ramener ainsi Henri IV au rôle de prétendant. Le cardinal de Bourbon était

[1] VILLEROY, *Apologie et discours*, p. 142.

depuis le coup d'État de Blois retenu à Chinon entre les mains de Chavigny; à qui Chavigny le vendra-t-il? Diane de France, au nom de Henri IV, se présente subitement aux portes de Chinon, appelle Chavigny, lui dit qu'elle a deux mille écus entre les mains, qu'elle en donnera six mille autres quand on lui remettra le cardinal; elle voit que Chavigny hésite, elle sait que le ligueur La Chastre approche de Chinon pour délivrer le vieillard, elle promet encore quatorze mille écus : — Donnez-moi donc l'à-compte et hâtez-vous d'apporter le reste, dit Chavigny. Quelques heures plus tard, la cavalerie de Saumur, conduite par Duplessis-Mornay, et celle de Niort, amenée par Parabère, arrivaient devant Chinon : Diane versait les écus, Chavigny livrait le cardinal qui se débattait; le vieillard fut jeté sur un cheval, mené au galop jusqu'au château de Loudun, enfermé jusqu'à sa mort [1].

En même temps qu'il était privé du roi-cardinal, Philippe II avait, comme pour le Portugal, à défendre ses droits contre les prétentions de tous les petits princes de l'Europe. Son propre gendre, le duc de Savoie, comptait gagner le Dauphiné et la Provence : « — Nous nous donnerons de préférence au diable [2] », lui répon-

[1] Madame de Mornay, *Mémoires* publiés par madame de Witt, t. I, p. 181.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1570, pièce 11, sommaire de chancellerie : « El Parlamento de Granoble y magistrado advierten aver respondido a los que el duque de Saboya les embio que antes se darian al diablo que a el. »

dait le parlement de Grenoble. — Quant à la Provence, écrit Philippe II de sa main, « il est bien certain que je trouve de l'inconvénient à ces pratiques; je l'ai dit, cela ne peut produire que confusion et discrédit [1] ». D'autant plus qu'au nord le duc de Lorraine montre de semblables convoitises et se vante de ses prétendus services. « — C'est moi, dit-il [2], qui ai envoyé M. de Rosne à Paris avec des compagnies italiennes et albanaises [3], pour commencer la guerre. J'ai bien le droit d'avoir Metz; je demande la Toison d'or, des pensions... [4]. » Philippe n'entendait nullement laisser démembrer son royaume de France. Il envoya de Flandre La Motte, gouverneur de Gravelines, pour aider Mayenne à le débarrasser de Henri IV, et il négocia des emprunts avec ses banquiers.

Henri IV prit son parti avec résolution : au lieu de se laisser cerner au milieu de la France, il voulût se donner une base qui lui permît de recevoir ses ravitaillements de la Rochelle et de Londres. Dix jours après

[1] K. Ms. Arch.. nat., 1569, pièce 125 : « Cierto que yo he tenido para inconveniente estas platicas como habeis visto por el despacho pasado que no han de seguir sino demas confusion y desconfianza. »

[2] Lepage, *Lettres et instructions de Charles III*, Nancy, 1864, p. 29, 34, 83.

[3] On a vu déjà dans les volumes précédents, on verra encore ces auxiliaires albanais : c'était une cavalerie levée en Morée et en Albanie dès le quinzième siècle par les Vénitiens sous le nom de *Stradiots* : les diverses armées reçurent peu à peu de ces mercenaires, qui portaient la veste et la culotte des Turcs, le bassinet en fer sur la tête, et qui avaient pour armes la lance, le cimeterre et la massue. Voir de Cherrier, *Histoire de Charles VIII*, t. II, p. 220.

[4] Lepage, p. 196 et 258.

avoir levé le siége de Paris, il était déjà à Dieppe, où il formait un camp retranché. Il occupait la rivière du Pollet en s'appuyant sur le château d'Arques, sur Dieppe et le Pollet. Ce dernier point avait dû être occupé par le duc d'Aumale, du moins Philippe II le croyait [1]; mais Aumale s'était arrêté à Eu pendant que Mayenne, confiant dans l'énorme supériorité de ses forces, sûr de prendre Henri IV, ou de le jeter dans la mer, s'avançait lentement, attendait les Wallons de La Motte, les doublons de l'agent financier Moreo [2]; il n'apparaissait devant Dieppe que trois semaines après Henri IV [3], avec dix-neuf mille fantassins et sept mille cavaliers, dont les deux tiers étaient des étrangers [4]. L'armée de Henri IV était inférieure en nombre de moitié, mais elle était retranchée dans les chemins creux de la Normandie, couverte par les marais d'Arques et par des collines rocailleuses, où, dans des vignes chargées de pampres et de grappes, étaient embusqués des arquebusiers [5]. Des pièces de canon attelées suivaient la cavalerie et se portaient avec elle sur les points menacés [6]. Pendant six jours Mayenne épuisa et découragea son armée par des assauts contre Dieppe et le Pollet, puis le 21 sep-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièce 143. Bernardino au roi.

[2] *Ibid.,* K. 1570, pièce 11. Moreo apporte les fonds à Rouen.

[3] Entre le 26 août et le 15 septembre 1589.

[4] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièce 147. Bernardino au roi. Il y avait 7,000 Suisses, 4,000 Allemands, 1,200 Wallons, Italiens et Albanais.

[5] On sait que la culture de la vigne était encore générale en Normandie cent ans plus tard. BOISGUILBERT, *le Détail de la France,* chap. XIII.

[6] D'AUBIGNÉ, t. III, p. 218.

tembre, par un brouillard épais, il se porta avec toutes ses forces sur le château d'Arques. Ses lansquenets se trouvèrent subitement en face des Suisses de Henri IV; ils baissèrent leurs piques, crièrent qu'ils se rendaient, puis, au moment où on leur ouvrait un passage, commencèrent à massacrer les Suisses, et à occuper les retranchements. Henri IV avec ses infatigables cavaliers fondit sur eux : à cet instant les rayons d'un soleil d'automne percèrent la brume, le rideau qui s'étendait sur la mêlée fut subitement déchiré, le canon du château d'Arques commença à tonner, Châtillon, le fils de Coligny, arriva du Pollet avec cinq cents Gascons, et Henri IV, suivi de près par tous ses braves, chargea l'armée de la Ligue et la refoula.

Mayenne ne comprit pas encore qu'il était battu : il tenta le surlendemain un nouvel assaut sur Dieppe, retrouva toujours devant lui Henri IV et ses cavaliers, s'aperçut enfin que dans ces combats malheureux il avait perdu en huit jours la moitié de son armée, et recula lentement sur Paris.

Au récit de ces journées héroïques, toutes les épées de France furent frémissantes. Les hobereaux qui boudaient accoururent où s'acquérait l'honneur. Chacun se fit gloire de servir dans l'escadron de la cornette blanche, escadron prodigieux, comme on n'en reverra jamais, qui était l'âme de l'armée. Entouré d'hommes comme Givry, Parabère, Chanterac, Chanlivaut, Lavardin, le roi, « par son audace à prodiguer sa vie en simple

gendarme[1] », répondait à « la passion de tous d'avoir un héros à leur tête ». Il les savait si fiers de lui, qu'il pourra dire dans une entrevue avec des ligueurs : « — Ne trouvez estrange si je suis ainsi pressé de ceste noblesse, elle me presse davantage aux batailles[2]. » Ses adversaires enviaient la fortune de ceux qui combattaient près de lui : lorsque Tremblecour, qui avait mené un régiment lorrain à l'armée de la Ligue, fut fait prisonnier, il alla, après avoir été renvoyé libre, trouver Mayenne : « — Croyez-moi, dit-il, il est prince à conquérir le monde entier! » Que doivent penser les siens? ajoutait douloureusement Bernardino de Mendoza[3].

Chez Henri IV, « la grandeur et l'art personnel furent soudainement utiles et toujours éblouissants ». Mais il était forcé par son prestige même à dépasser sans cesse la témérité des autres. Dans ses efforts vers une bravoure à outrance, la chair ne servait pas toujours la volonté, et l'on croit[4] qu'au moment de ces combats où se jouait en une minute la destinée de la France, parfois « il lui prenoit une espèce de dévoyement, et que tournant cela en raillerie, il disoit : — Je m'en vais faire bon pour les ennemis. »

Non, ce n'était pas un demi-dieu : c'était un Fran-

[1] Saint-Simon, *le Parallèle des trois Rois*.

[2] Faye à Bellièvre, 9 août 1590, édition Halphen, p. 95.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1571, pièce 25 du 14 février 1590 : « Que se acuerde con el por ser un principe para conquistar todo el mundo. »

[4] Tallemant des Réaux, éd. Montmerqué, t. I, p. 19.

çais débordant de bonne humeur et de bonne grâce, qui « sçavoit pomper les cœurs avec légèreté [1] ». Malgré le peu d'illusions sur les caractères que lui avaient laissé ses anciennes déceptions, il ne se lassait jamais dans ses efforts de séducteur; « l'habitude des angoisses et des nécessités de son premier état de chef de parti lui avoit appris à connoistre les hommes, à n'en point prétendre trouver de parfaits, à ne se dégouster pas de leurs défauts ». Même ingrat, il était encore aimable. Son esprit aussi merveilleux que son courage lui permettait de démêler les intérêts, de charmer ses ennemis, de se renfermer dans la prudence, si elle était plus utile. Ses billets à ses capitaines sont caressants : ses harangues étaient si saisissantes que les témoins pouvaient les écrire le soir, et en ont conservé plusieurs avec toute leur saveur, mais non, ils ont soin de le dire, avec leur ton « d'une grâce indicible, mais de tant de grâce que tous les hommes du monde ne le sçauroient représenter [2] ».

Contre un tel capitaine, Philippe II hésite longtemps à faire avancer son grand homme. Risquer Alexandre Farnèse devant Henri IV, ce serait forcer la fortune; il s'effraye d'un si gros jeu. C'est le comte d'Egmont, le fils du cavalier de Saint-Quentin et de Gravelines, qu'il oppose au cavalier de Coutras et d'Arques.

Mais avant qu'Egmont fût en mesure d'amener ses

[1] SAINT-SIMON.
[2] Faye à Bellièvre, 7 août 1590.

Wallons en France, Mayenne restait abandonné avec les débris de son armée. Il apprenait tout à coup, pendant sa retraite, que la capitale était de nouveau menacée.

Le jour de la Toussaint, à six heures du matin, par un épais brouillard, Henri IV escalada subitement les fortifications du faubourg Saint-Germain, « où il y a toujours quantité d'hérétiques [1] », et commença à canonner celles de Paris. Il s'empara de Vaugirard et de Montrouge, fit pendre deux des Seize qu'il y rencontra, mais comprit qu'il ne pouvait entreprendre un siége sans être maître du cercle de places fortes qui environnaient Paris. Il se porta subitement vers la Loire, parcourut cent cinquante lieues en sept semaines, prit Vendôme [2], le Mans [3] et Alençon, et tomba enfin accablé de fatigue au milieu de l'hiver. On le cacha durant sa maladie dans le petit château de la Motte-Freslon, au fond du Poitou [4]; mais le vigilant Mendoza sut que l'adversaire de Philippe II venait de disparaître : « — Il crache le sang, écrivit-il [5], il a une sorte de phthisie. » Et pendant ce temps il accueillait à Paris

[1] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièces 170, 171 et 173. Bernardino de Mendoza au roi, novembre 1589 : « Ayudandose de una gran niebla que hazia... siempre ha havido numero de hereges. »
[2] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièce 184.
[3] *Ibid.*, pièce 188.
[4] Madame DE MORNAY, *Mémoires*.
[5] Ms. Arch. nat., K. 1571, pièce 7 : « Se hallava mal de su indispusicion ordinaria que es escupir sangre algunas veces, y especie de tissica. »

Tassis son prédécesseur, Moreo l'homme aux doublons séducteurs [1], qui arrivaient pleins de promesses, et qui écrivaient [2] ensemble à Philippe II : « — Depuis la frontière jusqu'ici, il n'y a plus de communication entre les villes, plus de trafic, plus de culture; les gens sont dans la misère et le découragement. »

Mais soudain Henri IV reparaît au commencement de mars; il assiége Dreux.

Dans ces mêmes plaines des environs de Dreux, vingt-huit ans auparavant, s'était déjà livrée une des batailles décisives de nos guerres de religion. Mayenne, emporté par le souvenir de la gloire acquise par son père sur ces lieux, excité par l'ardeur du comte d'Egmont, résolut d'attaquer l'armée de Henri IV qui traversait la plaine d'Ivry en abandonnant le siége de Dreux. — Il a imprudemment engagé la bataille, il l'a mal dirigée, déclare Alexandre Farnèse, qui ne faisait aucun cas des talents militaires de Mayenne [3].

C'était le matin du 14 mars : en voyant les ligueurs descendre d'un coteau et « paroistre beau jeu, Henri IV envoya commander au grand maistre La Guiche de faire *hauts les bras* » ; c'était le commandement de *Feu!* pour l'artillerie; neuf volées suivirent cet ordre; « il y eut du dommage à bon escient; l'artillerie du duc ayant rendu la boule, tout commença

[1] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièce 201.
[2] *Ibid.*, le 30 décembre 1589.
[3] Lettre du 24 mars 1590, citée par Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 73.

de bransler [1] ». La cavalerie du comte d'Egmont mêlée à des arquebusiers à cheval, et précédée de Fray Mateo de Aguirre, de l'ordre de Saint-François, « qui brandissait un crucifix [2] », enfonce les premiers escadrons français, écrase les rangs de l'infanterie, pénètre jusqu'à nos canonniers. En voyant la déroute de sa première ligne et quelques-uns « s'enfuir plus de quatre lieues sans retourner au combat [3] », Henri IV fit mettre en selle ses gentilshommes de la cornette blanche; les casques furent bouclés pendant que la prière était dite par le ministre d'Amours, celui qui avait déjà chanté les psaumes glorieux de Coutras et d'Arques. Puis le roi, « d'un visage riant », s'écria : « — Mes compagnons, mes amis, si vos cornettes vous manquent, ralliez-vous à mon panache blanc, vous le trouverez au chemin de la victoire et de l'honneur [4] ! »

Que pouvait le comte d'Egmont devant cet ouragan? Il eut la cervelle « défoncée d'un coup de pistollet par Fonslebon ». L'armée de la Ligue, « ayant à soustenir l'effort de deux mille bons chevaux, ne put résister longtemps [5] », pas même « demi quart d'heure [6] ». Les reîtres recrutés avec l'argent du roi d'Espagne « s'enfuirent aussi tost en gros et se vindrent renver-

[1] D'Aubigné, t. III, p. 228.
[2] Herrera, t. III, p. 195.
[3] Ms. Arch. nat., K. 1573, pièce 72. *Relation de Mayenne.*
[4] D'Aubigné. Il assistait à cet épisode.
[5] *Relation de Mayenne,* K. 1573, pièce 72.
[6] D'Aubigné.

ser, dit Mayenne, sur ma cornette qui devoit combattre avec moy, la pluspart desquels emportés et mis en désordre ne purent servir à la charge » ; les lansquenets que l'aventurier Saint-Pol avait levés avec les deniers du duc de Lorraine « baissèrent leurs piques et déclarèrent qu'ils ne combattraient point [1] ». On disait que Henri IV se tenait « cinq grands pas devant tout autre, et ils ne purent jamais avec leur espouvantable forest de lances foncer l'escadron du roy [2] ».

Emporté dans la déroute, hors d'état de « mettre ensemble trente chevaulx, tant l'estonnement estoit grand [3] », Mayenne galopa longtemps : il n'osa se réfugier à Paris, « appréhendant avec raison la colère et la légèreté du peuple [4] » ; il ne descendit de cheval que le soir, à Mantes, puis, tout haletant de cette longue course, les bottes à peine tirées, la main toute tremblante, il se hâta d'écrire une lettre piteuse à Moreo, le dispensateur des deniers [5] ; il le suppliait de lui continuer sa bonne volonté : « — C'est à mon très-grand regret, ajoutait-il, que je vous mande les fascheuses nouvelles que ce porteur vous fera en-

[1] Mendoza au roi, 14 mars 1590, la nuit après la bataille, K. 1571, pièce 58 : « Los reytres huyeron a la primera carga viniendo a embestir con la cavalleria de Flandes y cornetas del duque... los lansquenetes, dizen que no pelearon vaxando las armas. »

[2] Le Petit, *Chronique de Hollande,* t. II, p. 583. Le récit de Herrera, t. III, p. 195, paraît fait d'après la *Relation de Mayenne.*

[3] *Relation de Mayenne.*

[4] Cheverny, *Mémoires,* p. 499. Mayenne se rendit ensuite de Mantes à Saint-Denis.

[5] Ms. Arch. nat., K. 1574, pièce 46, lettre du 14 mars 1590.

tendre, estant telles que la mort me seroit mille fois plus agréable... Votre très-affectionné amy à vous obéir. »

Moreo attendait avec Mendoza les nouvelles chez la duchesse de Montpensier, dans la nuit du 14 au 15, quand arriva ce courrier : il reçut en même temps une lettre de son frère qui servait comme capitaine dans l'armée de la Ligue [1]; il apprit ainsi que l'artillerie était perdue, que les Allemands n'avaient pas combattu. Mais tous deux se consolèrent par la fausse nouvelle de la mort de Henri IV; ils donnèrent rendez-vous à Mayenne dans la citadelle de Saint-Denis, et lui rendirent assez de confiance pour le décider à adresser une lettre d'apologie au roi d'Espagne [2]. Cette lettre, écrite de sa main, raconte longuement les détails, rejette la faute sur les Allemands, puis sur la panique qui a suivi leur défection : « Les capitaines et soldats n'avoient point d'oreilles pour me ouyr... Ce malheur, qui par le jugement de raison ne se pouvoit prévoir, a donné grand avantage à nos ennemis. »

Ce que pensera Philippe II inquiète autant Mendoza que Mayenne : le belliqueux ambassadeur rejette aussi sur les Allemands le malheur de la journée [3]; il écrit de nouveau le surlendemain [4]. Mais Philippe II

[1] Ms. Arch. nat., K. 1574, p. 48 : « Aviendo perdido el artilleria... los 2 mille lansquenetes que S. Pol traxo de Lorrena se rindieron al principio de la batalla. »

[2] *Ibid.*, K. 1573, p. 72. Lettre du 22 mars 1590.

[3] *Ibid.*, K. 1571, p. 58.

[4] *Ibid.*, p. 59, du 16 mars.

ne se laisse pas ébranler par ces émotions, ni troubler par des épisodes. Il vit dans une autre sphère, loin de ceux qui agissent et de ceux qui meurent. Le temps qui s'écoule, les revers qui s'accumulent, les braves qui s'épuisent ne sont rien dans son jeu méthodique... « Et cet événement ne déplut pas trop au roi d'Espagne, je m'en aperçus fort bien quand j'allai lui en faire ma cour, remarque Cabrera [1]; car il faut comprendre que le Mayenne, s'il avait été vainqueur, était décidé à faire tuer les Seize dans Paris, et à se faire proclamer roi. » Philippe II conservait même encore à Madrid l'ambassadeur Longlée, que lui avait envoyé Henri III huit ans auparavant, mais sans lui faire confidence des nouvelles qu'il recevait sur la bataille d'Ivry. — Et ce n'est pas moi qui lui en donnerai, écrivait Longlée [2], « car je n'en seroys pas mieulx vu pour cela ».

IV

SIÉGE DE PARIS DE 1590.

La Seine devenait royale de Paris à la mer, sauf à Rouen et à Mantes. Mantes fut la première au pouvoir de Henri IV, puis Vernon, Meaux et Melun, Provins

[1] T. III, p. 415 : « No desplacio mucho este suceso al Rey de España segun yo adverti en el darle el pesame. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 1. Longlée au gouverneur de

et Corbeil, Lagny et Poissy [1], toutes les villes où passaient les aliments destinés à Paris.

La chaîne se tend autour de la capitale rebelle; la famine commence peu de semaines après la bataille d'Ivry [2], elle va sévir durant quatre années, avec des recrudescences intermittentes; les marchands ne vendent plus, les ouvriers ne trouvent plus d'emploi, les écus et le blé sont cachés au fond des maisons. Le 4 mai 1590, commence l'investissement [3]; le 9, Henri IV arrive de Sens et enlève Charenton [4].

Il ne restait qu'environ deux cent vingt mille habitants dans Paris [5]; il va en mourir le quart dans les trois mois de cet été [6].

La ville était partagée sur la rive droite par une grande rue, garnie de boutiques, qui commençait à la porte Saint-Martin et s'arrêtait au pont Notre-Dame; ce pont lui-même était couvert de maisons et de boutiques, et « semblait être une rue ». C'était une magnificence qui éblouissait les étrangers. Les murailles de

Bayonne. Longlée est encore à Madrid le 8 avril 1590. (*Ibid.*, p. 2. Longlée à Matignon.)

1 Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 70. Étonnement de Mendoza devant la rapidité de ces succès et la méthode savante de ce blocus. Henri IV prend encore, durant les premières semaines du siége, Palaiseau, Longjumeau, Brie, Bray et Nogent-sur-Seine; il possédait déjà Senlis et Montereau.

2 Dès le 23 avril. *Ibid.*, K. 1571, p. 84. Mendoza au roi : « Ninguno el commercio ni manufactura. »

3 De Barthélemy, *Journal d'un curé ligueur*, p. 245.

4 Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 99.

5 Lestoile, 26 mai 1590.

6 Herrera, t. III, p. 208.

Charles VI sur la rive droite, et celles de Philippe-Auguste sur la rive gauche, avaient été réparées en 1536 par le Boccadore, l'architecte de l'Hôtel de ville [1]; mais elles étaient mal entretenues et coupées de brèches sur plusieurs points [2]. Il est vrai que les canons de Henri IV ne portaient point à plus de quatre cents pas [3].

Le duc de Mayenne n'avait pas cru prudent de s'enfermer dans la ville assiégée : il se tenait à Péronne, d'où il envoyait en Espagne des supplications pour recevoir de l'argent et des soldats, tantôt s'adressant à D. Juan de Idiaquez [4], tantôt à Philippe II lui-même, « très-humblement, pour qu'il luy playse d'employer pour quelque temps toutes ses despenses, son autorité et ses moïens à nostre conservation [5] ». Il courut même jusqu'en Flandre près d'Alexandre Farnèse, « avec l'advis de M. le commandeur Moreo, pour obtenir quelques troupes ».

Le commandement nominal appartenait dans Paris au duc de Nemours, qui s'efforçait de faire suppléer dans chaque quartier, par un de ses gentilshommes, le colonel vantard et incapable de la milice bourgeoise [6].

[1] Sauval, t. I, p. 43.

[2] Pigafetta, *Relatione dell assedio di Parigi*. La Société d'histoire de Paris a publié dans ses tomes III et VII les relations du siége les plus curieuses. La relation de Pigafetta est Ms. Bibl. nat. français, 3960, f° 40; et celles de Panigarolles au duc de Savoie sont *ibid.*, 3947, f° 273, et 3960, f° 92.

[3] *Ibid.*, p. 53.

[4] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 75. Lettre autographe du 10 mai 1590.

[5] *Ibid.*, p. 77. Lettre autographe.

[6] *Bull. Soc. hist. de Paris*, t. VII, donne les noms des gentils-

Mais chacun des Seize, comme chacun des prédicateurs, usurpait sa part d'autorité, tout en feignant de se soumettre à la suprématie de Bernardino de Mendoza et de Gaetano le Légat.

Le cardinal Gaétano[1] était un Italien doux et lettré que désolait sa mission en France. A peine avait-il franchi la frontière que ses bagages étaient volés; quand il arriva à Lyon, le parquet de la salle où on lui offrit un banquet s'écroula. Échappé à ce danger, il pénètre dans Paris en janvier et tombe au milieu de l'enthousiasme belliqueux de la commune qui envoie seize bataillons pour l'accueillir par des salves de mousqueterie. « Lui qui avoit ouï parler de la suffisance et adresse de telles gens, faisoit perpétuellement signe de la main que l'on cessast. Mais eux, pensant que ce fussent bénédictions qu'il leur donnoit, rechargeoient toujours[2]. » Il venait de faire renouveler le serment de la Ligue, lorsqu'il apprend la bataille

hommes. Voici ceux des seize ineptes colonels de Paris, qui étaient la plupart du conseil des Seize : Santeuil, potier d'estain; Anthoine, maistre maçon. Feuillet, marchand de vin; de Nully, premier président en la cour des aydes; Lhuillier, maistre des comptes; Michon, conseiller au Parlement; Villebichot, marchand de soie; du Four, conseiller au Parlement; Costeblanche, drapier (remplacé bientôt par Perdrier, marchand de vin); du Fresnoy, apothicaire; de Grandrüe, conseiller au Parlement; Passart, mégissier; Turquet, joaillier sur le pont aux Changeurs; Compans, drapier; d'Aubray, secrétaire du roy; Pigneron, ci-devant drapier.

[1] Ce nom a été défiguré presque constamment; il se lit *Gaetano* sur les signatures; voir par exemple Ms. Bibl. nat. français 3275, f° 67.

[2] Legrain, cité par Alfred Franklin, *Journal du siége de Paris*, p. 130.

d'Ivry. Il se prépare à s'évader avant l'investissement [1], quand il voit arriver son neveu Pietro Gaetano qui lui apporte l'ordre de rester à Paris [2]; il se résigne humblement, il reçoit même pour sa docilité les éloges de Mendoza [3]; mais il est presque aussitôt contraint à autoriser l'enlèvement de « tous les ornements d'argent de toutes les églises pour payer les gens de guerre [4] », et bientôt de bénir une nouvelle procession au milieu des salves importunes de mousqueterie : devant lui défilent dix-huit cents moines [5], « tous la robe troussée, le capuchon bas, le casque en tête, le mousquet sur l'épaule [6] » ; ils chantent des hymnes, ils déchargent leurs armes, une balle vient tuer son aumônier à côté de lui.

Ces moines continuaient à être les véritables maîtres de Paris ; « un peuple, disait Henri IV, est une beste qui se laisse mener par le nez, principalement le Parisien [7] ». Les meneurs n'étaient pas seulement des religieux, ni des « marmiteux de la Sorbonne qui ont toute leur vie esté enfermés dans un collége à pédantiser » ; c'étaient aussi les procureurs. Ces agents subalternes de la justice se trouvèrent subitement les

1 Legrain cité par Alfred Franklin, *Journal du siége de Paris*, p. 139. C'est la relation d'un des secrétaires italiens du nonce.

2 *Ibid.*, p. 143.

3 Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 76; au roi, du 13 mai 1590.

4 Lestoile, 1er juin 1590.

5 Herrera, t. III, p. 210.

6 Dom Félibien, t. II, p. 1190.

7 Lestoile, 18 mars 1595.

maîtres du Parlement et de la commune ; la tête leur tourna, leurs idées se brouillèrent, ils furent pris d'une sorte de fièvre frénétique qui les épuisait; « depuis Pasques 1590 jusques à Noël », moururent soixante-deux procureurs.

Dans cette fournaise tous les crimes étaient permis aux Seize et à leurs amis : « — Un tonnelier des Seize tua de sa main une fort honneste femme, veuve de Greban l'horloger, faisant accroire qu'elle estoit huguenote; — un des Seize, Emmonot, tua un bon catholique nommé Minterne pour lui voler quatre cents escus; — un nommé Moret avec plusieurs autres bourgeois furent jetés à l'eau pour avoir dit qu'il seroit bon de faire la paix. »

De tant de crimes le plus méprisable fut le plus inutile : les Seize tenaient entre leurs mains un otage d'autant plus odieux à la démocratie qu'il était un savant et un artiste. Lorsque Henri III avait fui de Paris, il avait dit à son « premier inventeur des poteries excellentes », Bernard Palissy, en l'abandonnant au Louvre : « — Mon bonhomme, je suis contraint de vous laisser entre les mains de mes ennemis. — Ceux qui vous contraignent, Sire, ne pourront jamais rien sur moi, car je sçais mourir [1]. » Palissy fut enfermé à la Bastille par Leclerc, accablé « de misères, nécessités et mauvais traitements [2] », malgré ses quatre-vingt-dix ans ; il

[1] D'Aubigné, t. III, p. 216.
[2] Lestoile.

succomba, comme la plupart des otages de la Bastille, et à la femme qui avait le courage de lui porter de la nourriture, Leclerc dit en riant : « qu'elle le trouveroit avec ses chiens sur le rempart, où il l'avoit faict traisner comme un chien qu'il estoit ».

Contre les Seize nul recours : un bourgeois rédige une plainte sur un vol de Louchart, « elle ne put estre scellée, n'y aiant mestre des requestes ni secrétaire assez hardy pour y toucher, attendu la qualité du personnage[1] ». Dans cette terreur, les moines mêmes sont envahis par l'autorité de la commune, et ils se laissent condamner à donner aux portes de leurs couvents des aliments « aux pauvres qui leur seroient marqués de leur quartier ».

Car au milieu de ces désordres, le peu de provisions qu'on avait amassé s'était évanoui, la famine commençait ses ravages dès le milieu de juin : Paris était « bouclé » de si près que du 14 juin au 1er août, Mendoza lui-même ne put recevoir une seule lettre[2]. Les assiégés mangèrent d'abord l'avoine, puis les chandelles; au lieu de vin, ils burent de l'eau de réglisse[3]; « on se battoit pour le partage des charognes et des orties et des choses plus horribles[4] » ; les plus déses-

1 Lestoile.
2 Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 115. Mendoza au roi, 1er août 1590.
3 Herrera : « Se comian las zurrapas de las candelas de sebo, y el pan regalado era de avena, y en lugar de vino usavan agua de regalizia... »
4 D'Aubigné, t. III, p. 236.

pérés tentaient de se réfugier dans les faubourgs, près de l'armée royale, tombaient épuisés en arrivant : « — Tous les matins nous avions de pareils huissiers. » Le légat concédait des indulgences [1], Bernardino de Mendoza « donnoit pour cent ou six vingts escus de pain tous les jours et faisoit distribuer force grandes chaudières de boüillie, enfin leur bailla ses chevaux après avoir consommé tous ses deniers, son crédit et celui de son maistre, ayant vendu toutes ses bagues et sa vaisselle d'argent [2] ». Ce vétéran des siéges flamands n'avait pas encore été témoin de privations supportées avec tant de fureur : il ne pouvait se défendre d'une sorte d'admiration pour ces étrangers qui succombaient autour de ses marmites de son ; il avait dès le 1er août dépassé de douze mille écus le crédit que Moreo lui avait laissé [3]. A ce moment, la portion de farine qui se vendait deux écus en janvier, valait cent trente écus [4] : un Italien affirme qu'il a vu du pain fait avec de la poudre d'os humains [5], mais il n'a pas vu manger des enfants ; un des autres Italiens de la suite du légat [6], qui a vu aussi dévorer du pain d'ossements, ajoute qu'il a entendu conter par un président que des enfants ont été volés et cuits. On peut croire que cette horreur n'a été com-

1 Herrera : « concedia muchas indulgencias. »
2 Chiverny, *Mémoires*, p. 500.
3 Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 115. Mendoza au roi.
4 *Ibid.*, p. 121.
5 Pigafetta, p. 78.
6 Corneio, *Bref Discours et véritable des choses plus notables...* Extraits dans Alfred Franklin, *Journal du siége de Paris.*

mise qu'une fois et seulement par des Allemands : les lansquenets qui étaient à la solde de la commune « commencèrent, dit un autre témoin [1], à chasser aux enfants comme aux chiens et en mangèrent trois, deux à l'hostel Saint-Denis, et un à l'hostel de Palaiseau ». Ils désertèrent presque aussitôt [2]. La peau parlait, dit un des Italiens du légat [3], elle était jaune et sèche, « et s'en trouvaient quelques matinées cent, cent cinquante et quelquefois deux cents, morts de faim par les rues [4] ». Chez la duchesse de Montpensier elle-même, une jeune servante mourut de faim.

Et tous ces badauds succombaient en se laissant conter de grandes victoires remportées dans d'autres quartiers sur l'armée royale; ils se gonflaient de fausses nouvelles [5]; ils gobaient de fausses proclamations [6] où Henri IV était censé autoriser ses soldats à prendre l'argent des Parisiens, « leurs femmes de gré à gré et leurs filles par force ».

Le roi, pendant ce temps, venait d'enlever Saint-Denis sous leurs yeux [7] et laissait recueillir par ses soldats les malheureux qui fuyaient la faim. C'était contraire aux lois de la guerre; aussi il s'en excusa [8] : s'il les avait

[1] Lestoile, 16 août 1590.
[2] Picafetta, p. 79.
[3] *Id.*, p. 80.
[4] Corneio, p. 46.
[5] *Soc. hist. de Paris*, t. VII, p. 245, 252.
[6] *Ibid.*, p. 194.
[7] Le 9 juillet 1590.
[8] *Lettres missives*, t. III, p. 285.

rejetés dans la ville assiégée, ils seraient morts sans émouvoir les ligueurs, « qui avoient la force et l'autorité, et des provisions de reste plus que leur part ». Il laissait même entrer des vivres, mais à un bon prix : c'était une contribution de guerre sur les plus riches ligueurs. Il avait chargé Givry et Aubery du Maurier[1] de « laisser passer telle quantité de bois et de vin à Paris qu'ils voudront ».

Émus de la détresse des pauvres, le cardinal de Gondi, évêque de Paris, et d'Espinac, archevêque de Lyon, se firent autoriser par le légat à avoir une entrevue avec Henri IV, au risque d'être massacrés à leur rentrée dans Paris.

Henri IV avait son conseil des ministres dans son camp : il avait gardé Revol, le confident de Henri III, et rappelé Chiverny, le chancelier disgracié quelques semaines avant le coup d'État de Blois; Chiverny, tout brûlant jusqu'alors d'un zèle ligueur, se hâta d'abandonner ses entreprises pour être plus promptement auprès du roi qui le demandait : « sçachant, dit-il[2], combien il importe à un serviteur que son maistre prenne une assurée opinion et créance de sa fidélité et de son affection quand il entre à son service ». Henri IV, en le

[1] *Correspondance de Mayenne*, publiée par l'Académie de Reims, t. I, p. 50, lettre du 20 novembre 1590. C'était un service officiel régulièrement organisé. On a donc fait erreur quand on a accusé Givry d'en avoir tiré son profit. Il agissait pour le compte de l'armée royale, non pour son compte.

[2] *Mémoires*, p. 504.

voyant arriver, lui remit les deux clefs du coffre des sceaux de France [1] et lui dit avec un sourire : « — Voilà les deux pistollets desquels je désire que vous me serviez; vous m'avez avec eux bien fait du mal, mais je vous pardonne. Je vous quitte pour aller prier Dieu à ma mode, priez-le à la vostre. » Mais ses ministres et gens de loi ne pénétraient pas aisément auprès de lui : « Toute la nuit il est à cheval, puis se couche à cinq heures du matin et se lève à dix... Il ne parle qu'à gens de guerre [2]. » Il s'empressa cependant d'accueillir dans l'abbaye Saint-Antoine les deux prélats qui sortaient de Paris pour lui proposer une paix générale [3].

— Ainsi, leur dit-il, Paris ne veut m'ouvrir ses portes que si la paix est générale : Paris se rend arbitre entre Mayenne et moi. C'est plaisant de voir « une ville affamée entreprendre de persuader la paix au duc de Mayenne qui est gros et gras et à son aise... Ceux de l'Union ne craignent point que Paris soit déchiré, pourvu qu'ils en aient une partie : aussi ce sont tous Espagnols ou espagnolisés. Vous, monsieur le cardinal, en devriez avoir pitié : ce sont vos ouailles; et vous

[1] Faye à Bellièvre, 11 juillet 1590, éd. Halphen, p. 90. Chiverny, *Mémoires*.

[2] Faye à Bellièvre, 9 juillet 1590, p. 81.

[3] *Ibid.*, lettre du 7 août, p. 94. Faye assistait à l'entrevue et en trace le récit sous l'émotion du moment. Sa lettre a été copiée et insérée dans la *Chronologie* de Palma-Cayet et dans les *Mémoires de la Ligue*. La relation officielle de l'entrevue avait été perdue. Elle vient d'être publiée *Soc. hist. de Paris*, t. VII, p. 239, et se trouve absolument conforme à la lettre de Faye.

aussi, monsieur de Lyon. Je ne suis pas bon théologien, mais j'en sçais assez pour vous dire que Dieu n'entend point que vous traitiez ainsi le pauvre pour faire plaisir au roi d'Espagne et à Bernardin Mendoce. Vous en aurez les pieds chauffés en l'autre monde. »

— Mais si Paris se rend, hasarde l'archevêque de Lyon, le roi d'Espagne viendra l'assiéger de nouveau et le reprendre!

— S'il y vient, par Dieu! nous le renverrons bien... crie le roi; puis il se reprend et continue avec douceur : « — J'ay juré contre ma coustume, mais je vous dis que par le Dieu vivant nous ne souffrirons point cette honte. » Je veux entrer dans Paris, je ferai pendre ceux qui ont causé la mort de tant de pauvres gens, j'assurerai aux autres la paix et la liberté religieuse. Répétez-le « pour qu'on ne vous reproche vostre infidélité envers vostre patrie ».

Pendant cette conférence, les bourgeois se répandaient dans les faubourgs, se mêlaient aux soldats de l'armée royale, « et en cette rencontre plusieurs Parisiens moyennèrent leur sortie de la ville [1] », d'autres rentrèrent avec des idées calmées ; une sorte de détente laissait reparaître le bon sens. La commune réprima rudement ces tentations patriotiques; elle fit pendre plusieurs bourgeois « des plus apparents », dont un joaillier nommé Leprestre [2]. Huit jours après, elle ne

[1] *Relation* publiée par Alfred Franklin, p. 208.
[2] Lestoile, 8 août 1590.

put empêcher Gondi et d'Espinac de sortir une seconde fois pour déclarer à Mayenne que Paris se soumettrait dans quatre jours [1].

Mais déjà l'armée d'Alexandre Farnèse arrivait. Henri IV, sachant qu'on ne continue pas un siége devant un tel capitaine et de tels soldats, évacua les faubourgs de Paris dès le 18 août et se prépara à une bataille.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 117 du 17 août 1590.

CHAPITRE II.

CAMPAGNES D'ALEXANDRE FARNÈSE EN FRANCE.

1590-1592.

Dernières campagnes de Farnèse en Flandre. — Première campagne de France. — La Société de Jésus. — Les mendiants et les traîtres. — Les armées espagnoles de Languedoc et de Bretagne. — Les alliés et les neutres. — Impuissance de la Ligue. — Seconde campagne de Farnèse en France. — Catherine de Bourbon.

I

DERNIÈRES CAMPAGNES DE FARNÈSE EN FLANDRE.

Alexandre Farnèse, en voyant disparaître la flotte qui devait transporter son armée en Angleterre, jugea nécessaire de relever le moral de ses soldats par un succès prompt et considérable. Dans cette obligation de réaliser à point nommé un coup d'éclat, il écouta l'Anglais Grimstone [1] qui lui promit de lui faire rendre la ville de Berg-op-Zoom, commandée par l'Écossais Balfour. Les Pays-Bas étaient devenus l'asile des scélérats de l'Europe entière; on en pendait des quantités, on en soudoyait davantage, on s'accoutumait à

[1] Voir ce nom à l'Appendice biographique.

vivre dans une atmosphère de meurtres et de trahisons. Farnèse, qui avait déjà acquis Gueldres d'un Écossais l'année précédente, crut gagner de même Berg-op-Zoom. Il choisit trois mille hommes parmi les plus solides de ses Espagnols et de ses Italiens, les conduisit lui-même jusqu'au fort de la Cabeza, vit la herse se lever, les braves s'engouffrer sous la voûte, puis entendit subitement une effroyable canonnade. La garnison embusquée dans les redans et les contrescarpes guettait ces malheureux, et les couvrait de feux sans qu'ils pussent se défendre. Alexandre, « oyant l'escoupeterie, fut pressé d'un tel despit qu'il y vouloit donner, mais il fut saisi au corps par ses plus familiers [1] ». Bien peu d'hommes échappèrent : le fils [2] de D. Juan de Idiaquez, qui s'était jeté comme volontaire avec l'infanterie, fut sauvé par le sergent Limon, qui le prit sur ses épaules [3] et l'emporta à la nage à travers les fossés de la place. Lorsque Grimstone, l'auteur du stratagème, vint s'en vanter à la cour d'Angleterre, la reine Elizabeth le fit approcher et lui jeta une bourse, avec ces paroles : — Retirez-vous dans votre maison, pour que je sache où vous trouver quand j'aurai besoin d'un homme qui joue bien le rôle de traître.

D'autres Anglais avaient été laissés par Leicester dans Gertruydenberg : ils se regardaient comme les

[1] D'Aubigné, t. III, p. 202.

[2] Don Alonso de Idiaquez, capitaine de cavalerie. Il devint plus tard duc de Ciudad-Real et vice-roi de Naples.

[3] Coloma, p. 10. D. Sancho de Leiva fut aussi sauvé par ses soldats.

souverains de la ville, rançonnaient les habitants et faisaient des courses le long des canaux, pour « piller les navires et les marchands qui trafiquoient [1] ». Le prince Maurice d'Orange entreprit de « chastier ces mutinés pour monstrer un bon exemple d'obéyssance à toutes les garnisons ». Il ouvrit contre sa ville de Gertruydenberg le feu de soixante pièces de canon, « si bien que cette batterie fut estimée la plus furieuse qui eust encore esté faicte aux Païs-Bas [2] ». C'était une raison suffisante pour que Farnèse s'empressât d'offrir son appui aux mutins; la garnison se trouvait ainsi entre deux armées qui la menaçaient et la courtisaient également; elle prit joyeusement son parti : elle compléta en quelques heures le pillage de la ville, puis sortit avec son butin en laissant la place à Farnèse.

Cette stratégie autour des fossés de quelques villes, ce morcellement des hostilités n'allaient point à l'allure de Farnèse. D'ailleurs, il sentait peser sur lui une haine sourde : il savait que les griefs ne manquaient point à l'Escurial; on l'accusait « de n'avoir faict son devoir lorsque la flotte d'Espagne estoit auprès de Calais, et d'avoir esté la seule cause de la perte de tant de soldats à Berg-op-Zoom [3] ». Par-dessus tout on lui reprochait de n'avoir point détruit les protestants dans les villes qui lui étaient soumises, et de manquer de fer-

[1] Palma-Cayet, p. 138.
[2] D'Aubigné, t. III, p. 205.
[3] Palma-Cayet.

veur dans ses pratiques religieuses [1]. Il devinait surtout sa condamnation d'après la ruine de sa santé, il se croyait empoisonné, ses jambes enflaient, « non sans soupçon de poison, dont mesme ses serviteurs italiens s'en plaignoient ouvertement, disant que les Espagnols avoient ainsi accoustré leur maistre [2] ». Cette opinion fut générale : Farnèse ne doutait pas que Philippe II ne voulût se défaire de lui comme on prétendait qu'il s'était déjà débarrassé de don Juan d'Autriche. « — Il lui a échappé de dire, écrit un Anglais [3], qu'il supposait fortement qu'on lui avait versé du poison ou dans sa boisson ou dans ses aliments. »

Ce qu'on peut affirmer, c'est que Philippe II attachait un grand prix aux renseignements sur sa santé. Sur une note de chancellerie où il lisait : « De Flandres on a des avis particuliers sur les craintes que donne la santé du duc de Parme : elles sont confirmées par les avis de Lorraine », il écrit de sa main : « — Attention ; à cela il conviendra voir tantôt ; le doivent voir également D. Cristoval de Mora et D. Juan de Idiaquez ; cependant, je crois que c'est le même renseignement que celui qu'on a reçu le 29 septem-

[1] D'Aubigné : « Qu'il n'affectoit point les chapelets et grains bénits. »

[2] Le Petit, *Chronique de Hollande*, t. II, p. 570.

[3] Lodge, *Illustrations*, t. II, p. 396. Talbot to Shrewsbury, 26 may 1589 : « And himselfe gevethe oute that he greatly suspecte the himselfe to have receved som poyson, ether in som meate or drynke. » La même pensée se trouve dans un quatrain Ms. Bibl. nat. français 3960, f° 75 :

Humant un œuf Parme s'est trouvé pris...

bre, puisque celui-ci est de si peu de jours après [1]. »

Ce qui est certain également, c'est que Philippe II prodigua à Farnèse les marques de confiance dans le moment même où il lui cherchait un successeur [2]; il lui déclara que son rôle avait été ce qu'il devait être durant toute la campagne maritime contre l'Angleterre [3]; il accueillit avec bienveillance le Franc-Comtois Richardot que Farnèse avait chargé de sa justification à Madrid; mais il envoya dans les Flandres, un peu comme surveillants, un peu comme successeurs, deux jeunes hommes qui avaient une attitude à part dans la cour, comme on l'a déjà vu [4], et qui passaient pour être les fils naturels du roi [5], deux hommes orgueilleux et brouillons, le prince d'Ascoli et le duc de Pastrana.

Farnèse se tenait épuisé à Spa, « à boire de l'eau des fontaines » et à faire des pélerinages à Aix-la-Chapelle, où, pour donner meilleure opinion à Philippe II de son orthodoxie, il rendait ses devoirs, selon qu'il avait soin de le faire publier, aux précieuses reliques « qui sont les brayes de saint Joseph, la chemise de

1 Ms. Arch. nat., K. 1570, p. 11. *La chancellerie :* « De Flandes avisan particularmente temerse la salud del duque de Parma, y lo mismo confirman de Lorrayne. » *Le roi :* « Ojo. En este convendra mirar luego y asi lo vean don Cristoval y don Juo (Idiaquez); aunque creo que deve ser lo mismo que es recibido a los 29 de sete pues esto es tan pocos dias despues. »

2 Gachard, *Correspondance de Philippe*, t. II, Préface, p. 80 à 89.

3 *Bull. Comm. roy. hist. de Belgique,* 1re série, t. XIII, p. 8.

4 *Histoire de Philippe II,* t. III, p. 54.

5 Le Petit, *Chronique de Hollande*, t. II, p. 576 : « Qu'on disoit estre bastards du roy d'Espagne. »

la vierge Marie et la chaize de Charlemagne [1] ».

Les deux étés de 1589 et 1590 s'écoulent dans le nord en coups de main sur des villes et en préparatifs d'une campagne de France.

Les coups de main sur les villes peuvent se connaître par deux exemples, celui de Nimègue et celui de Breda.

Parmi les bandits qui passaient d'un parti à l'autre, selon les chances du pillage, l'un des plus redoutés était l'Allemand Martin Schenck. Constamment ivre, il ne descendait de cheval ni pour boire, ni pour dormir; il frappait, il tuait ses soldats, et les fanatisait par le riche butin qu'il leur procurait. Il avait été chassé par Guillaume d'Orange, et s'était donné à Farnèse; il avait vaincu Hohenlo et pris Nimègue; puis il rentra au service des États, et forma le projet de leur rendre Nimègue qu'il leur avait enlevée.

Il partit de son fort de Schenck qu'il avait construit pour dominer la Westphalie: il pénétra en bateau, à minuit [2], avec quelques hommes au cœur de la ville, pendant que ses gens l'attendaient dehors, en bas des remparts. Il s'introduisit dans une maison qui s'appuyait aux murailles, afin de pratiquer une ouverture et d'introduire ceux de l'extérieur : mais le hasard voulut que dans cette maison, une noce fût célébrée cette même

[1] LE PETIT, *Chronique de Hollande*, t. II, p. 570; D'AUBIGNÉ, t. III, p. 207.
[2] Le 10 août 1589.

nuit : les femmes poussèrent des cris, les invités à demi ivres se répandirent avec des torches à travers la ville, les bourgeois et la garnison parurent en armes, Schenck courut à son navire, glissa sur la planche qui s'appuyait au quai, tomba, fut maintenu sous l'eau par le poids de sa cuirasse, et noyé. Le lendemain, les bourgeois retirèrent son corps et l'attachèrent à la potence.

La ville de Breda était occupée par une garnison italienne. Maurice d'Orange autorisa le Français Hérauguière à tenter une attaque semblable, et lui confia soixante-dix hommes [1]. L'entrepreneur du chauffage des Italiens de Breda, Adrien de Bergues, cacha Hérauguière et ses aventuriers au fond d'un bateau de tourbe. Le bateau arrive au commencement de mars [2] par le canal, il est visité par un caporal qui ne voit que la tourbe, mais qui fait attendre la marée du lendemain pour laisser ouvrir les écluses par lesquelles le canal communiquait avec les fossés de la citadelle ; « durant ceste attente, les soldats qui estoient cachés dedans, eurent de l'eau jusques à mi-jambes et murmuroient contre Hérauguière ; le froid les faisoit tousser, cracher, et n'attendoient en ces extrémités que d'estre découverts et pendus ». Les Italiens de la citadelle, qui souffraient aussi du froid, ne murmuraient pas moins de ce retard ; ils mirent un grand zèle à haler le bateau

[1] Coloma, p. 26 ; d'Aubigné, t. III ; Palma-Cayet, p. 212 ; du Maurier, p. 221.
[2] Le 3 mars 1590.

et à décharger la tourbe : le patron, qui entendait sous sa cale « toujours quelqu'un des soldats qui crachoit ou toussoit, fit le plus de bruit qu'il put à tirer la pompe » : la seconde nuit arriva, Hérauguière sortit, se saisit avec ses soixante-dix hommes de deux corps de garde, tua ceux qui vinrent l'attaquer dans la cour de la citadelle, et ouvrit une porte aux renforts qui l'attendaient à l'extérieur.

Farnèse est bientôt détourné des préoccupations de cette guerre d'escarmouches par les préparatifs d'une expédition en France.

Philippe II, en apprenant la bataille d'Ivry, se décide à pousser enfin Farnèse contre Henri IV.

Farnèse reçoit pour instructions d'utiliser Mayenne, et de préparer l'avénement de l'infante Isabelle au trône de France. — Isabelle, lui écrit Philippe II [1], est, du droit de sa mère, la seule héritière de la couronne; « on ne doit tenir nul compte des usages contraires, ni de la prétendue loi salique, d'invention récente, comme le savent tous ceux qui ont étudié la question, loi sans crédit, quoi qu'en disent les gens mal informés ». Ces combinaisons d'art politique et de science militaire convenaient au génie de Farnèse; tout d'abord il se mesure avec l'infortuné Mayenne.

Mayenne était aux abois; il écrivait à Farnèse :

[1] GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 73. Instructions à Tassis du 3 mai 1590, et à Farnèse du 1er octobre suivant.

« Je baise très-humblement les mains de Votre Altesse[1] » ; bonnes paroles qui ne touchaient pas l'Italien et ne lui faisaient négliger « aucun artifice pour tirer de Mayenne toutes les conditions advantageuses qu'il pourroit[2] ». Il est plaisant de voir entraîner dans l'orbite d'Alexandre Farnèse un homme mou et irascible comme Mayenne, qui ne savait avoir ni activité ni sang-froid, qui sortait de sa torpeur seulement pour un acte de brutalité[3].

Mayenne était déconfit par ses revers et assoupli par ses besoins d'argent : il se consolait de ses bassesses près de Farnèse, en le diffamant dans des conversations secrètes avec l'homme le plus important de l'Europe, le commandeur Moreo.

Don Juan Moreo était l'agent préféré de Philippe II en France, le dispensateur de ses largesses. Faux et envieux, il excellait à capter les confidences, à corrompre les cœurs, à soupçonner les intentions. Il avait débuté par l'acquisition du malheureux Henri de Guise ; il avait acheté Balagny avec Cambray ; il stipendiait Mayenne ; il incriminait Farnèse. Philippe II l'avait récompensé par une riche commanderie et des charges de cour dont il n'avait pas le loisir de profiter, dans son ardeur atrabilaire pour les missions secrètes. Il n'en était pas moins

[1] *Recueil de* de Croze, p. 408. Lettre du 12 avril 1590.
[2] La Huguerye, *Mémoires*, t. III, p. 339.
[3] Meurtres de Saint-Mesgrin, de Sacremore et des assassins du président Brisson.

vaniteux : « — Le roi, dit-il [1], vient de m'avancer dans mon Ordre, il m'a donné le titre de bailli de Caspe et de gouverneur de Amposta ; et désormais, comme gouverneur de Amposta, je resterai couvert devant mon roi. » — « Il se trompe », écrit en marge Philippe II, qui se faisait communiquer les lettres adressées à ses agents et étudiait toutes les pensées. Moreo était en outre membre du conseil de la guerre [2], il se voyait appelé à jouer dans l'annexion de France le rôle de Christoval de Mora dans celle du Portugal, il rêvait de longues années de toute-puissance. Aussi Farnèse l'inquiéta plus que Henri IV. Dès la bataille d'Ivry il le dénonçait pour n'avoir pas donné d'infanterie au comte d'Egmont, ce qui selon lui avait été la cause de la défaite, et, ajoutait-il, « — je ne lui ai pas caché mon opinion, ce qui l'a tellement blessé, qu'il ne m'a plus une seule fois fait un accueil un peu civil. Sans lui la cause catholique serait triomphante en France [3]. » Puis il exploitait l'hésitation de Farnèse devant les dangers d'évacuer les Flandres, et de risquer une armée insuffisante contre un homme de guerre comme Henri IV : « — J'ai fait beaucoup plus que je ne pou-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1569, p. 152 et 158. Moreo à Mendoza, 2 octobre 1589 : « Me ha alcançado S. M. de mi religion el titulo de Baylio de Caspe y de castellan de Amposta, y al delante, siendo castellan de Amposta, me cubrire delante de mi Rey. » — *Le roi :* « Engañase. »

[2] *Ibid.*, K. 1573, p. 65. Le carton K. 1574 comprend principalement sa correspondance.

[3] Cité par MOTLEY, *the United Netherland*, t. III, p. 203.

vais, écrivait de Spa le héros, au moment de se mettre en marche vers la France [1]; j'ai laissé en très-grave péril le pays dont on m'a confié la charge, et avec lui ma réputation et mon honneur. » — « Bon, faisait Moreo en communiquant cette lettre au roi [2], il croit qu'on l'envoie en France, moins pour secourir les catholiques de la Ligue, que pour se débarrasser de lui dans les Pays-Bas; on lui a dit qu'il doit être remplacé par le cardinal-archiduc qui serait déjà prêt à partir de Madrid. Du reste, il est au plus mal avec moi [3]. »

Farnèse estimait téméraire de compromettre la domination espagnole dans le nord, pour s'engager sans forces prépondérantes au milieu de la France; mais sa prudence était travestie en ces termes par Moreo [4] : « — Je suis forcé de dire la vérité : le duc de Parme a donné tant de marques de mauvaise volonté qu'il n'obtiendra, je le crains, aucun résultat; ce que je crains davantage, c'est quelque trait de Machiavel,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1574, p. 64. Farnèse à Moreo, Spa, 4 juillet 1590 : « He hecho harto mas de lo que he podido, poniendo en mucho riesgo lo que tengo a mi cargo, y juntamente con el la honra y reputacion. »

[2] *Ibid.*, p. 65. Moreo au roi : « Mas por sacalle destos estados que por socorrer a los catolicos de Francia. »

[3] *Ibid.*, p. 66 : « Esta muy mal conmigo. »

[4] *Ibid.*, p. 77. Moreo à D. Juan de Idiaquez, du 26 juillet 1590 : « Aunque para dezir la verdad he visto tan malas señales de voluntad en el duque de Parma que temo no llegue a efecto nada... Temo alguna treta de Machiavelo por vias indirectas porque conozco la costumbre de los de su pays. »

ce sont des menées secrètes qui sont habituelles aux gens de sa nation. » La bile le poussant toujours, Moreo en venait à dire au roi [1] : « — Il n'y a pas de prince en Italie, il y en a peu dans le monde qui ne désirent s'agrandir : celui-ci pourrait frapper un plus terrible coup que tous les autres : on sait qu'il n'y a pas un pervers qui ne désire la mort de Votre Majesté. »

Les allures hargneuses et les calomnies de Moreo donnaient moins de soucis à Alexandre que les propos imprudents des deux jeunes gens qui se faisaient appeler « les bastards du roi ». Le prince d'Ascoli et le duc de Pastrana critiquaient le général au milieu des régiments et gagnaient une popularité facile; c'était un jeu dangereux : la garnison espagnole de Courtray profite de cette autorisation, que semblaient promettre les deux voyageurs, pour chasser ses officiers et saccager la ville [2]; à Tournay, le régiment de don Antonio de Çuñiga se révolte [3]; « toutes ces mutineries ne se faisoient qu'à la suscitation des deux ducs émulateurs de Farnèse [4] ».

Enfin le Franc-Comtois Richardot revient de Madrid avec les ordres de Philippe II et des fonds. Les régiments espagnols rentrent dans l'ordre en recevant leur paye. Farnèse se met en marche. Il est à Gondé au commencement d'août. Il arrive à Guise le 14 août.

[1] Cité par MOTLEY, t. III, p. 204.
[2] LE PETIT.
[3] HERRERA.
[4] LE PETIT, t. II, p. 576.

II

PREMIÈRE CAMPAGNE DE FRANCE.

Farnèse ne connaissait exactement ni la force de l'armée de Henri IV, ni le nombre de jours que Paris pourrait tenir encore. Il savait seulement que Mayenne pouvait lui donner à peine huit mille hommes[1]. Il s'avança avec lenteur pour ne perdre aucun homme en route; il apprit en arrivant le 22 août à Meaux que l'importun commandeur Moreo venait de mourir subitement. — « Il est mort empoisonné, écrit le capitaine Moreo, son frère[2], le 18 août, à Meaux, en moins de vingt-neuf heures, sans pouvoir prononcer une parole; mais il s'était confessé et avait communié trois jours auparavant[3]. » — « C'est, écrit à don Juan de Idiaquez l'ancien ambassadeur Tassis qui arrivait aussi à Meaux[4], c'est un ami dévoué que vous perdez; cette mort subite est bien triste. Que Dieu lui pardonne. Amen. »

A Meaux arrivent Mayenne et ses ligueurs, La Motte

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 85. Tassis au roi.

[2] *Ibid.*, p. 90.

[3] Cette congestion cérébrale fut prise généralement pour un empoisonnement. Voir Coloma, p. 33 : « Murio casi al improviso despues de cierto banquete. »

[4] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 89. Tassis à Idiaquez, du 12 septembre 1590.

avec l'artillerie espagnole, et le prince de Chimay avec les Wallons. Farnèse s'enferme sur la rive droite de la Seine en face de Lagny, dans un camp qu'il entoure de fossés et de palissades. On en retrouverait peut-être des traces aujourd'hui. Il avait environ vingt-cinq mille hommes et dix-huit pièces de canon [1]. Il venait d'apprendre que Henri IV avait seize mille fantassins médiocres, quatre mille excellents cavaliers [2] et onze pièces de campagne.

Henri IV avait compris la nécessité de réunir ses forces sous sa main, et de négliger provisoirement Paris : il se tenait dans un camp retranché entre Vincennes et Saint-Maur, décidé à livrer une bataille s'il trouvait une occasion favorable [3]. — « Il ne se faut pas tromper jusque-là, lui disait Biron [4], que d'espérer que les soldats françois s'avantagent par l'ordre sur les Espagnols. »

Farnèse ne tarda point à donner raison au pronostic du vieux maréchal : après sept jours d'immobilité, il traversa la Seine dans le brouillard, abattit un pan des murs de Lagny par quelques volées de canon, entra dans la ville et massacra la garnison [5].

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 85. Tassis au roi, du 3 septembre 1590.
[2] *Ibid.* : « Muy buenos. »
[3] *Lettres missives*, t. III, p. 245.
[4] D'Aubigné, t. III, p. 238.
[5] A l'exception du commandant Beauvais de La Fin. Ce La Fin était peut-être traître. En tout cas, c'est lui qui sera plus tard l'agent actif de la trahison de Biron. Sur la prise de Lagny dans la nuit du 4 au 5 septembre, voir Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 87. Tassis au roi.

C'était une humiliation pour Henri IV de voir cueillir une place forte à côté de son armée. Il tenta de répondre par un coup plus brillant. La nuit de même il évacua son camp, traversa la Seine, entra dans le faubourg Saint-Marcel à deux heures du matin, et appliqua ses échelles contre la porte Papale, entre les portes Saint-Jacques et Saint-Marcel [1]. Derrière la porte Papale s'étendaient les jardins de l'abbaye Sainte-Geneviève; le roi espérait entrer dans l'abbaye, s'y fortifier, et de là, gagner pas à pas tout Paris [2].

Les bourgeois ne veillaient plus, mais à cette heure, sur la tour Papale, se tenaient en sentinelle trois ou quatre Jésuites. L'un d'eux, le Père Commolet, « pour n'estre pas oisif, apprenoit son sermon [3] ». Ils saisissent leurs hallebardes, les rompent sur les casques qui apparaissent au haut des échelles, renversent deux hommes dans le fossé, poussent des cris d'alarme [4]. Aussitôt

[1] Cette porte était murée : elle avait été ouverte dans les remparts en 1147 pour l'entrée solennelle du pape Eugène III.

[2] Dans la nuit du 10 septembre 1590. Voir *Recueil de* Franklin, p. 270. Henri IV assure qu'il voulait seulement décider Farnèse à livrer bataille (*Lettres missives*, t. III, p. 250); mais on peut croire que c'est un prétexte pour pallier l'échec.

[3] *Histoire d'Alexandre Farnèse*, Amsterdam, 1692, p. 300.

[4] Herrera, t. III, p. 215; Coloma, p. 35; relation publiée par Franklin, p. 270; relation de Pigafetta, p. 98; relation du tome VII du *Bulletin de la Société d'histoire de Paris*, p. 266; Ms. Arch. nat., K 1571, p. 129. Bernardino de Mendoza au roi, du 11 septembre 1590 : « Hallaronse a la guarda solos algunos padres de la Compañia de Jesus : echaron de la muralla abaxo a los de las escalas. » Ces échelles abandonnées (*Bull. hist. Paris*, t. VII) furent données comme trophées aux Pères, qui les conservèrent dans leur collége de Clermont.

accourent l'avocat écossais Balden et le libraire Nicolas Nivelle [1], puis quelques étudiants. Le tocsin sonne, Henri IV donne l'ordre de la retraite et s'écarte rapidement de Paris.

Mais Farnèse comprenait que la ville ne serait pas libre tant qu'elle resterait affamée; il passa des marchés de farines avec Sébastien Zamet, un des parvenus lucquois de Catherine de Médici; il dépensa cent mille écus d'or pour le ravitaillement [2], et espéra dégager la navigation en attaquant Corbeil. Corbeil fit meilleure contenance que Lagny; la garnison et la plupart des habitants se firent tuer sur la brèche. Les Espagnols exaspérés poussèrent les prisonniers sur le pont, où ils furent « dépouillés et précipités avec quelque risée et pour plaisir [3] ». Les ligueurs ne furent pas plus épargnés que les royalistes, « on eut beaucoup de peine à sauver la sœur de M. d'Aron, mestre de camp de la ligue; ce fut une chose effroyable de voir le violement des femmes et des filles que firent les Espagnols [4] ».

Mais les Parisiens ne surent aucun gré à Farnèse de ses efforts pour les nourrir : ils lui reprochaient son mépris pour les chefs de la Commune. Ils étaient

[1] Libraire rue Saint-Jacques, à l'enseigne des *Deux Colonnes*. Le bouillant bourgeois fut tué quinze jours après, à l'assaut de Corbeil. Il avait été envoyé en 1589 par Mayenne au pape Sixte-Quint, pour lui annoncer la mort de Henri III, ainsi qu'il le dit dans son pamphlet : *Lettre de l'illustrissime cardinal Montalte*.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 88. Tassis au roi.

[3] D'Aubigné, t. III, p. 242.

[4] Palma-Cayet, p. 248.

humiliés de le voir préférer à leurs idoles, ses politiques, le Franc-Comtois Richardot, président d'Artois, l'Italien Cosme Massi et le Français Villeroy [1]; il laissait parler de trêve, de réunion des États, ce qui ne convenait ni à Mendoza [2], ni surtout au « cœur des Parisiens, qui commencèrent aussitôt à s'ennuyer de la domination espagnole : tellement que Farnèse, voyant l'insolence de ce peuple qui ne se pouvoit ni maistriser ni retenir par force, se délibéra de s'en retourner [3] ». Il n'essaya même point d'attaquer Melun et partit brusquement vers le nord.

A cette nouvelle, les cavaliers de Henri IV se groupèrent autour de sa tente : Givry, Marivaut, Parabère, Harambure, demandèrent à poursuivre les Espagnols. Le lendemain, ils reprirent Corbeil par escalade en une nuit. Puis ils s'acharnèrent sur l'arrière-garde de Farnèse. Elle marchait en bon ordre, faisait une fière résistance, mais laissait chaque jour quelque détachement égaré, quelques bagages. Ce fut une retraite correcte; mais si Farnèse put se vanter d'avoir fait transformer en blocus le siége de Paris, Henri IV put être glorieux d'avoir escorté avec des forces menaçantes l'armée de Farnèse qui reculait, qui « laissait beaucoup de bagage à la merci des paysans [4] ».

[1] Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 143. Mendoza au roi, du 4 novembre 1590.
[2] *Ibid.*, K. 1573, p. 88.
[3] Chiverny, *Mémoires*, p. 508.
[4] Palma-Cayet.

III

LA SOCIÉTÉ DE JÉSUS.

Le hasard qui aposta quelques Jésuites sur les murs de Paris au point même où s'accrochèrent les échelles de l'armée royale, n'a pas peu contribué à travestir le rôle de la Compagnie dans la Ligue. La nature de son influence durant les siècles suivants a contribué davantage à égarer l'opinion : la lutte sournoise et maligne de la Société de Jésus contre les principes que les anciens catholiques, les parlements et les assemblées du clergé nommaient les droits de l'Église gallicane, a fait croire que les Pères étaient également les ennemis de la dynastie nationale. Cette idée est si généralement répandue que l'on doit apprécier exactement les services qu'ils ont pu rendre en France à Philippe II.

La méprise est un peu due aux Jésuites eux-mêmes; ils n'ont pas dédaigné de laisser croire qu'ils avaient été les plus importants du parti catholique pendant nos guerres religieuses, ils n'ont jamais été indifférents au profit qu'il peut y avoir à passer pour les maîtres de l'opinion. Il n'est pas jusqu'à leur part dans l'escalade du faubourg Saint-Marcel qui a pu être exagérée par eux : les bons Pères, comme tous les hommes de vie paisible, ont volontiers vanté leur valeur militaire, mais

ils ont dû produire plus d'effet par leurs cris que par leurs hallebardes.

La vérité est qu'ils étaient presque aussi haïs des Espagnols que des Français. On pourrait dire que c'était pour les mêmes causes : en France, ils avaient surtout pour ennemis ceux dont ils se présentaient comme les concurrents dans l'enseignement de la jeunesse, c'est-à-dire les ordres religieux qui trouvaient dans les colléges leurs moyens de subsistance. Dans l'Espagne, pays pauvre, ils ont eu, ordre nouveau, pour adversaires tous les religieux qui tiraient une pitance déjà maigre de la bienfaisance publique. — « Ils n'ont garde de manquer en gras pays », disait le peuple, ou encore : « — Par leur industrie ils tirent le meilleur et le plus gras de la terre[1]. » On ne leur savait aucun gré en dehors du monde officiel de leur attitude si hardiment espagnole dans le Portugal. Quant à leurs artifices destinés à amener l'annexion de l'Angleterre, ils avaient abouti à des résultats si désastreux que l'influence de l'ordre s'en trouvait compromise. A peine venaient de rentrer à la Corogne les derniers vaisseaux de l'Armada, que Philippe II obtenait du Pape un bref pour faire examiner à nouveau les doctrines de la Compagnie : don Geronimo Manrique, qui avait été autrefois inquisiteur sur la flotte de Lépante, vint faire à Madrid l'exa-

[1] Voyage de l'archer Cock en 1585 : « No pueden ni quieren faltar in tierra gorda. — Por sus industrias buscan lo mejor y mas gordo de la tierra. »

men des Jésuites au nom du Conseil de la Suprême. Les Pères furent cruellement blessés de cette humiliation et de cette défiance; ils firent « des diligences extraordinaires près du roi pour suspendre l'examen [1] ».

Mais à peine avaient-ils conjuré ce péril, que d'autres attaques surgissaient sur d'autres points : les trois ordres de Saint-Dominique, de Saint-Augustin et de Saint-François se coalisaient dans le monde entier pour repousser la Société de Jésus. « — Nous sommes unis entre nous, disaient ceux d'Amérique, du Japon, des Philippines [2]. Quand nous reprochons aux nouveaux baptisés de continuer à révérer leurs ancêtres qui sont morts païens et seront par conséquent éternellement damnés, ils nous répondent en citant l'autorité des Pères qui les ont baptisés : les Pères autorisent le culte

[1] Cabrera, t. III, p. 316 : « Vino a Madrid llamado del Rey D. Jeronimo Manrique que fue inquisidor en la armada de la Liga, en el año 1571, para hacer la visita de la Compañia de Jesus por consultor del consejo supremo de la Inquisicion, por breve de su santidad que para ello trujo Su Majestad. Tomaronle asperamente los Padres teniendo la poca reputacion de asistir a esta consulta de los de la Inquisicion, y haciendo extraordinarias diligencias para estorbarlo con el Rey por muchos medios. » Voir sur la longue persécution de la Société de Jésus par l'Inquisition, *Histoire de Philippe II*, t. I, p. 203 et suivantes. Les Jésuites espagnols prirent habilement leur revanche de cette honte. Ils envahirent eux-mêmes, sous le règne suivant, l'Inquisition espagnole, et se firent fréquemment désigner comme ses qualificateurs. Par exemple, le Père Estevan Fenoll, recteur du collége de Barcelone, est qualificateur en 1649. On voit combien on calomnie l'ordre de Saint-Dominique quand on l'identifie avec l'Inquisition espagnole. On peut encore citer comme Jésuites inquisiteurs, Castro-Palao, Tamburini, Maryn, Pereyra, et surtout le Père Nitard. (*Revue britannique*, janvier 1875.)

[2] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol, n° 551, f° 21 : « Nuestros religiosos y los de San Francisco que como queda dicho vivian juntos. »

des ancêtres, ces nouveaux baptisés l'affirment, et ce n'est pas une calomnie, car nous-mêmes nous avons vu les Pères de la Compagnie fréquenter les ministres de la religion du pays [1]. Aussi quand il y a une persécution, elle est dirigée contre nous, non contre les Pères [2]. En Chine, les Pères laissent étudier les écrits de Kon-Chu [3]; nous trouvons à peine une idée de Jésus parmi ceux qu'ils ont baptisés : un Dieu crucifié et mort leur semble un morceau un peu dur pour des nouveaux [4]. »

« — C'est faux, répliquaient les Jésuites [5], nous montrons la Croix. Quant aux honneurs rendus par eux à leurs ancêtres ou à leur maître Kon-chu, ils ne constituent pas de l'idolâtrie, mais des gracieusetés de politesse, sans importance. »

Ainsi, aucun lien de reconnaissance ni de tendresse ne les attachait à l'Espagne : au contraire, leur mission véritable, qui était de fonder la toute-puissance d'un pape infaillible sur une Église docile, ne pouvait que les mettre en opposition contre Philippe II : les pré-

[1] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol, n° 551, f° 21 : « Con los Padres de la Compañia, ministros antiguos de aquel reyno. »

[2] *Ibid.*, p. 23 : « Recargar la culpa de todas las persecuciones de Japon a los Padres. » En 1590. Voir aussi f° 38.

[3] *Ibid.*, f° 24 : « Hallo muy poca noticia entre los pocos fieles que hallo. »

[4] « Por parecerles Dios crucificado y muerto, bocado duro para principiantes. »

[5] « No son idolatrias las honras que los christianos Chinos hacen a sus majores defuntos y a su maestro Kon-chu, sino corteçias politicas y indiferentes. »

tentions du prince à asservir le clergé et à dominer le Saint-Siége allaient devenir plus dangereuses si la France s'annexait à l'Espagne. Nul pape ne pourrait plus ensuite tenir tête au souverain temporel de l'Europe catholique.

On peut ajouter que les intérêts des Pères ne les rattachaient pas davantage à la Ligue : ils n'étaient point pipés comme les autres membres du clergé par l'appât des gros bénéfices : dans leur désintéressement ils ont dû être plus indignés que tentés, quand ils ont vu un cuistre comme Génébrard, l'un des Seize, devenir archevêque d'Aix. Ils n'ont rien reçu, ni prébende, ni doublon. Dans les liasses honteuses des quittances collectionnées par Philippe II, on voit une seule fois le nom d'un Jésuite.

C'est en 1584, au moment des conspirations contre Elizabeth. « Le Père Innocent Picquet, de la Compagnie de Jésus » , touche douze mille écus d'or envoyés par le roi d'Espagne [1]. Ce n'était assurément point pour des actions honnêtes : Philippe n'avait pas tant d'écus d'or qu'il les employât volontiers hors de chez lui à un autre objet qu'un meurtre ou une guerre civile. Aussi ne prétend-on faire l'éloge ni du Père Innocent Picquet, ni des tentatives d'assassinat tramées par les Jésuites contre Elizabeth. Il s'agit uniquement de jeter la lumière sur un fait histo-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 38. Quittance du 12 octobre 1584.

rique. Le fait est que les Jésuites n'ont point été les alliés de l'Espagne dans ses prétentions sur la France; ils n'ont point mis la main dans la bourse qui s'ouvrait pour les traîtres; la seule quittance qui reste de l'un d'eux est d'une époque où la Ligue n'existait pas, et où Philippe II ne songeait pas à la couronne de France.

Plus tard, non-seulement ils n'ont rien reçu, mais ils ont été dépouillés de leur revenus. Les Jésuites de Paris sont tombés dans une telle misère, qu'ils ont cherché à éveiller la pitié de Philippe II; ils chargèrent le seul d'entre eux qui fût de nationalité espagnole, Juan Bautista Gonzalez [1], de peindre leur détresse : « — Je suis à Paris depuis vingt ans, écrit-il à Philippe II ; ceux qui exercent le pouvoir au nom du roi d'Espagne ont saisi nos rentes sur l'hôtel de ville; on ne nous paye plus nos mois de collége, on ne nous tient aucun compte de nos services. C'est nous pourtant qui avons veillé seuls sur les murs à l'endroit où s'est tentée l'escalade, et qui avons sauvé Paris. En outre, nous n'avons jamais interrompu nos sermons ni nos leçons... »

Voilà les seuls services dont se vantent les Jésuites ; c'est en leur nom, dans une minute de désespoir, qu'un Espagnol cherche à montrer qu'ils sont dignes de la charité de Philippe, et il ne trouve rien à spécifier que cette garde sur les remparts, et des sermons.

« — Avec cela, continue Juan Bautista Gonzalez,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 79.

on nous hait, on nous accuse d'être tous Espagnols, bien que je sois, moi, le seul Espagnol. »

Ainsi, en plein Paris, ils sont traités presque comme aux Açores : dépouillés de leurs rentes par les ligueurs, attaqués comme Espagnols par les royalistes. On rejette sur eux toutes les iniquités. Voit-on un religieux aux allures perfides, comme le Père Mathieu, dit le *Courrier de la Ligue*, c'est un Jésuite! Ce Père Mathieu se nommait en réalité Fray Mateo de Aguirre, de l'ordre de Saint-François : il était né en Biscaye et remplissait son devoir d'Espagnol, en mettant au service de Philippe II sa prodigieuse activité et ses talents de diplomate. Jésuite encore, selon la légende, le Père Bourgoing écartelé à Tours : il était Dominicain [1]. L'avocat Ameline n'appartenait pas davantage à la Société, bien qu'il se fût « desguisé en Jésuite » pour recruter dans plusieurs villes des partisans de la Ligue [2].

Sans doute, après la tentative d'assassinat de Barrière contre Henri IV, les Jésuites seront expulsés; mais cet arrêt prouve surtout leur impopularité. Ceux qui entretenaient les fureurs populaires et poussaient au meurtre étaient Montgaillard, dit le Petit Feuillant, Feuardent, le Cordelier, et les curés ambitieux qui

[1] Ms. Bibl. nat. fonds Dupuy, vol. XV, f° 5.

[2] LESTOILE. On avait dès cette époque la manie de voir partout la main des Jésuites. Cavriana, ambassadeur de Toscane, écrivait le 4 août 1585 : « J Gesuiti sono stati ministri a questa impresa (la lega)... il re ha avuto una gran patienza a non cacciarli di Francia. »

avaient les mains toujours garnies des doublons de l'Espagne.

Les principaux Jésuites cherchaient au contraire la conciliation; presque seuls ils osèrent déclarer que l'on pouvait, sans encourir l'excommunication, avoir des entrevues avec un prince hérétique[1] : sur les quatre théologiens qui ont la témérité de signer cette invocation à la paix, il y a trois Jésuites : Bellarmin, Vixius et Tirius[2]. Plus tard, quand un dernier effort sera nécessaire pour faire accueillir Henri IV par l'Église, ce sera encore un Jésuite, le cardinal Tolet, qui précipitera la solution[3].

IV

LES MENDIANTS ET LES TRAITRES.

Les curés de Paris n'étaient pas seuls à la solde de Philippe II. A côté de la Sorbonne qui le félicitait de préférer le salut de la Ligue aux intérêts de sa domi-

[1] Le *Bull. Soc. hist. de Paris,* t. VII, p. 232, publie cette consultation sur la question posée par le légat de savoir « si on peut avoir entrevue avec le prince hérétique pour obtenir meilleures conditions aux catholiques, sans encourir les censures de la bulle du 5 des ides de septembre 1589 ».

[2] Ce dernier est le recteur du collége de Paris. Le quatrième théologien est Panicarola, Franciscain, évêque d'Asti.

[3] *Correspondance du cardinal d'Ossat.* D'Ossat au roi, 30 août 1595, t. I, p. 569.

nation dans les Pays-Bas [1], seize drôles qui se dénommaient « les gens tenans le conseil des seize quartiers de la ville de Paris », lui faisaient porter par Fray Mateo de Aguirre une adresse solennelle [2]; ils disaient : « Nous pouvons certainement asseurer Vostre Majesté, sur les vœux et souhaits de tous les catholicques font de veoir Vostre Majesté (*sic*) tenir le sceptre de ceste couronne et régner sur nous, comme nous nous jetons très-volontiers entre ses bras, ainsi que de nostre père. » En même temps, « les gens du bureau de l'hostel de ville » se prévalaient pour envoyer une adresse semblable, « de la créance que nous a apportée le Père Mathieu, religieux de l'ordre de Saint-François [3] ».

A Orléans, la confrérie du Cordon [4] ne se permettait d'entrer en relation qu'avec Bernardino de Men-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 81 : « Quum tibi potior Ecclesiæ quam servandi principatus in finitimo nobis Belgio... »

[2] *Ibid.*, K. 1579, p. 89, de septembre 1591. C'est la pièce originale, avec les signatures autographes numérotées de 1 à 17 dans l'ordre suivant : 1, Debussy, capitaine de la Bastille; 2, Roland, trésorier de l'Épargne; 3, Genebrardt; 4, Martin, docteur en théologie; 5, Boucher, docteur en théologie; 6, Acarie, conseiller et maistre des comptes; 7, ?, colonel de la Cité; 8, ?; 9, Crucé, capitaine; 10, Hamilton, docteur en théologie et curé de Saint-Cosme; 11, de Launay; 12, Sanguin, chanoine de Paris; 13, ?; 14, le grand prieur de France; 15, Joly-Méline, l'un des capitaines; 16, Delabruière; 17, Turquet, colonel. Pour les noms 7, 8 et 13, je lis, probablement par erreur, Rannefaul, Douthuert et Du Pinéant. La pièce est en parfait état; peut-être les numéros ont été ajoutés devant les noms par la chancellerie espagnole. En tout cas, on sait que les Seize étaient à ce moment beaucoup plus nombreux.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1579, p. 96, du 16 septembre 1591.

[4] PALMA-CAYET.

doza; mais Poitiers et Saint-Malo envoyaient des délégués en Espagne[1].

Toutefois ce sont les gouverneurs de province et de ville qui sont les plus importuns dans leurs offres de service et dans leurs demandes d'argent. Ils s'offrent avec cynisme, ils sont obséquieux, ils rivalisent d'ignominie, ils tendent perpétuellement la main, ils sont pleins de gratitude pour les cadeaux les plus minimes. Ces papiers sont revenus au milieu de nous. Ils étalent cette bassesse. L'âme de la France n'était que dans le camp de Henri IV.

Les périodes de révolutions mettent en relief certains caractères : elles voient naître les saints et les héros; mais elles ne sont pas favorables aux mœurs publiques. Le discernement entre le juste et le lâche devient rare. A voir s'écrouler les institutions, se ruiner les familles, s'improviser des fortunes subites, on en vient à regarder l'intérêt du moment comme la plus sûre règle de morale, et l'esprit d'intrigue comme la plus désirable des qualités. Les lois de la conscience sont violentées par l'exemple des habiles. Aussi a-t-on pu dire avec raison qu'il « y avoit fort peu de religion en toute cette entreprise de la Ligue[2] ».

Si le zèle catholique avait soutenu réellement les ligueurs, ils seraient, comme les cavaliers de Condé durant la première guerre, comme ceux de Henri IV

[1] Ms. Arch. nat., K. 1577.
[2] La Huguerye, *Mémoires*, t. III, p. 346.

dans cette dernière crise, « sortis de leurs maisons avec la bourse pleine, ayant vendu de leurs biens à cet effet » ; les ligueurs au rebours : « — S'ils ne voyoient les doublons d'Espagne, ils ne vouloient point marcher; ni le duc de Mayenne mesme; ni tous ses serviteurs; chascun sa pension d'Espagne. »

Aussi Philippe II pouvait se faire mettre sous les yeux un état de ses provinces de France, avec le nom du gouverneur français qui l'occupait pour lui, avec des notes sur le zèle de chacun [1]. Bien plus, si, comme dans le Poitou, ce gouverneur, le vicomte de la Guerche, ne semblait pas assez espagnol, sur le « soupçon que l'on a conçeu de luy », on le remplaçait par Brissac, le vaincu des Açores, qui agrandissait sa fortune en servant tous les partis, qui écrivait des suppliques piteuses à Philippe [2], sans toutefois se faire pardonner entièrement d'avoir porté les armes contre l'Espagne; il restait comme surveillé dans son Poitou par le comte de Daillon, qui gardait Poitiers, mais qui envoyait sa femme à Madrid pour demander de l'argent, pour se jeter aux pieds de l'infante Isabelle, et lui dire avec des sanglots que son mari s'était ruiné au service de l'Espagne, qu'elle n'avait plus d'espoir qu'en sa charité [3].

Boisdauphin, qui était gouverneur d'Anjou et du Maine, était plus gras que Mayenne et ne pouvait mon-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1577, p. 90. État général remis au roi.

[2] *Ibid.*, K. 1573, pièce 100. La Guerche meurt à ce moment. (Fonds français 4019, fo 51.)

[3] *Ibid.*, K. 1584, pièces 81 à 86.

ter à cheval : il n'en avait pas moins su convaincre Philippe II de son importance; il s'excusait d'avoir la témérité de lui écrire : « Offusqué de sa splendeur, disait-il[1], j'ay doubté de m'y avancer. » Aussi il recevait un brevet de pension de dix mille écus; même pension de dix mille écus à La Chastre, le gouverneur de Berri et Orléanais : « — Mais, disait le roi à son comptable Maldonado[2], gardez-vous de rien payer ni à l'un, ni à l'autre, jusqu'à ce qu'on ait eu occasion d'apprécier leur conduite. »

La Normandie appartenait nominalement à un des enfants du duc de Guise, mais elle était conservée pour Philippe II par Villars-Brancas, qui sollicitait sa bienveillance et ses doublons[3]. Ce Villars se disait descendant de Scanderbeg, et n'était point parent du marquis de Villars-Savoye qui occupait la Gascogne.

Ce dernier était fils de la duchesse de Mayenne : « — J'ai besoin, écrivait-il[4], de trente mille écus pour moi. » Il recevait la promesse d'en toucher six mille[5]. Mais il n'avait garde d'être exigeant, car il avait dans sa province un rival redoutable dans l'art

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 67, de Nantes, 12 janvier 1591.

[2] *Ibid.*, K. 1575, p. 52 : « Mas que no se les consignen en ninguna parte para que de lugar de ver lo que hace el uno y el otro. »

[3] *Ibid.*, K. 1575, p. 9 et 10.

[4] *Ibid.*, K. 1583, p. 9.

[5] Du moins on peut l'induire d'une note mise à Madrid en marge d'une lettre de Saint-Pol. Celui-ci remercie des six mille écus qu'il a reçus, et le commis de Madrid, qui lit mal la signature, croit que la lettre est, non de Saint-Pol, mais de Villars-Savoie : donc on avait envoyé pareille somme à Villars-Savoie. K. 1582, p. 89.

d'attirer les subventions de l'Espagne, le jeune Lansac.

Lansac mérite de ne pas être oublié dans cette cohue. Il était fils d'un brave chevalier de l'Ordre, qui avait été le confident de Catherine de Médici et ambassadeur de France. Il avait su, probablement par son père, les projets de l'expédition aux Açores, il les avait révélés à l'Espagne; il se vante aujourd'hui de ce service ancien, il rappelle qu'il a contribué au désastre de la flotte française, il supplie Philippe II d'envoyer un corps d'armée à Bordeaux : il répond de la conquête de toute la vallée de la Garonne [1]. Puis, au bout de quelques semaines, il a de bien plus vastes pensées. Il se fait donner une lettre de recommandation par le comptable Maldonado [2], il part pour Madrid. Il reste un an à Madrid, il accumule les mémoires, il importune les commis, il dénonce des propriétés comme appartenant à des Anglais et propose qu'on les confisque à son profit, il désigne une maison à Madrid que le roi devrait louer pour lui, il fera venir sa femme, rien ne le séparera désormais du prince qu'il adore. Quels services offre cet intrigant pour que le secrétaire don Luis de Çuñiga [3] propose en effet d'accorder la maison, d'allouer des gages et de laisser venir la femme? — Rien de plus facile avec le système de Lansac que de conquérir la

[1] Ms. Arch. nat., K. 1580, p. 27 à 36.
[2] *Ibid.*, K. 1575, p. 115, de mars 1591.
[3] *Ibid.*, K. 1580, p. 57. En réalité, Lansac reçoit à Madrid neuf mille écus en deux fois.

France, non la France seule, mais l'Angleterre et la Hollande aussi. Toutes devront venir sous la main de Philippe II, ou mourir. « On vous vante, dit-il[1], le Génois Cristophe Colomb; il n'a donné que des déserts; moi, j'offre des pays riches et peuplés! » Ce secret merveilleux est simplement d'occuper tous les points où se recueille du sel. Durant un an, Philippe et ses commis entretiennent ce plaisant et l'écoutent : « — Il faut prendre les salines pour après tenir la vie de tous les François en vostre main... Vostre Majesté pourroit oster la vie et la donneroit à qui bon luy sembleroit. » Les Anglais, privés de sel, ne pourraient approvisionner leurs navires pour de longues navigations; leurs marins viendraient d'eux-mêmes se livrer pour une poignée de sel. Il est aisé d'occuper la côte depuis la Gironde jusqu'à la presqu'île de Morbihan : pour cent mille écus on corrompra le gouverneur de Brouage; « je me charge de Bourgneuf et du Croisic » ; on aura Brest pour cent mille écus. Il a déjà parcouru la Bretagne et préparé des trafics[2]. Pour le moment il ne procure que sa propre personne, mais il la livre tout entière : « — Je jure, écrit-il[3], d'obéir à tout ce que le roi me commandera, et par ce serment je m'engage et m'oblige solennellement à le tenir désormais pour toujours comme mon

[1] Ms. Arch. nat., K. 1580, p. 42 à 57.

[2] *Ibid.*, K. 1572, p. 65.

[3] *Ibid.*, K. 1580, p. 56 : « Y con este juramento se obliga y promete solennemente de tener para siempre de aqui adelante à V. M. por su rey legitimo y vivir y morir en su solo servicio. »

roi légitime, à vivre et à mourir dans son unique service. » Mais il s'oublie à Madrid, n'est pas averti à temps par son frère l'évêque de Comminges, aussi agité et aussi espagnol que lui [1], des événements qui se passent en France.

Une autre des créatures de Catherine de Médici se lançait dans un jeu aussi odieux. Balagny, placé par elle à Cambrai, était dominé par sa femme Renée de Clermont, « qui avoit plus d'esprit et de courage que luy [2] ». C'est à elle que s'était adressé le commandeur Moreo pour acheter au prix de douze mille ducats par mois l'alliance de Cambrai [3]; mais la Balagny, au lieu de consacrer ces fonds à entretenir une garnison, cachait les ducats dans les souterrains de la citadelle, et se divertissait à humilier les bourgeoises [4].

La plupart des autres subventions n'étaient pas beaucoup plus utiles : Bassompierre montrait de la bonne volonté en contant quelques nouvelles à Bernardino de Mendoza, et en gardant la ville de Soissons; mais il prétendait être rémunéré [5]; le petit-fils de Monluc perdait son temps au siége de Domme en Périgord et écrivait à Philippe [6] : « Feu monsieur de Monluc, mares-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1584, p. 53 à 56.
[2] La Huguerye, t. III, p. 342.
[3] « Ganando a este hombre y a su mujer que le gobernaba. »
[4] Sur la domination de Balagny à Cambrai, voir fonds Dupuy, vol. 191; fonds français n°s 3399, 3584, 20474, 20560; et fonds Colbert, vol. 337.
[5] Ms. Arch. nat., K. 1595, p. 94, de février 1591.
[6] *Ibid.*, K. 1573, p. 83.

chal de France, mon aïeul, n'a jamais esté desdit aux faveurs qu'il a demandées à Vostre Majesté, de laquelle il se disoit ouvertement son serviteur. Il m'a laissé cette affection pour héritage. »

Philippe II, étourdi par tant de suppliants, commençait à ne plus reconnaître les siens parmi eux et enveloppait tous ces Français dans sa dédaigneuse indifférence. Quand on lui écrit que le maréchal de Rosne vient de prendre les châteaux de Montmorency et d'Écouen, il oublie que Rosne est le seul homme de talent dans son parti, et il met en marge : « — On n'entend pas bien de quel parti il est, mais il est probablement de celui des hérétiques[1] » ; et quand on lui parle du plus violent Espagnol qu'il y ait jamais eu parmi les Français, le cardinal Pellevé, il écrit[2] : « On devra me dire quel est ce cardinal, je ne le retrouve pas, je ne sais si ce n'est pas celui de Sens. » Ainsi, ces gens qui lui vouent leur vie, leur honneur, qui lui livrent leurs cœurs au point de mourir, comme Pellevé, en le voyant définitivement exclu, il ne sait même pas si ce sont des ennemis.

Ses marins n'ont pas plus de discernement : ils s'emparent des navires de Saint-Malo, à l'époque où Saint-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1569, p. 157 : « No se entiende bien de que parte es este mas deve ser de la de los hereges. »

[2] *Ibid.*, K. 1582, p. 85. Ibarra à Idiaquez, du 30 décembre 1592. La main du roi met : « Dicaseme quien es este cardenal que no cayo en el, no se si es el de Sens. »

Malo appartient à l'Espagne[1]; ils saisissent à Gibraltar trois vaisseaux de marchands lyonnais, pendant que Lyon est au pouvoir de la Ligue, les vaisseaux des sieurs Martin et Jean Les Conets, personnages, écrit Mayenne[2] dans une réclamation désolée, « qui ont beaucoup de pouvoir ès villes de Lyon et Marseille, où ils tiennent les premiers lieux ». Sinistres avertissements du sort réservé à la France si elle ne se défend.

Du reste, les agents espagnols eux-mêmes ne recevaient exactement ni des réponses ni des fonds; on semblait les oublier aussi ou les confondre. Chaque province avait son payeur espagnol, chaque gouverneur son surveillant, chaque correspondant son chiffre. La multiplicité des rouages était telle, que Philippe est excusable de s'y être égaré et que nous les connaissons peut-être mieux aujourd'hui que lui-même. Fray Mateo de Aguirre communiquait avec tous ces agents, tels que Tassis, qui avait dépensé quatre cent quarante mille écus d'or avant 1590[3]; Gabriel de Allegria, l'ancien payeur du duc de Guise; Gabriel de San Estevan, le *pagador general*[4]; Diego Maldonado, Mendo de Ledesma[5], et quantité d'autres : l'argent débordait de toutes les mains; déjà le banquier Agostino Spinola

[1] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 139 à 142, de septembre 1592.
[2] *Ibid.*, K. 1582, p. 58, d'octobre 1592.
[3] *Ibid.*, K. 1573, p. 102.
[4] *Ibid.*, K. 1584, p. 1.
[5] *Ibid.*, K. 1577, p. 13.

recommençait ses refus d'avances[1] ; déjà les comptables espagnols ne touchaient plus leurs gages, criaient misère, ne pouvaient payer ni leurs courriers ni leur nourriture[2].

Ils passaient leurs journées à chiffrer ou à déchiffrer les dépêches[3], ou à faire reparaître les caractères tracés en encre sympathique[4] ; ils étaient tous soupçonneux, crédules et prolixes dans leur correspondance. Mais ils avaient très-finement su discerner les deux seuls hommes qui eussent de la valeur dans la Ligue, Rosne et Saint-Pol.

Chrétien de Savigny, baron de Rosne, était né dans le duché de Bar; il avait été envoyé à Paris par le duc de Lorraine en 1588 pour renverser Henri III. Après

[1] Ms. Arch. nat., K. 1569, p. 14.

[2] *Ibid.*, K. 1577, p. 127 et 128.

[3] Plusieurs des chiffres sont conservés et permettraient de lire les dépêches dont on n'a pas le déchiffrement. Voir notamment :

K. 1579, p. 7, le chiffre du duc de Guise; *a* est représenté par 44
41
b — — 33
90
c — — 20
77

K. 1566, p. 11, le chiffre de Bernardino de Mendoza; *ba* est 10; *be* 11; *bi* 12; *bo* 13...

K. 1570, p. 120, le chiffre de *David*, agent à nom faux; *a* est *t*; *b* est *d*; *c* est *o*...

K. 1572, p. 12; chiffre inconnu donnant un caractère pour chaque lettre et ajoutant : « Il y a des hommes si pratics qui sçavent incontinent trouver l'intelligence des chiffres » ; on doit donc dans chaque mot mêler « des caractères qui n'auront aucune valeur, mais serviront seulement de interruption ou brouillerie. »

Ms. Arch. nat., K. 1577, p. 30.

avoir organisé avec ses Albanais la journée des Barricades, il s'était donné au duc de Guise, puis à Philippe II. Mayenne le créa maréchal de France et gouverneur d'Isle-de-France. Rosne n'était pas Français, il avait le droit de combattre Henri IV. Il lutta contre lui avec talent, et au lieu de se laisser acheter par lui comme les autres, il se fera tuer les armes à la main.

L'aventurier qui se faisait appeler Saint-Pol paraît être né aussi en Lorraine : il fut longtemps soldat, puis chef de bandes ; il se fit prince de Réthelois et gouverneur de Reims. Ce parvenu plaisait à la démocratie de la Ligue : il reçut par l'ordre d'Alexandre Farnèse cent soixante-deux mille écus en deux ans[1], puis il continua à toucher six mille écus chaque mois, par les soins de Zamet[2], jusqu'au jour où le jeune duc de Guise le tua de sa main dans un accès de colère. Il en avait demandé dix mille par mois dans une promesse de contrat assez curieuse : « — Je promets, disait-il[3], de ne reconnaître d'autre supérieur que le roi d'Espagne, de ne me soumettre jamais aux lois d'un roi hérétique, à la condition qu'on me donnera dix mille écus chaque mois. »

Quant au duc de Mayenne, il était regardé par tous les partis comme incapable. « Sa mollesse et sa légè-

[1] De décembre 1590 à décembre 1592. Voir K. 1584, pièces 1 et 58 à 61.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1582, p. 89.

[3] *Ibid.*, K. 1583, p. 3 : « Prometo no reconocer a otro que a S. M. por mi superior y no sujetarme jamas a las leyes de un rey herege... con tal condicion que S. M. me dara 10 *mil écus* cada mes... »

reté dans toutes les affaires où il a mis la main, écrivait Mendoza[1], sa folie à gaspiller l'argent », doivent ôter toute confiance en lui. Comme d'ailleurs il ne cachait pas ses prétentions personnelles à la couronne, ni « son ambition si grande qu'il ne voyoit pas volontiers près de luy aultres princes de sa maison[2] », les agents de Philippe II proposaient de l'amoindrir en lui substituant un général espagnol tel que Mondragon[3].

Si le moindre sentiment national et non l'illusion d'un misérable orgueil avait inspiré Mayenne, on pourrait lui savoir gré de cette défaveur et de cette défiance. Mais nul n'était plus solliciteur que lui près de Philippe II, nul plus obséquieux. Il ne se contentait pas de demander des écus, il espérait aussi faire sa cour en suppliant le roi d'Espagne de lui envoyer à Rouen des Carmélites déchaussées[4]; grave maladresse, car Philippe n'aimait pas voir partir pour un pays hérétique des femmes, même quand elles appartenaient à un ordre austère. Bientôt Mayenne comprit la nécessité de se faire défendre à Madrid; il envoya d'abord le président Jeannin, puis il craignit que ce magistrat ne fût point assez docile, et il se hasarda à introduire près

[1] Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 159 : « La floxedad y inconsideracion que tenia en quanto ponia mano y con quan rota desperdiciava el dinero. » Cette lettre doit être du 31 décembre 1591.
[2] La Huguerye, *Mémoires,* t. III, p. 341.
[3] Ms. Arch. nat., K. 1575, p. 50 et suivantes.
[4] *Ibid.,* K. 1576, p. 14. du 12 juillet 1591.

de Philippe le sieur de Parage[1] : « — Non pour défiance que j'aie des bontés, très-sage et très-claire prévoiance de Sa Majesté, mais pour la presse que me donne la nécessité des affaires et la diligence des ennemis » ; il conjure le roi « de vouloir bien commander au plus tost l'ordre et les provisions qu'il sçait trop mieux estre très-nécessaires pour divertir le torrent impétueux ». Il dirige bientôt un troisième envoyé sur Madrid, le sieur Pelissier[2]; il essaye de se faire recommander par le duc de Lorraine qu'il va trouver à Verdun; il écrit de là à Philippe II : « N'ay receu un seul denier, il y a tantôt quatre mois[3]. »

V

LES ARMÉES ESPAGNOLES DE LANGUEDOC ET DE BRETAGNE.

Si Farnèse n'avait pu amener qu'un nombre si faible d'Espagnols dans sa première campagne, si les banquiers et les comptables se lamentaient d'avoir les mains vides, c'est que Philippe avait cru profitable de s'emparer de deux provinces françaises : là il disséminait les soldats qui auraient procuré une victoire déci-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1575, p. 102. Mayenne à Philippe II, de Soissons, 18 mars 1591.
[2] *Ibid.*, K. 1578, p. 108.
[3] *Ibid.*, K. 1578, p. 102, du 23 octobre 1591.

sive s'ils avaient été réunis sous la main de Farnèse. Il n'était pas sûr de conquérir la France; mais tout en poursuivant ce rêve, il voulait en même temps annexer le Languedoc et la Bretagne. Il brouillait, il compromettait le projet large par des tentatives mesquines.

La populace de Toulouse, après avoir déchiré les corps du premier président et du procureur général, s'attendit à être châtiée soit par le maréchal de Matignon, soit par le duc de Montmorency, et invoqua la protection de l'Espagne. Le chef de la Ligue était le maréchal de Joyeuse, qui réclama la même intervention[1].

Philippe II avait des raisons spéciales pour accueillir ces requêtes : il était inquiet de l'Aragon et de la Catalogne qui s'agitaient depuis les troubles du comté de Ribagorza, et il trouvait avantageux d'avoir le prétexte d'une guerre en Languedoc pour tenir une armée près des Pyrénées. Il se fit donner le détail des forces dont il pouvait disposer dans le Roussillon et la Cerdagne[2], il reconnut qu'il assemblerait environ deux mille hommes, et chargea don Martin de Guzman de les organiser en armée[3]. Comme les arquebuses manquaient, il donna l'ordre d'en acheter. « — Ce qui, écrivit-il[4], produira le double avantage d'employer ces gens en France et de les empêcher d'occuper Bar-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1575, p. 8.
[2] *Ibid.*, K. 1574, p. 61, de juillet 1590.
[3] *Ibid.*, pièces 68 à 71.
[4] « Creo que no seria malo esto tanto por tenerlos alli como por sacarlos de Barcelona. »

celone. » Il se fit envoyer les plans de Leucate et de Narbonne[1], les deux places françaises qui devaient servir au ravitaillement du corps expéditionnaire, et il fit occuper par la flotte de Doria tous les points de débarquement entre Rosas et Agde.

Comme en même temps le duc de Savoie envahissait la Provence, Henri IV allait se trouver banni de la Méditerranée, et bientôt cerné entre la Seine et la Loire.

Don Francisco de Eraso et un régiment d'Allemands, Hieronimo de Lodron et un régiment italien[2], débarquèrent à Narbonne. « — Il faut les utiliser promptement, écrivit le roi[3]; je charge don Juan de Idiaquez de préparer un plan et de me le soumettre. » Mais les ordres tardèrent comme toujours : l'Italien Lodron demandait des renforts, ignorait s'il devait opérer sa jonction avec Joyeuse; il était tellement oublié, qu'il se hasardait à remplacer de sa propre autorité les capitaines qui mouraient : « — Je viens de choisir comme capitaine l'Espagnol don Andrea de Muxia[4], qui a déjà

[1] Ms. Arch. nat., K. 1574, pièces 4 et 146 : ces plans sont curieux et assez bien dressés par des ingénieurs italiens.

[2] *Ibid.*, K. 1575, p. 59 et 60. Hieronimo de Lodron avait servi sur les flottes de Santa Cruz aux Açores.

[3] *Ibid.* Note en marge : « He visto esto en qué convendria tomar resolucion con brevedad y asi D. Juan de Idiaquez que se mire todo y melo acuerde. »

[4] *Ibid.*, K. 1576, p. 18 : « Quel altre volte e strato capitano de infanteria et sinhora anco ha servito qua honoratamente dove merita ben esser promosso. »

été capitaine d'infanterie autrefois, et qui, depuis, a servi honorablement comme soldat. »

Enfin, l'année suivante, don Gaspar de Guevara amène les levées de Catalogne et prend le commandement du corps d'armée. Il commence par enlever d'assaut et par livrer au pillage la ville d'Agen[1] : « Le châtiment de ceux d'Agen, dit-il, a si bien servi, que la plupart des places de cette région se sont soumises, mais le régiment d'Allemands est fort diminué; quant au régiment espagnol, la plus grande partie des soldats a déserté. » Ces Espagnols, recrutés parmi les bandits de la montagne ou les portefaix de Barcelone, n'avaient pas beaucoup plus de valeur que les Allemands : ils profitaient du voisinage de la frontière pour retourner à leur premier métier ; leur colonel, don Martin de Guzman, écrivait à don Juan de Idiaquez[2] : « L'infanterie espagnole se défait avec une véritable furie; je crois presque que dans peu de jours je n'aurai plus que les quatre drapeaux. » Joyeuse, pendant ce temps, cherchait à excuser près de Philippe son inaction ou ses échecs[3]. Il fut battu et tué en janvier 1592[4].

[1] Ms. Arch. nat., K. 1576, p. 3 : « El castigo de los de Agen a servido de manera que los mas lugares que en este districto tenian la parte de Memoranci se han reducido... »

[2] *Ibid.*, K. 1576, p. 4 : « Se va deshaciendo con gran furia; casi temo que dentro pocos dias se an de quedar las cuatro banderas solas. »

[3] Voir notamment sa lettre curieuse sur l'épisode de Villegaillenc, K. 1576, p. 36, du 27 septembre 1591.

[4] Lettre de son fils à Philippe II, K. 1578, p. 129. Il se noya dans le Tarn, en fuyant, après avoir été battu à Villemur par Montmorency. (Lestoile, 19 octobre 1592.)

Sur la Bretagne, les convoitises de Philippe étaient beaucoup moins déguisées.

La Bretagne, selon ses légistes, n'avait jamais fait partie du royaume de France [1] ; elle était un bien propre de la famille régnante. La reine Claude, femme de François Ier, était, par héritage, la maîtresse de la Bretagne : par héritage, l'infante Isabelle devenait légalement la propriétaire de la Bretagne [2]. Comment cette subtilité écartait le fils du duc de Lorraine, qui aurait dû, en tout cas, hériter avant l'infante Isabelle [3], Philippe ne s'en préoccupait pas plus qu'il n'avait daigné tenir compte autrefois des prétentions de la maison de Parme sur le Portugal. Mais il avait un autre compétiteur beaucoup plus dangereux, parce qu'il avait déjà mis la main sur l'héritage : c'était le duc de Mercœur. Ce Lorrain, que Henri III avait eu la maladresse de choisir comme gouverneur de Bretagne [4], se prétendait souverain de la province du chef de sa femme Marie de

[1] L'énorme quantité de documents qui sont aux Archives sur cette histoire locale aurait dû tenter un jeune écrivain. Il pourrait consulter une trentaine de cartons; il aurait encore les pièces publiées par la Société des bibliophiles bretons sous le titre : *Choix de documents inédits sur l'histoire de la Ligue en Bretagne,* par M. Anatole DE BARTHÉLEMY, Nantes, 1880; et aussi diverses plaquettes du temps, telles que *Discours véritable de la prise du comte de Soissons, par Mgr le duc de Mercœur,* 1589, et autres. Il y a des documents Ms. Bibl. nat. français 11534 et 18704.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1572, p. 1 à 8, et CHIVERNY, *Mémoires,* p. 510.

[3] Puisqu'il était fils de la fille aînée de Henri II, tandis que l'Infante ne représentait que la seconde fille.

[4] Ce Mercœur était frère de la reine Louise, femme de Henri III.

Luxembourg [1]. Marie de Luxembourg ne manquait ni de fermeté ni d'esprit, mais elle ne pouvait suppléer à la complète incapacité de son mari. Mercœur n'est pas même en état de tenir ses soldats, écrivaient les agents espagnols [2]; « ils l'abandonnent pour voler et pour piller, ou à chaque instant ils lui demandent de l'argent et lui font des avanies ». Quant aux gentils-hommes, ils sont plus sauvages encore, « et il n'y a homme, s'il tient seulement une tour, qui ne se croie un grand seigneur et ne frappe des contributions sur les villages voisins; en sorte que tout ce pays est devenu comme une forêt remplie de bandits ».

Les ambitieux, réduits à l'impuissance, avaient tous le même recours : Mercœur se résigna comme les autres à invoquer Philippe II [3], probablement sur le conseil de sa femme, car l'altière duchesse écrivit en même temps que lui à Philippe [4] : « — S'il ne plaist à Vostre Majesté nous secourir promptement, je crains que Monsieur mon mari coure une mauvaise fortune. »

Il plaisait si bien à Philippe d'envoyer une armée en Bretagne, que ces supplications n'avaient pas été atten-

[1] *Histoire du duc de Mercœur,* la Haye, 1692, p. 66.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1572, p. 65, d'août 1590 : « Se le huyen los soldados no queriendo otra guerra que robar y prender y que cada hora le piden dinero y otras impertinencias... No ay persona que tenga un castillejo que no piense que es gran señor y haza contribuyr a las aldeas cercanas de manera que todo aquello esta hecho un bosque de salteadores. »

[3] *Ibid.,* p. 56, de juillet 1590.

[4] *Ibid.,* p. 59.

dues pour rassembler les soldats et les navires à la Corogne; ils y étaient même depuis si longtemps que leurs approvisionnements s'étaient consommés et que les hommes succombaient sous les privations et les maladies.

Le chef de ce corps d'armée, D. Juan del Aguila obtint enfin un ordre de départ et débarqua à Quiberon le 28 septembre 1590[1]. Il occupa presque aussitôt Saint-Nazaire avec quinze compagnies, et Blavet, ville ruinée au ras du sol, où ne restaient que le fort et le monastère Sainte-Catherine, avec deux compagnies[2]. Il avait dès le premier jour sept cents malades, et parmi eux plusieurs capitaines[3]. Ses officiers poussent avec lui des cris de détresse vers le roi, qui n'avait même pas été capable de pourvoir à leur bien-être dans ses propres ports. — Nous sommes dans la misère, écrivent à la fois D. Juan del Aguila, et D. Pedro de Albisua qui commande les quinze compagnies de Saint-Nazaire, et D. Antonio de Herrera qui commande six compagnies, et D. Diego Maldonado le diplomate[4]; nous demandons une subvention, *ayuda de costa*.

Le duc de Mercœur s'empresse d'annoncer de Dinant à D. Juan del Aguila qu'il est « son plus affectionné à

[1] Ms. Arch. nat., K. 1572, p. 71. Il nomme ce point *Bibero*.

[2] Voir Ms. Arch. nat., K. 1572, p. 80, et K. 1580, p. 3, 4, 16. Cette dernière donne le plan de Blavet et de la rade. Il y avait à Saint-Nazaire 2,132 soldats, et 281 à Blavet.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1572, p. 94.

[4] *Ibid.*, p. 82 à 94.

lui faire service [1] », mais n'envoie pas de vivres. Au bout d'un mois seulement, des navires de Biscaye amènent des renforts et des doublons; on commence le siége d'Hennebon le 26 novembre.

En ce moment l'armée espagnole coûtait quatorze mille écus par mois[2], et le duc de Mercœur signait un reçu déshonorant de vingt mille écus d'or; il signait : « Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur et de Penthièvre, pair de France[3]. »

C'était le plus inutile et le plus fourbe des salariés de Philippe II; c'était aussi le plus coûteux de la Bretagne, où les consciences étaient à bon marché. Si le pays était trop pauvre pour nourrir l'armée d'invasion, il l'était trop aussi pour refuser les petites sommes. Jamais Philippe II n'avait vu, dans sa longue expérience, un patriotisme à aussi vil prix. Pour douze écus, M. de Villamont traite de la trahison de Brest; pour cent cinquante écus, on acquiert le plus gros bourgeois de Nantes, La Motte-Jaquelot; la femme du président Vély, « qui est dame de conséquence », fait part de ce qu'elle entend pour cent écus[4]; madame de Cambor, qui remplit le même office, en obtient cent cinquante pour son mari; et madame de Boisdauphin en prend trois cents. L'importance de la duchesse de Mercœur

1 Ms. Arch. nat., K. 1572, p. 78.
2 *Ibid.*, p. 101.
3 *Ibid.*, p. 108.
4 *Ibid.*, K. 1586, p. 1 : « Me ha avisado de lo que entiende, por ser muger principal. »

était bien évidente, pour que les agents espagnols jugeassent nécessaire de la faire ainsi espionner par toutes ses femmes; quant au duc, on se bornait à acheter son secrétaire pour cent écus, on avait un de ses gentilshommes pour vingt écus.

Pendant ces doubles trafics, Hennebon continuait sa résistance. La flotte espagnole s'était abritée à Blavet; l'artillerie n'arrivait pas de Nantes; la cavalerie bretonne était si médiocre que D. Juan del Aguila était obligé de donner ses chevaux aux Albanais des compagnies italiennes[1]. L'armée espagnole, épuisée avant de partir de la Corogne, continuait à dépérir. « Le secours, écrivait Mercœur à Philippe II, est fort diminué à l'occasion de la maladie qui s'est mise parmi les soldats. Il n'y a plus que deux mille hommes qui puissent servir. » C'est au milieu de janvier de l'année suivante[2] que Mercœur peut annoncer la prise d'Hennebon[3]. Mais il est en querelle avec D. Juan del Aguila. « — Je ne suis pas le maître ici, écrit le général espagnol[4], et je suis obligé de suivre les fantaisies du duc; s'il survient des revers, le roi saura que ce n'est

[1] Ms. Arch. nat., K. 1572, p. 109.

[2] *Ibid.*, p. 127, du 18 janvier 1591.

[3] *Ibid.*, K. 1575, p. 67. L'armée a alors 2,132 hommes, dont 193 malades; on a de plus à Blavet 330 soldats, 280 marins et autant de rameurs.

[4] *Ibid.*, K. 1583, p. 19, du 11 mai 1591 : « Yo no hago esta guerra a mi modo sino al del duque... y si algunos descaydos selo suceden, V. M. sea servido entender que no es culpa mia... » Sur les imprudences de Fray Mateo, voir la lettre du même, *ibid.*, p. 18.

point par ma faute. Fray Mateo de Aguirre est un brouillon qui se mêle de tout, divulgue nos secrets et offre de l'argent pour les connaître. » Bientôt c'est de ses propres capitaines que se plaint D. Juan del Aguila; trois d'entre eux demandent à ne plus servir sous ses ordres[1]. Pendant ce temps, les partisans de Henri IV s'emparent de Guingamp[2]. Des renforts débarquent en septembre et portent l'armée espagnole à près de quatre mille hommes[3]; mais l'argent n'arrive plus. — Occupez les ports, disait Philippe II, et avec un droit sur les marchandises, vous entretiendrez les garnisons[4]. Mais les payeurs espagnols de Bretagne dépensent trente-sept mille écus par mois[5], ils se croient obligés d'écouter tous les mendiants, même Brissac, qui arrive de Poitou pour frapper à leur caisse, « et qui fait les mêmes discours que tous ces Français[6]! »

Cette vénalité commence à dégoûter même les acheteurs d'autant plus qu'ils ne reçoivent aucune autorisation pour se payer eux-mêmes de leurs services. « — Voilà vingt ans, écrit Diego Maldonado[7],

[1] Ms. Arch. nat., K. 1583, p. 147 à 149.
[2] Cabrera, t. III, p. 478.
[3] Ms. Arch. nat., K. 1576, p. 40, de septembre 1591.
[4] Cabrera, t. III, p. 490.
[5] Ms. Arch. nat., K. 1575, p. 108. Lettre de D. Infante.
[6] *Ibid.*, K. 1583, p. 146 et 150. Lettres de Mendo de Ledesma : « Haziendo los discursos que suelen los Franceses. »
[7] Ms. Arch. nat., K. 1580, p. 89, du 7 septembre 1591, au roi : « Haura veynte años que ando sirviendo en negocios d'estado y me hallo oy en dia tan pobre y necessitado que no tengo debaxo de la capa de

que je suis occupé des affaires d'État, et je me trouve aujourd'hui si pauvre et si ruiné que je ne possède pas cent écus, après en avoir consommé plus de cinq mille que j'avais de l'héritage de mes parents. »

Dans ce contraste si humiliant pour nous, les soldats espagnols souffraient du même dénûment que les agents diplomatiques. Philippe II était beaucoup plus préoccupé de sauver leurs âmes que d'assurer leur paye; c'est ce que cherchait à lui faire remarquer le contrôleur D. Pedro de Illanes[1], avec de spirituelles précautions pour excuser son bon sens : « — Assurément, dans les armées d'un prince si catholique, si jaloux de l'observation des commandements de Dieu, il ne faut ni mœurs infâmes, ni ruffians, ni gens qui donnent un mauvais exemple en traînant avec eux des femmes qu'ils n'ont pas épousées; évidemment on a eu raison au Ferrol et aux autres ports d'embarquement de ne pas prendre à bord des femmes de mauvaise vie, et de forcer à se marier ceux qui ne voulaient pas se séparer d'elles. Sans aucun doute on ne saurait imiter les païens qui, par malice, par aveugle obstina-

leido 100 escudos y aver gastado mas de cinco mil que herede de mis padres. » Il renouvelle sa plainte, avec Mendo de Ledesma, le 25 mars suivant. K. 1581, p. 55.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 58, du 12 mai 1591. Pedro de Illanes au roi : « ...En que entre los soldados no aya pecados publicos de amançebados, rufianes ni personas que con mal exemplo no siendo casados traygan consigo mugeres... lo que aun decirlo causa horror, busca otros caminos sin comparacion peores, mas odiosos y abominables ante el conspecto de Dios... » Toute la pièce serait à publier.

tion, comme des brutes, s'approchent des femmes sans faire intervenir le très-saint sacrement de mariage. Mais ces sages mesures ont eu de bien funestes conséquences; rien qu'y penser soulève le dégoût; elles ont produit des péchés bien plus abominables devant le regard de Dieu. Les Pères de l'Église depuis longtemps ont permis dans la république chrétienne que pour empêcher des vices de ce genre il y eût des endroits publics et bien connus où des pécheresses notoires fussent abandonnées à la brutalité[1], et cette opinion a été partagée par des personnages de grande piété. Et ce serait plus important dans cette armée que dans toute autre pour éviter un malheur bien grave, car les soldats en sont venus jusqu'à épouser des Bretonnes; or, elles sont toutes suspectes d'hérésie. »

Ces Françaises emmenaient chez elles leurs nouveaux maris, ou leur reprochaient de ne point toucher de solde. Elles les poussèrent à la révolte quand ils reçurent l'ordre de traverser toute la Bretagne pour assiéger Ancenis. Un des camps, celui de Saint-Florent, s'insurgea, choisit pour chef un Pedro de Navarra qui invita le camp d'Ancenis à abandonner D. Juan del Aguila pour venir se placer sous ses ordres.

Le général envoya aux rebelles un homme que sa

[1] « Por lo qual muy de atras los Santos Padres han permitido en la republica cristiana lugares publicos notorios donde aya mugeres pecadoras conoscidas postradas a satisfazer a los vicios y sensualidades. Y la dicha opinion la han tenido varones muy religiosos... »

valeur avait rendu populaire dans l'armée, le capitaine D. Francisco de Ayala. En le voyant arriver, les soldats s'attroupèrent, calèrent leurs arquebuses L'un deux jeta son chapeau devant lui en disant qu'à partir de là il ne connaissait plus de roi. Un tambour fut envoyé à Ayala pour le sommer de partir; l'héroïque capitaine arrêta seul, sous leurs yeux, le tambour[1]. Le chef des rebelles, Pedro de Navarra, voulut délivrer son homme; il fut saisi aussi par Ayala, qui, à la vue du camp révolté, enleva ses deux prisonniers et les amena à D. Juan del Aguila. Mais le général n'osa pas profiter de ce coup heureux; il craignait la rivalité des autres chefs, la disgrâce des commis, la colère de Philippe II; il laissa le général que le roi avait placé à ses côtés, D. Mendo Rodriguez de Ledesma, chevalier de Calatrava, párlementer avec les insurgés. — Mes enfants, leur écrivit celui-ci, rentrez dans le devoir; si vous êtes mécontents de D. Juan del Aguila, nous allons vous mettre sous les ordres du duc de Mercœur...

— *Es Burla*, ce n'est pas sérieux, inscrivirent les mutins sur sa lettre.

— Ne vous fiez point à D. Mendo, écrivit Aguila à Madrid; il a si peu l'habitude des soldats qu'il croit tout ce qu'ils lui disent [2].

[1] Ms. Arch. nat., K. 1583, pièces 10 à 15.

[2] Même série de pièces : « D. Mendo con la poca experiencia que tiene destas cosas cree lo que le dizen. » C'est Mendo de Ledesma qui écrit le plus grand nombre de lettres au roi, et les plus longues.

Les rebelles se retirèrent les uns à Poitiers, les autres à Rouen ; l'armée de Bretagne fut réduite à l'impuissance pendant plusieurs mois.

VI

LES ALLIÉS ET LES NEUTRES.

Dans l'état des provinces françaises remis à Philippe II, sont ces mots en regard du Dauphiné et de la Provence : « On dit que M. le duc de Savoie y a pourveu [1]. » Le duc de Savoie avait en effet été accueilli par les Marseillais, mais il n'avait pu empêcher son voisin le grand-duc de Toscane d'occuper le château d'If et l'île de Pomègues. Il y avait toutefois cette différence entre les deux Italiens, que le Florentin prenait le prétexte de conserver pour Henri IV, à l'aide de ces forts et de sa flotte, les côtes de Provence, tandis que le Piémontais affirmait à son beau-père Philippe II qu'il se regardait comme simple gouverneur de la Provence pour son compte. Le Médici, plus banquier que prince, s'intéressait à la partie du roi de

[1] Ms. Arch. nat., K. 1577, p. 90. Voici les noms des gouverneurs dévoués à l'Espagne : Bretagne, Mercœur; Normandie, Villars-Brancas; Picardie, Aumale; Champagne, Saint-Pol; Isle-de-France, Belin; Bourgogne, Sénecé Lyonnais, Nemours; Languedoc, Joyeuse; Guienne, Villars-Savoie; Limousin, Pompadour; Poitou, Brissac; Anjou, Boisdauphin; Auvergne, Saint-Vidal; Berri, La Chastre.

France, avançait des fonds à gros intérêt, se promettait de ne céder que contre bons écus les gages saisis[1], et avait soin de faire entretenir aux frais de Henri IV la cavalerie qu'il avait l'audace d'envoyer pour combattre les Espagnols en France : « — Quelques troupes de cavalerie italienne envoyée à votre service par le grand-duc, écrit le maréchal d'Aumont à Henri IV[2], ne sçavoient comment passer à vous; elles se sont jointes à moi, mais si nécessiteuses et si misérables que sans quatre cents écus qu'il me fallut emprunter pour leur bailler, ils estoient fort mal. »

Le Piémontais ne prétendait pas davantage faire la guerre à ses dépens et ne rendait pas ses soldats plus fortunés. Il avait obtenu de son beau-père la promesse de cent mille écus par mois, avec la survivance pour un de ses enfants du grand prieuré de Castille, aussitôt que mourrait le vieux bâtard Hernando de Toledo[3]. — J'arrive à Aix, écrivait-il avec enthousiasme à Philippe[4], je gagne du terrain, je rendrai compte de tout à Votre Majesté.

« — Envoyez-moi de la poudre, des balles, des

[1] Henri IV paye plus tard deux cent mille écus pour If et Pomègues.

[2] Et non à Philippe II, comme l'indique par erreur la cote K. 1581, p. 28. Seulement cette lettre adressée à Henri IV fut saisie par les Espagnols et envoyée à Madrid par D. Diego de Ibarra, comme le prouvent les lettres, K. 1581, p. 34 et 39, du 15 février 1592. Philippe, exaspéré de cette défection, met en marge : « En parler au Saint-Père. »

[3] *Correspondance de d'Ossat*. D'Ossat à la reine Louise, t. I, p. 169.

[4] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 65. Lettre autographe du duc à Philippe II, en juillet 1591 : « De lo que seguira yo dare siempre aviso. »

munitions », demandait-il encore à D. Juan de Idiaquez[1]. Mais il était moins heureux dans les conquêtes qu'il entreprenait pour son propre compte : lorsqu'il voulut s'annexer le Dauphiné, il trouva devant lui Lesdiguières.

Lesdiguières, petit, ardent, était chéri des soldats; il consacra quarante ans à défendre la France contre les convoitises de la maison de Savoie. Son activité, sa prévoyance, son habitude de la guerre de montagnes l'établissaient comme le chef incontesté sur cette frontière. Il battit les Piémontais à Esparra le 15 avril 1591, et rapporta « quinze drapeaux gagnés à la perte et honte dudit duc[2] », les vainquit de nouveau quatre mois plus tard à Pontcharra, prit dix-huit drapeaux[3]; il éleva le fort de Barrault pour protéger Grenoble.

Aussi ambitieux, mais moins entreprenant que le duc de Savoie, le duc de Lorraine se contentait de courtiser Philippe II, de lui répéter qu'il se donnait à lui et lui baisait très-humblement les mains[4], de le solliciter ou de le remercier pour un chapeau de cardinal en faveur d'un de ses fils[5] : « — Je sçays que la seule authorité, intervention et faveur de Vostre Majesté a esté cause de faciliter ceste promotion. C'est d'aultant accroistre sur moy et les miens le nombre des infinies

[1] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 66.
[2] Chiverny, *Mémoires*, p. 509.
[3] *Ibid.*, p. 513; le 18 septembre 1591.
[4] Ms. Arch. nat., K. 1575, p. 116.
[5] *Ibid.*, K. 1573, p. 70, du 13 février 1590.

obligations que jà nous avons à Vosfre Majesté par tant de brillantes faveurs qu'il luy plaist nous despartir. »

Mais le seul allié qui pouvait être véritablement utile à Philippe II, c'était le Saint-Siége.

Le pape Sixte-Quint s'était nettement prononcé contre la France au moment du meurtre du duc et du cardinal de Guise. Mais Henri III lui avait envoyé l'évêque du Mans[1], avec charge de lui dire[2] que s'il avait voulu les châtier « par les voies ordinaires de la justice, il voyoit sa perte et ruine certaines ». Sixte-Quint laissa sa chancellerie flétrir le meurtre en style pédant, selon la coutume[3], et refusa d'écouter les excuses de l'évêque en l'interrompant avec un sourire, par ces mots[4] : « — *E videte di non cascar in qualche desordine,* ce sont les propres paroles qu'il me répliqua plusieurs fois, sans me vouloir laisser plus parler pour cela. »

Mais tout en sauvegardant sa dignité, Sixte-Quint n'était pas mécontent de voir l'esprit de Philippe II détourné vers les affaires de France. Il observait la

[1] Il se nommait d'Angennes de Rambouillet.

[2] Ms. Ministère des Affaires étrangères. Registres Rome, Supplément, t. II, f°s 106 et suivants.

[3] *Ibid.,* Supplément, t. I, f° 282 : « Infandum dolorem explicare cogimur et vere hodie infandum, tum quia nec eum fari nec exprimere possimus, tum quia propter infandum ac inauditum scelus et sacrilegium, illum conceperimus. Occisus est cardinalis Guisius, occisus est cardinalis, occisus est presbyter cardinalis qui erat archiepiscopus Remensis, sine processu, sine judicio, sine lege, sine legitima... etc. »

[4] *Ibid.,* Supplément, t. II, f° 178.

détresse financière de l'Espagne, l'épuisement de ses armées, et se tenait prêt à profiter d'un désastre possible pour faire valoir ses propres prétentions sur le royaume de Naples. Tant que dura le règne de ce pontife, Philippe II fut dans des inquiétudes continuelles. Sixte-Quint avait amassé un trésor considérable dans le château Saint-Ange; il enrôlait des soldats et il menaçait de reconnaître Henri IV comme roi de France[1]. — Je protesterai, lui répliquait le bouillant comte d'Olivarez, ambassadeur d'Espagne, je publierai dans le monde entier ce crime contre l'Église de Dieu! — En ce cas, disait le Pape, je vous ferai couper la tête. — J'appellerai à moi tous ceux de la nation espagnole, tous les sujets du Roi Catholique, et nous sortirons de Rome en vous défiant.

Une rupture semblait imminente : Olivarez, pour intimider la cour de Rome, avait fait venir de Naples et camper sur les frontières des États de l'Église les compagnies de vieux soldats qui étaient destinées à renforcer l'armée de Flandre[2]. Sixte-Quint se fit entourer de gardes, et fit occuper, chaque fois qu'il sortait du Vatican, les rues par ses soldats[3]; il s'emporta en plein consistoire jusqu'à parler devant les cardinaux de chasser de Rome le comte d'Oli-

[1] Herrera, t. III, p. 216.
[2] Cabrera, t. III, p. 424.
[3] Herrera. Voir Ms. Bibl. nat. français 3960, f° 85, une lettre de Philippe II à Sixte-Quint, du 13 septembre 1589, pour demander des fonds et « qu'il le fasse avec diligence ».

varez ou de l'enfermer dans le château Saint-Ange.

Philippe II rappela le comte d'Olivarez, l'envoya comme vice-roi en Sicile, et le remplaça près du Pape par le duc de Sesa. Quelques jours après l'arrivée en Sesa, Sixte-Quint mourut subitement. « Il était très-impressionnable, il se laissa trop émouvoir par la liberté des ambassadeurs catholiques ; la fièvre s'y joignit, il mourut en peu de jours » : telle fut la version officielle en Espagne[1]. En France, un des prédicateurs soldés par Philippe II, le curé de Saint-André, dit en chaire : « Dieu nous a délivrés d'un meschant pape et politicque ; s'il eust vescu plus longuement, on eust esté bien estonné d'ouïr prescher à Paris contre le Pape, et toutefois il l'eust fallu faire[2]. » Mais le vulgaire crut à un empoisonnement : aucun indice, autre que l'intérêt de Philippe II, ne permet de confirmer cette légende.

L'Espagne eut beaucoup de peine à obtenir un pape docile à sa politique contre la France. Urbain VII, qui annonçait des intentions conciliantes envers Henri IV, mourut au bout de douze jours[3] ; le cardinal Sfondrati,

[1] Herrera : « Y viendose el Pontifice tan apretado de todos y en particular de los embaxadores catolicos, se hallo tan congoxado que sintiendo demasiadamente la libertad con que se procedia, siendo de su naturaleza sensitivo, dandole un rezio acidente de calentura, en pocos dias se murio. »

[2] Palma-Cayet, p. 235 ; Duplessis-Mornay, t. IV, p. 466 ; Lestoile, p. 34.

[3] Sixte-Quint meurt le 27 août 1590 ; Urbain VII est élu le 15 septembre, et meurt le 27.

de la faction espagnole, élu ensuite sous le nom de Grégoire XIV[1], mourut au bout de deux mois; Facinetti, cardinal Sanctiquattro, qui prit le nom de Innocent IX, mourut en moins d'un an, « empoisonné » par les Espagnols, selon une opinion populaire[2]. Enfin, Aldobrandino, sous le nom de Clément VIII, put régner dix ans[3].

Grégoire XIV avait débuté dans son court pontificat par excommunier Henri IV et par livrer à Philippe II le trésor de Sixte-Quint. Il avait envoyé un corps d'armée au secours de la Ligue, sous le commandement de son neveu Sfondrati, condottiere milanais, qui devint subitement duc de Montemarciano[4]. Cette armée se dissipa en apprenant la mort du Pape, et le nouveau pontife, Innocent IX, se contenta de fournir aux Parisiens une subvention de quinze mille écus par mois[5] et de leur envoyer comme nonce, à la place de l'infortuné Gaetano, qui avait pris le prétexte des conclaves pour se retirer de Paris[6], le cardinal Sega, qui avait déjà rempli des missions près de D. Juan d'Autriche et près de Philippe II. Mais ce fut Clément VIII qui montra le plus de zèle : il ne se contenta point d'être ennemi de Henri IV, il s'opposa à ce que l'Église célébrât

[1] Le 4 décembre 1590.
[2] Le Petit, t. II, p. 595. Il meurt le 30 décembre 1591.
[3] Élu le 2 février 1592, mort en 1601.
[4] Cabrera, t. III, p. 492.
[5] *Lettres inédites du cardinal d'Ossat,* publiées par M. Tamizey de la Roque, p. 32; d'Ossat à Zamet.
[6] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 94.

les obsèques de Henri III, malgré les supplications de la reine Louise, sa veuve; dans le bref qui interdisait le service funèbre, il refusa même le titre de roi à Henri III : « — Il faudra attendre, écrit d'Ossàt[1], que la France ait un roi paisible et que la cour de Rome en puisse espérer et craindre. »

Henri IV, soutenu en secret par le grand-duc de Toscane et par l'Empereur, n'avait pour alliés avoués que les princes protestants d'Allemagne, le sultan Amurat[2], la reine d'Angleterre et la république de Venise.

Mais la reine d'Angleterre, à travers ses crises nerveuses, tantôt envoyait une armée au secours de la France, tantôt prévenait Henri IV qu'il ne devait plus compter que sur ses prières. Elle venait de perdre son ministre Walsingham. « — Bonne nouvelle! » avait mis Philippe sur la lettre qui lui annonçait cette mort[3]. En effet, le parti de l'alliance française se trouvait réduit à lord Burleigh et au comte d'Essex.

La république de Venise avait mis une grande hardiesse à accréditer près de Henri IV ses ambassadeurs. L'aristocratie vénitienne, comme tous les corps politiques dont les membres sont formés dès l'enfance pour

[1] *Correspondance du cardinal d'Ossat,* publiée par AMELOT DE LA HOUSSAYE, t. I, p. 152.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 5. Mais Philippe était en bonnes relations avec le sultan de Fez, depuis la conquête de Portugal. Voir *Cartas de Madrid,* 8 agosto 1581.

[3] *Buena nueva.* Le 18 avril 1590. K. 1571, p. 81.

le gouvernement de leur pays, avait une largeur de vues très-rare à cette époque. Lorsque Duplessis-Mornay, se trouvant tout jeune à Venise le jour de Pâques[1], vit le Doge, la Seigneurie, tout le peuple s'agenouiller au moment où le Saint Sacrement sortait de Saint-Marc, « luy seul demeura debout, la teste couverte, plusieurs le regardant, et personne ne s'esmouvant contre luy ». Ces politiques comprenaient la nécessité de préserver l'Europe de la domination de Philippe II; ils étaient impitoyables contre ceux de leurs diplomates qui subissaient l'influence espagnole : Girolamo Lippomano fut dénoncé pendant son ambassade de Madrid comme asservi aux volontés du roi. Il fut immédiatement envoyé comme *baile* ou représentant de Venise à Constantinople. La Seigneurie apprit de là qu'il avait écrit « au roi d'Espagne une lettre d'avis de quelques préparatifs que le Turc sembloit faire[2] » ; elle lui envoya aussitôt comme successeur Lorenzo Bernardo; puis, au moment où Lippomano montait sur la galère vénitienne qui devait le ramener, une main le poussa, le fit glisser dans la mer. Les dangers d'un procès d'État s'évitaient de la sorte.

[1] En 1570. Madame DE MORNAY, *Mémoires*, publiés par madame DE WITT, t. I, p. 30.
[2] D'Ossat à la reine Louise, t. I, p. 163; voir aussi HERRERA, t. III, p. 262.

VII

IMPUISSANCE DE LA LIGUE.

Bernardino de Mendoza commence à comprendre que ceux qu'il a achetés ne triompheront point sans une armée espagnole de ceux qui ne se vendent pas. Il est malade et ruiné. Il a le chagrin de devenir peu à peu aveugle[1]; sa main tremble[2], il est obligé de garder le lit faute de bois[3]; il n'a plus un ducat, plus une pièce d'argenterie; l'hiver est glacial, le pain est rare. On avait cru que Paris débarrassé de l'armée qui l'assiégeait allait reprendre vie, que les boutiques s'ouvriraient, que les halles se garniraient de vivres. Rien depuis le départ de Farnèse. La Seine est toujours fermée, la Marne aussi; les routes sont coupées. Le peuple commence à murmurer contre le rude ambassadeur qui lui a distribué sa bouillie et ses liards[4]. Philippe II

[1] Il s'en plaint dès le 24 juin 1586. Ms. Arch. nat., K. 1564, p. 112 : « Por haverseme acabado de quajar una cataracta en el ojo isquierdo, me ha ympedido totalmente la vista de el; se han resuelto los medicos y oculistas deste lugar que me desponga, a la aguja, probando si sera parte para abatilla. » Trois ans après, le mal s'était aggravé. 5 novembre 1589, K. 1569, p. 172 : « Me basta la cuyta de esta cassy ciego. » Ainsi la cécité ne provenait pas, comme on l'a dit, des fatigues du siége.

[2] Voir sur ses lettres les progrès de la maladie, à sa signature.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 151, du 9 décembre 1590.

[4] *Ibid.,* p. 153.

daigne-t-il au moins remercier ce vieux soldat que la nuit gagne? Moreo ne l'a pas épargné : « — J'ai vu Villeroy, écrivait à Philippe cet espion envieux[1]; il se plaint de Bernardino de Mendoza, qui s'est avisé d'envoyer à Votre Majesté des dépêches maladroites où il parlait de vos intentions sur le trône de France. Elles ont été saisies et déchiffrées à Tours, et le Béarnais profite de ces aveux. Ils irritent tous les Français, Villeroy lui-même, contre nous. »

Un dernier échec achève de décourager le vieil ambassadeur.

Le chevalier d'Aumale[2], petit-fils du premier duc de Guise, avait à Saint-Denis une courtisane nommée la Raverie dont il était éperdument épris. Il était séparé d'elle depuis l'occupation de Saint-Denis par Henri IV. Au bout de six mois, sa passion lui suggéra le projet d'un coup de main, pour reprendre Saint-Denis, et reconquérir la Raverie[3]. La garnison de Saint-Denis, surprise par l'escalade, se retira en déroute dans le donjon et laissa le chevalier d'Aumale maître de la place; « y estant facilement entré, il crut en estre déjà

[1] Ms. Arch. nat., K. 1574, p. 31, du 22 février 1590. Moreo au roi : « Fue quexarseme de D. Bernardino diciendo que en Tours se havian desçifrado los despachos que embiava a S. M. en los quales dezia mucho mal y a mas desto declarava su intencion en dezir que S. M. havia de ser Rey de Francia de que se aprochevava el de Bearne... »

[2] Il était le troisième fils du duc d'Aumale et de Louise de Brézé.

[3] Saint-Denis est pris le 9 juillet 1590; la tentative du chevalier d'Aumale est du 1[er] janvier 1591.

le maistre » ; il se précipita dans l'hôtellerie de l'*Espée royale* où logeait la Raverie, et y resta « plongé dans les délices[1] ». Pendant ce temps, Vic, gouverneur de Saint-Denis, rallia ses soldats, balaya les Parisiens et surprit le chevalier « où il estoit avec cette femme ». Le chef ligueur fut poussé nu dans la rue, percé de coups et jeté sur un tas de cadavres. Il était tellement déchiré « qu'il eust esté impossible de le discerner des autres, si la Raverie ne l'eust elle-mesme recogneu parmi les morts au moyen des chiffres d'amour qu'elle luy avoit de longtemps gravés et figurés dans le bras ». Cette aventure mit à la mode la belle fille, qui sut en profiter avec plus d'âpreté que de cœur[2].

« Cet événement de Saint-Denis, écrit Bernardino de Mendoza[3], m'a confirmé dans la résolution de quitter Paris avec une escorte de deux cents fantassins allemands. » Il rejoignit à la Ferté-Milon un régiment napolitain commandé par del Monte, qui le fit accompagner jusqu'à Soissons. Il se confia, pour aller de là en Flandre, aux Wallons du régiment de Carondelet, « et ils sont à Votre Majesté, et moi je suis son ambas-

[1] Chancelier DE CHIVERNY, *Mémoires*, p. 509. Voir aussi CABRERA, t. III, p. 482 : « Muy atento de entrar en una casa a ver una dama que mucho amaba. »

[2] LESTOILE : « M. de Vitri estant à Paris chez La Raverie, où il s'esgaioit et passoit le temps... » — Elle était à une fenêtre « chez Bocquet, rue Saint-Jacques », pour se montrer à Henri IV quand il entra à Paris le 15 septembre 1594.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 14, du 16 janvier 1591. On a ainsi la date exacte de son départ.

sadeur, et cela ne les a pas empêchés de me dépouiller du peu que j'emportais[1] ». Il arrive en Flandre, aveugle, ruiné, « exemple, dit-il[2], des vicissitudes de la destinée humaine ». Il ne cesse de dicter des lettres au roi : il recommande de se défier de Mayenne; il se plaint d'avoir été desservi par Moreo; il a de l'amertume contre tout le monde, de la dureté même contre ses fidèles Parisiens : « Ils jeûnent, et cependant ils ne sont pas en carême ; tout va de mal en pis[3]. »

Pour être moins étroitement bouclés que pendant le siége, les Parisiens, on le voit, ne laissaient pas que de manquer de nourriture[4]. Ils sentaient si bien que Henri IV avait simplement converti le siége en blocus, qu'ils s'abstinrent d'adresser à Notre-Dame de Laurette les cadeaux promis pour le cas où elle les devait délivrer : ils avaient fait vœu de lui envoyer un navire d'argent du poids de trois cents marcs; ils se crurent en droit de ne rien envoyer du tout. Mais ils étaient rassurés contre une attaque de vive force par une garnison espagnole. Le régiment napolitain de del Monte, qu'avait rencontré Mendoza dans sa retraite, et deux

[1] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 24 : « Y siendo de S. M. y yo su embaxador desvalizaron lo poco que traya. »

[2] « Exemplo de los altibajos de la condicion humana. »

[3] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 31. Au roi, du 5 février 1591 : « En Paris ayunan si bien no es cuaresma. Van las cosas de mal en peor. » Voir aussi sa lettre au roi, datée de Mons, 1er avril, K. 1578, p. 48.

[4] Voir sur les détails du blocus de Paris après la levée du siége une curieuse lettre de Crillon à du Haillan, écrite de Saint-Denis, le 1er octobre 1590, Ms. Bibl. nat. français 3275, f° 37.

régiments espagnols, venaient d'être introduits à Paris le 12 février 1591 par les deux successeurs de Mendoza, Jean-Baptiste de Tassis et D. Diego de Ibarra[1].

Avec sa garnison de Paris, Philippe II démasquait peu à peu ses projets et préparait le champ pour l'armée qui devait à l'heure propice débusquer des Flandres, et compléter la conquête.

Un auxiliaire précieux pour lui, à la fois contre Mayenne et contre Henri IV, lui survint subitement la même année. Le jeune duc de Guise, qui était tenu captif depuis le meurtre de son père, s'échappa de prison et s'empressa d'écrire au roi d'Espagne[2] : « Je viens vous offrir ma vie et tout ce qui est de moy pour votre service, maintenant que je suis en lieu pour vous en pouvoir faire, comme je le désire avec une telle dévotion que je n'estimeray pouvoir en ma vie acquérir plus grand heur que d'exécuter les commandements de Votre Majesté toutes et quantes fois qu'elle m'en estimera digne et qu'il lui plaira de m'en honorer. »

Cette évasion fut accueillie avec joie même dans les pays soumis à Henri IV, comme l'écrit La Chastre, qui l'avait préparée[3] : « Mon fils l'amena vingt lieues de long dans un pays ennemi, sans aucune mauvaise

[1] Ce dernier n'apporte ses lettres de créance que le 30 mars 1591 Voir Ms. Arch. nat., K. 1565, p. 147.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1577, p. 117, du 22 août 1590.

[3] *Ibid.*, p. 116.

fortune, bien que sa sortie fust cogneue à toute la ville de Tours et faicte en plein midy. »

Cette ville de Tours, qui était la capitale provisoire de Henri IV et le siége de son Parlement, n'attendait qu'une occasion pour se donner à l'Espagne. Lorsqu'à la requête de la veuve de Henri III, on écartela à Tours le prieur des Dominicains qui avait encouragé Jacques Clément, le martyr cita le Béarnais à comparaître sous bref délai devant le tribunal de Dieu; une fille noble vint avec sa servante recueillir son sang précieux [1]; le peuple tout ému ne fut contenu que par une forte garnison de huguenots.

Mais ces huguenots mêmes devenaient souvent un embarras. Duplessis-Mornay, rogue et pédant, s'arrogeait une sorte de tutelle sur le roi, écartait Villeroy qui aurait voulu s'entremettre pour la paix, empêchait de rappeler Bellièvre; « il est si embeloqué et si aheurté à la suite du roy, qu'il y a peine à luy dire quatre mots [2] ». La famille de Condé n'était pas moins importune : la veuve du dernier Condé était accusée de la mort de son mari, et tenue à l'écart avec son enfant, dont la naissance était suspecte. Des fils du premier Condé, l'un, le comte de Soissons, était brouillon et intrigant; l'autre, le cardinal de Vendôme, s'était tellement pressé de prendre le titre et les biens du cardinal

[1] Ms. Arch. nat., K. 1571, p. 53.
[2] Faye à Bellièvre, 17 août 1590, éd. Halphen, p. 107.

de Bourbon, mort en prison[1] sous le nom de Charles X, qu'on le soupçonnait de nourrir comme lui des aspirations à la couronne.

En outre, les opérations militaires n'étaient pas toujours sans revers. Après avoir pris Noyon[2], Henri IV voulut s'emparer du château de Pierrefonds.

Pierrefonds était occupé par un ancien soldat qui, comme Saint-Pol, était devenu chef de bande; il se faisait nommer Rieux, s'était élevé au rang de commis aux vivres, puis, avec de l'argent et de l'audace, il avait recruté une troupe nombreuse à la tête de laquelle il courait les routes. Son butin s'amassait au milieu des bois dans le château de Pierrefonds[3]. Il avait pour hôte le parfumeur Labruyère, de la commune de Paris. Les murs de Pierrefonds sont épais : ils ne purent être entamés par le canon du roi; Henri IV dut se retirer devant de simples capitaines de brigands, après vingt jours de siége[4].

Mais en rase campagne les milices de la Ligue

[1] En avril 1590.

[2] Le 18 août 1591.

[3] On a voulu réhabiliter ce Rieux. M. Prioux, membre d'une société savante de Soissons, a fait un mémoire pour démontrer que Rieux devait être un honnête homme, puisqu'il était un noble et non un parvenu. La preuve de sa noblesse est subtile : Rieux a épousé la nièce d'un chanoine de Soissons, Henri de Saureux, ce qu'il n'aurait pu faire s'il n'avait été gentilhomme, car la fille devait être noble pour avoir pu épouser un homme aussi considérable que Rieux. Rieux fut pris par les bourgeois de Compiègne en 1594 et livré au parlement de Paris, qui instruisit son procès et le fit pendre.

[4] Le 12 septembre 1591.

n'étaient point aussi fières que derrière les remparts.

Pendant que près d'Orléans Antragues, avec un corps de royaux, manœuvrait prudemment devant une troupe d'Albanais de Mayenne, commandés par Dragut de Comnène, les moines d'Orléans appelèrent la populace aux armes et l'entraînèrent dans une sortie en masse. Comnène « leur manda qu'ils eussent à se retirer, que s'ils ne s'en retournoient, il les regardoit comme perdus; ils respondirent qu'ils vouloient voir les maheustres[1] ». Ils s'avancèrent remplis d'enthousiasme jusque « à la teste d'un grand champ; ils virent à l'autre bout les royaux à découvert, et les ayant aperceus descocher à eux, ils changèrent si bien d'avis et de contenance que les royaux leur passèrent sur le ventre. Voylà comment l'opiniastreté de ces habitants fut cause de leur ruyne, ainsi qu'il adviendra toujours à quiconque se meslera à la guerre avec les habitants des villes hors de leurs murailles et toute autre sorte de menu peuple; ils se persuadent de loin des rodomontades et chimères étranges et ridicules, mais incontinent qu'ils voient arriver le moindre événement contraire, la peur leur saisit tellement les esprits qu'ils n'ont recours qu'à la fuite. »

Cette leçon ne profita guère à leurs voisins les bourgeois de Chartres. Ces pauvres gens, il est vrai, étaient

[1] C'est-à-dire mahométans. « Ils appeloient ainsi les royaux. » Palma-Cayet, p. 302.

tenus dans une exaltation peu profitable à ceux qui la provoquèrent.

Le miracle de saint Piat est ainsi raconté à Philippe II par un Espagnol, aussi ému que les bourgeois de Chartres[1] :

— Saint Piat était un martyr chartrain dont le corps était intact dans son cercueil; « on le croyait de toute antiquité; de père en fils on racontait que le corps de saint Piat était là, et qu'il était dans un état parfait de conservation. Mais quelques-uns disaient: Nous n'en savons rien, nous ne l'y avons pas vu déposer; le cercueil est bien fermé, on n'y peut regarder. » Le

[1] Ms. Arch. nat., K. 1577, p. 148, du 8 octobre 1591 : « De toda antiguedad avian creydo sus mayores que el cuerpo de S. Piat martir estava alli, y que de padre a hijo..... Y quitada la reja con harto trabajo hallaron una caja de madera tan bien pegada que tardaron buen rato en descubrir las juntas. Desecha que fue, hallaron un encerrado blanco fresco, y debaxo un embuelto de tafetan carmesi tan nuevo como si se huviera puesto el mismo dia, y sobre el tafetan, un villete en pergamino que contenia como en el tiempo de S. Dionisio Aeropagita aquel cuerpo fue sepultado en aquel lugar. Dentro del dicho tafetan carmesi estava embuelto el cuerpo entero de S. Piat, y haviendole descubierto, se hallo no sin gran admiracion tan perfecto y entero que no le faltava sino hablar, y porque algunos de la compañia dixeron que si mostravan el cuerpo al ayre se convirtiria todo en polvo, fue la dicha caxa llevada a la mitad de la iglesia, y alli visitada y tocada por el dicho cardenal y se hallo el cuerpo solido con carne, nerbios y musculos en todas las partes del cuerpo y que todo estava tan fresco que no parescia muerto sino de aquel dia. Tenia la mano derecha puesta sobre la tetilla la qual no tocava sino con dos dedos, y haviendole levantado la mano el cardenal luego se bolvio a su lugar de suyo. Al Santo le havian cortado la cabeça en tiempo de S. Dionisio, mas cobrose y posose en la caxa y atada con su cuerpo y al deredor de ella se via la sangre vermeja y liquida como si la cortadura se huviera hecho el mismo dia. »

jeune cardinal de Bourbon, qui se trouvait à Chartres, fit rompre, sur le conseil des religieux, la grille qui empêchait d'approcher des reliques, « ce qui fut très-difficile ; puis on trouva une caisse de bois si bien close qu'on eut beaucoup de peine à découvrir les joints ; on la défit, on aperçut une enveloppe blanche et fraîche, et au-dessous, un tissu de taffetas cramoisi aussi frais que si on l'avait déposé ce même jour, et sous le taffetas, un billet en parchemin qui expliquait comment, au temps de saint Denis l'Aréopagite, ce corps avait été enseveli en cet endroit. Dans le taffetas était le corps tout entier de saint Piat, et quand on le développa, on le trouva, non sans une grande admiration, si parfait et si intact, qu'il lui manquait seulement la parole. Quelqu'un des témoins ayant dit que si on laissait le corps à l'air, il tomberait promptement en poussière, aussitôt le cardinal fit porter la bière dans le milieu de l'église, et chacun put voir à l'air et à la lumière que le corps était solide, avec sa chair, ses nerfs, ses muscles dans toutes ses parties ; que tout était si frais qu'on l'aurait cru mort de ce même jour. La main droite était posée sous le sein et le touchait de deux doigts ; le cardinal[1] la souleva, et elle vint se remettre spontanément à la même place. Le saint avait eu la tête coupée du temps de saint Denis ; on vit la tête attachée au corps et entourée d'un cercle de sang aussi

[1] Ce cardinal mourut deux ans plus tard, de la même maladie que François Ier et Léon X.

vermeil et aussi liquide que si le supplice avait eu lieu le jour même. »

Philippe II dut être assez scandalisé de ce maladroit procès-verbal et de cette grossière complaisance pour les incrédules; mais la ville de Chartres se crut assurée d'une protection surnaturelle; elle refusa la garnison que lui offrit Mayenne pour la défendre contre Henri IV[1], et fut fort ébahie que ni saint Piat ni la Sainte Vierge n'empêchassent les huguenots de Coligny de franchir ses murailles. Malheureusement ce fils de l'amiral Coligny, « qui égaloit en conseil et valeur les plus grands capitaines de l'Europe[2] », mourut peu de jours après avoir gagné Chartres.

Cette chute de Chartres répandit la consternation parmi les badauds de Paris. Ils se voyaient isolés, cernés, peut-être trahis. La commune, comme tous les tyrans, crut se délivrer de la peur en créant la terreur.

— Que prouve la prise de Chartres? font dire les Seize. Simplement « que Notre-Dame de Chartres n'a pas la même vertu que Notre-Dame de Laurette qui garde les clefs de Paris[3] ». Ce qu'il faut, c'est « une saignée de la Saint-Barthélemy » contre les politiques.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1565, p. 147 : « Respondieron que esperavan en la intercesion de Nuestra Señora. » Cette lettre est de Bernardino de Mendoza à Martin de Idiaquez; à cette époque, Mendoza n'était plus aussi sûrement informé.

[2] Lestoile.

[3] *Ibid.*

Mayenne n'est « qu'un gros pourceau » ; pourvu qu'il ait « le ventre à table et escuelle bien profonde », il est bon pour faire la guerre aux bouteilles. Le Béarnais est « un bouc puant, un chien ». Le curé de Saint-Germain l'Auxerrois « ne presche que sang et boucherie, excitant le peuple par geste et paroles atroces[1] » ; celui de Saint-Séverin prononce des mots si grossiers que ses vicaires étouffent sa voix « en sonnant les cloches à toute volée ». L'évêque de Paris, Gondi, est chassé ; ses revenus sont saisis. Le cardinal de Lenoncour, chancelier de la Ligue, prend la fuite précipitamment. Brigard, cousin de Leclerc, et « un des premiers pillards », devient suspect à son tour : il est arrêté, le Parlement l'acquitte, il s'évade ; aussitôt la fureur de la commune se tourne contre ce qui restait du Parlement.

Depuis que le Parlement avait été appelé à siéger à Tours, les conseillers ligueurs de Paris avaient subi une première épuration par les soins de Leclerc, qui avait enfermé les plus honnêtes à la Bastille[2] ; Barnabé Brisson avait eu la faiblesse d'accepter le rôle de premier président à la tête des débris de sa compagnie. C'était un légiste laborieux, un sceptique spirituel, un de ces hommes qui se croient modérés parce qu'ils n'osent pas entrer en lutte contre les violents. Il fut désigné à la haine du peuple par le curé de Saint-

[1] Lestoile : « Je l'ai veu en telle furie. »
[2] C'est lui qui signait *Debussy* la pétition à Philippe II.

Jacques la Boucherie : « — C'est trop endurer, dit ce tribun, il faut jouer des cousteaux; il y a des traistres dans le Parlement, il faut les jeter à la rivière. » Une délégation de la commune de Paris, composée de Leclerc, Cromé, Louchard, Ameline, Aimonot, Anroux et Hamilton, curé de Saint-Cosme, se présente avec des hommes des sections, dans la nuit du 15 au 16 novembre 1591, chez le président Brisson et chez les conseillers Claude Larcher et Jean Tardif; on les arrache de leur lit, on les pend à une échelle appuyée contre un mur. Brisson, à cette heure, n'eut qu'une pensée de pédant [1] : « Je vous prie de dire que mon livre que j'ai commencé ne soit point brouillé, qui est une tant belle œuvre. »

Les cadavres sont détachés, conduits « bien matin à la Grève, Cromé tenant une lanterne en sa main, de laquelle il esclairoit les porteurs », et fixés à une potence. — Les Seize ont été forcés, dirent avec indulgence les Espagnols [2], d'adopter cette mesure un peu violente, et d'exercer eux-mêmes la justice qu'ils ne pouvaient obtenir. Mais les militaires n'aiment pas ces massacres clandestins : ceux de la garnison espagnole de Paris ne

[1] Cette pensée serait belle chez Lavoisier ou André Chénier; elle est misérable chez Brisson. Toutefois, il faut avouer que la plupart des auteurs seraient contrariés d'être pendus avant d'avoir achevé leur volume. Voici la liste des ouvrages de Brisson : *De formulis populi Romani*, in-fol., 1583; *De spectaculis; Code de Henri III; De veteri ritu nuptiarum*, publié en 1641; *De regio Persarum principatu*, en 1710; *Dictionarium juridicum*, en 1743; *Opera minora*, en 1747.

[2] CABRERA, t. III, p. 510.

cachèrent pas leur dégoût, et se déclarèrent prêts à réprimer toute tentative de pillage. Exaspérée par cette opposition inattendue, la commune discute de nouvelles exécutions : madame de Nemours et madame de Montpensier, la mère et la sœur de Mayenne[1], s'attendent d'un instant à l'autre à être prises comme otages; elles invoquent la protection de Belin, gouverneur d'Isle-de-France, qui s'avoue aussi menacé qu'elles. Dans cette angoisse, madame de Nemours supplie son fils Mayenne de venir « la délivrer, elle et sa fille, de la servitude où elles estoient réduites, sous la domination de ces hommes de néant ».

Le fier Mayenne, qui avait eu dans sa jeunesse des prétentions au trône de Pologne[2], qui se voyait maintenant sur le point de devenir roi de France, fut saisi d'un des accès de sa colère meurtrière. Il arrivait de Verdun et se tenait à Laon avec Villeroy et le président Jeannin : il leur tend la lettre de sa mère; ils lui expliquent qu'on n'est plus dans une guerre religieuse, mais à la veille d'une jacquerie; que Farnèse va arriver, va saisir le prétexte de l'impuissance de Mayenne à maintenir l'ordre, pour confisquer Paris au nom du roi d'Espagne. Mayenne fait prendre les armes à ses

[1] La duchesse de Mayenne a dû joindre ses instances aux leurs; mais elle n'était probablement pas à Paris. On sait qu'elle mourait de peur à Paris dès 1590, et voulait se sauver malgré les ordres de son mari. Mayenne défendit à ses gentilshommes de fournir une escorte à sa femme, de manière à la garder de force à Paris. *Correspondance de Mayenne*, publiée par l'Académie de Reims, t. I, p. 96.

[2] Faye à Bellièvre, 20 juillet 1588, édition Halphen, p. 49.

soldats, et monte à cheval. En cet instant intervient don Diego de Ibarra, l'ambassadeur espagnol. — Les Seize, dit-il, sont bien excusables de n'avoir pas laissé sans châtiment ceux qui troublaient l'ordre et préparaient des trahisons; ils ont exécuté avec grande justice ceux qui méritaient cette mort infamante... — Ce sont gens de basse condition, interrompit Mayenne; ceux qui les justifient sont leurs complices. — Puis il donna l'ordre de marche à ses troupes.

Mais il remarqua que don Diego de Ibarra partait en avant dans l'intention évidente de lui interdire l'entrée de Paris, ou au moins de faire évader les meurtriers. Alors, laissant ses soldats continuer leur marche, il partit lui-même au galop avec quelques cavaliers, rejoignit Ibarra à Vincennes [1], lui persuada qu'il avait renoncé à ses projets de châtiment. Ibarra, qui le vit peu accompagné, entra sans méfiance avec lui à Paris, et rassura si bien les Seize qu'ils devinrent aussitôt insolents avec Mayenne; ils encombrèrent sa chambre, « tumultuoient et parloient haut, sans aucun respect, trestous ensemble, à leur manière accoustumée ».

Mais le surlendemain paraissent les soldats de Laon; ils cernent la Bastille, Leclerc la rend en tremblant; on arrête l'avocat Ameline, qui s'attendait à être procureur général, et ses complices, Louchard, Aimonnot et Anroux. Mayenne les fait conduire dans

[1] Cet épisode, indiqué par les lettres de D. Diego de Ibarra, a été fort clairement résumé par HERRERA.

une salle basse du Palais et pendre à une poutre, sans formalité [1]. Ses soldats trouvèrent chez Leclerc « cinq ou six cent mille francs qu'il avoit pillés ».

Ce coup à la fois brutal et insuffisant n'arrêta point les débordements de la démocratie : un curé « en son sermon qualifia de saints martyrs Louchard et ses compagnons » ; un autre prononça le panégyrique d'Ameline. Les flatteurs de la populace, comme Brissac, s'écrièrent « que le feu Roy duquel on parlait tant n'avoit pas fait pis que Mayenne ». Quand on s'exprime avec cette violence, on est bien près de se vendre : les hommes probes sont modérés.

VIII

SECONDE CAMPAGNE D'ALEXANDRE FARNÈSE.

Alexandre Farnèse, en rentrant dans ses Pays-Bas après sa première campagne de France, avait trouvé la situation bien changée. Un homme de génie, Maurice d'Orange, venait de surgir. A sa voix, les bourgeois indociles, les tribuns bavards, les soldats pillards s'étaient groupés autour de lui. La Hollande avait un

[1] Cromé put s'enfuir, Leclerc fut autorisé à se retirer à Bruxelles, Delaunay fut banni de Paris. On retrouve en août 1594, et l'on pend un prêtre (sans doute le curé Hamilton) et un sergent qui avaient pris part au meurtre des magistrats.

général et une armée. La volonté du jeune prince improvisait une discipline qu'avaient vainement souhaitée son père Guillaume d'Orange, le Français La Noue et l'Anglais Leicester.

Maurice d'Orange, pour venger la mort du colonel Schenk, vint assiéger Nimègue, « où il faisoit tirer des balles qui portoient du feu artificiel, lesquelles en tombant sur le toit des maisons y mettoient un tel feu qu'il ne se pouvoit presque éteindre [1] ». Alexandre Farnèse, rappelé en France par Philippe II dès le mois d'août 1591, en vertu d'ordres dont était porteur le président Jeannin, envoyé par Mayenne à Madrid, et de là par Philippe II à Bruxelles [2], renonça avec regret à la lutte qu'il préparait contre son jeune adversaire. Il se résigna à quelques sacrifices dans les Pays-Bas, afin de mieux concentrer dans le Brabant et la Frise ce qui resterait de forces espagnoles durant son absence.

Verdugo, laissé par lui dans la Frise, se maintint sans communication ni avec Bruxelles ni avec Madrid durant plus de sept ans [3]; il mourra épuisé peu de mois après avoir été forcé de l'évacuer. Le Brabant était confié à don Cristoval de Mondragon. Ce vétéran des guerres de Charles-Quint avait alors près de quatre-

[1] Palma-Cayet. Maurice prit, outre Nimègue, Turnhout, Deventer, Hulst.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1578, p. 90. Jeannin à D. Juan de Idiaquez, 27 septembre 1591.

[3] De 1587 à 1594. Voir ses *Mémoires* déjà cités, t. III, p. 184. Il mourut à Luxembourg en 1595.

vingt-dix ans; ses rares talents n'avaient été appréciés que par Farnèse, qui l'avait trouvé simple colonel du régiment Vieux et l'avait promu mestre de camp à quatre-vingts ans [1]. En quittant Bruxelles, il le désigna comme représentant de sa personne et lui délégua ses pouvoirs [2].

Alexandre Farnèse, peu de jours après l'exécution des meurtriers de Brisson, franchissait la frontière et s'établissait à Guise pour se donner le temps de démêler les intrigues et de calmer l'irritation de Mayenne. Le jeu était de réconcilier Mayenne avec D. Diego de Ibarra, qui avait été pris pour dupe lors de l'entrée à Paris, et « ressentait cet affront en brave cavalier [3] »; d'écarter Villeroy et Jeannin, qui avaient conseillé « jusqu'à l'importunité [4] » le coup d'État contre les Seize, et se retireraient du marché dès qu'ils verraient la France vendue à Philippe II; enfin de satisfaire l'ambition de Mayenne par une proie assez riche pour lui faire croire qu'elle l'aiderait à s'approcher de la couronne.

[1] Devant Audenarde, le 24 juin 1582. Le brevet est Ms. Arch. nat. fonds espagnol 186, f° 281. Mondragon était né vers le commencement du siècle, à Medina del Campo; il avait débuté comme simple soldat (HERRERA, t. III, p. 103) et avait reçu de l'avancement « sin otra ayuda ni favor que el propio alcanço ». Il meurt en 1596.

[2] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 186, f° 259, du 14 novembre 1591 : « Cristobal de Mondragon, del consejo de guerra del rey nuestro señor y su castellano de Amberes, junto con los cargos importantes y señalados servicios que le ha hecho con mas de cinquenta y cuatro años... en mi lugar, representando mi misma persona. »

[3] HERRERA, t. III, p. 319.

[4] *Ibid.* : « Siendo muy importunado. »

Mais Alexandre dut être bien étonné en découvrant dès son arrivée à Guise certains ennemis de Mayenne qu'il ne soupçonnait guère : « — Ny la duchesse de Guise, ny son fils, écrit-il à Philippe II[1], n'estoient aucunement contents du duc de Mayenne, se plaignant à moi du peu de compte qu'il faisoit d'eux, leur estant advis qu'il ne faisoit son devoir en leur endroit. » La duchesse fut consolée par quelques compliments et des promesses, « encore qu'elle l'eust esté davantage à ce que j'entends, si on l'eust secourue de quelque somme d'argent, par les grands discours qu'elle m'a faicts sur leur nécessité ». Mayenne arrive le soir même de Paris, exhale ses plaintes contre Ibarra, « et en particulier de ce qu'il l'avoit suivy ceste dernière fois à Paris en le voulant persuader qu'il procédast avec douceur contre ceux qui avoient pendu les magistrats, et qui sous couleur de religion se vouloient élever à former une rébellion ». Mais en prince italien plus accoutumé à voir des fourberies chez les politiques que la passion de l'émeute dans le peuple, Farnèse imagine que l'irritation de Mayenne provient seulement du soupçon que D. Diego de Ibarra aurait voulu soulever les Parisiens, « et par le moyen de la garnison », se rendre maître

[1] Farnèse à Philippe II, Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 168, f° 165, du 15 janvier 1592; cette lettre relate tous les événements de décembre. Je suppose qu'elle a dû être interceptée par Henri IV, car il y en a plusieurs copies à la Bibliothèque. Ces copies ne sont peut-être même que celles d'une traduction de l'original. Cette lettre est très-importante.

de la ville. Il peint Mayenne avec malice : « Il a toujours pour but de tenir le premier lieu. » Cette même vanité était décrite par Ibarra en termes aussi piquants : « Il est jaloux des alouettes parce qu'elles volent. »

Mais cette présomption plaisante et cette duplicité devant les Espagnols, dont il encaissait les ducats, ne laissaient pas que de rendre Mayenne utile à la France; il écartait, on pourrait dire par sa seule pesanteur, les prétentions de Philippe II. Ses répliques à l'habile Italien sont quelquefois heureuses. — Convoquons les États, propose Farnèse. — C'est dangereux, fait Mayenne, si vous n'achetez tout d'abord les gouverneurs de places! Puis, s'il est question des droits de l'Infante, Mayenne « prend le chemin de reculer ». Surtout il refuse d'introduire une garnison espagnole dans la Fère : « il faict estat que ladicte place lui demeure en propriété ». Tout cela est fort bon[1]; mais, remarque Farnèse, cela ne l'empêche pas de recevoir notre argent. Cela ne l'empêche pas non plus de signer un acte[2] qui consacre sa soumission à Philippe II, toujours pour de l'argent, mais avec l'intention de ne pas tenir sa parole; « ces articles n'avoient esté mis en avant que pour amuser les Espagnols[3] ».

[1] Cette opinion de Farnèse sur la Fère (*ibid.*, f° 172) est très-importante; elle décharge Mayenne du reproche que lui ont fait les contemporains d'avoir consenti à la cession de la Fère. On voit au contraire que, malgré lui, les Espagnols ont fait tuer son gouverneur de la Fère, et ont pris la ville.

[2] Duplessis-Mornay, t. V, p. 137; texte du traité du 18 janvier 1592.

[3] Jeannin à Villeroy, *Apologie et discours*, p. 181.

Pendant que Mayenne était livré à ces tentations, et combattu entre son ambition et sa cupidité, Henri IV assiégeait Rouen. Les Espagnols semblent s'être fait une idée exagérée de l'importance de Rouen. Farnèse subordonna à la délivrance de Rouen tout son plan de campagne; il se porta rapidement vers la Picardie. Henri IV, laissant le maréchal de Biron avec toute son infanterie dans les tranchées de Rouen, partit avec ses cavaliers au-devant de l'armée de Farnèse.

Malheureusement la garnison de Rouen était composée d'hommes moins fanfarons, mais plus braves que les Parisiens. Dès que Villars-Brancas, leur chef, connut le départ de la cavalerie royale, il commanda une sortie contre le campement des Allemands, mit ceux-ci en déroute facilement, les poussa en troupeau sur les tentes des Gascons. Là, les deux fils de ce brave Piles, que Charles IX avait fait tuer sous ses yeux dans le Louvre à la Saint-Barthélemy, rallièrent leurs gens, et bien que « n'aïant point encore de barbe, prirent la résolution de la mort plus tost que de quitter leur debvoir; plusieurs fois sommés de se rendre à promesse de la vie, refusèrent de si bonne grâce que parmi la multitude qui les accabloit, force honnestes gens ont tesmoigné y avoir mis la main à regret[1] ». Biron réussit à repousser les assaillants, mais prévint Henri IV

[1] D'Aubigné, t. III, p. 264.

que son retour vers son armée et la levée du siége devenaient nécessaires.

Pendant ce temps, Henri IV accomplissait un prodige invraisemblable. Forcé d'arrêter l'armée de Farnèse dans sa marche, pour la tenir écartée de Rouen, il s'avance droit sur elle. Le 5 février, il est à Aumale; il prend cent vingt cavaliers de la cornette blanche, et se fait suivre par quarante de ses meilleurs capitaines accompagnés chacun d'une dizaine de cavaliers choisis. Il mêle à cette troupe d'élite deux cents *miquelets* ou arquebusiers basques, qui savaient combattre à pied, sauter sur le cheval libre ou se cramponner à la croupe de celui qui passait. « Cette bande gaillarde n'eut pas fait quatre lieues qu'elle découvre en beau temps l'armée » de Farnèse, rangée en trapèze : elle aperçoit les seize mille fantassins et les cinq mille cavaliers. Elle charge les chevau-légers espagnols qui se montrent à l'avant-garde.

Farnèse donne ordre de suspendre la marche; il fait avancer du canon; il se prépare à une bataille. « Il lui semblait impossible qu'un homme de guerre comme Henri eût la témérité de s'avancer seul avec quelques cavaliers pour soutenir le choc d'une telle armée [1]. » — Cela lui plaît à dire, fit Henri IV quand on lui conta plus tard cet étonnement de Far-

[1] Coloma, p. 54 : « Parecia imposible que un tan gran soldado como Enrique se aventurase con sola caballeria a sostener el choque de aquel ejercito. »

nèse; il n'est pas forcé de faire le carabin : je le suis!

Henri IV était contraint de suppléer à une armée par des excès de courage personnel, obligé de rendre ses compagnons, ses ennemis mêmes, fiers de lui; peut-être aussi partageait-il leur enivrement quand, un bon cheval entre les jambes, il voyait vingt mille hommes prendre devant sa poignée de braves leurs positions de combat; quand il chargeait les premiers rangs, puis se rabattait à travers les chemins creux, lâchant ou reprenant en croupe ses miquelets pour mieux simuler une armée, franchissant les haies, faisant paraître sur tous les points des chevaux, des panaches, des petillements de mousquets. Devant cette parade, Farnèse est inquiet, il se croit forcé à la prudence, il se retranche contre ces six cents chevaux [1]. Une sorte de folie glorieuse fait bondir les cavaliers de Henri IV; ils tourbillonnent autour de cette armée inquiète, chargent les canons en batterie. C'est le plus beau jour de cette lugubre période. Ceux qui ont survécu frémissent encore de joie à ce souvenir trente ans plus tard [2]. Mayenne lui-même disait : « Ce sont gens qui de père en fils sont apprivoisés à la mort. » Henri IV fut atteint d'un boulet aux reins : « — Mes belles amours, écrivit-il le soir à Gabrielle d'Estrées, vous avez cuidé perdre vostre serviteur d'un coup de fau-

[1] Coloma : « Tanto pudo la prudencia de querer cautelarlo todo. »
[2] Voir le récit de d'Aubigné.

con...[1]. Je vous baise les pieds un million de fois. »

Cette gaieté toujours allumée, cette ardeur, ces prouesses donnent l'autorité sur les hommes.

Farnèse comprit le soir qu'il n'avait jamais eu devant le front qu'un rideau de cavalerie; son prestige fut amoindri, les Espagnols commencèrent à le critiquer. « — Sans doute nous avons eu l'avantage, écrit Ibarra[2], mais on aurait pu faire mieux. » Il fut les jours suivants victime des fautes du jeune duc de Guise et de Mayenne qui se laissaient enlever de gros corps de cavalerie. Car la terrible cornette se tenait toujours à deux lieues de la grosse armée[3]. Farnèse prit Neufchâtel[4] et s'approcha enfin tellement de Rouen que Henri IV, peu sûr de son infanterie, dut lever le siége[5]; mais c'était après l'avoir maintenu trois semaines depuis le combat d'Aumale; c'était surtout en gardant son autorité sur ses soldats. Les manœuvres exécutées avec confiance par son armée séparèrent Farnèse de ses approvisionnements. « Notre armée se défait, écrit Ibarra[6]; nous

[1] Pièce d'artillerie portée à bras. Sur ce mot, Henri ajoute une plaisanterie permise dans les mœurs du temps, à propos de la maladie de son cousin le cardinal, et de ses causes.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1581, p. 34 : « Aunque el sucesso del dia de Aumale fue bueno, le parece que pudiera ser mejor. »

[3] *Ibid.*, p. 46 : « Teniendo siempre de fronte a dos leguas la cavalleria del enemigo. »

[4] *Ibid.*, p. 40. Tassis au roi. Ce fut le 14 février 1592.

[5] *Ibid.*, p. 46. Ibarra au roi. Ce fut le 27 février 1592.

[6] *Ibid.*, p. 46 : « Y va deshaciendo el exercito y el enemigo con su cavalleria se alojava siempre cerca del. De las inco modidades se ha recivido harto daño por la falta de dinero y lo demas necesario. Coloma negocio 40 y tantos mil escudos... »

souffrons de toutes sortes de privations; la cavalerie ennemie est toujours logée près de nous; nous n'avons plus d'argent. Coloma a négocié un emprunt de quarante mille écus qui ont été distribués aux Français, et vingt mille autres à Mayenne pour les gages de janvier et de février; mais les soldats de Votre Majesté n'ont reçu aucune paye, aucune distribution depuis ce qui leur a été remis à leur entrée en France. » Il fallait payer encore quelques malheureux Suisses que le Pape avait procurés [1].

La lassitude et les souffrances d'une campagne d'hiver suspendent les hostilités durant le mois de mars. Henri IV se tient à Pont-de-l'Arche : il a son matériel de siége et ses approvisionnements à Caudebec. C'est là que reparaît Farnèse subitement le 23 avril [2]. Il reconnaît les remparts de Caudebec en s'exposant, « suivant sa coutume, beaucoup plus qu'il ne conviendrait » ; il reçoit un coup d'arquebuse au bras droit entre le poignet et le coude [3]. La balle reste entre les deux os; on est obligé de pratiquer trois incisions pour l'extraire. « — Quant à moi, ajoute Tassis, j'ai hâte

[1] Ms. Arch. nat., K. 1581, p. 34. Tassis au roi, 15 février 1592.

[2] *Ibid.*, p. 73. Tassis au roi, 24 avril 1592 : « Al llegar ayer fue a reconoscer este lugar como suele aventurandose cierto harto mas de lo que seria razon. »

[3] « Dieronle un arcabuçaço en el braço derecho entre la muñeca y el codo. No passo la bala y huvieronle de cortar porque saliese. Y yo desseo vernos desembaraçados y salidos con brevedad deste rincon donde se esta con grande estrecheça di vituallas y foraje... » COLOMA décrit de même la blessure : « En el brazo derecho en igual distancia del codo y la muñeca entre las dos canillas. »

de nous voir sortis de ce coin où nous souffrons rudes privations de vivres et de fourrages. » C'est aussi l'opinion de Diego de Ibarra[1], qui envoie à Philippe des nouvelles de la blessure les deux jours suivants : « Alexandre s'exposait comme un simple soldat; pour peu que dure sa maladie, nous serons en grand embarras. » Puis Ibarra rouvre sa lettre pour annoncer que Caudebec vient de capituler.

Mais déjà approche Henri IV. — Nous vous le disions bien, s'écrient à cette nouvelle les Français de l'armée espagnole, nous ne l'aurons que trop tôt sur les bras! Les Espagnols se retirent sur Yvetot, y restent quinze jours bloqués par Henri IV, manquent de vivres, se décident à fuir la nuit, en laissant leurs bagages, en traversant la Seine, en courant depuis le 22 mai jusqu'au 30, d'une seule traite, avec leur général malade, de Caudebec à Château-Thierry, « au milieu de mille souffrances et de pertes cruelles, écrit Tassis[2], et cette armée harcelée pendant sa route est bien réduite et déchue; tout ce que nous avons gagné dans cette marche sur Rouen se borne unique-

[1] Tous deux sont à côté de Farnèse. Ibarra au roi, K. 1581, p. 76 : « Un soldado particular... por poco que dure su enfermedad hara falta muy grande en asistencia. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1581, p. 86. Tassis au roi, Château-Thierry, 30 mai 1592 : « Han hecho no pequeño daño,... se halle este exercito muy menguado y diminuydo... lo que hemos alcanzado de bien en este ultimo viaje de Roan se encierra en solo haver quitado de sobrella al enemigo... las armas enemigas han ganado reputacion... quedando al enemigo tiempo largo para acometer cosas a su proposito sin disturbo. »

ment à avoir délivré la ville, mais les armes de l'ennemi ont accru leur réputation. Voilà une campagne finie; nous ne pourrons de sitôt remettre l'armée en état d'en entreprendre une nouvelle; puis l'hiver reviendra. Ainsi, l'ennemi a largement le temps d'arranger les affaires à son gré, sans opposition. » Farnèse épuisé laissait le commandement de son armée à Rosne [1], le seul capitaine de valeur dans la Ligue, et se retirait à Spa.

Consacrer une armée et une année à délivrer Paris, comme durant la première invasion de la France, c'était peut-être utile; mais Rouen ne valait pas d'aussi énormes sacrifices. Aussi les récriminations et le découragement se répandent. Mayenne se plaint que le commandement de l'armée ait été confié non à lui, mais à Ranuce Farnèse, d'Yvetot à Château-Thierry, et à Rosne depuis Château-Thierry; il s'indigne qu'on démembre la France en laissant saisir la Provence par le duc de Savoie; il fait remarquer que la Ligue est approuvée par le peuple des grandes villes et le bas clergé, et qu'il faut donner de l'argent à la noblesse pour la rallier [2]. En effet, Ibarra croit savoir que Villars-Brancas est disposé à vendre Rouen et que Villeroy prépare un traité de paix entre tous les Français. Le parlement de Paris est redevenu suspect, et le cardinal-légat est obligé de calmer la fureur du peuple,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1581, p. 89. Ibarra au roi, du 20 juin 1592.
[2] *Ibid.*, p. 87. Résumé fait par la chancellerie des dépêches d'Ibarra.

« fort dangereuse à ce que je comprends », dit Tassis[1], qui résume la situation avec un remarquable bon sens.

« — L'ennemi est en excellente situation pour contraindre à un accord le parti catholique tout entier ou par fractions : on nous a vu par deux fois venir comme des gens qui devaient tout sauver, et nous n'avons produit aucun résultat, et ceux que nous devions sauver se trouvent aujourd'hui plus près de leur perte qu'auparavant ; nous n'avons donc pas à douter qu'ils n'ont plus aucune confiance en notre force, aucun zèle, aucune espérance. »

Dans cette crise où sa puissance est mise en question, Philippe II s'abandonne à un de ses fameux accès de silence. En vain D. Cristoval de Mora et D. Juan de Idiaquez lui mettent sous les yeux les lettres de Tassis et celle d'Ibarra, et les rapportent en extraits ou en résumés, le roi écrit languissamment à la marge : « Qu'on voie ce qui conviendra dans tout cela, et puisse Dieu protéger sa cause[2] ! »

[1] Ms. Arch. nat., K. 1581, p. 86, du 30 mai 1592. Ces lettres de Tassis montrent les merveilleux résultats de la campagne de Henri IV en Normandie, sa victoire réelle sur Farnèse, et les conséquences qui vont résulter : « Quedo en Paris el cardenal Sega para apaciguar y echar tierra a algunas diferencias y malas correspondencias que alli corren entre el parlamento y los zelosos catolicos, peligrosas a lo que entendi, y dignas de remedio. Hallase el enemigo en buena dispusicion para extortar a concierto el partido catolico entero o partes del, y el dicho partido viendo que a dos veces hemos venido a salvarle sin fruto cumplido y que en lugar de verse salvos se hallan agora mas perdidos que nunca, quien duda sino que entran en desconfiar de nuestro poder y que se hallan desanimados y desperados. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1581, p. 89, 90 et suivantes : « Que se mire lo que en todo convendra, y Dios ayude su causa. »

IX

CATHERINE DE BOURBON.

Philippe II pouvait bien avoir des heures de découragement, surtout quand il éprouvait l'humiliation d'apprendre que ce Béarnais maudit allait porter la guerre dans sa propre Espagne. Car Henri IV ne se bornait pas à défendre son fleuve français de la Seine, il ne rêvait rien moins, au plus fort de ses angoisses, que de rejeter sur les provinces de Philippe II la guerre qui dévastait les siennes. Il mettait la main sur son rival en le saisissant par un de ses meurtres; il s'acharnait sur cette trace, il disait déjà, dès le siége de Paris[1] : « — Antonio Perez vient d'arriver en Aragon, j'espère que bientôt il me viendra trouver. »

On se souvient du flegme de Philippe II quand il apprit la victoire de Lépante, de son long recueillement sur son prie-Dieu, de la jalousie froide et implacable qui fit éclosion dans son cœur contre le héros catholique durant cette extase, de l'art avec lequel les commis obséquieux entretinrent les soupçons, cultivèrent l'envie, firent avorter les rêves de D. Juan sur la Tunisie, sur l'Angleterre. La peur transforma Philippe jusqu'à le rendre complice des valets de cuisine,

[1] Faye à Bellièvre, 11 juillet 1590, édition Halphen, p. 105.

des muletiers, des coupeurs de bourse qui assassinèrent l'humble secrétaire Escovedo. Puis quand D. Juan, accablé par le silence de son frère, par la certitude de sa disgrâce et par la ruine de ses espérances, succomba prématurément, Philippe, averti qu'il avait été dupe des fourberies criminelles d'Antonio Perez, affranchi par la mort de sa haine contre D. Juan, humilié par les complaisances de la princesse d'Eboli pour ce même Antonio Perez, fit arrêter ce confident du meurtre, s'exaspéra de son indocilité, fut poussé jusqu'à la fureur en se voyant forcé de le persécuter, tandis qu'à cette nouvelle victime restaient fidèles Juana Coello, l'épouse dévouée, et la princesse d'Eboli.

Au moment où Antonio Perez, brisé par la torture, lui glissait des mains et se plaçait sous la protection de la justice d'Aragon, une troisième femme apparaissait et se plaçait, avec l'Aragon, entre Philippe et son ministre rebelle : c'était Catherine de Bourbon, sœur de Henri IV.

Catherine gouvernait pacifiquement le Béarn pendant que son frère défendait la France. Elle avait fait de ses montagnes le seul coin du monde qui connût la paix. Elle composait de la musique, écrivait des vers, lisait le grec et l'hébreu[1], gardait, dans son château de Pau, une vie patriarcale, faisant pétrir son pain par sa jolie boulangère, la Picotine, écoutant les propos salés de sa servante Mathurine, que Henri IV

[1] *Bulletin de la Société du protestantisme français*, t. XV, p. 23.

avait surnommée sa folle [1], discutant avec ses métayers sa part dans les récoltes, n'ayant d'autre souci que les querelles entre les anciennes favorites de son frère.

Catherine, qui avait trente ans [2], aurait souhaité épouser son cousin, le beau comte de Soissons; elle était encouragée dans cette pensée par Corisande de Gramont, qui avait vendu ses bijoux pour payer les reîtres de Henri IV, qui était désireuse d'exercer un rôle politique, peut-être de se venger de Gabrielle d'Estrées, sa nouvelle rivale [3]. Une de ses autres rivales, Jeanne de Tignonville [4], fit prévenir Henri IV de cette naïve conspiration [5]. Le comte de Soissons fut arrêté. Mais Catherine n'entra pas en révolte contre la politique de son frère, « reconnaissant, lui dit-elle [6], l'absolu pouvoir que je vous ai donné sur mes volontés », et elle le fit prévenir que l'Aragon semblait se préparer à un soulèvement, qu'Antonio Perez entrait en relation avec elle, et qu'elle avait offert à ce proscrit un asile « avec liberté entière de sa religion [7] ».

[1] Madame la comtesse D'ARMAILLÉ, *Catherine de Bourbon*, p. 128 et 274.

[2] Elle était née en 1559.

[3] Philibert de Guiche, mari de Corisande, l'excitait peut-être par vengeance dans ces intrigues contre la volonté du roi. Ce devait être un esprit éclairé, car c'est à lui que Montaigne dédie les sonnets de la Boëtie.

[4] Mariée, après ses galanteries, au comte de Pangeas.

[5] Madame la comtesse D'ARMAILLÉ, p. 144.

[6] Lettre citée par JUNG, *Henri IV écrivain*, p. 162.

[7] Lettre du 26 novembre 1591, citée par madame la comtesse D'ARMAILLÉ, p. 137.

CHAPITRE III.

LES TROUBLES D'ARAGON.

1590-1594.

Arrivée d'Antonio Perez en Aragon. — Causes de mécontentement. — Insurrection de Saragosse. — Expédition de Vargas. — Intervention des Béarnais. — Indiscipline et misère en Espagne.

I

ARRIVÉE D'ANTONIO PEREZ EN ARAGON.

Antonio Perez, à l'aide des chevaux préparés par sa femme et par Gil de Meza, venait de fuir son cachot et d'arriver à Calatayud : il se jette épuisé dans le couvent dominicain de San Pedro Martir, pendant que le fidèle Gil de Meza continue sa course jusqu'à Saragosse et dépose en son nom, devant le *Justicia* d'Aragon, un acte de *manifestacion*[1].

Dès qu'un accusé touche le sol d'Aragon, s'il fait appel, en se déclarant *manifestado,* aux *fueros* du royaume, il est affranchi de la torture, soustrait aux procédures secrètes, assuré d'un jugement correct. C'est la loi. Philippe II a juré de respecter ces droits antiques.

[1] *Doc. ined.,* t. XV, p. 398 à 407.

Dans sa propre Espagne, la légalité se dresse devant sa volonté, comme dans les Pays-Bas.

Il consulta des Aragonais et des Castillans, se fit remettre des rapports, se prit subitement de passion pour le juge désappointé de Perez, le froid et féroce Rodrigo Vasquez de Arce[1]. Ce dernier n'était pas moins humilié que Philippe II de l'apparition subite des lois devant le tribunal où il persécutait Antonio Perez. Une seule mesure est possible, persuade-t-il au roi : il faut arracher Perez même aux lois d'Aragon, même aux franchises de l'Église. Philippe II ne peut s'empêcher d'hésiter, malgré l'urgence de fermer la bouche à son ancien confident : il expédie enfin sur Calatayud un alcade de cour pour saisir Perez et le réintégrer dans son cachot[2].

Les bons Dominicains barricadent leurs portes, excommunient l'alcade, cachent Perez. Les archers enfoncent les portes, saisissent le fugitif, l'entraînent dans la rue. Un jour plus tôt, c'en était fait de Perez. Mais en ce moment, tandis que l'alcade, très-insensible à l'excommunication, fait lier son prisonnier sur un cheval, entrent en ville Mateo Ferrer, huissier du *Justicia* d'Aragon, et cinquante arquebusiers. Ils approchent au galop, ils réclament comme *manifestado,* et en vertu des droits d'Aragon, l'accusé que veulent enlever

[1] Le souple Mateo Vasquez mourut en 1590; il avait crû en pouvoir : « Durant les absences du roi, tous les rapports lui étaient remis. » (Cabrera.)

[2] *Doc. inéd.,* t. XV, p. 406.

les Castillans. Depuis le matin, la ville était tumultueuse, les paysans accouraient des environs; tous avaient été émus en voyant violer l'asile d'Église et forcer la maison des Dominicains : ils sont saisis d'enthousiasme en se voyant soutenus par les représentants des lois de leur pays; ils chassent les archers du roi, délivrent Perez et le portent en triomphe jusqu'à Saragosse, où ils le déposent dans la prison des *manifestados*.

Appuyé sur la passion religieuse et sur l'esprit national de l'Aragon, libre dans sa prison avec ses papiers sauvés par sa femme, fêté par le peuple de Saragosse, Antonio Perez a le rare bon sens d'offrir la paix à Philippe II. Il écrit au roi et au confesseur pour demander qu'on le laisse « dans un coin », qu'on l'oublie, qu'on lui rende sa femme et ses enfants; il s'engage à ne pas divulguer les secrets dont il est possesseur; il peut se défendre, on doit le savoir, on connaît ce qu'il a appris; il dira tout, mais il préfère que ce soit fini.

Point de réponse. Perez envoie alors à Madrid le prieur d'Atocha avec une note où sont résumés ses moyens de défense et avec une copie des lettres qui peuvent être communiquées aux juges libres de l'Aragon. Le roi reçoit deux fois le prieur, l'écoute, retombe sous l'influence de Rodrigo Vasquez, écrit aux seigneurs de Castille d'armer leurs vassaux, de se tenir prêts à entrer en campagne[1]; il donne ordre au vice-roi d'Aragon

[1] *Doc. inéd.*, t. LI, p. 227. Le roi au marquis de Poza : « Con toda diligencia hagais poner en orden y tener a punto veinte lanzas de la

de lui livrer à tout prix le fugitif. « — Ma royale conscience l'exige, comme l'honneur de mes tribunaux [1]. » Enfin, il autorise Rodrigo Vasquez à prononcer contre l'accusé qui a légalement saisi les juges d'Aragon de son procès, la peine de mort, de la mort infamante [2]. Après que Perez aura été étranglé, la tête sera coupée et exposée en un lieu public : celui qui l'ensevelira sera puni de mort.

Mais tout en faisant condamner Perez à Madrid, le roi ne laissait de poursuivre le procès devant les juges d'Aragon. — Nous n'obtiendrons guère que le bannissement, croyait-il [3]; il faudra avoir soin de s'emparer de lui dès qu'il sera banni d'Aragon, pour le faire exécuter selon la sentence du juge de Castille.

L'arrêt de mort fit perdre à Perez tout espoir de transaction et tout scrupule. Il communiqua immédiatement les lettres [4] qui montraient que le roi avait été son instigateur et son complice dans chacun des actes qu'on lui reprochait. — On m'accuse d'avoir faussé les déchiffrements des dépêches, c'est vrai : voici la lettre du roi qui m'en donnait l'ordre; c'était pour

mejor gente que haya en vuestra casa y tierra, y que esten lo mejor encabalgados y armados... »

[1] *Doc. inéd.*, t. XII, p. 56 : « Por descargo de mi real conciencia y por lo que Debo a la reputacion de la justicia. »

[2] « Muerte de horca. » 1er juillet 1590.

[3] *Doc. inéd.*, t. XII, p. 55.

[4] Nous savons exactement ce qu'il montra à ce moment; ce sont les lettres du manuscrit de la Haye, dont quelques-unes sont publiées d'après d'autres copies au t. XII des *Doc. inéd.*, p. 16 et suivantes.

cacher au conseil certains détails que le roi voulait garder secrets. Voici les notes du confesseur sur le meurtre d'Escovedo ; voici les passages qui montrent le trouble du roi quand il craignait les déclarations de la Mauresque qui a été étranglée pour cet empoisonnement dont elle était innocente et que nous avions préparé avec lui. Voici les reproches qu'adressait le roi quand les tentatives de meurtre échouaient...

Le prestige du roi, les secrets d'État étaient jetés à la risée du monde. Les amis de Perez colportaient les copies. L'avocat du roi écrivit de Saragosse pour peindre l'effet produit par ces révélations et demander de nouveaux ordres [1].

Le roi et Rodrigo Vasquez furent atterrés par le coup, dont ils avaient cependant été prévenus et qu'ils auraient pu prévoir. Assurément les billets de Philippe II ne disaient pas tout ce que leur faisait exprimer la perfide interprétation de Perez. « — Il torture avec malice le sens de mes billets, dit le roi [2] ; ce que je lui écrivais était la conséquence de ce qu'il me disait ; or, comme il me trompait, je pouvais lui répondre sous le coup de cette illusion des choses qui semblent singulières aujourd'hui. »

Il y a du juste dans cette défense un peu piteuse de Philippe. Si, comme il est vraisemblable, Antonio Perez a persuadé à sa crédulité qu'Escovedo venait

[1] *Doc. ined.*, t. XII, p. 23.
[2] *Ibid.*, t. XV, p. 435.

préparer une révolution au profit de D. Juan d'Autriche, le roi a bien pu écrire sans déshonneur qu'Escovedo méritait la mort. Mais le déshonneur reste dans le choix de l'empoisonnement, des meurtriers, dans la récompense de ceux qui ont donné le coup d'épée.

Il reste également dans l'étrange procédé qu'inventèrent le roi et Rodrigo Vasquez pour se débarrasser de Perez. Ils mirent en jeu, sans prétexte et sans foi, l'appareil de l'Inquisition.

Le premier grief est subtil : — Perez s'était enfui à cheval de sa prison; il s'était à la vérité arrêté chez les Dominicains de Calatayud, mais il aurait pu continuer jusqu'en Béarn, et en ce cas il aurait fourni un cheval, c'est-à-dire du matériel de guerre, aux hérétiques[1]. On ajouta qu'il devait être enchanteur ou magicien pour s'attirer le dévouement de tant de personnes[2]. Sa popularité lui était reprochée comme un crime. La base sembla suffisante à la Suprême, toujours docile au roi, pour commencer les informations. Toutefois elle n'osa mettre en mouvement ses agents que sur des ordres formels[3].

Dans tout l'Aragon un seul tribunal dépendait de Madrid, c'était celui de l'Inquisition. Il était formé non de moines, mais de trois légistes, le licencié Fernando Molina de Medrano, le docteur Antonio Morejon, et

[1] *Doc. inéd.,* t. XV, p. 482.
[2] Perez, *Memorial,* p. 119.
[3] *Doc. ined.,* t. XII, p. 145 et 149 : « Se embiare la orden... conviene que V. M. lo mande advertir al cardenal. »

un gentilhomme, D. Juan Hurtado de Mendoza [1]. Mais l'usage exigeait que le *qualificateur* fût un théologien. Philippe II craignit que les théologiens eussent des scrupules de légalité [2], et fit écrire au grand inquisiteur, le cardinal Quiroga, qui semblait favorable à Perez, « que le service de Sa Majesté exigeait que dans l'information on n'appelât comme qualificateur d'autre théologien que Fray Diego de Chaves, son confesseur [3]. L'ordre est donné de la bouche même du roi. » Mais la piété du confesseur est suspecte. Ce complice dévoué est surveillé par Arenillas, le subalterne qui a pour fonctions de faire connaître les volontés du roi à l'Inquisition. Ce commis verra l'instruction avec Fray Diego de Chaves, et « aidera à trouver les moyens qui permettront de faire remettre cet homme au saint-office ».

Toujours humbles devant les caprices du roi et comme jaloux de prouver qu'ils étaient des instruments de gouvernement et non des protecteurs de la religion, le grand inquisiteur et la Suprême s'empressèrent de

1 On se rappelle que l'Inquisition d'Espagne était aux mains du Roi, comme il a déjà été démontré, et non à celles de l'ordre de Saint-Dominique. Les Dominicains n'y étaient pas en plus grand nombre que les Franciscains, les laïques, ni sous le règne suivant les Jésuites.

2 PEREZ, p. 141 : « De caer en irregularidad. »

3 Marques DE PIDAL, *Alteraciones de Aragon,* t. I, p. 479. Arenillas à Chinchon, 5 mai 1590 : « Por lo que S. M. mando, yo escrevi al Sr cardenal que se servia de que ningun teologo calificase lo que resultaba desta informacion, sino el P. Fray Diego de Chaves su confesor. » Chinchon lui répond d'être présent à la chose, « y procure encaminar lo que con justicia se pudiera para que estos hombres entren en poder del santo oficio ».

confier l'instruction aux deux personnes qui leur étaient ainsi désignées. Fray Diego de Chaves et Arenillas trouvèrent qu'une seule séance était suffisante pour dresser l'acte d'accusation. Nous avons cet acte. — Si Dieu le Père se mettait entre nous, aurait dit Perez, je le tirerais par le nez pour lui faire voir comment le roi a été déloyal envers moi! — Blasphème, scandale, mettent les qualificateurs, proposition suspecte de l'hérésie des vaudois qui supposent à Dieu un corps et des membres. — Dieu m'abandonne et s'endort; ce serait à en perdre la foi! aurait encore dit Perez. — Scandale, car il veut se faire croire innocent, comme s'il n'avait pas été juridiquement soumis à la torture et condamné à mort. — Oui, Dieu dort, on nous trompe en nous parlant de lui, il n'y a pas de Dieu! aurait dit le proscrit, dans une heure de désespoir, après ses dix années de persécutions et de misères. — C'est nier la Providence, c'est n'être pas chrétien, écrivaient les qualificateurs en oubliant les statuts de l'Inquisition qui interdisaient de faire un grief contre les accusés « des paroles qui échappent dans un moment de colère, même si elles sont blasphématoires ou hérétiques ».

Munis de ces griefs, les inquisiteurs de Saragosse réclament sous peine d'excommunication qu'Antonio Perez leur soit remis. Ils le font transporter de la prison des *manifestados* dans leurs cachots de l'Aljaferia, avec le muletier Mayorini, qui lui a prêté des chevaux.

Cette chicane annulait en la fraudant la constitution

de l'Aragon. Elle mit le comble au mécontentement dont le pays était agité depuis plusieurs années. Le cri : — On viole nos *fueros!* éclata dans Saragosse et dans les villages voisins [1].

II

CAUSES DE MÉCONTENTEMENT.

Depuis les Cortez de Monçon en 1585, les causes de désordre n'avaient cessé de se multiplier.

L'Inquisition, si populaire dans toute l'Espagne, était odieuse aux Aragonais. Ils avaient imaginé pour la combattre le procédé qui pouvait le plus déplaire au roi, c'était d'invoquer contre le saint-office l'intervention du Saint-Siége. « Ils sont bandés contre ceux de l'Inquisition, avait dit un ambassadeur français [2]; ils sont appelants à Sa Sainteté, et Sa Majesté ne voudroit que l'appel allast à Rome. » L'appel contre un arrêt injuste ne pouvait aller facilement même devant la Suprême, car « l'appelant devait commencer par débourser quinze cents doublons [3] ». Toutefois les

[1] « La voz de contrafuero. » Ils sont, écrit un Français, « jaloux de leurs priviléges plus que de leurs femmes mêmes ». (*Discours au vray des troubles naguères advenus...* Lyon, 1592. Bibl. nat. OC 237.)

[2] Ms. Bibl. nat. 10752. Forquevauls à la reine mère.

[3] *Jornada de Tarazona*, de 1585, publicada por Morel-Fatio y Rodriguez Villa, p. 24.

inquisiteurs avaient cherché à s'accommoder aux mœurs locales et s'étaient résignés tardivement à concentrer leur travail sur la seule population mauresque. Ils savaient orner les fêtes publiques par des processions pompeuses de leurs *sanbenitados*, troupeau maudit des Maures condamnés au capuchon jaune à perpétuité, qu'on faisait défiler sous le mépris public, derrière les confréries et les corps de métiers, « et ils s'avançaient avec trois croix sur la poitrine, et dans le nombre il y avait des femmes bien belles [1] ».

Ces excitations n'étaient pas innocentes : les chrétiens de la montagne comprirent qu'ils pouvaient sans péché piller les riches métairies des Maures ; un certain Morton soutint même « que tuer les Maures était rendre un grand service à Dieu [2] ». Les victimes se défendirent, détruisirent quelques-uns des meurtriers. C'est alors qu'apparut le capitaine Lupercio Latras.

Latras était un de ces aventuriers qu'on croyait bon de tolérer et d'utiliser. Tantôt chef de bandits dans la montagne, puis soumis et admis dans un régiment d'infanterie [3] ; tantôt espion politique. On le rencontrait un jour à Calais couvert de guenilles; quelques

[1] *Viaje de Felipe II,* de 1585, publicada por Morel-Fatio y Rodriguez Villa, p. 36 : « Entre las mujeres eran algunas bien hermosas condenadas a esta pena. »

[2] Pidal, *Alteraciones de Aragon,* t. I, p. 201.

[3] *Ibid.* Voir aussi *Cartas de Madrid,* du 25 octobre 1582. Lettre de Delgado : « Lupercio Latras, bandolero, tenia en la montaña 2,000 hombres... es buen cavallero... quiera nescessitar a Su Magestad a servirse del. »

jours plus tard il paradait dans les rues de Londres avec un pourpoint brodé d'or [1]. Il appela les coureurs de chemins et les enrégimenta contre les Maures d'Aragon; il brûla deux villages, massacra un millier d'hommes, puis apprit qu'il aurait de l'ouvrage dans le comté de Ribagorza, et y courut avec sa troupe.

Ce comté, qui voulait ne relever que du roi, avait été adjugé par la justice d'Aragon au duc de Villahermosa. Mais le roi, conseillé sans doute par Chinchon, qui restait l'ennemi du duc, laissa des bandits s'emparer du pays; les huissiers de la justice d'Aragon et les baillis du duc furent chassés; un brigand fameux nommé *El Miñon de Montallar* s'installa à Graus, le principal village, et le pilla durant six jours. Toute femme trouvée dans un château était outragée. Le duc de Villahermosa prit à sa solde les hommes de Lupercio Latras et des Béarnais commandés par le comte d'Agout; il rentra dans le Ribagorza; les pillages et les violences recommencèrent.

Philippe II crut pouvoir profiter de ces désordres pour envoyer en Aragon un délégué royal : il désigna un Castillan, D. Iñigo de Mendoza, marquis de Almenara. Ce choix parut un nouvel outrage aux Arago-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1574, p. 1. Baltazar de Hortigossa, 9 décembre 1589 : « En Londres passando por una casa de un sastre hacian unos bestidos muy garnecidos de oro y le dixeron al sastre que para quien eran, y dixo que para un capitan español que havia venido de España que se llamava Lupercio Latras y que se passava en Londres; y le havian hallado en Cales todo desnudo. »

nais. Leur fureur ne put plus être maîtrisée quand ils apprirent qu'Antonio Perez venait d'être enlevé de la prison nationale des *manifestados* et livré à l'Inquisition.

III

INSURRECTION DE SARAGOSSE.

Ce fut au cri : « Aide à la liberté ! » que la noblesse et le clergé appelèrent le peuple dans la rue : les curés, tous patriotes, firent sonner le tocsin; les paysans accoururent en ville ; D. Diego de Heredia, l'un des plus âpres défenseurs des droits féodaux, s'improvisa le chef de l'insurrection et mena le peuple sous les fenêtres du marquis d'Almenara, le Castillan envoyé par le roi.

Almenara se barricada dans sa maison, et cria qu'il se défendrait à coups de couteau. Seul il eut de l'énergie devant cette émeute.

Le vice-roi était un prélat timide et borné, l'évêque de Teruel. L'archevêque de Saragosse, frère du comte de Chinchon, était partagé entre ses passions de famille et le désir de ne point irriter son clergé. Le *Justicia*, qui avait déclaré légale la remise de Perez à l'Inquisition, fut hué dans la rue ; il se réfugia avec ses lieutenants dans la maison du brave Almenara.

— Ma maison touche la vôtre, dit au marquis l'un des lieutenants du *Justicia;* faites un trou dans le mur, vous fuirez par ma porte de derrière. — Nul de ma race n'a fui, je ne veux pas être le premier! — Monsieur, fit le *Justicia,* j'ai vu en Flandre, dans la ville de Gand, l'empereur Charles-Quint lui-même, dans une sédition de soldats, faire tenir un cheval à une porte de derrière de son palais pour prendre la fuite. — Almenara ne répondit qu'en faisant remettre un billet aux inquisiteurs pour leur défendre de restituer Perez : « — Mourons tous avant une telle bassesse [1]. »

Mais en ce même moment la porte s'ébranlait sous les coups, les barreaux des fenêtres étaient arrachés; le *Justicia* se montra au balcon : « — Laisserez-vous sortir le marquis et ses gens si je les conduis en prison? — Oui, en prison! — Vous jurez comme cavaliers, gentilshommes et hommes d'honneur de le laisser mener en prison? — Nous le jurons! » On sort, les magistrats et le marquis sont frappés, poussés; le *Justicia* tombe, il est enlevé; Almenara debout, hautain, saignant, est entraîné vers la prison. Il avait deux coups de couteau à la tête, trois doigts coupés, les côtes enfoncées; il mourut quatorze jours après.

Enivré par ce sang, le peuple se rue sur l'Aljaferia, la prison fortifiée du saint-office. Il apporte de la paille

[1] *Doc. ined.,* t. XII, p. 163 à 318.

et du goudron, il annonce qu'il va brûler les inquisiteurs si on ne lui rend Antonio Perez.

Les trois inquisiteurs avaient une expérience suffisante de ce supplice du feu, pour n'être pas tentés de s'y soumettre.

« — Cependant, disait leur président, le licencié Molina de Medrano, c'est une belle couronne que le martyre pour le saint-office [1]. » — Mais, font les autres, ne saurait-on transiger sans compromettre la dignité du saint-office? Pourvu que Perez lui reste soumis, le lieu où on l'enferme importe peu.

Les inquisiteurs consentent donc à ce que le prisonnier soit détenu pour leur compte dans la prison des *manifestados;* ils le rendent au peuple.

En ce moment, Antonio Perez est le maître de Saragosse; il harangue ses sauveurs, il demande qu'une instruction criminelle soit ouverte contre les inquisiteurs qui ont violé les *fueros*.

Mais dès le soir les paysans quittent la ville; les magistrats commencent à s'inquiéter; ils apprennent que le roi assemble une armée au camp d'Agreda. Ils offrent de restituer Antonio Perez au roi en échange d'une promesse de garantie des *fueros* pour l'avenir. L'été s'écoule en pourparlers ; le *Justicia* meurt et est remplacé par son fils D. Juan de Lanuza : c'est un homme de vingt-sept ans, peu instruit, qui se concerte

[1] HERRERA, t. III, p. 283.

avec D. Diego de Heredia pour sauver le prisonnier à tout prix.

Les inquisiteurs se sont mis d'accord avec le vice-roi, l'archevêque de Saragosse et les principaux nobles pour recevoir Perez le 24 septembre, juste quatre mois après leur première tentative. Ils envoient leurs familiers avec des charrettes attelées de quatre mules pour l'enlever de grand matin. Mais les arquebusiers qui le gardent refusent de le livrer; D. Diego de Heredia se présente, fait sonner le tocsin; la foule s'amasse. Bientôt Perez descend dans la rue, et sous un dais d'épées nues parcourt la ville. Les familiers de l'Inquisition sont tués. Tous les gens qui ont des vengeances privées à satisfaire profitent de ce tumulte pour se défaire de leurs ennemis; les paysans pénètrent par toutes les portes, et comme ils ne veulent pas cette fois être venus sans salaire, ils enfoncent quelques boutiques; les coups d'arquebuse deviennent plus fréquents; la nuit survient, le pillage semble inévitable, quand tout à coup s'ouvrent les portes de l'église de San Pablo : de la nef inondée de lumière, sortent les prêtres avec le Saint Sacrement, escortés par les Franciscains des deux couvents de Saragosse, avec leurs bannières, leurs cierges, leurs cantiques; le peuple s'agenouille, la ville est sauvée.

Philippe II, à la nouvelle de cette seconde émeute, organisa une junte à l'Escurial pour recevoir des conseils autres que ceux de la junte spéciale déjà en séance

depuis quatre mois à Madrid. Fray Diego de Chaves en donnait un qui semblait plus expéditif : « Qu'on fasse mourir Antonio Perez par le moyen qui paraîtra le plus facile » , disait ce vieillard de quatre-vingt-dix ans [1]. Philippe II recula devant ce nouveau meurtre, et adressa enfin à Vargas, le général de son armée d'Agreda, l'ordre de marcher sur Saragosse [2].

IV

EXPÉDITION DE VARGAS.

D. Alonso de Vargas était un petit gentilhomme d'Estramadure qu'on avait choisi comme chef de l'expédition parce qu'il n'était allié à aucune des familles d'Aragon. Il avait servi sans éclat dans les guerres des Flandres. On lui avait adjoint D. Esteban de Ibarra pour les détails administratifs et D. Augustin Mexia comme colonel des huit cents vétérans qui avaient été embarqués quatre ans auparavant sur l'Invincible Armada.

Ces huit cents hommes et vingt-cinq canons constituaient la principale force de l'armée. Ils étaient accompagnés de quinze mille miliciens qu'on espérait

[1] Pidal, t. II, p. 112 : « Que se diese muerte por el orden que mejor pareciese », d'après les manuscrits des liasses de l'Inquisition.
[2] Le 24 octobre 1591.

instruire dans une courte campagne, et diriger ensuite sur la France.

A ces troupes, l'insurrection ne pouvait guère opposer qu'une vingtaine de seigneurs avec leurs domestiques et tous les moines. Perez se flatta d'organiser la résistance : il prétendit unir en confédération les royaumes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, obtenir l'alliance du Béarn et de Venise, recruter et armer vingt-quatre mille hommes[1]. Mais chaque ville s'inquiétait des paysans armés de sa banlieue, craignait le pillage ou prétendait faire sa révolution particulière sans s'inquiéter de Saragosse. A Teruel, les deux frères Baltasar et Melchor Novella veulent persuader au peuple de se soumettre, ils sont déchirés en morceaux; mais le peuple se contente de cette prouesse et se garde bien de sortir de ses murs. Le pillage devient bientôt si familier aux insurgés, que les habitants riches sont réduits à calculer s'ils préfèrent être dépouillés par le peuple d'Aragon ou par l'armée de Castille. Les chefs du clergé, réunis à Tarragone en un concile provincial, n'osent intervenir que pour supplier le roi de ne pas faire avancer son armée; cette démarche amoindrit l'influence des moines. On se suspecte, on se dénonce : un des chefs, D. Juan de Luna[2], n'échappe à la foule prête à le massacrer que par la protection des Franciscains;

[1] *Doc. inéd.,* t. XII, p. 485.

[2] Il ne faut pas le confondre avec le comte de Luna, qui a laissé des mémoires sur ces troubles.

le *Justicia* est frappé dans la rue. Il déploie enfin la bannière de San Jorge et sort le 8 novembre, pour arrêter l'armée royale au pont de Alagon.

Il est suivi par ses six massiers et quatre cents cavaliers. Le lendemain, quelques centaines de paysans le rejoignent, demandent des vivres, refusent d'obéir à des chefs. Le *Justicia* et D. Juan de Luna profitent du tumulte pour disparaître; Antonio Perez s'enfuit également; trois jours plus tard, Vargas entre sans résistance dans Saragosse [1].

Le rusé Perez avait jugé bon de ne point faire connaître sa retraite. Le *Justicia* s'était retiré à Épila près du duc de Villahermosa et du comte de Aranda, les deux principaux seigneurs de l'Aragon, les modérés qui ne soutenaient ni les projets despotiques du roi, ni l'insurrection violente du peuple; par conséquent, ils étaient les plus odieux au roi et au peuple.

Mais, pour la première fois de sa vie, Philippe était enclin à la clémence. Alonso de Vargas lui écrivait que les Aragonais étaient sincères dans leur soumission, que la pacification était complète. Le marquis de Lombay, fils du duc de Gandia, fut envoyé pour annoncer aux Aragonais, ses compatriotes, que les *fueros* seraient respectés; que le nouveau vice-roi serait le comte de Morata, Aragonais. Lombay comprit comme Vargas que des exécutions seraient impolitiques

[1] Le 12 novembre 1591.

« — Qui châtier? écrivait-il[1]; le plus coupable est le prieur de la Seo qui a fait sonner le tocsin; les prêtres et les chanoines ont été les plus ardents en ces affaires! »

Tous les courtisans sont parents de quelque Aragonais, les ministres aussi; tous intercèdent près du roi pour flatter ses pensées de pardon, tous, sauf trois hommes.

Le comte de Chinchon avait sa haine de famille à servir contre le duc de Villahermosa, il voulait proscrire tout l'Aragon pour atteindre son ennemi : c'était un sentiment féroce, mais peu extraordinaire à cette époque. Rodrigo Vasquez de Arce était humilié d'avoir vu disparaître sa victime Antonio Perez; il avait donc aussi une vengeance à servir quand il se joignait au comte de Chinchon pour animer Philippe II contre l'Aragon. Mais ni vice ni passion ne sauraient expliquer la frénésie avec laquelle le confesseur Fray Diego de Chaves, arrivé aux extrêmes limites de la vie humaine, rassemblait son dernier souffle pour exiger le châtiment : « — Dieu a combattu pour vous, disait-il au roi[2]; si vous épargnez ses ennemis, il ne vous épargnera pas; la Sainte Bible vous en offre des exemples. » — Pas de procès, disent les trois, pas de condamnation, pas d'exécution; il suffit de donner les noms des coupables et d'autoriser « tous sujet du roi à

[1] *Doc. inéd.,* t. XII, p. 553 : « Los sacerdotes y canonigos son los que mas sin tino andan en todas estas cosas... »
[2] Pidal, t. II, p. 356, d'après les archives de l'Inquisition.

leur courir sus et à les tuer! » Ils multiplient les instances, ils maudissent les hésitations du roi.

Ces hésitations, cependant, servaient les projets de vengeance mieux que ne l'aurait su faire la dissimulation la plus savante.

A Saragosse la confiance renaissait quand on voyait que depuis un mois les prisons restaient vides; les fugitifs rentraient un à un, et étaient accueillis avec courtoisie par Alonso de Vargas et le marquis de Lombay. « — Pourquoi ne pas rentrer à Saragosse? écrivit au jeune *Justicia* sa mère doña Catalina de Urrea, vous ne courez aucun risque. » Ainsi rassuré par sa mère, le *Justicia* revient en ville, préside son tribunal; le duc de Villahermosa et le comte de Aranda arrivent aussi; chaque famille se rassure.

A ce moment, Philippe II prit enfin son parti. C'était dans la matinée du 12 décembre [1]; il donnait audience à un commandeur de Sant Yago, D. Gomez Velasquez. Au moment où le commandeur vient de se retirer, il le fait rappeler par le secrétaire Santoyo: — Pas un mot, dit le roi, montez à cheval, allez droit à Saragosse, donnez ces lettres à D. Alonso de Vargas!

Velasquez entre chez un bijoutier, vend sa chaîne d'or pour ses dépenses de route, monte à cheval, part. Il arrive au bout de six jours à Saragosse, il donne les

[1] Ce récit de la mission improvisée de Velasquez et de la longue hésitation du roi est accepté par le marquis de Pidal, et recueilli par lui dans un manuscrit de la bibliothèque du roi d'Espagne. Il est très-vraisemblable.

lettres à Vargas. En les ouvrant, Vargas fond en larmes.

« — Arrêtez sur-le-champ le *Justicia* d'Aragon, D. Juan de Lanuça, et que je sache son exécution aussitôt que son arrestation. On lui coupera la téte. »

« — C'est commander, cela, en mots briefs et non par signes! » remarque Brantôme qui a vu une copie de cette curieuse lettre.

Pendant la nuit, des soldats sont embusqués dans une ruelle à côté de l'église de la Seo où le *Justicia* vient entendre la messe chaque matin; le capitaine Velasco, qui le guette, regarde des gravures à une boutique; la cloche tinte; le *Justicia* apparaît, monte les degrés du porche; Velasco appelle ses soldats et l'arrête. Au même moment, Vargas fait prévenir le duc de Villahermosa et le comte de Aranda qu'on va pendre un soldat protégé par eux; ils accourent pour demander sa grâce, ils sont arrêtés et envoyés en Castille, où ils sont enfermés, l'un dans la citadelle de Burgos, l'autre dans celle de Medina del Campo. Ils ne reverront plus l'Aragon.

Le *Justicia* eut toute la journée et la nuit pour se préparer à la mort. Puis il fut décapité sur la place publique. Les Franciscains recueillirent son corps et célébrèrent ses obsèques avec pompe. Mais sa mère, qui l'avait livré par sa crédulité, ne put même pas s'enfermer pour le pleurer : elle fut poussée dans la rue; la maison et les meubles étaient confisqués pour le roi.

Le *Justicia* ne pouvait être arrêté que par décision des Cortez; cette exécution était un coup d'État : elle frappa de terreur tout le pays. L'émigration commença, mais les fugitifs étaient traqués par le saint-office, qui commença aussitôt ses procédures [1] et emplit les cachots.

Philippe II voulut en même temps se donner les apparences de la clémence. Il accorda une amnistie, mais de l'amnistie étaient exceptés vingt-deux accusés, et cent vingt-cinq autres, et tous les gens de loi qui ont signé des consultations sur les *fueros,* et tous ceux qui à l'avenir cacheront les proscrits, et tous ceux qui sont dans les prisons du saint-office. L'amnistie d'ailleurs est accordée par le roi, elle n'engage en rien l'Inquisition, qui continue ses arrestations et ses informations secrètes.

V

INTERVENTION DES BÉARNAIS.

Antonio Perez, qui était depuis plus d'une année en relation avec Henri IV, se retira directement de Saragosse à Pau [2], près de Catherine de Bourbon, con-

[1] On a copie de quelques procédures à Paris, Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 178.

[2] Il a dû quitter Saragosse le 11 novembre 1591; il arrive le 24 à Pau.

voqua les émigrés autour de cette princesse et prépara une invasion de l'Aragon.

Il y avait déjà longtemps que Henri IV essayait de reprendre la Navarre : dès 1579, Philippe II avait dû assembler et maintenir une forte garnison dans la ville de Fontarabie [1], contre laquelle les Béarnais préparaient une escalade. Il croyait celle de Saint-Sébastien également en danger, il savait que Henri IV avait des correspondants en Aragon, peut-être une alliance secrète avec les Maures jusque dans le royaume de Valence [2]. Mais il aurait ignoré que deux mille Basques et plusieurs centaines d'émigrés allaient fondre sur les corps disséminés de l'armée de Vargas, si Catherine de Bourbon n'avait pas été écoutée, tandis qu'elle concertait cette expédition avec Antonio Perez, par une de ses suivantes. La fille, qui se nommait doña Agueda de Arbizu, fit prévenir Philippe II [3]. Aussitôt Philippe eut recours au système qui lui avait été si profitable dans un cas analogue, lorsque les Anglais voulurent, avec D. Antonio, soulever le Portugal. — Les Béarnais, fit-il écrire dans tous les villages [4], sont hérétiques

[1] Herrera, t. II, p. 228. Le gouverneur de Fontarabie était D. Garcia Darze.

[2] Voir sur ces détails la mission donnée dès 1583 à l'espion Hieronimo Brun, dont nous avons le chiffre, Ms. Arch. nat., K. 1562, p. 5 : « De que personas de Aragon se ha valido Vandoma para sus traças; si es verdad que con los Moriscos del reyno de Aragon o del de Valencia ha havido alguna correspondencia o alliancia. »

[3] Herrera, t. III, p. 309.

[4] Voir une de ces lettres signée par le capitaine Ramada, Ms. Arch. nat., K. 1583, p. 41.

ques, ils viennent piller les églises et les monastères, ils sont d'accord avec les Maures pour exterminer les catholiques.

Ce bruit courut avec tant de rapidité que l'Aragon fut saisi, comme l'avait été le Portugal, d'une pieuse indignation contre les émigrés qui introduisaient les hérétiques dans leur pays. Les habitants mêmes de Sallen, sur la frontière, fermèrent leurs portes à leur propre seigneur Martin de Lanuza[1]. Il fut forcé d'enlever d'assaut sa ville. La troupe envahissante put encore prendre Biescas, à cinq lieues de la frontière; mais elle fut cernée par l'avant-garde de l'armée de Vargas et par les milices locales, qui traquèrent dans les passes des Pyrénées les étrangers, en prirent plusieurs, tandis que les autres succombaient dans les neiges. Vargas fit mettre en liberté les Béarnais, mais ramena à Saragosse les émigrés qu'il put arrêter[2].

D. Diego de Heredia et D. Juan de Luna, les deux principaux chefs de la révolte, ne purent échapper. Ils rentrèrent chargés de chaînes à Saragosse. Leur rôle avait été assez public pour que le procès fût bref : néanmoins on les tint huit mois dans les mains d'un juge féroce et servile qu'on avait fait venir spécialement de Milan, Miguel Lanz. Celui-ci se complut à épuiser leur énergie et leurs forces pour extorquer les déclarations que le roi désirait, puis à les déchirer dans des supplices

[1] Parent du *Justicia* supplicié.
[2] Février 1592.

savants : Heredia subit jusqu'à onze tours de corde.

En effet, ce que voulait Philippe II, à l'instigation du comte de Chinchon, c'était supprimer l'influence du duc de Villahermosa et du comte de Aranda, les seigneurs trop riches et trop populaires. Mais aucun des deux ne s'était compromis dans l'insurrection. On était donc forcé de laisser vivre les vrais coupables et de les torturer jusqu'à ce qu'ils se laissassent amener à incriminer les deux seigneurs. Cet acharnement à dicter de fausses dénonciations aux criminels fut poussé jusqu'à un excès qui irrita Philippe II lui-même. D. Juan de Luna, les membres désarticulés, s'était laissé aller dans le paroxysme de la douleur à proférer les mots que le juge Lanz voulait procurer à Rodrigo Vasquez pour justifier la condamnation du duc de Villahermosa; avec joie le juge Lanz avait signé le procès-verbal qui constatait la dénonciation, et il avait fait détacher et étendre sur un matelas le malheureux Luna. Mais Luna, aussitôt saisi de remords, demanda un confesseur et déclara, à demi étouffé, que sa dénonciation contre le duc était mensongère; il fit rédiger par l'honnête confesseur la rétractation et la signa. Le juge n'hésita pas à séquestrer le confesseur et à le menacer de la torture s'il ne lui livrait cet acte de rétractation. Il ne fallut pas moins que l'intervention de l'archevêque, de tout le clergé, même de l'Inquisition, pour permettre au religieux de pénétrer jusqu'au roi. Philippe II n'aimait pas que l'on se jouât des devoirs religieux : si la rétrac-

tation avait été supprimée, Lùna aurait été en enfer par la faute des agents du roi; le roi avait donc risqué d'être damné pour avoir causé la perte d'une âme. Il accueillit le religieux avec bonté, il blâma le juge de Milan, et donna ordre de trancher simplement la tête à Luna et à Heredia.

Mais le duc de Villahermosa et le comte de Aranda ne profitèrent point de ces sentiments catholiques. Tous deux étaient détenus. Tous deux moururent subitement, cette année même, sans qu'on leur ait connu de maladie, et sans qu'on sache exactement le jour de leur mort[1]. La mystérieuse coïncidence de ces morts subites sembla suspecte même autour de Philippe[2]. Ses courtisans, qui « formèrent là-dessus des jugements divers », ignoraient cependant le sort du Flamand Montigny que nous avons vu étrangler dans son cachot. On n'a pas le droit de conclure que Philippe II a fait étrangler de même les deux Aragonais; on sait seulement que le comte de Luna, le frère non persécuté du duc de Villahermosa, a écrit : « On a connu sa mort avant de le savoir malade[3] », et s'est plaint qu'on ait substitué au cuisinier envoyé par lui à son frère, un homme choisi par le gouverneur de la prison. On sait enfin que parmi les dossiers de ces procès[4] se trouvait une consultation ainsi conçue :

[1] On croit que le comte de Aranda mourut le 4 août, et le duc de Villahermosa le 6 novembre.

[2] Cespedes, cité par Pidal, t. III, p. 135 : « Tan breves muertes dieron materia a diferentes juicios. »

[3] Documents cités par Pidal, t. III, p. 135.

[4] *Ibid.* : « Y la razon de esto es porque cuando el crimen es publico

— Si le crime est public, le juge souverain peut sans citation, sans défense, sans débat, condamner et punir l'accusé; c'est l'opinion de Cayetano *in Summa, Verbo homicidium,* et de Navarro *in Manuali, cap.* XXV, *num.* 10. La raison en est que puisque le crime est notoire, l'accusé serait dans son tort en essayant de se défendre. Si l'accusé est puissant, le roi peut le faire tuer secrètement.

Pas plus que pour Montigny, le procès ne fut interrompu par la mort des deux accusés. Il dura jusqu'au règne suivant, et se conclut par un acquittement[1].

L'Inquisition fut invitée par le roi à modérer sa vengeance; elle dut se résigner à ne faire brûler vivants que six condamnés et à en soumettre soixante-treize à diverses pénitences. Le souvenir de cette fête, où les soixante-dix-neuf victimes défilèrent, fut assez vivace pour rendre la popularité à l'Inquisition dans la ville de Saragosse[2]. Mais Philippe II, très-inquiété par ces

y notorio no se puede defender en juicio el reo justamente..... Si el reo es poderoso y no se puede prender, puede ser condenado in ausencia sin ser llamado y citado, y en este caso no se puede decir que es despojado el reo del derecho de la justa defension, sino que el mismo se despoja y priva de ella : *Y asi podra el Rey mandau le mater secretamente.* »

[1] Voir l'arrêt d'acquittement rédigé par D. Diego de Covarrubias, licencié dans les deux droits, Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 178, f° 202. Les biens séquestrés sont restitués à la fille du duc, doña Maria de Aragon. Elle épousa don Carlos de Borja, conde de Ficallo, et lui porta le titre de duc de Villahermosa. C'est cette jeune femme et son mari qui sont, dit-on, les châtelains de Buenavia, où l'hospitalité est donnée à don Quijote.

[2] De nos jours encore, un ministre de la monarchie constitutionnelle,

troubles[1], ému de cette invocation des lois contre son autorité, et de cette force occulte qui l'arrêtait à la fois en Hollande et en Aragon, n'osa pas abuser davantage de sa victoire.

Cette victoire même, due uniquement à la présence d'une armée, était une ruine à un pareil moment. Henri IV avait bien compris qu'il soulageait la France en obligeant Philippe II à immobiliser quinze mille soldats autour de Saragosse. — Pourquoi ne nous envoie-t-on pas cette armée de Vargas? demandaient les Espagnols perdus au milieu des provinces françaises[2]; il faut des soldats, nous ne pouvons vivre qu'en étant les plus forts. — Je supplie le roi de faire entrer l'armée de Vargas, disaient au nom du duc de Mayenne ses deux beaux-fils, Montpezat et Villars-Savoie[3]. Ce n'est pas seulement en Bretagne, en Languedoc, en Flandre, que les soldats de Vargas étaient nécessaires. Des soldats, il en faut aux Philippines, et dans le monde

le marquis de Pidal, lassé de raconter des émeutes et des tortures, croit égayer son sujet en décrivant comme une fête les splendeurs de cet auto-da-fé : « Creemos muy a proposito para separar el animo de escenas aflictivas, la descripcion de este aparate. »

[1] Je crois apocryphe le cri qu'on lui attribue généralement au sujet du meurtre du marquis d'Almenara. — Quoi! aurait dit le roi trois fois de suite, dans une sorte de prostration, quoi! ils ont tué le marquis! Comme Almenara n'est mort que quatorze jours après l'émeute, Philippe a connu d'abord les blessures; puis il a eu des nouvelles de l'emprisonnement; la mort n'a pu lui apparaître que comme un épisode après un tel scandale.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1582, p. 66. Diego Maldonado au roi, octobre 1592.

[3] *Ibid.*, p. 15, du 3 août 1592.

entier; dans un coin perdu, à Angola, les indigènes menacent de détruire la colonie : « Votre Majesté devrait y envoyer en grande hâte deux mille bons soldats avec des munitions », écrivait le gouverneur[1]. Aussi le roi a hâte de dégager l'armée de Saragosse et de fléchir par sa générosité les rancunes de l'Aragon; il maintient les *fueros*[2], il fait ouvrir même les cachots du saint-office après là célébration de la fête des soixante-dix-neuf. Il semble faire grâce à celui des chefs de l'insurrection qui a réussi à lui échapper, D. Martin de Lanuza, ou du moins il oublie que c'est lui qui a introduit les Béarnais dans la ville de Sallen, il autorise ses ambassadeurs en France à l'entretenir comme un espion pour connaître les projets des autres émigrés espagnols[3]. Philippe apprit par ce Lanuza dégénéré que vingt-huit gentilshommes Aragonais s'étaient réfugiés près du roi de France et que des intelligences en Espagne préparaient un soulèvement des Maures.

[1] Cette lettre de Balthazar Almeida de Souza à Philippe II, du 21 mai 1591, fut interceptée par les Anglais, qui nous la donnent dans leur traduction de l'époque. HAKLUYT, t. II, sec. part., p. 133 : « This realm hath twice bene lost for want of good governement. Your Majestie must send hither 2,000 good soldiers with munition. »

[2] Cette législation spéciale a duré jusqu'au règne de Philippe V, 29 juin 1707.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1589, p. 17, du 12 juin 1593. D. Diego de Ibarra à D. Juan de Idiaquez : « D. Martin de Lanuza anda con el de Bearne y el y Antonio Perez y un Gil de Mesa; dize que Antonio Perez avia ydo a Inglaterra por orden de Bearne; el D. Martin dixo que tenian en Aragon 20 m. Moriscos a su devocion; dixo el D. Martin que avian acudido al de Bearne 28 cavalleros Aragoneses... »

Mais point de grâce pour Perez. A peine les Castillans sont-ils dans Saragosse que l'Inquisition fouille la maison où il venait d'habiter, et y découvre la preuve du crime le plus détesté; elle se hâte d'avertir la Suprême, elle adresse à Philippe II la pièce qui accable son ennemi : « c'est une médaille en or sur laquelle sont gravés des caractères : on l'a montrée au docteur Victorian Saragozano, l'un de ceux qui connaissent le mieux l'astrologie en ce pays, et il a déclaré que ces médailles se produisent par un pacte formel, ou tout au moins tacite, avec le diable. »

Philippe ose à peine regarder une telle horreur. « — Rendre cela aux inquisiteurs, écrit-il sur la lettre; c'est à eux de faire l'instruction. » Le savant Victorian fut consulté de nouveau; il déclara « *sous la foi du serment* » que les signes gravés signifiaient *Michaël,* que la pièce était tirée de la clavicule de Salomon, et qu'elle délivrait le sorcier de ses ennemis s'il s'en servait en disant certaines paroles au moment de la conjonction de certaines planètes [1]. C'était probablement le sceau du gouvernement insurrectionnel. On peut croire que Philippe, moins puéril que ses inquisiteurs, n'était pas comme eux dupe de cette jonglerie. Il avait d'ailleurs des procédés qui craignaient peu la conjonction des planètes. Une troupe de meurtriers cherchait Perez.

Tantôt c'est un simple brigand qui tente de le tuer

[1] *Doc. inéd,* t. XII, p. 570 et suiv.

dans les rues de Bordeaux [1]; tantôt c'est une « petite femme assez jolie, proprette et fringante », qui vient le trouver à Pau, avec charge de le séduire, de l'entraîner à son château dans la montagne, sous prétexte de mieux prodiguer ses caresses, et là de le livrer contre une somme de dix mille écus à six cavaliers espagnols qui l'attendent. Mais la petite Française se prend elle-même à ce jeu : elle est touchée des malheurs du proscrit, elle voit les traces de la torture, elle ne songe plus qu'à sauver son idole. C'était la sorcellerie véritable dont Perez savait user. Par ses enchantements il avait perdu la princesse d'Éboli et s'était précipité dans l'infortune. Instruit par la Française, à travers les épanchements galants, des piéges dont il est entouré, Antonio Perez part pour l'armée de Henri IV, puis va trouver Elizabeth, lui persuade de diriger une expédition sur l'Andalousie [2], revient à Paris après que Henri IV y est entré, rencontre partout des gens armés contre lui par Philippe II : à Londres, ce sont deux Irlandais que la reine fait exécuter [3]; à Paris, c'est un Aragonais, D. Rodrigo de Mur, seigneur de la Piñilla.

Ce D. Rodrigo était un partisan du duc de Villahermosa qui était poursuivi par l'Inquisition pour son rôle dans les troubles du comté de Ribagorza [4]. Le roi se fait communiquer par la Suprême le dossier de son

[1] Antonio Perez, *Memorial del hecho.* Il se nommait Gaspar Burçes.
[2] *Doc. inéd.*, t. XXXVI, p. 246.
[3] Mignet, *Antonio Perez et Philippe II*, p. 237.
[4] Pidal, t. III, p. 286.

procès, et lui offre sa grâce s'il veut tuer Perez. Le marché est conclu. L'Inquisition reçoit de Philippe l'ordre de mettre ce Rodrigo en liberté, « en gardant comme otage un de ses parents, qui s'offre à sa place, jusqu'à ce qu'il ait exécuté certain acte qui rendra grand service à Dieu et grand honneur au saint-office [1] ». Les inquisiteurs ne doutent pas qu'il ne s'agisse de frapper Henri IV; ils confient l'homme au Franciscain Mateo de Aguirre, qui le conduit à Paris. Les Suisses de Henri IV voient rôder cet étranger autour de leur corps de garde, l'arrêtent, trouvent sur lui deux pistolets chargés, et « cent doublons en un coin de ses chausses [2] ». Mateo de Aguirre, accoutumé à circuler en France entre les armées ennemies, s'échappe; l'autre déclare qu'il voulait tuer non Henri IV, mais Antonio Perez, par ordre de D. Juan de Idiaquez. Il est pendu.

Perez continue plusieurs années ses intrigues contre son pays. Après la mort de Philippe II, il apprend que sa femme et ses enfants viennent de sortir de prison, que les secrétaires entraînés dans sa disgrâce sont rappelés à la cour par Philippe III [3]; il espère rentrer en faveur également, et offre de servir d'espion en

[1] Ces mots sont de la main du roi : « Hasta que Rodrigo ejecute cierto caso de que resultara gran servicio a N. S. y no pequeña autoridad al santo oficio. » Octobre 1594.

[2] Lestoile. Voir aussi *Lettres de Bongars*, p. 428. Bongars à Camerarius : « Captus Hispanus quidam qui a rege Hispaniarum immissus erat interficiendo Antonio Perezio. »

[3] Notamment Baltazar Alamos Barrientos.

France à Philippe III si on lui fait donner quelque argent par l'ambassade [1] : « — Je pourrais rendre de grands services : je connais des détails précieux sur les affaires des Suisses; j'ai des relations amicales avec les Vénitiens et les Anglais, leurs ambassadeurs, le connétable de France, le comte de Soissons ; je pourrais résider à Besançon ou à Constance; on me donnerait cent ou cent cinquante écus par mois. » « — Ce vieux, s'écrie le grand commandeur de Castille en entendant ces offres, n'a ni honneur ni jugement; à son âge, il ne devrait plus songer qu'à se cacher en un coin et à faire pénitence de ses crimes. » « — C'est moi, ajoute alors le comte de Miranda, qui ai insisté près de notre jeune roi pour qu'on fît grâce à la femme et aux fils de cet homme. Mais pour l'homme lui-même, on n'a pas à parler. » Toujours vaniteux et agité, Antonio Perez tomba dans le mépris et la misère; il survécut à Henri IV [2].

[1] Ms. Arch. nat., K. 1593, p. 53, août 1604. Le titre mis sur la pièce est erroné; elle est, non une note de Perez, mais un procès-verbal de séance du conseil.

[2] Il meurt le 3 novembre 1611. Il paraît avoir été l'objet d'une réhabilitation secrète cn 1615. Du moins, une note publiée *Doc. inéd.*, t. XII, indique que son fils fut mis en prison pour avoir fait afficher cet acte. Cette dernière rigueur épuisa le courage de la veuve, Juana Coello, qui mourut peu de temps après dans les bras de sa fille Luisa.

VI

INDISCIPLINE ET MISÈRE EN ESPAGNE.

Philippe II, hanté par la pensée de son impuissance en face d'Antonio Perez, ce commis qui avait mis le feu à l'Espagne, qui s'était ri de l'Inquisition, qui semait dans l'Europe ses secrets d'État, et enseignait aux Anglais le chemin de l'Andalousie, se laisse tomber sous le joug des deux hommes qui servent sa haine, Fray Diego de Chaves et Rodrigo Vasquez. Maître dans l'art d'anéantir les caractères et d'écraser les volontés les plus fières, il est brisé à son tour. Rodrigo Vasquez exige pour la récompense de sa servilité dans la justice, le premier titre de la monarchie, celui de président de Castille. Mais le rang est occupé en ce moment par le comte de Barajas qu'a fait choisir l'infante Isabelle dix ans auparavant [1], et que le roi considère « comme un bon ministre [2] ». Philippe tente de défendre Barajas contre la cabale de Vasquez; il lui envoie une promesse écrite de ne pas l'abandonner; il se vante de faire preuve de fermeté. Alors Fray Diego de Chaves

[1] Le 28 octobre 1582. Voir *Cartas de Madrid*, du 9 novembre suivant : « Imbió a la Infanta mayor la cedula del presidente del Consejo Real para el conde de Barajas. Es hombre de govierno y bien intencionado. »

[2] CABRERA, t. III, p. 473.

date de sa cellule, le 19 mars 1591, et envoie au roi ces mots : « — Moi, le confesseur, je n'insisterai pas davantage, Dieu ne m'en impose pas l'obligation; mais ce qu'il exige de moi, c'est de ne plus permettre aucun sacrement à Votre Majesté. Elle ne pourra les recevoir tant qu'Elle n'aura pas cédé sur la présidence de Castille, car c'est la volonté de Dieu. Je tiens pour un fait incontestable que Votre Majesté est en ce moment celui de tous les catholiques qui est dans l'état le plus inquiétant [1]. » « — Fray Diego, mon Père, répond aussitôt Philippe, vous direz de ma part au comte de Barajas qu'il doit me demander la permission de s'aller reposer à son château. »

Barajas mourut de chagrin dans son exil en quelques mois. Son successeur, Rodrigo Vasquez, mourra de même quand il sera chassé « avec ignominie [2] » par Philippe III. Mais le prestige du roi s'amoindrit, le respect se perd, la cour oublie sa vieille discipline.

Le comte de Benavente menace de souffleter l'huissier du roi qui refuse de lui ouvrir à deux battants la porte du cabinet. « — Vous n'y avez pas droit ! » crie de son fauteuil le roi goutteux qui entend la scène.

[1] « Yo, confesor, ni insistire mas, ni me obliga Dios a mas, pero obligame Dios a no administralle ningun sacramento porque no los puede V. M. recibir hasta que V. M. lo haga, porque esto manda Dios. Tengo por cosa cierta estar V. M. en el mas peligroso estado que tenga ningun cristiano catolico. »

[2] « Afrontosamente. » Voir Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 168, f° 188, et *Doc. inéd.*, t. XV, p. 398.

« — Alors entre qui voudra ; moi, je pars », répond le comte en se retirant[1].

Le marquis de Mondejar[2] est condamné à servir sur les galères pour avoir assassiné un de ses domestiques dont il aimait la femme.

Le duc de l'Infantado et le duc d'Albe se concertent pour jouer le roi comme un vieillard de comédie.

D. Fadrique, ce fils du vieux duc d'Albe qui avait été si durement persécuté par Philippe II, pour avoir épousé sa cousine après avoir séduit une fille d'honneur, n'avait survécu que peu de mois à son père. Il avait eu de ce mariage infortuné un fils qui mourut avant lui. Le titre passa à son cousin D. Antonio[3]. C'est ce dernier que le roi avait résolu de marier à la fille du duc d'Alcala[4] ; en même temps il voulait faire épouser la fille du duc de l'Infantado par l'amiral d'Aragon[5]. Mais cette jeune fille était aimée par le

[1] Cabrera, t. III, p. 447.

[2] *Ibid.*, p. 351. C'était D. Luis Hurtado de Mendoza, quatrième comte de Tendilla, et cinquième marquis de Mondejar.

[3] Le grand duc d'Albe, D. Fernando Alvarez de Toledo, troisième duc d'Albe, époux de D. Maria Enriquez, eut, outre le bâtard D. Hernando, trois enfants légitimes :

D. Fadrique, quatrième duc d'Albe, marié successivement à : D. Geronima de Aragon, fille du duc de Segorbe ; D. Maria Pimentel, fille du comte de Benavente ; D. Maria de Toledo, fille de D. Garcia. Il meurt après ses enfants.	D. Diego, comte de Lerin. Il est connétable de Navarre. Il épouse D. Brianda de Beamonte. Leur fils, D. Antonio Alvarez de Toledo-Beamonte, succède à son oncle D. Fadrique, comme cinquième duc d'Albe.	Dona Beatrix. Elle épouse le duc de Feria.

[4] Cabrera, t. II, p. 198, et t. III, p. 445.

[5] L'amiral d'Aragon était D. Francisco de Cardona ; le duc de l'In-

duc d'Albe, qui oubliait pour elle la fiancée désignée par le roi. Albe s'enfuit secrètement de Madrid, se rencontra à Guadalajara avec elle, l'épousa le même jour en présence du père, le duc de l'Infantado, et consomma sur-le-champ son mariage [1]. Au même moment arriva à Guadalajara un courrier qui apportait une lettre du roi au père de la mariée : « — Le duc d'Albe vient de quiter Madrid pour épouser votre fille, disait Philippe [2]; je vous défends de rien conclure avant de connaître les ordres que je vous enverrai. » « — Sire, tout est fini, répond le duc de l'Infantado; nous avions reçu les dispenses nécessaires du cardinal de Tolède; nous n'aurions pas manqué de vous obéir si votre lettre était arrivée avant la cérémonie [3]. »

Quelques jours plus tard, le jeune duc d'Albe est arrêté et conduit au fort de Medina, où avait déjà été enfermé son cousin D. Fadrique pour une cause semblable; le duc de l'Infantado est relégué à Guadalajara; les témoins sont mis en prison. « — Vous n'avez pas à solliciter les juges, dit le roi au duc de Alcala, dont la fille avait été oubliée si cruellement par son fiancé; je vous ferai avoir justice, on le verra. » Mais Philippe se heurtait contre les forces qu'il avait créées lui-même;

fantado se nommait D. Iñigo Lopez de Mendoza, et sa fille, Doña Mencia de Mendoza.

[1] « Y al punto consumaron el matrimonio. »

[2] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 185, f° 171, du 23 juillet 1590 : « Sin concluir cosa alguna hasta que haviendòlo entendido os mande avisar de lo que me parecera ser mas conveniente. »

[3] *Ibid.* La réponse est du lendemain 24.

le cardinal de Tolède se prévalait de sa puissance de grand inquisiteur pour ne pas laisser rompre un mariage qu'il avait autorisé[1].

Une société ne se transforme pas, ainsi que l'aurait voulu Philippe, en un couvent ni en une caserne. Imposer une contrainte vexatoire et des règles minutieuses, c'est créer l'hypocrisie et semer des vices. La gêne qu'exigeait le roi donnait plus de prix à la licence jusqu'aux portes de son cabinet; à sa cour « la dissolution était telle que le châtiment du ciel ne tarderait pas » , selon le mot d'un fâcheux qui lui dénonçait les abus[2] :

« Les chansons défendues et le ballet maudit de la sarabande sont à la mode, et cet été même, dans une comédie où se trouvaient les membres du conseil royal, une actrice qui se nomme Ana Manrique dansa la sarabande, et depuis lors on la danse dans les théâtres. Des lois interdisent aux femmes déshonnêtes de porter soie ou or, d'habiter des quartiers autres que ceux qui leur sont désignés, ce qui ne les empêche ni de se couvrir de soie et d'or, ni d'aller aux églises et aux théâtres, où on leur met des tapis aux pieds et des coussins sous les reins; elles habitent les quartiers honnêtes de Madrid, elles sont respectées, bien vues, fêtées... Pas un jour ne se passe sans des coups de couteau. Les bannis encombrent la cour, et si on les envoyait

[1] De ce mariage naquirent un fils et deux filles.
[2] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 185, f° 203.

comme on doit aux galères, on débarrasserait Madrid de la moitié de ses malfaiteurs. Il y a aussi plus de dix mille personnes dont le seul emploi est d'attendre une charge d'alguacil, ou le payement d'une créance; et tous ces solliciteurs traînent avec eux, l'un sa sœur, un autre sa femme, un autre ses filles, pour les offrir. Il y avait à la cour une femme nommée doña Isabel Megia, fille d'un tisserand de Grenade; sa vie était scandaleuse, et on prouva que son mari tolérait ses galanteries : il aurait dû être, d'après la loi, fouetté et envoyé aux galères; mais la connivence des juges leur procura une voiture qui les emmena à Grenade. Les juges reçoivent tant de cadeaux qu'ils n'ont plus aucune liberté; ils laissent partir des gens qui ont tué des hommes. Tout se vend à la cour : on vend les commissions d'alguacil, de greffier et même de juge; on vend les arrêts[1]. »

[1] « Son tantos los que embian recaudos a Jueces que no le queda libertad al Juez... Tambien ha en la corte mas de diez mil personas que su oficio es esperar que les probea una baxa de Alguacil, una cobranza o otra cosa semejante, y para esto el uno traer a su hermana, otro a su muger, otro a sus hijas para darlas en precio... es tanta la disolucion de la corte que se puede esperar castigo del cielo... cada dia hay cuchilladas y exidos, y en estando contento el exido, y declarando que esta fuera de peligro, suelten al preso y aun algunos que han muerto hombres... Poco dias ha que vivia en la corte una muger que se llamaba doña Isabel Megia, hija a una tejedora de Granada, casada con un criado de Juan Luis de Vitoria que se llama Eza... Se pregono que no se cantasen cantares desonestos, procurando desterrar baile malditto de la sarabanda, y este verano haciendose una comedia donde se hallaron algunos del consejo... Se vende todo, vendense las comisiones de alguaciles, scrivanos, y aun de los Jueces, vendense las venias de los pleites, las solturas de los presos, y los huesos de las causas... Estando ordenado que las mujeres que son publicamente

Les pragmatiques n'étaient pas mieux obéies hors de la cour, soit qu'elles fussent impraticables, soit qu'elles s'égarassent dans la multitude des coutumes locales. Ainsi, les aubergistes ne pouvaient acheter la paille à plus de cinq lieues de leur demeure, ni l'orge à plus de huit, sous peine du fouet, « et quoique plusieurs n'en tiennent aucun compte, personne n'est jamais fouetté[1] ». Un exemple peut montrer combien l'incohérence des priviléges particuliers rendait pénible une administration normale : à Tolède[2], il y avait un tribunal qui rendait la justice selon les lois de Castille, un autre selon la loi visigothe, un autre pour les Maures, un quatrième pour les juifs ; cette diversité pénétrait jusque dans les cérémonies du culte : les *muzarabes* ou chrétiens, qui avaient subi le joug des Maures sans se retirer à la montagne, gardaient le rituel visigoth. Ailleurs au contraire, il n'y avait de tribunal d'aucun genre, ou du moins les habitants n'en avaient jamais entendu parler, et se soumettaient toujours aux décisions de l'alcade[3].

Les plus scrupuleusement observés parmi tous les

malas no traigan seda ni oro, y que vivian en barrios appartados y señalados, traen seda y oro quanto quieren y van a las Iglesias y a los teatros con tapettes, y alombras, y almohadas... son honradas, encimadas y regaladas y andan bien venidas. »

[1] Même manuscrit, f° 206 : « Aunque muchos lo quebrantan, no se azota a ninguno. »

[2] *Historia de las comunidades de Castilla,* Madrid, 1840, ouvrage dédié à D. Antonio Gonzalez.

[3] C'est le cas de Navalpino, cité par M. Fermin Caballero, *Discours à l'Académie royale d'histoire,* Madrid, 1866, p. 49.

règlements royaux étaient ceux qui cherchaient à maintenir l'ignorance. La pragmatique de 1559, qui interdisait[1] « à tout naturel de ces royaumes de les quitter pour étudier », fut renouvelée en 1595; fût on « ecclésiastique, frère ou clerc[2] », on ne pouvait se rendre à l'étranger « pour s'instruire, enseigner ni apprendre, pour fréquenter les universités, classes et colléges », à peine de confiscation des biens et de bannissement perpétuel. Ces prescriptions firent tomber les sciences dans un tel oubli, que pour rendre le Tage navigable, on dut appeler l'ingénieur italien Antonelli[3], et que pour établir un atelier monétaire à Ségovie, on ne trouva personne en Espagne qui sût construire une roue hydraulique; Philippe dut faire venir six ingénieurs allemands, et les conserver pour pouvoir utiliser les machines[4].

— La science, à quoi bon? disait encore deux cents ans plus tard l'université de Salamanque : Newton n'apprend rien de ce qui peut servir à un bon logicien; quant à Gassendi et Descartes, ils ne confirment pas mieux qu'Aristote la vérité révélée[5].

Tous les hommes de valeur entraient dans l'armée ou dans le clergé : Daroca, ville de trois à quatre mille habitants, avait sept paroisses, quatre couvents, trois

[1] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 168, f° 155.
[2] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 168, f°s 155 et 165.
[3] En 1588. Gounon-Loubens, *Essai sur l'administration de la Castille.*
[4] Ils y étaient encore en 1617. Voir *Jornada de Tarazona*, p. 9.
[5] Ticknor, *Spanish literature*, t. III, p. 237.

ermitages, et dans la principale paroisse, un prieur et vingt-quatre chanoines [1]. Il existait en 1623 dans le diocèse de Pampelune trente-deux mille moines et six mille prêtres; quatorze mille prêtres dans le diocèse de Séville; dix-huit mille dans celui de Calahora [2]. « Les laïques pourraient bien dire avec David : *Zelus domus tuæ comedit me* », écrivait un Anglais [3].

Avec quelle rapidité diminuait la population, on ne peut s'en faire une idée que par des exemples isolés, car les recensements sont évidemment inexacts [4]. On sait que la ville de Medina del Campo, qui avait quatorze mille habitants à l'avénement de Charles-Quint, n'en comptait plus que seize cents au milieu du dix-septième siècle; cette ruine provenait principalement de l'insurrection des communes de Castille. Presque partout les biens de mainmorte faisaient reculer la population et vidaient les villages; quelques com-

[1] *Viaje de* 1585, p. 24.

[2] Davila, *Historia de Felipe tercero,* t. II, p. 215.

[3] Manuscrit de sir Charles Cornwallis, ambassadeur en 1609, copié par Buckle, t. IV, p. 48 : « The layty of this nation may say with Davyde : *Zelus domus tuæ comedit me,* for assuredly the riches of the temporall hath in a manner all fallen into the mouthes and devouring throates of the spirituals. »

[4] On comptait par *vecino,* mais le *vecino* est un groupe d'habitants qui varie, selon les cas, de 3 à 7; le *pechero* ou taillable est également incertain, comme le *feu* de notre ancien régime. Voir Gounon-Loubens, *Essais sur l'administration de la Castille.* Un recensement de :

1587 donne 1,334,000 pecheros pour la Castille (moins Navarre et Grenade).

1590	—	1,179,000	—
1591	—	1,338,000	—
1710	—	904,000	—

munes avaient réussi à s'armer pour là lutte : ainsi Getafe avait le privilége d'interdire tout couvent sur son territoire, Yebra celui de ne laisser acquérir aucun champ par un étranger noble[1]. Mais rarement on savait comprendre qu'ôter la propriété du sol au cultivateur, et la science, par conséquent l'industrie, à tous, c'était préparer la ruine : la décroissance effrayante de la population était, il est vrai, observée, mais elle était expliquée par des causes fantastiques; c'était, comme à Castillejo, une biche noire qui avait traversé l'église pendant la grand'messe, ou, comme à Villanueva et à Albalulet, c'étaient des cloportes et des scorpions qui avaient produit des fièvres[2].

Pour l'Aragon, l'explication était plus simple : les récentes émeutes avaient fait périr plusieurs habitants, les querelles privées avaient profité du désordre : bien des hommes qui s'étaient retirés dans la montagne, afin de fuir l'Inquisition, avaient pris goût à la vie du bandit. Philippe II, pour apaiser les esprits, parcourut durant la seconde moitié de l'année 1592 l'Espagne du Nord, en se rendant aux Cortès d'Aragon et de Catalogne. Il quitta Ségovie le 12 juin[3], s'arrêta à Burgos, à Pampelune, et ne rentra à Madrid qu'à la fin de décembre.

[1] Fermin CABALLERO, p. 43, d'après les *Relaciones topograficas*.
[2] *Ibid.*
[3] *Jornada de Tarazona*, publié par MM. MOREL-FATIO et Rodriguez VILLA, Madrid, 1879. L'ouverture des Cortès avait eu lieu avant l'arrivée du roi sous la présidence de l'archevêque de Saragosse, D. Andres de Cabrera y Bobadilla, frère du comte de Chinchon. Ce prélat mourut pendant la session.

Il se montrait plus conciliant qu'on ne l'avait jamais vu, afin de pacifier les esprits et de pouvoir disposer des soldats de Vargas.

Mais ce voyage ne fut pas beaucoup plus profitable que ne l'avait été la grande enquête ordonnée par lui plusieurs années auparavant. Il avait envoyé à toutes les communes de Castille et des Indes[1] un questionnaire minutieux pour obtenir des *relaciones topograficas,* une sorte de description détaillée de la monarchie. Chaque année, pendant six ans, les commis renouvelèrent les instances pour obtenir les réponses : ils n'en reçurent qu'un peu plus de quatre sur cent demandes[2], et ces rares mémoires décelaient une telle ignorance qu'ils ne purent être utilisés par personne[3]. L'éducation donnée aux esprits ôtait non-seulement toute aptitude scientifique, mais même le sentiment de la précision à ce point qu'il n'y avait pas moins de treize manières d'indiquer les lieues : il y avait les petites lieues, divisées en très-petites, petites, courtes, méchantes; les moyennes lieues, qui se partageaient en médiocres, raisonnables, ordinaires et vulgaires; et les grandes lieues, qui se qualifiaient aussi de cinq manières[4].

[1] Un exemplaire du questionnaire envoyé aux Indes est Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 175, f° 33. L'analyse des réponses est dans le mémoire de M. Fermin CABALLERO, Madrid, 1866.

[2] En tout, 636 sur 13,000 pour Castille et Léon. Rien pour les Indes.

[3] Pas même par l'historiographe Morales, qui avait demandé cette enquête pour faciliter son travail sur les *Antigüedades de las ciudades de España.*

[4] « Pequeñas, chicas, cortas, malas, medianas, razonables, ordinarias, vulgares, grandes, crecidas, largas, de marca, de buena marca. »

Les indications n'étaient pas moins vagues sur les produits du village, ses ressources, ses besoins. Mais la fécondité des anecdotes niaises, le luxe des détails sur les richesses religieuses encombrent ces naïfs cahiers. Ce ne sont que trésors enlevés de nuit par des Maures mystérieux; à Membrilla, on aurait trouvé dans la terre seize tonnes pleines d'or, ailleurs des ossements de géants. Dans dix des villages qui ont envoyé ces réponses, on a une ou plusieurs têtes des onze mille vierges; dans quatre on a un saint Isidore différent. Saint Marc n'est préféré qu'à Albanchez, mais là on célèbre sa fête par un jeûne si général que les nourrissons mêmes ne peuvent obtenir le sein. Dans un village sur cinq, c'est la Sainte Vierge qui est la patronne, mais ce n'est jamais la même : ses noms varient à l'infini, depuis Notre-Dame de la Cinquième Douleur, jusqu'à Notre-Dame du Baiser; Añover, Talavera, Illana, sont fiers de posséder ses cheveux, sa chemise, son lait, la pierre de la circoncision, la nappe de la cène...

Et de partout doivent sortir des soldats. L'armée de Vargas est déjà dispersée en Italie, en France, en Flandre. Le seul peuple avec lequel l'Espagne est en paix, à cette heure, est, par une curieuse dérision de ses prétentions religieuses, le Turc. Le redouté Uluch-Ali a reçu du Sultan l'ordre de ne pas attaquer l'Espagne[1], d'envoyer ses janissaires pour la guerre contre

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 2. Cristoval de Salazar à Philippe II.

la Perse, et ses vaisseaux sur les côtes de Candie[1]; d'ailleurs, outre la Perse et Candie, le Sultan avait pour l'occuper ses propres janissaires, qui venaient, en 1589, de saccager les bazars de Constantinople et de brûler quarante mille maisons sur un espace de douze milles de circuit[2].

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 132. Voir aussi Ms. Bibl. nat., fonds Italien nº 188. IX *Trattato della prolongatione della sospensione delle armi del gran Signore e del Re di Spagna, firmato e conchiuso il di 4 febbraro* 1581.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1574, p. 50.

CHAPITRE IV.

L'ARCHIDUC ERNEST.

1592-1595.

Mort d'Alexandre Farnèse. — Interrègne. — Incapacité de l'archiduc.

I

MORT D'ALEXANDRE FARNÈSE.

Rosne, ce colonel lorrain que la Ligue improvisa maréchal de France, prépara une troisième expédition espagnole en France, pendant que Farnèse s'enfermait épuisé à Spa. « — La blessure de son bras est en voie de guérison, écrivait Tassis au roi [1], mais il est morne et sans force, il voit revenir sa maladie. » Une maladie inconnue le fait dépérir tout l'été à Spa et à Bruxelles ; il reste sombre, il se rappelle D. Juan d'Autriche qu'il a vu ainsi succomber lentement. D'où vient cette langueur [2] ? Est-ce l'abus des eaux de Spa? comme le disent ses médecins ; est-ce le poison? comme

[1] Ms. Arch. nat., K. 1581, p. 90, juin 1592 : « Pero con tixicia (?) y gran flaqueza, temeroso de caer en el mal passado. »
[2] *Ibid.*, K. 1582, p. 48. Tassis au roi, du 25 septembre 1592 : « Muy descaydo y flaco. »

murmurent ses Italiens. Tout à coup il apprend que le comte de Fuentès, capitaine général de Portugal, arrive dans les Pays-Bas.

Il comprend que son sort est fixé. Sous ses yeux, ses propres soldats vont passer sous la main d'un autre général; ils vont défiler à côté de lui, dociles à son successeur, oublieux de la gloire d'Anvers! Il se redresse, il quitte Bruxelles[1], il apparaît au milieu de l'armée que Rosne a préparée pour une campagne d'hiver[2].

Alexandre savait depuis longtemps que Philippe II ne lui pardonnait ni ses succès politiques ni son influence sur les soldats. Il s'était efforcé de fléchir ce mauvais vouloir par sa patience devant les deux hommes qui se faisaient passer pour les bâtards du roi, Ascoli et Pastrana, et aussi par des cadeaux ingénieusement imaginés pour flatter les manies du maître, comme la jambe gauche de saint Philippe, et la tête de saint Laurent, qu'il eut l'art de découvrir et de dérober en France, pour enrichir les collections de l'Escurial[3]. Mais Philippe ne se guérissait jamais de ses sentiments d'envie contre un homme supérieur : il était résolu à destituer Alexandre; seulement il reculait devant le moment de signifier cette mesure arrêtée depuis longtemps. La lettre de révocation a été rédigée trois fois :

[1] Coloma. Le 31 octobre 1592.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1582, p. 67. Tassis au roi, 11 novembre 1592.

[3] Le 1er août 1592. Lettre de Philippe II, citée par Motley, t. III, p. 216.

les trois minutes successives existent[1]; la première est du 20 février, pendant la campagne de Normandie; la seconde est préparée un mois plus tard[2]. Enfin une troisième fois l'ordre de revenir à Madrid est rédigé[3], mais il n'est pas envoyé par un courrier, il est confié au comte de Fuentès, qui est retenu longuement à Madrid; au moment où Fuentès va enfin se mettre en route, Philippe II s'empresse de rassurer celui qu'il va frapper; il le comble de sa confiance : « — On ne ferait rien de bon[4] en s'avisant de me parler de vous autrement que selon l'opinion que j'en ai, opinion justifiée et confirmée par les exemples nombreux que je connais, que j'observe chaque jour, de votre concours et de vos services dans les affaires de la plus grande conséquence. Ainsi, soyez tranquille de ce côté. » Est-ce assez? Philippe sait que Farnèse se croit empoisonné, que peut-être il refusera de venir à Madrid, où ses ennemis semblent de plus en plus remuants : à la hâte, Philippe adresse encore des mots perfides[5] : « — Croyez que j'ai ressenti le plus vif chagrin de vos inquiétudes; vous devriez être complétement rassuré, puisque vous connaissez l'opinion que j'ai de vous et ma satisfaction de vos services. »

[1] GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 81 et suiv.
[2] 25 mars 1592.
[3] 28 juin 1592.
[4] Le roi à Farnèse, 11 septembre 1592.
[5] Le 17 octobre 1592.

Alexandre se trouvait le 14 novembre à Arras, au milieu de son armée, quand il apprit l'entrée à Bruxelles du comte de Fuentès[1]. Il était tellement décharné qu'on ne lui voyait plus que les yeux et les os; il avait toujours cette ardeur de l'âme qui lui avait donné tant d'autorité sur les soldats. « — Encore une campagne, disait-il[2], et je me retirerai à Parme. Mais il ne faut pas croire que Henri se laisse battre aisément comme le supposent ces ministres du roi. » Il se tenait constamment à cheval et se montrait à tous ses régiments; « mais ce corps, après tout, n'était que le corps d'un homme[3] » ; il se trouve mal un matin en se mettant en selle, le soir il signe les dépêches, la nuit il meurt. Il avait quarante-sept ans[4].

Philippe II dut être soulagé par cette solution qui le débarrassait du dernier des hommes supérieurs de son règne. Il reste seul désormais avec Rodrigo Vasquez et les commis. Les médecins déclarèrent en embaumant le corps de Farnèse qu'ils avaient trouvé « les intestins consumés et comme réduits à rien, et tout l'intérieur du corps doré, ce qui provenait des métaux que tra-

1 Le 11 novembre 1592.

2 Gachard, *les Archives du Vatican*, p. 77. Correspondance du nonce Mateucci : « Non vedendosi que ossa, occhij et quella vivacita di spirito... resolvendosi al ritorno di ritrarsi a Parma... facili como suppongono questi ministri catolici. »

3 Coloma : « Era mortal aquel cuerpo incansable. »

4 Le 3 décembre 1592. Voir aussi Coloma, la correspondance du nonce Mateucci, et la biographie de Farnèse, par Alonso Vasquez, soldat espagnol.

versait l'eau de cette fontaine de Spa [1] ». Mayenne, aussi envieux que Philippe, ne cacha point sa joie d'être fait d'un surveillant comme Alexandre, qui connaissait son incapacité [2]. Les regrets furent chez les ennemis seuls :

« — C'était un grand homme, s'écria Elizabeth; il méritait mieux! »

« — Le voilà mort, ce grand homme, dit Henri IV [3]; pour grand capitaine qu'il fût, il n'a jamais eu d'avantage sur moi. »

II

INTERRÈGNE.

Fuentès s'était trouvé assez embarrassé avec ses papiers cachetés et ses commissions secrètes, lorsqu'en arrivant à Bruxelles il avait appris que Farnèse était dans son camp d'Arras. Il se tenait « secret et serré [4] ». Quand il connut la mort d'Alexandre, il fit voir ses documents : à la stupéfaction générale, le nouveau gouverneur était le comte de Mansfeld, qui avait plus

[1] HERRERA, t. III, p. 315.
[2] Ms. Arch. nat., K. 1582, p. 76 et 79. Ibarra au roi, décembre 1592.
[3] GACHARD, *Archives du Vatican*. Correspondance du nonce Mateucci : « E morto un gran cavaliere, un gran capitano, se bene non ne ha mai tolto del nostro. »
[4] GACHARD, *Archives du Vatican*, p. 80. Lettres du nonce Mateucci : « Serrato et secreto. »

de quatre-vingts ans, et le nouveau général de l'armée de France était son fils Carlos de Mansfeld. Puisqu'il envoyait au nord Fuentès, son meilleur général, Philippe II aurait pu l'utiliser mieux que comme un simple courrier.

Le vieux Mansfeld n'avait ni activité ni autorité; son fils était peu connu des soldats. Aussi, pendant que le fils se débattait en France contre les séditions de ses régiments, le père ne trouva rien de mieux que de réveiller les vieilles passions contre les hérétiques [1].

Pendant ce temps, Maurice d'Orange complétait son outil de domination, une armée brave et disciplinée [2]; il faisait tomber en son pouvoir, après un siége savant, l'importante place de Gertruydenberg; il forçait Verdugo à évacuer Gröninghe [3].

Philippe II comprit le danger : il se hâta d'envoyer comme administrateur provisoire D. Esteban de Ibarra, qu'il détacha de l'armée de Saragosse, et il se décida à désigner comme gouverneur des Pays-Bas un frère de cet archiduc Mathias qui avait usurpé autrefois le même rang, l'archiduc Ernest.

[1] C'est durant la maladie et après la mort de Farnèse que sont publiés les pamphlets catholiques tels que : *Theatrum crudelitatum hœreticorum nostri temporis*, auctore R. VERSTEGAN, Antverpiæ, 1592, avec 30 gravures; ou *Delineatio historica Fratrum minorum a Gueusiis in odium fidei crudeliter occisorum*.

[2] *Lettres de Bongars*, p. 279 : « Nihil fortius, nihil modestius. »

[3] Ms. Arch nat. K. 1590, p. 85, du 25 mai 1594. Tassis au roi.

III

INCAPACITÉ DE L'ARCHIDUC.

Depuis plusieurs années l'empereur Rodolphe voulait procurer les Pays-Bas à son frère Ernest : il passait même pour avoir été l'un des adversaires les plus dangereux de François de Valois à Anvers, dix ans auparavant [1]. Mais les quatre frères se valaient, Rodolphe, Mathias, Ernest, Albert [2].

Rodolphe était un alchimiste maniaque qui avait l'horreur des femmes. Comment une infirmité analogue fit la fortune d'Albert, on le verra bientôt. Mathias aimait les fêtes et craignait les coups; on se rappelle comme il partit en pleurant et en se faisant donner des biens d'Église. Ernest était joueur et ivrogne; sa seule qualité était le goût des pièces ciselées d'argenterie. Sa puérilité se peint dans le compte de ses dépenses [3]; il commence par se réjouir à Vienne, plusieurs semaines, de l'honneur conféré par le Roi Catholique, puis il con-

[1] *Correspondance de Busbecque,* t. III, p. 148. Lettre à l'empereur, du 5 février 1583, où il le prévient qu'on a cette opinion à Paris.

[2] Entre Ernest et Albert, il y a encore Ferdinand et Charles, qui ne sont guère supérieurs. Voir sur ces princes l'opinion du pape Paul V, du roi Jacques d'Écosse et de divers politiques, résumée par PERRENS, *les Mariages espagnols.*

[3] *Comm. roy. hist. de Belgique,* t. XIII, p. 86.

sacre quatre mois [1] au voyage de Vienne à Bruxelles : durant ce temps, sa vie se passe au milieu des buveurs, ou bien il s'enferme pour être saigné et purgé; il consacre de fortes sommes à ses dettes de jeu, à ses musiciens et à ses bijoutiers. Épouvanté de cette indolence, D. Esteban de Ibarra écrit [2] : « — Je suis désespéré de ce qui se perd et de ce qui se compromet par ces retards. » Car Maurice d'Orange ne consacre pas ses journées aux artistes, il gagne du terrain, il menace le Brabant.

Ernest à Bruxelles n'est pas plus utile : il se plaint de coliques perpétuelles; il est chassé par les régiments italiens qui s'emparent de Bruxelles, et y proclament la *Republica Italiana* [3]; ils enrégimentent les aventuriers exclus de l'armée de Maurice, nomment des consuls, et font des irruptions chez les voisins : « — Ils ruinent, ils mangent, ils saccagent, écrit le prince de Chimay [4]; ils saccagent non-seulement les villages, mais les maisons de gentilshommes et les églises; ils tuent les hommes, ils violent les filles et les femmes. »

L'archiduc reçut des fonds de Philippe II, accepta les conditions des rebelles [5], paya ce qu'on voulut, et

[1] Octobre 1593. — Janvier 1594.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1589, p. 90. Esteban de Ibarra à D. Juan de Idiaquez, 21 novembre 1593 : « Me duele lo que se pierde y avantura por su tardanza. »

[3] *Bull. Comm. roy. hist.*, t. XIII, p. 107.

[4] Motley, t. III, p. 294.

[5] Décembre 1594.

mourut de ses coliques quelques semaines plus tard [1].

Un dernier rayon de fortune ménagea à Philippe II un général qui recula d'une année les progrès de Maurice d'Orange.

Ce général n'était autre que Mondragon. Il était né deux ans après Charles-Quint; il meurt deux ans avant Philippe II. Dans cette carrière de près d'un siècle, il a vu grandir, il voit dépérir l'armée espagnole : il reste le dernier des grands soldats de l'Espagne. Seul chef à la mort d'Ernest, il manœuvre avec assez d'art pour réduire à l'impuissance la belle armée de Maurice durant toute l'année 1595. Il rentre l'hiver dans sa citadelle d'Anvers, et meurt aussitôt à quatre-vingt-quatorze ans.

[1] 20 février 1595.

CHAPITRE V.

LES ÉTATS DE LA LIGUE.

1592-1594.

Indiscipline et misère en France. — Campagne de 1593. — Ouverture des États. — Réveil du patriotisme. — La prise de Paris. — Encan des Ligueurs. — Négociations en cour de Pome.

I

INDISCIPLINE ET MISÈRE EN FRANCE.

Depuis trente ans que, sous le prétexte de querelles religieuses, la France était abandonnée aux haines privées et livrée aux aventuriers de tous les pays, il n'y avait plus ni sécurité ni bien-être. Une femme courait des risques dès qu'elle sortait d'une forteresse. « — Je n'ose me mettre en campagne, écrivait autrefois la dame de Cipierre à Charles IX, craignant d'estre vollée et viollée par les chemins[1]. » Depuis ce temps, on en est venu peu à peu à enlever les femmes pour les soumettre à une rançon : « — J'eus nouvelle que ma femme estoit prisonnière et qu'elle avoit esté mise à

[1] Lettre citée par M. de Ruble, *François de Montmorency*.

cinq cents écus de rançon...[1] » ; ou pour les outrager avec de singuliers raffinements : « — La fille du commissaire Belin[2], qui estoit une fort belle fille aagée de dix-huit ans, fust prise à Paris comme royalle par Le Brun, marchand de la rue Saint-Denis, et perdue trois jours entiers... enfin fust retrouvée en une maison de la rue Saint-Honoré où on pansoit des pestiférés, rachetée de cent escus, et renvoyée à son père à Saint-Denis, qui en mourut de regret. » D'autres fois elles devaient se dépouiller, même les simples paysannes, de tout ce qu'elles possédaient pour racheter leurs maris : « — Mon grand-père, raconte Guy-Patin[3], fut pris prisonnier par les ligueurs et ne put être racheté à moins de quatre cents livres qu'il fallut payer comptant, somme qui n'est pas grande aujourd'hui, mais qui l'estoit alors; ma grand'mère m'a dit que pour parachever cette somme ramassée çà et là, elle engagea ses bagues de mariage et son demi-ceint d'argent chez un orfévre de Beauvais à gros intérét, ce que je lui ai maintes fois ouï dire en pleurant. »

Aussi l'excès des souffrances consternait tous les voyageurs; en suivant les routes défoncées, ils n'apercevaient que maisons en ruine et que villages brûlés[4] : « — De la frontière à Paris, écrivent des Espagnols[5],

[1] Lestoile.
[2] *Ibid.*, p. 94.
[3] Édit. Réveillé-Parise, t. I, p. 333.
[4] *Lettres de Bongars*, p. 315.
[5] Ms. Arch. nat., K. 1569, p. 201. Tassis et Moreo au roi, 30 dé-

toute communication entre les villes a cessé depuis longtemps; les bourgeois ne font plus de trafic, ne touchent plus de fermages, ne se procurent plus de vivres; ils sont misérables et découragés. » Les loups dévoraient des hommes jusque dans les rues de Palaiseau[1]. Les chefs de bandes ne reconnaissaient aucune autorité : le duc d'Épernon et Montpezat, le beau-fils de Mayenne, se concertaient vainement pour faire rendre la liberté à un gentilhomme qu'avait enlevé un de leurs capitaines : « — Il l'a livré à quatre soldats de sa compagnie pour l'aller garder à deux lieues de là dans une roche[2]. »

La haine s'amassait contre l'étranger qui entretenait ces maux. Les sentiments catholiques étaient froissés par les pratiques théâtrales de la dévotion espagnole; quand les régiments de Philippe II, dans leur garnison de Paris, célébrèrent les fêtes de Pâques en représentant les Saintes Femmes « par trois mannequins plâtrés et masqués[3] », le peuple cria à l'idolâtrie. Les esprits commencèrent à se tourner vers Henri IV. Joseph Foulon, abbé de Sainte-Geneviève, réunit chez lui les principaux bourgeois pour étudier une transaction, fut dénoncé au légat par un de ses religieux et

cembre 1589 : « Ha cessado dias ha la comunicacion de las villas, los vezinos dellas cansados de la falta del trafico y del no gozar sus haziendas... »

[1] LESTOILE, p. 175.

[2] *Bull. Soc. hist. du Périgord,* année 1880, p. 384.

[3] LESTOILE. Cavriana, l'ambassadeur de Toscane, écrivait : « Con gli Ugonotti son molti catolici partigiani della casa di Borbone. »

mis en prison. Il était accusé d'avoir osé soutenir qu'un prêtre en chaire ne devait pas s'occuper des affaires de l'État. Mayenne le fit évader [1].

L'opinion des Parisiens était déjà tellement adoucie, que Tassis, celui des agents de Philippe II. qui avait le plus de jugement et de tact, écrivait tout effrayé [2]: « — La ville est remplie de politiques et peut-être de partisans du Béarnais; ceux de la bonne cause eux-mêmes sont las de la vie qu'ils mènent depuis trois ans. » On avait une occasion de se compter dans l'élection du prévôt des marchands; mais ni Mayenne ni les bourgeois ne semblaient disposés à favoriser les candidats de l'Espagne : « — On ne me demande pas mon avis, écrit Ibarra [3]; je vois bien qu'on veut exclure M. de la Bussière ainsi que Masparaut; ce sont cependant des bons, mais on incline vers Luillier, sur lequel j'ai les plus détestables renseignements. »

Mais *les bons* eux-mêmes se suspectent entre eux; nul ne semble assez pur; l'envie, les reproches de vénalité ou de modération, ces fléaux de toutes les démocraties, déchirent la Ligue. Les héros des barricades comme le tapissier Lassus, ou comme le zélé qui

[1] Palma-Cayet, p. 472.
[2] Ms. Arch. nat., K. 1582, p. 67 : « Los buenos cansados de la vida de hasta aqui. »
[3] *Ibid.*, p. 62. Au roi, du 3 novembre 1592 : « Tengo por excluydos a M. de la Bussière y Masparaut que fueran buenos y veole de todo punto inclinado a Lulier de quien tengo muy ruin informacion. »

s'était donné le nom de *Dieu-Merci-la-Saint-Barthélemy*, sont proscrits à leur tour [1]. Dans cette crise, Philippe II continue à n'employer que des demi-mesures.

II

CAMPAGNE DE 1593

Henri IV ne pouvait profiter de la peur des Parisiens; ses volontaires, fatigués par la longue campagne de Normandie, étaient rentrés chez eux; les Allemands ne consentaient à s'engager que si on leur payait leur solde d'avance [2]; la reine Elizabeth refusait des renforts, « craignant que ce fust un subject au comte d'Essex qui commandoit les Anglois en France, d'y demeurer, lequel au contraire elle vouloit faire revenir à quelque prix que ce fust, comme la personne du monde qu'elle aimoit le mieux et duquel elle redoutoit le plus le danger [3] ». Henri IV se tenait entre Charenton et Saint-Maur [4], prêt à entrer en campagne contre l'armée de Farnèse assemblée à Arras.

Mais Philippe II avait si bien disséminé ses subsides et ses soldats, que l'armée d'Arras n'était que de onze

[1] Lestoile, 24 février 1594.
[2] *Lettres de Bongars*, p. 199.
[3] Madame du Plessis-Mornay, *Mémoires*, t. I, p. 212, publiés par madame de Witt. Mornay était alors en mission à Londres.
[4] Ms. Arch. nat., K. 1582, p. 53, du 5 octobre 1592. Ibarra au roi.

mille hommes [1]; elle se mit en marche au plus fort de l'hiver, et s'avança jusqu'à Noyon en subissant des « privations incroyables [2] ».

Noyon n'était défendue que par quatre cent cinquante Anglais, qui évacuèrent la ville sans combat. Mais ce succès facile n'accrut point l'autorité de Carlos de Mansfeld sur les vétérans de Farnèse. L'armée refusa de sortir de Noyon tant qu'elle n'aurait pas touché les six cent mille écus de solde arriérée [3]. Les officiers étaient eux-mêmes dans une telle misère que Mansfeld reconnut l'impossibilité de toute opération militaire. « — Les deux régiments espagnols, écrivit-il [4], ont menacé d'abandonner leurs drapeaux et de se nourrir sur l'Artois [5]; mon mestre de camp, D. Antonio de Cuñiga, affecte de ne me pas adresser la parole et de mépriser mes ordres; je ne suis écouté que par l'Albanais Georges Basta. » Après cinq mois d'inaction, Mansfeld promet à ses soldats de leur rapporter de l'argent de Flandre; il cherche vainement à s'en procurer; il reparaît au milieu d'eux les mains vides [6]. Aussitôt neuf cents Espagnols quittent

[1] Ms. Arch. nat., K. 1587, p. 14. Tassis au roi.

[2] *Ibid.*, p. 78. Mansfeld à D. Martin de Idiaquez : « Nezessidad increyble. »

[3] *Ibid.*, p. 31. Tassis au roi, 9 avril 1593 : « La gente medio amotinada y resuelta de no marchar sin ser pagados. »

[4] *Ibid.*, p. 81, du 3 juillet 1593. Au roi.

[5] Ces deux régiments étaient ceux de D. Alonso de Idiaquez et de D. Antonio de Çuñiga.

[6] Ms. Arch. nat., K. 1587, p. 70, du 6 août 1593.

le camp, s'introduisent dans la ville de Saint-Pol en Artois et se font entretenir par les habitants. Les Italiens se révoltent. « La situation est si triste, écrit le judicieux Tassis [1], que toute la miséricorde de Dieu est nécessaire pour nous amener à bon port. » Les insurgés régnèrent sur l'Artois pendant quinze mois [2] et ne rentrèrent dans leurs garnisons qu'en faisant accepter leurs conditions.

III

OUVERTURE DES ÉTATS.

Philippe II sacrifiait toutes ses ressources à cette époque pour se procurer un titre légal sur la France. Il ne voulait rien devoir à la Papauté, et croyait que les États généraux lui donneraient une investiture suffisante. En vain Tassis lui rappelait que les États généraux ne sauraient offrir qu'un titre nu [3], et que, comme la force était nécessaire, mieux valait nourrir des soldats que corrompre des traîtres. En vain, un autre Espagnol [4] ajoutait : « — Ce sont tous des Français ;

[1] Ms. Arch. nat., K. 1587, p. 31 : « Las cosas en tal estado que es menester gran misericordia de Dios para traellas a buen puerto. »

[2] De mai 1593 à août 1594.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1587, p. 99 : « Ningun cosa podian dar sino solo el nombre. »

[4] *Ibid.*, K. 1582, p. 66. Diego Maldonado au roi, octobre 1592 : « Como son todos Franceses aunque difieren en la religion, convienen y concuerdan en lo que es guardar el reyno y corona que no la possea

ils diffèrent de religion, mais ils sont d'accord pour écarter de la couronne tout étranger. Croire qu'aujourd'hui on va obtenir en France quelque chose par amour ou persuasion, c'est se tromper absolument; rien ne vaut que la force; c'est la force, et pas autre chose, qui leur fera faire de nécessité vertu; ils aiment mieux le Béarnais, qui est de leur race, qu'un étranger, quand ce serait un ange! »

Philippe croit plus aux merveilles de la corruption qu'à celles de la force : il écoute ceux qui lui parlent de comprendre dans ses trafics non plus seulement la noblesse et le clergé, mais aussi la bourgeoisie des villes [1]; peut-être ne se trompait-il pas. Mais pour réussir il aurait dû convoquer les États généraux pendant que Farnèse faisait échec à Henri IV en Normandie, répandre l'argent avec profusion, et ne pas oublier dans ses distributions ses malheureux soldats. Le succès, s'il voulait l'acheter, devait se payer cher: « — C'est là une vérité que je vois plus clairement chaque jour, lui écrit un de ses agents [2], et pour cela

estrangero... pareciendoles que V. M. les quiere yr acabando de quemar lentamente, y que este querpo de reyno tiene complexion tan robusta que podra sufrillo y el tiempo curallo todo... Pensar de hazer en Francia en esta era cosa alguna por amor ni persuasion es yerro y engaño, que no vale otra cosa que la fuerza y esta les ha de hazer hacer virtud por necessidad y no otro ningun medio... Quieren mas a Bearne que es frances y de su cosecha que no un estrangero aunque sea angel. »

[1] Ms. Arch. nat., K. 1582, p. 53. Ibarra au roi, du 5 octobre 1592 : « Hazer algun officio con las villas principales, y grangear personas dellas. »

[2] *Ibid.*, K. 1589, p. 27. Ibarra au roi : « Y esta verdad cada hora

je la répète si souvent. Et si par aventure on ne pouvait tenter l'entreprise avec une suffisante quantité de soldats et d'argent, il vaudrait mille fois mieux penser à autre chose. »

Mayenne ne se refusait pas à la réunion des États; dès 1590 il préparait les convocations [1]. Mais les Espagnols ne se décidèrent pas si rapidement. Les élections ne se firent qu'à la fin de 1592. Enfin les députés arrivèrent à Paris. Ils étaient cent trente à la séance d'ouverture, le 26 janvier 1593, dans la grande salle du Louvre [2]. Du roi d'Espagne, point de nouvelles. Philippe s'est avisé d'ajouter à tous ses agents, qui sillonnent la France, un ambassadeur extraordinaire, le duc de Feria. On l'attend. Feria est à Milan. Il voyage lentement avec un cortége pompeux. Du moins Philippe peut faire prendre patience aux États par un manifeste qui les attirera vers lui. Non [3], « j'ai examiné s'il serait utile de publier ma justification dans Paris, mais il faut y renoncer : aux bons les actes suffisent; aux autres je ne veux pas fournir le prétexte d'une réplique ». Enfin Feria approche, mais il doit tout

la veo mas claramente por donde me atrevo a repetilla tantas vezes. Y que si por caso no se pudiere emprender esto con tanta abundancia de gente y dinero, sera mucho mas servicio de V. M. de pensar en otros medios. »

[1] *Correspondance de Mayenne*, publiée par l'Académie de Reims, t. I, p. 55.

[2] BERNARD, *les États de* 1593.

[3] GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, préface du tome II, lettre du 25 février 1593.

d'abord se concerter avec Mayenne. Les États restent dans l'attente.

Mayenne n'avait pas caché à Farnèse son opposition au projet de remettre la France à l'infante Isabelle [1]; il s'était montré ingénieux dans la multitude des propositions qu'il avait imaginées pour écarter cette princesse. Pourquoi ne pas élire le jeune cardinal de Bourbon à la place de celui qui est mort sous le nom de Charles X? avait-il dit d'abord. — « C'est pour nuire à l'Espagne que le duc parle ainsi, et il n'a pas d'autre sentiment », avaient écrit les agents espagnols à Philippe II. « — Je le crois aussi, je le crains », mit le roi en marge de la lettre [2]. Mais, dit un jour Rosne, le confident de Mayenne, à D. Diego de Ibarra, si on prenait le duc de Savoie pour roi de France, Philippe II « doit aimer autant voir comme reine de France la Sérénissime Infante doña Catalina, duchesse de Savoie, que la Sérénissime Infante doña Isabelle ». — « Il sera bien nécessaire, met la main du roi, de les détromper sur ce point, c'est tout le contraire de la vérité [3]. »

Philippe n'ignorait pas les prétentions personnelles de Mayenne à la couronne; il offrit de les lui racheter et demanda ses conditions. Rosne apporta au duc de

[1] Ms. Arch. nat., K. 1581, p. 34.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1588, p. 44. Martin de Gurpide à Ibarra, 17 janvier 1593; la note du roi est : « Mucho desto o todo lo creo y temo. »

[3] *Ibid.*, p. 89. Ibarra au roi, 28 janvier 1593; la note du roi est : « Menester sera desengañarles desto pues es muy contrario de la vedrad. »

Feria les propositions de Mayenne; elles sont ainsi résumées dans une note remise à Philippe II : « — Si le duc de Mayenne est élu roi, il remettra à l'Espagne la Provence et une autre province. Et il est entendu que cette autre province sera la Picardie. Il donnera Blavet en Bretagne et les villes de Montreuil, Ardres, Calais, Boulogne, le Catelet; il cédera à Rome la préséance qui jusqu'à ce jour s'accordait à la France. »

On était loin de s'entendre. Le duc de Feria n'eut pas de peine à l'expliquer à Mayenne dès sa première entrevue avec lui [2]; Mayenne était gêné, pour discuter, par les vingt-trois mille écus qu'il recevait chaque mois de Philippe II, depuis quatre ans [3], et qu'il avait le désir de ne pas perdre. Aussi ses secondes propositions furent beaucoup plus modérées. Il demanda simplement au duc de Feria que l'Espagne lui continuât les pensions promises par Moreo et autres, avec les arriérés, et en outre lui assurât le payement de ses dettes, plus une rente perpétuelle de deux cent mille écus, plus quatre cent mille écus payables en trois ans; plus « on lui donnera la Bourgogne, comme il la demande [4] », c'est-à-dire, ainsi que le stipule le traité

[1] Ms. Arch. nat., K. 1588, p. 27 : « Difficultar qualquiera eleccion fuera de la suya, y saliendo con ella, querer dar a S. M. la Provensa y... » C'est un résumé des intentions de Mayenne écrites de la main de Rosne.

[2] A Soissons, le 25 février 1593.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 15.

[4] *Ibid.*, p. 73 : « Sele dara Borgoña camo la pide »; c'est le résumé fait pour le roi. Le traité en français, du 28 février 1593, est publié par M. de Croze, t. II, p. 410.

signé après trois jours de débat, « avec tous ses revenus » ; plus le gouvernement de Normandie pour un de ses enfants. « Moyennant quoi le duc de Mayenne se déclare satisfait », il renonce à sa première demande de prendre la couronne en cédant des provinces; il promet « de donner ses soins pour faire déclarer et élire reine de France madame l'infante doña Isabelle ».

Le duc de Feria ne dut pas ignorer que Mayenne se vantait d'avoir signé ce traité déshonorant avec l'intention de n'en exécuter que les clauses relatives à l'argent qu'il pourrait prendre; mais il ne pouvait pas être exigeant, car mille difficultés se dressaient déjà. La plus bizarre est la rivalité qui éclate tout à coup entre les divers agents de Philippe II, à l'heure où se règlent les cérémonies de l'entrée dans la salle des États.

Le roi, trop prudent, croyait qu'il ne saurait avoir trop d'ambassadeurs qui se jalouseraient et se surveilleraient. Mais ils refusèrent[1] de suivre le duc de Feria aux États, si leur point d'honneur était offensé par les rangs qui leur seraient assignés; ils avouaient tous que le duc devait marcher le premier; Diego Maldonado, simple agent en Bretagne, acceptait la dernière place, mais les trois autres se disputaient avec âpreté la prééminence. Tassis faisait valoir la durée de ses services comme ambassadeur; D. Iñigo de Mendoza disait : « La justice de mon droit consiste premièrement en ce

[1] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 33 à 40.

que je suis le fils et le petit-fils de grands de Castille du côté de mon père et du côté de ma mère ; secondement, en ce que la commission dont je suis chargé est de démontrer par raison l'intention et la prétention du roi notre seigneur », et il continuait en longs mémoires de juriste. Enfin D. Diego de Ibarra soutenait qu'il avait toujours été l'égal de Tassis.

La solution fut qu'ils n'assisteraient jamais ensemble à une même séance. — « Ah! la mort d'Alexandre Farnèse, s'écria en ce moment Ibarra, quelle perte! chaque jour on le voit davantage[1]. »

Le souple Maldonado réussit mieux dans sa négociation avec les États généraux, et régla sans trop de difficulté le cérémonial de la réception officielle. Le duc de Feria put enfin pénétrer dans la salle plus de deux mois après l'arrivée des députés[2], et ce retard fut suffisant pour ruiner sa mission.

« — Le vendredi à trois heures, écrit-il[3], l'abbé d'Orbaix me vint prévenir que j'étais attendu. Je me rendis au palais qu'ils nomment le Louvre, et je fus reçu au bas de l'escalier par Gilbert Genebrard, archevêque d'Aix. Le second fils du duc de Mayenne me vint prendre et me fit monter l'escalier. En haut m'attendaient le cardinal de Sens et les massiers. Ils

1 « La muerte del duque de Parma, se vee cada dia mas la falta que hace. »

2 L'ouverture est du 29 janvier, la réception du duc est le vendredi 2 avril.

3 Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 40. Le duc de Feria au roi.

m'introduisirent dans une salle très-grande, qui était tendue de tapisseries; un des côtés était garni d'une estrade où étaient la duchesse de Nemours[1] et ses filles; dans la salle étaient les bancs des députés des trois ordres; au milieu, une table pour les secrétaires; plus en avant, sur un échafaud, un dais qui recouvrait un siége vide pour représenter la royauté, et sous le dais, à la droite de ce trône, un siége où prit place le cardinal de Sens, et à la gauche, un autre siége où je m'assis. Un peu séparé de moi, hors du dais, se tenait le fils du duc de Mayenne, et en bas de l'estrade, à droite, les archevêques et les évêques. »

Vains honneurs, pompe décevante. Le duc apprend quelques jours plus tard que ce même Mayenne qu'il vient d'acheter, et ces Parisiens qu'il croit bridés par leur garnison espagnole, concluent une trêve avec le Béarnais honni. Ainsi Philippe II envoie ceux qui feront connaître ses intentions au moment exact où son intervention, invoquée depuis trois ans, n'est plus désirée. Il a attendu la lassitude de ses affidés pour accourir à leur aide. Il se prononce à l'instant où l'on renonce à lui. Les délégués de Mayenne et du clergé vont trouver Henri IV à Suresnes[2] et commencent les conférences pour aboutir à une trêve d'abord, puis à des offres de service. Les ligueurs, qui se veulent faire

[1] Il dit la duchesse de Guise, mais je crois qu'il s'agit de sa belle-mère, à laquelle les étrangers conservaient le nom de son premier mari.
[2] Le 25 avril 1593.

acheter, trouvent déjà plus honorable d'être payés par leur roi, qu'entretenus par l'Espagne. Leurs premières demandes sont exorbitantes. « — Qu'importe! fait Henri IV, ayant une fois dict leur prix, ils témoignent avoir envie de vendre [1]. »

Les ligueurs dévoués à l'Espagne poussent d'inutiles clameurs contre ces conférences de Suresnes; ils inventent même l'affiche publique sur papier blanc, croyant qu'on lira leur « déclaration, protestation et désadveu affigé par les carrefours de la ville de Paris [2] » ; que peut ce fanatisme dans une ville affamée depuis quatre ans? Car, écrit le duc de Feria [3], « encore qu'on ne puisse dire que Paris est assiégée, puisqu'elle ne voit pas d'armée devant ses murs, elle n'endure pas moins de rudes privations avec un ennemi qui tient toutes les rivières, toutes les routes; aucune provision ne peut pénétrer sans lui payer contribution. Paris ne vit que de la main de son ennemi. »

Mais ce qui ferme surtout la bouche au duc de Feria, le coup qui l'accable après les contrariétés de l'étiquette et la surprise des conférences de Suresnes, c'est

[1] Madame DE MORNAY, *Mémoires,* publiés par madame de Witt, t. I, p. 226.

[2] Un exemplaire de ce premier placard politique, daté du 25 avril 1593, est conservé Arch. nat., K. 1588, p. 103.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 40 : « Aun que no se puede llamar cercada por no tener exercito sobre si, mas teniendo los enemigos las riberas y passas en su poder, pues toda la provision que viene alla le paga contribucion, se puede contar por cercada, vive por mano del enemigo. »

qu'à cette heure décisive les fonds manquent[1]. Tassis n'a plus de crédits, Ibarra n'a plus de doublons, Mendoza n'a apporté que ses titres de noblesse, Maldonado meurt de faim. C'est le moment où il faut pousser les enchères sur les consciences et les disputer à Henri IV; la garnison espagnole de Paris coûte quatre-vingt-sept mille écus d'or par mois[2]; Villars-Savoie en Guyenne en reçoit six mille[3]; la duchesse de Guise vient d'en toucher plus de quinze mille[4]; l'archevêque de Lyon en prend mille seulement[5], mais il a fallu en distribuer huit mille aux députés des États généraux, pour leur faire prendre patience en attendant le duc de Feria, « et les entretenir sans les laisser se dissoudre[6] »; et les autres dépenses courent dans les provinces : La Chastre se plaint de n'être pas payé de sa pension; le duc d'Aumale envoie à Philippe II un croquis de la vallée de la Somme et de ses places fortes[7], et ajoute : « Les gouverneurs sont à ma dévotion, mais il est besoing de leur ayder de quelque *ayde de coste,* pension que nous appelons en France. »

Race dégénérée! Un vétéran des premières années de guerre religieuse, La Noue, peu de mois avant sa

[1] Ms. Arch. nat., K. 1588, p. 31.
[2] *Ibid.*, p. 1.
[3] *Ibid.*, p. 13.
[4] *Ibid.*, K. 1585, p. 20. Le chiffre exact est de 15,789 écus d'or.
[5] *Ibid.*, K. 1588, p. 31.
[6] *Ibid.* : « A los Estados generales para que se entretengan sin disolverse. »
[7] *Ibid.*, p. 29.

mort, disait à un de ses compagnons en piquant une branche de laurier au cimier de ses armes sculptées sur la pierre de sa cheminée : « Mon cousin, voylà toute la récompense que vous et moy espérons! »

En attendant que de nouveaux crédits s'ouvrissent chez ses banquiers, le duc de Feria s'efforçait d'agir sur les députés par des raisonnements et des mémoires juridiques. Il ne doutait pas que l'élection de l'infante Isabelle ne se pût obtenir aisément[1] : la loi salique lui semblait une objection puérile.

Combien en effet était difficile à défendre cette loi salique, on le voit par la discussion que subit à Madrid le président Jeannin quand il voulut l'objecter au jurisconsulte espagnol Rodrigo Çapata. — Où, quand a été formulée cette loi? — Non, avouait Jeannin, elle n'est pas rédigée, mais c'est une coutume ancienne qui a force de loi. — Alors, prouvez la coutume, reprenait l'Espagnol, montrez-la avant Louis le Hutin, car les Bourbons n'ont pas le droit de se prévaloir de ce cas, puisque leur auteur est antérieur. — La coutume remonte au règne de Pharamond. — La coutume ne se présume pas, elle se constate par des faits. Présentez des exemples avant Louis le Hutin[2].

[1] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 40.

[2] *Ibid.*, K. 1595, p. 14. D. Rodrigo Çapata à D. Juan de Idiaquez. « Tocava a los Franceses que querian excluyr a las mugeres provar la costumbre y que si la provavan en los casos que havian sucedido, en otros que no fuesen semejantes no se havia de admitir y que entonces quando se introduxo los de la casa de Borbon ya estavan apartados de

Mais il n'était pas aussi aisé d'écraser le sentiment national que les fictions de nos vieux légistes. Le roi de France doit être un Français, c'est une loi qui n'a pas besoin d'être écrite. Or, comme le duc de Feria sait que son maître nous destine un archiduc, il comprend que les difficultés ne s'aplaniront pas, même quand il aura fait admettre les droits de l'Infante. « — Aussi je ne désigne personne, écrit-il[1], j'évite les discussions et les froissements; leurs illusions à tous se dissiperont vite quand ils verront une armée espagnole; ils se soumettront à l'archiduc qui leur est tellement supérieur à tous en sa qualité de parent de Votre Majesté. Le peuple est poussé par un goût général vers un roi de sa nationalité, sans apprécier

la casa Real y assi no han de gozar della. » « ...La costumbre se introduxo desde el principio del Reyno de Faramundo... » « ...La costumbre no se presume, y que diesse actos en que se huviesse introduzido antes del tiempo de Luis le Hutin. » La *sala* était le domaine qui devait fournir un chef armé; on nomme encore *la salle*, le château féodal en Bourbonnais et en Auvergne. La femme, ne pouvant fournir le service militaire, était naturellement exclue de la *sala*. C'est en torturant cette formule que les vieux légistes ont, par patriotisme, appliqué la loi de la Sala à la couronne royale.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 40 et 45 : « Yo lo remitto todo a que se mostrara por razon el que mas conviene, para excluyr toda discusion sin afectos particulares, y con esto sin nombrar persona veen bien claro a quien se tira los principes que llaman en este reyno quando estuviessen desengañados con un poderoso exercito de sus intentos, sin falta cederian a quien con tan grande diferencia es superior a todos como qualquiera de los sobrinos de V. M. El pueblo se muevé por un general apetito de rey de su propria nacion sin ahondar mas lo que conviene, pero quanto al favor del pueblo, repentinamente crece, y de la misma manera sc muda, de suerte que no ay que hacer del entero fundamento, porque rescibe la ley de los que tienen las armas en la mano.»

ce qui lui convient le mieux; mais ces sentiments populaires s'exaltent vite, changent de même; en sorte qu'il ne faut pas en tenir compte. Le peuple reçoit la loi de qui a la force. »

Malgré ces belles maximes, Feria ne sait pas dissimuler son secret. L'infante Isabelle doit épouser l'archiduc Ernest, il cesse de le cacher. Elle ne peut être donnée à un Français, parce qu'elle a des chances de régner sur l'Espagne : « son frère est très-jeune, éloigné de l'époque où il pourra se marier, maladif depuis son enfance [1] ».

L'archiduc Ernest était entièrement inconnu en France; l'audace de leur présenter pour roi un homme dont ils ignoraient l'existence, indigna les députés [2], elle ouvrit leurs yeux sur la honte de leur situation. En vain Tassis voulut dès le lendemain ramener les esprits [3] par un discours conciliant qu'il prononça en français; en vain D. Iñigo de Mendoza, « en latin merveilleux et avec des gestes parfaits », leur adressa une savante harangue [4]; le duc fut obligé de renoncer d'abord à l'archiduc Ernest, puis à l'archiduc Albert qu'il essaya de lui substituer [5], enfin d'accueillir

[1] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 45 et 46.

[2] Séance du 28 mai 1593. Voir *Lettres de Bongars,* p. 296 : « Displicere hispanica audacia; ut auditum est nomen Ernesti, inauditum antea, horrere plerique eo devenisse rem Gallicam ut homo quem ne natum quidem scirent, esset ad regnum accersendus. »

[3] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 50, le 29 mai 1593.

[4] *Ibid.,* p. 53, le 6 juin : « En maravilloso latin y con muy buena action. »

[5] Séance du 29 juin.

comme un succès le vote des États, qui suppliaient le roi d'Espagne « d'avoir pour agréable le choix qui sera faict de l'un de nos princes pour estre roy, et l'honorer tant que de lui donner en mariage la Sérénissime Infante sa fille ».

Une distribution de deux mille sept cents écus rétribua cette demi-complaisance; elle fut répartie entre les députés du tiers par une commission élue publiquement. D'autres subventions furent annoncées. Mais ce triomphe éphémère avait déjà révolté le sentiment national. Dès le lendemain, le député Du Vair s'écriait [1] : « Quelle pitié que nous ayions vu seize coquins de Paris faire vente au roy d'Espagne de la couronne de France! Jamais il ne s'ouyt dire que si effrontément on se jouast de la fortune d'un royaume, si impudemment on mist vos vies et vos biens, vostre honneur, vostre liberté à l'enchère. Et en quel lieu? Au cœur de la France, au conspect des lois. Resveillez-vous donc, Messieurs! »

L'effet ne fut pas affaibli par l'offre faite de marier l'infante au duc de Guise. « Recognoissant, remarque le maréchal de La Chastre [2], que la proposition de l'Infante nous fut amère et de dure digestion, ils y ont voulu mettre un petit de sucre. »

Pendant ce temps Henri IV, signait la trêve avec la Ligue. A partir du 26 juin, les Français cessaient de se

[1] Non aux États, mais en séance du Parlement, le 20 juin.
[2] Aug. Bernard, *les États de* 1593, p. 727.

tuer entre eux. « — Je n'ai pu rien empêcher, écrit Feria [1] ; le peuple voulait la trêve, notre armée est faible, l'argent manque. »

L'impuissance de Philippe II éclatait à tous les yeux. La Chastre, qui ne touchait plus ses subsides, faisait remarquer que le roi d'Espagne n'avait ni soldats ni argent, et qu'il voulait persuader de prendre « ses promesses pour argent, et l'idée de ses armées pour des armées mesmes. Si ces gens avoient en une nuit couvert la terre d'hommes comme une prairie l'est de champignons, s'ils estoient eux mesmes hors de nécessité et si remplis d'argent qu'ils nous pussent subvenir [2] », on pourrait comprendre leur outrecuidance, mais ils n'ont rien. Feria le sait ; il entonne à son tour la triste lamentation dont ne cessent d'importuner l'Escurial tous les gouverneurs depuis tant d'années : Des soldats, de l'argent! Et dans le gouffre, Philippe pousse ses soldats et son argent toujours trop tard, toujours en trop petite quantité.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 58, du 26 juin.
[2] Auguste BERNARD, p. 729 et 732.

IV

RÉVEIL DU PATRIOTISME.

Le parlement de Paris avait déclaré illégale la candidature de tout étranger [1]; il avait ratifié la trêve et fait publier les articles qui l'étendaient à tout le royaume [2]. Mais l'émotion fut bien autre en France, quand on apprit que le roi venait de rentrer dans la communion catholique.

— Sire, avait dit d'O à Henri IV « avec un jurement du nom de Dieu », l'heure décisive est venue, « il ne faut plus tortignonner... Si vous estiez quelque prince fort dévotieux, je craindrois de vous tenir ce langage, mais vous vivez en bon compagnon. » Henri IV, qui était las des « prophètes de Gascogne' » et du langage de Chanaan, attendait depuis longtemps l'occasion de quitter ces censeurs crasseux et de rentrer sans s'amoindrir dans l'Église catholique [3].

[1] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 67.

[2] *Articles accordés pour la trêve générale*, à la Villette entre Paris et Saint-Denis. Paris, Frederic Morel, imprimeur ordinaire du roi.

[3] Personne ne parlait sans sourire de cette nécessité d'une abjuration : « E molto meglio, écrivait Cavriana, l'ambassadeur de Toscane, essere Re di Francia mangiando pesce il venerdi, che povero duca di Bierna, colla licenza di mangiar carne a suo beneplacito. » Quand il s'y sera décidé, ajoute Cavriana, Mayenne et Guise verront vite la fin de leur fête!

Le 25 juillet 1593, à dix heures du matin, il fut reçu sous le portail de l'église de Saint-Denis par l'archevêque de Bourges et les évêques du Mans, d'Évreux, de Nantes et d'Angers. Les prélats le conduisirent au jeune cardinal de Bourbon, qui reçut son abjuration et lui fit présenter l'eau bénite [1]. A ce moment retentirent les trompettes, les clairons et les tambours; le *Te Deum* fut entonné, le roi se confessa, entendit la messe. Ses rois d'armes, vêtus de la livrée royale de velours violet semé de fleurs de lys d'or, criaient : *Vive le roi! Largesse!* et jetaient au peuple des pièces d'or et d'argent.

La seule riposte de Philippe II fut une simple distribution de deniers. Une armée, il ne l'avait pas; les Pays-Bas ne pouvaient rien fournir en ce moment, le Ibarra de Flandre le faisait savoir à celui de Paris [2]; mais l'argent se trouva; dès le 3 août, le duc de Feria put donner des doublons aux curés de Saint-Jacques et de Saint-Séverin pour distribuer à leurs affidés [3]; il en fit verser aux députés du tiers [4] six mille pour leurs

[1] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 69. Relation espagnole de la cérémonie : « Entonces las trompetas y clarines y atambores tañeron... los reyes de armas vestidos de sus vestiduras reales de terciopelo moracho sembradas de flores de lis de oro gritaron viva el Rey tres vezes largueza y derramaron alguna moneda. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1589, p. 33. D. Estevan de Ibarra à D. Diego de Ibarra.

[3] *Ibid.*, p. 65 : « A los curas de Santiago y S. Sebrin 2489 para repartir entre los catolicos desta villa. »

[4] Quelques-uns envoyaient à l'Hôtel-Dieu cet argent infâme. BERNARD, Préface, p. 72.

pensions d'août. Mais il ne tarda point à être débordé par les demandes, et il ne put payer que le 18 octobre les pensions de septembre de ces mêmes députés [1]. Le gaspillage, en effet, est extravagant. Moreo était un avare auprès des agents actuels. Toute main qui se tend est aussitôt remplie : depuis le cardinal de Pellevé, qui a près de quatre-vingts ans et qui encaisse mille doublons, et l'évêque d'Amiens, qui s'en fait donner trois mille [2], jusqu'aux plus obscurs, comme un d'Entragues, qui touchent de menues sommes « pour services secrets [3] ». Bassompierre venait raconter, et le fait est bien curieux, que « le Béarnais comptait divorcer pour épouser la fille du grand-duc de Toscane [4] ». A ceux qui ne demandaient rien, on faisait des offres, comme à Rosne [5] et à Villars-Brancas [6], qui calculait s'il avait plus d'avantage à prendre l'argent de Henri IV ou celui de Philippe II.

[1] Elles sont même pour septembre réduites à 5,048 écus d'or. Ms. Arch. nat., K. 1589, p. 83 : « Al duque de Umena para dar a los Estados generales para el entretenimiento del mes de sept. 1593. »

[2] *Ibid.* A titre de « ayuda de costa ».

[3] *Ibid.* « Por un servicio segreto. » Ce d'Entragues est le même que le *Juanetin* qu'on retrouve dans son métier, K. 1589, p. 72, et peut-être le même que celui du fameux duel des six, du 27 avril 1578. On sait qu'il fut l'un des deux survivants et qu'on l'accusa de déloyauté dans le duel. On retrouve sur ces listes Antonio de Escovar pour 200 écus, K. 1589, p. 65, celui qui avait servi à espionner le prétendant portugais.

[4] *Ibid.*, 1585, p. 93. Feria au roi, du 28 août 1593 : « El de Bearne pretende hacer diborcio, Vassompierre me ha dicho que para casarse con su sobrina del gran duque. »

[5] *Ibid.*, p. 129.

[6] *Ibid.*, p. 130 et 132.

Les princes de la maison de Guise étaient comme toujours les plus âpres dans cette curée; le duc d'Aumale obtenait l'*ayuda de costa* qu'il avait mendiée [1]; Mayenne, dont les prétentions importunaient Ibarra [2], accueillait fort bien les dix-huit mille écus qu'on lui versait pour sa pension d'août [3]. La pension de six mille écus par mois allouée au jeune duc de Guise [4] et la promesse de la main de l'Infante ne furent pas davantage des opérations profitables; au moins celui-ci ne marchandait pas les remercîments : « — Puisqu'il a pleu a vostre bonté me déférer le mérite et faveur d'une grâce si haulte, j'oseray, Sire, en remercier très-humblement Vostre Majesté, espérant me rendre digne de l'honneur de vos bonnes grâces et acquérir par signalés services ce que mon deffaut particulier me pourroit desnyer [5]. »

Par contraste à ces bassesses, on aime à voir les vrais hommes de guerre et les villes se rallier en grand nombre dès que sont démasqués les projets de l'Espagne. Ce mouvement national était devenu irrésistible dès le mois de mai [6]; la prolongation de la trêve [7] avait

[1] Ms. Arch. nat., K. 1589, p. 65. Onze cents écus.

[2] *Ibid.*, p. 33.

[3] *Ibid.*, p. 65.

[4] Je crois que c'est en moyenne ce chiffre; ce jeune prétendant touche 5,000 écus pour juillet, 9,000 pour août (K. 1589, p. 65), 6,000 pour septembre et 3,400 pour octobre (K. 1589, p. 83).

[5] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 80, du 4 août 1593. Mêmes lettres au prince d'Espagne et aux deux Idiaquez.

[6] Ms. Bibl. nat. français 3275, f° 140.

[7] Jusqu'au 31 décembre 1593. Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 137.

permis aux meilleurs capitaines de Mayenne, comme Boisrosé, Lhospital-Vitry, Sainte-Aulaire, de se ranger sous les drapeaux qui représentaient seuls l'honneur national [1]. C'est cette fois que tout le fer de la France est attiré au camp de Henri IV.

« Le fer bien mis en besogne a la première gloire; le second honneur est aux plumes bien taillées [2]. » Les plumes faisaient leur œuvre depuis plusieurs années; mais on doit remarquer surtout celles d'un groupe d'hommes bien français, à l'esprit modéré, au goût mesuré. Ils montrent pour la première fois la puissance du bon sens et du génie pratique de la bourgeoisie. Henri III n'avait pas su utiliser pour sa cause ces gens lettrés et laborieux : il se méfiait du rire mêlé à leurs colères. Henri IV, au contraire, aimait les gens de loi narquois et les érudits à la pensée ferme, comme Pasquier, Pithou, de Belloy, Lestoile, Toiras.

Ces volontaires ont porté souvent des coups assez heureux. Le président Gayant, qui survécut de cinquante ans à cette époque, et sembla un géant aux jeunes brouillons de la Fronde (« il n'y en a plus de cette trempe », disaient-ils [3]), le président Gayant représente dans cette lutte la tactique régulière du pamphlet classique en latin. « — Plus les ligueurs accumulent

[1] Voir le manifeste des seigneurs à la noblesse de France, Ms. Bibl. nat. français 3947, f° 395.
[2] D'Aubigné, *les Histoires*, t. III, p. 286.
[3] Guy Patin. Gayant meurt en octobre 1645.

d'injures contre le roi, selon lui [1], plus ils croient qu'on les payera cher. Toute l'ardeur de leur zèle se porte à confisquer l'argent. Ils nous nomment hérétiques parce que nous n'avons pas voulu nous livrer avec eux aux Espagnols, fils de juifs. Que leur faut-il maintenant? Le roi de France est catholique; veulent-ils le voir devant les portes du Vatican, pieds nus, dans le troupeau des pénitents, agenouillé devant des prêtres, sanglotant plusieurs jours et plusieurs nuits, foulé aux pieds par les bouffons et les pédants de la cour de Rome? »

L'*Estat d'Espagne,* par le greffier du Tillet [2], affecte la forme historique. L'Espagne s'est formée par la fraude et la violence; son Inquisition seule la conserve; « qui sera l'homme si misérable qui veuille admettre en nostre France telles gens? » Puis vient un vieux procès-verbal qui montre en 1499 le chancelier de France avec le chauffe-cire et les rois d'armes, avec le procureur général et les sieurs des requestes, recevant à Arras l'hommage de Philippe le Beau, grand-père de Philippe II, comme vassal pour les comtés de Flandre, Artois et Charolais :

...Venez voir son ayeul un juste hommage rendre
Aux pieds d'un de nos rois en armes indomptés,

remarque un sonnet qui résume le pamphlet.

Le point de droit fut soutenu par les Mémoires de

[1] *Apologia christianorum procerum,* per R. T., s.l., 1593. Je ne suis pas sûr toutefois que ce pamphlet n'est pas de Toiras.
[2] S. l., 1594.

Pierre de Belloy [1]. Le recours à la raillerie fut essayé par des écrivains qui tournaient en ridicule les embarras des États généraux entre les prétendants, comme cet *Advis au Pape* [2] où l'on voit les Espagnols qui proposent leur infante, « accouplée par le mariage futur avec l'archiduc, comme une façon de roy androgyne, lequel, par certaine communication de propriétés en idée, estoit pourveu du droit et du sexe requis. Et là-dessus entassoient promesses de doublons et ducatons. La maison de Lorraine avoit l'appétit éveillé, et toujours l'eau à la bouche pour ce friand morceau... bref, il falloit avoir un prince françois, ou à peu près. »

Mais le chef-d'œuvre en ce genre, la pièce qui est restée dans la langue comme un modèle achevé, c'est la *Satire Ménippée*. Elle a survécu aux querelles du moment, et on ne se lasse pas de goûter son ironie fine et son charme.

Toutefois, ces pamphlets étaient surtout destinés à la noblesse et à la bourgeoisie; ils séduisaient les délicats. Pour le peuple, il faut des nuances plus crues, des plaisanteries grossières, un style vulgaire; les ligueurs l'avaient bien compris, et leurs attaques brutales où ils s'indignaient contre les Français de ce

Qu'ils nommoient très chrestien ce monstre béarnois,
Bien qu'il eust contre Christ endossé le harnois,

[1] *Mémoires et recueils de l'origine de la royale famille de Bourbon*, La Rochelle, 1587; *Examen du discours prononcé contre la maison royalle de France*, s. l., 1587.

[2] Prêté au cardinal de Plaisance, s. l., 1594.

s'adressaient aux sentiments envieux de la démocratie, comme le *Banquet du comte d'Arete* [1], comme *Paris vendu* [2], comme les sermons du curé Jean Boucher, qui parla neuf jours de suite dans sa chaire quand il apprit la conversion de Henri IV [3], ou comme l'apologie des scélérats qu'on avait poussés à essayer de tuer le roi [4].

A côté de ces fanatiques, les royalistes ne dédaignèrent pas de descendre dans la populace en semant des pasquils niais, tels que :

Les seize ont jà pris possession
Des seize pilliers de Montfaucon... [5]

ou des allusions à la corruption des gentilshommes :

Mon Dieu, qu'ils sont beaux et blonds,
Vos doublons !
Faites-en chercher encores,
Demi-Mores,
Parmi vos jaunes sablons [6].

[1] *Le Banquet et après-disnée du comte d'Arete, où il se traicte de la dissimulation du roi de Navarre et des mœurs de ses partisans.* Paris, chez Guillaume Bichon, demeurant rue Saint-Jacques au Bichot, 1594.

[2] *Paris vendu, ou discours des trahisons, perfidies et desloyautez des politiques.* Paris, 1589.

[3] *Sermons de la simulée conversion de Henry de Bourbon.* Paris, 1594.

[4] *Apologie de Jehan Chastel, Parisien, exécuté à mort...*, par François DE VÉRONE, s. l., 1595.

[5] Ms. Bibl. nat. français 3275, f° 145. Voir aussi la pièce sur les trois Joyeuse.

[6] *Ibid.*, 3960, f° 78 *bis*.

V

LA PRISE DE PARIS.

La trêve expirait le 1er janvier 1594. D. Diego de Ibarra insistait pour que l'armée des Pays-Bas fût envoyée tout entière à la défense de Paris [1]. Mais dans un conseil de guerre tenu à Bruxelles en présence de l'archiduc Ernest, les capitaines espagnols firent remarquer [2] que la France était trop dévastée pour nourrir une armée nombreuse; ils pensèrent qu'au lieu de courir des chances contre le gagneur de batailles, il valait mieux l'épuiser lentement, « sans rien remettre au caprice de la fortune », et en menaçant toutes ses frontières [3].

Cependant Henri IV ne restait pas oisif. Il se faisait reconnaître successivement à Aix, Bourges, Lyon, Meaux. « — Avec ce qu'il possédait déjà, écrit Tassis [4], le voilà maintenant un puissant roi de France. » « — On ne doit plus songer à élire un roi, ajoutait

[1] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 14 et 21.

[2] Dépêches de l'ambassadeur vénitien Giovanni Mocenigo, copie de la Bibl. nat. de Paris, filza 23, f° 3.

[3] *Ibid.* : « Che non si dovesse intrare con tutte le forze unitamente insieme, cosi per sola difficoltà de viverci le potriano facilmente consumere... senza remittere cosa alcuna all'arbitrio della fortuna. »

[4] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 36, du 25 février 1594 : « Que con lo demas que tiene le haze ya Rey de Francia poderoso. »

le duc de Feria [1], mais à grouper les forces du parti. »

Chartres, avec sa dévotion à la Sainte Vierge, était une sorte de capitale religieuse; Henri IV profita de ce renom pour se faire sacrer dans la cathédrale [2]; il prononça tous les serments de la cérémonie, et présida le chapitre des chevaliers de l'Ordre. Il avait à ses côtés l'ambassadeur de Venise, mais il refusa de recevoir don Antonio, le prétendant de Portugal, et lui fit conseiller de se retirer en Angleterre [3].

C'est deux jours après ce sacre que Henri IV vit arriver près de lui, à Chartres, la personne qu'il devait le plus souhaiter à sa cour, l'aïeule même de tous les Guise, la duchesse de Nemours.

Cette petite-fille de Louis XII souffrait de voir une garnison espagnole dans Paris [4] : elle avait espéré que son fils le duc de Mayenne aurait le talent de dompter la démocratie parisienne et d'écarter les Espagnols. Mais quand elle reconnut que son fils perdait toute autorité, quand elle vit son petit-fils le duc de Guise, plus brouillon et aussi violent que Mayenne, diviser davantage les Français, elle n'hésita pas dans ses sentiments de Française, et accourut près de Henri IV, le

[1] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 41, du 2 mars.
[2] *Ibid.*, p. 39, du 4 mars.
[3] Ces détails sont donnés par l'ambassadeur Mocenigo, copie de la Bibl. nat. Il raconte que le roi prétexta un mal de dents pour ne pas voir D. Antonio. Les Espagnols connaissaient la présence de ce prétendant à Chartres. Tassis au roi, K. 1590, p. 39.
[4] Lestoile, p. 99.

6 mars au soir[1]. La maison de Guise décline : le duc d'Aumale se querelle avec les Espagnols, qui prétendent occuper Beauvais[2]; Mayenne apprend par les lettres interceptées que lui fait communiquer Henri IV, comment ses intrigues sont connues des Espagnols, qui songent à l'enlever et à l'interner à Madrid[3]; il sait que ses dépêches au Pape ont été saisies par eux, qu'il est odieux aux Parisiens, suspect à tous; des ennemis se dressent de toutes parts autour de lui : la vieille maréchale de Saint-André, une des beautés de la cour de Henri II, vient demander justice contre le rapt de sa petite-fille, un des anciens crimes de Mayenne[4]. Il fuit Paris, il jette un cri de détresse vers Philippe II : « — Nous avons si grand besoing encore d'être assistés[5]! » et il fait repartir son beau-fils Montpezat pour Madrid, où il est berné pendant huit mois. « On pourra encore trouver quelque bourde pour l'entretenir », dit un commis. « — Il me paraît bon que ce soit de la sorte qu'on lui réponde », met le roi[6]. Montpezat a

[1] Mocenigo, lettre du 7 mars : « Madama de Ghisa (je crois qu'il faut lire Nemours) arrivo qui hiersera per trattare con S. M. intorno l'accomodamento del figliolo che e come in aperta diffidenza di Mons. di Humena. »

[2] *Ibid.*, f° 3. Lettre du 8 mars 1594.

[3] Mocenigo : « Una lettera intercetta con la quale pare che il Re di Spagna dice che potendolo havere nelle mani, lo prendino et lo mendino in Spagna. »

[4] *Ibid.*, f° 8.

[5] Ms. Arch. nat., K. 1569, p. 215. Mayenne à l'infant d'Espagne, 12 novembre 1593.

[6] *Ibid.*, K. 1593, p. 21, 23, 36 et 44 : « Se le podia responder agora

beau dénoncer les gouverneurs [1] « qui sont allés asseurer avec Vendosme [2] la fortune qu'ils avoient peur de perdre avec nous », il se fait simplement mépriser par les Espagnols. Henri IV se décide à frapper le coup sur Paris; il s'éloigne avec précipitation des fêtes ennuyeuses de Chartres [3], il arrive à Senlis, noue des négociations avec les bourgeois de Paris, pour les décider à se soulever comme ceux de Lyon et à reconquérir leur liberté [4]. Il quitte Senlis à cheval sous la pluie, le 21 mars 1594; il arrive le soir à Saint-Denis. Dans la nuit suivante, Paris sera à lui.

« — On peut être rassuré sur Paris, écrivait trois mois auparavant D. Diego de Ibarra [5], depuis que j'ai fait chasser trois colonels soupçonnés d'être politiques, et remplacer le gouverneur, M. de Bellin, par M. de Brissac, gentilhomme bien catholique [6]. »

Comment douter en effet de Brissac? Il déclare au roi d'Espagne qu'il n'occupe Poitiers que pour lui, il l'importune par ses marques de soumission [7] ou par

algun otro desvio para entretenerle. » — « Parece bien esto asi selo responde », de la main du roi, p. 23.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1593, p. 44.

[2] C'est ainsi qu'il nommait encore Henri IV.

[3] Le 8 mars 1594. *Journal d'un curé ligueur,* publié par E. DE BARTHÉLEMY, p. 267.

[4] MOCENIGO, lettre du 8 mars : « Fare sollevatione simile a quella di Lione per rendersi nella liberta. »

[5] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 14 et 21.

[6] « Cavallero muy catolico, paresce que Paris quedava muy assegurada. »

[7] Voir au chapitre II; voir encore Ms. Arch. nat., K. 1587, p. 51. Lettres des 4 et 20 mai 1593.

ses envoyés [1]. Il a perdu ses biens, il l'avoue à Philippe II, en ajoutant : « — J'ai toujours recogneu Vostre Majesté en pouvoir seule, après Dieu, d'advancer une partie du restablissement. » Mais si Philippe oublie de rétablir la fortune de Brissac, on peut bien chercher un autre moyen, après Dieu, d'arranger ses affaires. Au besoin, on redeviendra Français. Une femme intervient en ce moment pour Henri IV.

Jeanne de Cossé, la sœur de ce Brissac, avait épousé un des favoris de Henri III, Saint-Luc : le jour de ses noces avait même été l'un des plus fameux du règne, pour l'extravagance des fêtes. Jeanne, dont le mari avait suivi le parti de Henri IV, fit comprendre à son frère les avantages de servir le vainqueur. Elle ne se borna point à des raisonnements, elle promit, au nom de Henri IV, le titre de maréchal de France et dix-sept cent mille livres en argent. Les bourgeois de Paris coûtèrent moins. Les uns, comme le prévôt Luillier, promirent leur concours par simple horreur de l'étranger; les autres, comme les curés Chavagnac de Saint-Sulpice, René Benoist de Saint-Eustache, Moraines de Saint-Merri, étaient indignés des excès commis par les prédicateurs de la Ligue, de la licence qui s'introduisait parmi les religieux, du scandale que donnaient, comme le disait le Jésuite Commolet [2], « les religieuses

[1] Ms. Arch. nat., K. 1587, p. 35. Mission du sieur de Belesbat.
[2] Lestoile, du 8 novembre 1593.

que les gentilshommes pourmenoient par-dessous les bras; on ne voyoit au palais et partout que gentilshommes et religieuses accouplés qui faisoient l'amour et se leschoient le morveau ».

Brissac joua cette partie avec esprit et sang-froid. Il ne devint suspect aux Espagnols que le 21 mars au soir, à l'heure même où s'achevaient les préparatifs. Il laissa ouverte la porte Neuve [1], sans prévenir le duc de Feria ni le légat. Le duc [2] en fut averti à sept heures du soir par un lieutenant napolitain qui était de garde à son hôtel. A sa plainte, Brissac répondit froidement que la porte était suffisamment gardée. Mais D. Diego de Ibarra [3] fit des rondes aussitôt sur les remparts, et chargea des officiers espagnols de surveiller Brissac et de le poignarder si les Français se montraient. La visite des postes dura jusqu'à trois heures du matin. Ibarra et ses Espagnols se couchèrent. Une heure après, Saint-Luc se présente devant la porte Neuve, lève la visière de son casque : son beau-frère, un flambeau à la main,

[1] La porte Neuve était sur la Seine, entre le Louvre et les Tuileries; les Tuileries étaient en dehors de l'enceinte; leur cour des écuries donnait sur le fossé de la place. Les autres portes étaient sur la rive droite : la porte Saint-Honoré, à peu près à l'emplacement actuel du Théâtre-Français; la porte Montmartre, là où est maintenant la place des Victoires; les portes Saint-Denis, Saint-Martin, du Temple, Saint-Antoine. Ensuite venait la Bastille. Voir le plan de Paris publié avec la relation du siége de 1591 par la *Société de l'Histoire de Paris*.

[2] Relation adressée par le duc de Feria à Philippe II et intitulée *la Perdida de Paris,* rédigée à Laon le 28 mars. Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 64.

[3] Relation adressée par Ibarra à Philippe II et intitulée *la Perdida de Paris,* le 28 mars. Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 60.

le reconnaît et l'introduit dans la rue Saint-Thomas-du-Louvre. Saint-Luc laisse à la garde de la porte le marquis de Favas avec cent arquebusiers, s'avance jusqu'à la croix du Trahoir [1], envoie un détachement à la porte Saint-Honoré [2] où attend l'échevin Néret, et où arrive en même temps Lhospital-Vitry, qui vient de s'introduire par la porte Saint-Denis, ouverte par l'échevin Langlois. Les Wallons de la porte Saint-Honoré sont surpris et tués, le pont-levis est abaissé, Henri IV entre, suit la rue Saint-Honoré, fait occuper les principales positions, et s'installe au Louvre. Il accueille Brissac, qui se présente un peu inquiet [3], l'embrasse, lui ceint sa propre écharpe : « — Maintenant, lui dit-il, je vous reconnais pour bon Français. »

Avec le jour, la nouvelle se répand sur la rive droite. Les bourgeois revêtent l'écharpe blanche, quelques-uns se réfugient dans les maisons des royalistes, les plus compromis gagnent les champs, les Espagnols se retranchent dans leurs casernes et à l'hôtel du duc de Feria. L'armée royale est entrée, elle a rallié les soldats français de la garnison, qui acclament Henri IV avec elle. Henri IV se rend le matin même à Notre-Dame pour faire chanter le *Te Deum*. Le bruit des cloches vient surprendre les habitants du quartier de

[1] Cette croix était, je pense, dans la rue Croix-des-Petits-Champs, où est maintenant un marchand de vin à l'enseigne de la *Croix-Blanche*.
[2] Relation publiée par la *Revue rétrospective*, 1838, p. 5.
[3] Mocenigo.

l'Université et autres rues éloignées; ils s'éveillent, se mettent aux fenêtres, écoutent les hérauts d'armes, entendent que le roi est à Notre-Dame; ils sortent en criant avec les hérauts : *Vive le roi!* Le légat apprend la stupéfiante nouvelle par le gentilhomme que lui envoie Henri IV pour le prévenir qu'il sera respecté comme le représentant de Sa Sainteté[1]. La Bastille, que le duc de Feria a fait garnir de canons quinze jours auparavant, « pour tenir Paris comme un frein[2] », capitule à la première volée des dix pièces que le roi fait mettre en batterie devant ses fossés[3].

Le duc de Feria comprit qu'il n'avait aucune chance contre-une capitale qui s'unissait avec sa garnison assiégée et l'armée assiégeante. « — Les soldats de Mayenne, écrit-il[4], obéissaient au gouverneur; ceux de Votre Majesté étaient cernés dans leurs quartiers par les ennemis du dedans et par ceux qui arrivaient du dehors; j'ai dû reconnaître que tout était perdu, accepter les conditions qui m'étaient imposées, et donner ma parole qu'aucun de ceux qu'on laissait sortir de Paris ne porterait désormais les armes en France. » Les Allemands à la solde de Philippe II avaient déjà jeté leurs armes[5]; Feria et Ibarra étaient séparés : ils durent

[1] *Relation de Mocenigo.*

[2] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 41. Le 4 mars 1594 : « Que a la Vastilla hizo passar artilleria y municiones para que pudiese tener en freno a Paris. »

[3] *Relation de Mocenigo.*

[4] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 64.

[5] *Ibid.*, p. 60. La *Société de l'Histoire de Paris* pourrait publier ces relations fort pittoresques de Feria et d'Ibarra.

subir les offres du vainqueur, qui voulait bien leur faire « bonne guerre [1] », c'est-à-dire ne pas les égorger selon l'usage. Leur sauf-conduit, signé de Henri IV, est rédigé en termes bien français [2] : « — Seigneur Don D. d'Ibarra, Dieu ayant permis que beaucoup de mes subjects soient rentrés en l'obéyssance qu'ils me doivent, comme particulièrement mon cousin le maréchal de Brissac, ma court de parlement, le prévost des marchands, eschevins, bourgeois et habitants de ma bonne ville de Paris ont faict, j'ay bien voulu à leur prière vous donner et aux troupes estrangères qui sont dans maditte ville, sauf-conduit et escorte pour vous retirer avec vos drappeaux, armes et bagages en tel lieu de seuretté que vous adviserez, ce que je leur ay promis sur l'asseurance qu'ils m'ont donnée que vous ne vous rendriez indignes de ceste grâce par aucune opposition, et sur ce je prie Dieu, Seigneur don Dyego de Ibarra, qu'il vous ayt en sa sainte garde. »

A deux heures de l'après-midi, tout était achevé; les Napolitains défilaient à la porte Saint-Denis, suivis par les Espagnols avec le duc de Feria, puis par les Wallons avec D. Diego de Ibarra. Henri IV jouissait de son triomphe : il regardait à une des fenêtres de la porte Saint-Denis ces étrangers qui s'éloignaient; il était vêtu de gris [3] et portait le chapeau noir avec une

[1] Mocenigo.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 43. Je crois que c'est la pièce originale même que reçut Ibarra.

[3] Feia dit « mezclaparda ». Je ne comprends guère ce mot.

grande plume blanche. « — Il ôta son chapeau quand je passai, dit Feria; j'ôtai aussi le mien, mais les enseignes qui étaient déployées ne firent aucun salut. » Ibarra défendit aussi à ses porte-drapeau de saluer le roi de France. « Dans tout cela, remarque-t-il, je suis ébahi que deux portes aient été livrées à l'ennemi, qu'il soit entré avec des forces si nombreuses, sans qu'il y ait eu une épée mise au vent, ni un murmure, ni un catholique armé. »

Le soir, les soldats étrangers campaient à trois lieues de Paris; ils se retiraient ensuite à Laon [1].

« La perte de Paris a tellement empiré les affaires, dit Ibarra, qu'il ne faut plus songer maintenant qu'à tirer à soi le plus de morceaux qu'on pourra. » « — Rosne est décidé à continuer la lutte, écrit Tassis avec son bon sens accoutumé quand le désordre lui est annoncé à Bruxelles [2], voilà qui est bien parler; reste à savoir ce qui leur sera nécessaire pour cela, et comment on le leur procurera, non-seulement aujourd'hui, mais dans l'avenir et toujours; et là est la difficulté. »

Le coup était si décisif en effet, que l'irascible cardinal Pellevé tomba mort en entendant annoncer sous ses fenêtres l'entrée du roi, et que la duchesse de Montpensier, l'ancienne souveraine de Paris, se présenta

1 *Relation de Feria :* « Llegamos aquella noche a un lugar tres llegas de Paris que se llama Blacmenin. »

2 Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 39, du 30 mars 1594 : « Que todo esto esta bien, pero queda por ver lo que para ello querran, y como se les podera cumplir... »

humblement au Louvre, pour exprimer à Henri IV combien elle regrettait que son frère Mayenne « ne luy ait abaissé le pont » : « — Je n'y fusse pas arrivé si matin », répondit gaiement le roi. Mais elle ne pardonna point de même à Brissac : « — Dès longtemps je le sçavois poltron, dit-elle; mais traistre, je ne le cognois que de ce jour. »

Les hommes comme Brissac sont quelquefois nécessaires, ils ne sont jamais honorés : le jour où devant lui un courtisan lui enviait sa chance d'avoir rendu Paris à son roi : « — Ventre-saint-gris, s'écria Henri IV, on ne me l'a pas rendu, à moi, on me l'a bien vendu! » Ce qui n'empêcha pas Villars-Brancas « de faire avec Rouen la même chose que Brissac avec Paris[1] », presque immédiatement. Il se fit donner trois millions et demi de livres, et le titre d'amiral de France. Villeroy, qui était, au dire d'un bon juge, « le plus habile homme de son siècle[2] », avait précédé Brissac en livrant Pontoise pour reprendre son rang de secrétaire d'État.

Entre Laon, Beauvais et La Fère se réfugiaient tous les agents espagnols, avec leurs partisans; la consternation était générale parmi eux. — Le comte de Mansfeld ne pourra rien cet été, disait Ibarra[3], son armée n'est pas payée. — La Normandie est perdue, écrivait D. Martin de Gurpide, qui venait d'être chassé de

[1] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 69. Tassis au roi, 15 avril 1594 : « Hizo con Roan lo mismo que Brissac con Paris. »
[2] Cardinal DE RETZ, *Mémoires*, t. I, p. 348.
[3] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 60.

Rouen[1]. — L'état de nos affaires en Bretagne n'est pas bon, faisait annoncer à Philippe II D. Mendo de Ledesma; il deviendra pire si on ne se hâte d'apporter des remèdes[2]. — Songer encore à se faire donner la couronne, ou même des compensations en échange, c'est se nourrir d'air et de vent; nous allons de chute en chute, faisait remarquer Tassis[3].

Mais le plus découragé de tous était le duc de Feria. Il connaissait les implacables rancunes de son maître. Ses échecs devant les États, sa surprise au milieu de Paris, sa capitulation, l'humiliaient. Il avait en outre la douleur d'avoir appris, durant cette crise, que sa femme venait de mourir à Madrid[4]; D. Juan de Idiaquez et le duc de l'Infantado avaient eu le soin touchant de lui faire annoncer avec précaution cette nouvelle par Ibarra; mais, leur répond Ibarra, « pendant que je coupais les fils qui liaient vos lettres, il en ouvrit une du comte de Chinchon qui lui apprenait le malheur, de sorte que je n'ai pu que pleurer avec lui et partager son inconsolable douleur ». Philippe II était plus clément envers les généraux malheureux qu'avec les

[1] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 74.

[2] *Ibid.*, K. 1591, p. 37. Mission du capitaine Oracio Minuci : « El estado de las cosas es no bueno y se puede temer peor si no se pone remedio. »

[3] *Ibid.*, K. 1590, p. 71 : « Seria cevarse de ayre y viento, vamos muy de cayda. »

[4] Elle était fille du duc d'Albe, n'était mariée que depuis 1581, et avait apporté cent mille ducats de dot. Voir *Cartas de Madrid*, 30 octobre 1581.

vainqueurs. Déjà il avait épargné les reproches au duc de Medina-Sidonia, après le désastre de sa grande flotte. Les revers étaient attribués par lui, non aux fautes des chefs, mais à la justice de Dieu qui l'éprouvait pour son bien ou le réprouvait pour ses péchés. Il avait en outre de l'amitié pour la mère du duc de Feria, la vieille Anglaise qui lui rappelait sa seconde femme, sa jeunesse, qui survivait presque seule près de lui, de tout son passé. Cette femme énergique exerçait une grande influence sur son fils, qui lui écrivait fréquemment de Paris; elle décida le roi à adresser à Feria une lettre de condoléances sur la mort de la jeune duchesse[1].

VI

ENCAN DES LIGUEURS.

« Les Français se portent d'un seul branle vers tout régime nouveau : l'exemple fait plus que l'intérêt; il n'y a en ce moment ville en France qui ne veuille imiter Paris[2]. » Mais les gouverneurs aimaient mieux

[1] Le duc de Feria fut envoyé de nouveau en 1610 à Paris pour complimenter Louis XIII de son avénement (K. 1593, p. 59) et continuer les négociations de son mariage avec une fille de Philippe III. Ce mariage avait déjà été proposé par le Jésuite Cotton. (*Ibid.*, p. 60.) Voir Perrens, *les Mariages espagnols*.

[2] Mocenigo, 17 avril 1594 : « Essendo questa natione portata per natura dalle cose nuove e dall'esempio d'altri con quali ha interesso di

ressembler à Brissac qu'aux échevins de Paris; ils tendaient à Henri IV les mains que Philippe II ne remplissait plus de doublons. Il fallut neuf cent mille livres pour La Chastre, six cent soixante-dix mille pour Boisdauphin, près de neuf millions pour les divers Guise et les Lorrains [1]; et quand Sully se lamentait de voir ainsi distribuer les écus parmi les pires ennemis, quand Bongars s'écriait : « — On perd plus qu'on ne gagne à les acheter; ils nous dépouillent dans notre nudité même, et il faut tirer jusqu'à notre sang »; Henri IV écrivait : « — Mon amy, vous estes une beste d'user de mesnage; s'il nous falloit prendre par la force, nous cousteroient dix fois aultant. »

Philippe II avait mieux à offrir. En voyant la France lui glisser des mains, il voulait déchiqueter les lambeaux. Par un revirement brusque, il se rattachait à la loi salique, et demandait pour sa fille les provinces qui ne dépendaient pas du droit Franc, et livrait les autres aux chefs prêts à l'aider. A lui les pays récemment acquis, Bretagne, Provence, Bourgogne [2]; le Languedoc à Joyeuse, qui écrit de Toulouse [3] : « J'ay mis dehors ceux qui pouvoient traverser nos intentions. » D'Épernon, qui s'était tenu neutre entre les partis, commence à croire qu'il pourra se tailler une souveraineté dans

comodita. Non e citta in Franza che con l'esempio dell'altre rendute al Re non habbia procurato ogni possibile per fare il medesimo. »

[1] Sully, chap. CLI.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1594, p. 1, 4, 9.

[3] *Ibid.*, K. 1596, p. 60, avril 1595.

le Limousin et la Guyenne; il a la pudeur de ne pas communiquer directement avec Philippe, mais il transmet ses propositions d'alliance à l'archiduc Ernest, qui les fait connaître à Madrid par le capitaine Serrano[1].

Mais il a pour rivaux en Guyenne Villars-Savoie, qui s'est transporté à Madrid, où il fait l'important, afin de tirer dans la confusion générale un petit royaume de Bordeaux[2]; et Lansac avec l'évêque de Comminges son frère[3], qui intriguent près des commis, se font protéger par Fray Mateo de Aguirre[4], proposent d'introduire les galères espagnoles dans la Gironde, fournissent des plans de Bordeaux, tout en trahissant au même moment Philippe II lui-même, par des lettres secrètes qu'ils font tenir à Montmorency pour rentrer par sa faveur en grâce près de Henri IV[5].

Plus le roi de France distribue d'argent, plus Philippe est obligé d'en fournir; et les libéralités de l'Espagne forcent également Henri IV à exagérer ses sacrifices. Chacun se met à l'enchère : Daillon en Poitou, Nemours dans le Forez, élèvent la voix; ils incriminent Rosne et Mayenne[6]. Philippe commence à soupçonner que ses partisans prennent l'argent des deux mains. Il se méfie surtout du duc de Mercœur, qui s'engage à lui

[1] Ms. Arch. nat., K. 1596, p. 10, décembre 1594.
[2] *Ibid.*, K, 1590, p. 113, septembre 1594.
[3] *Ibid.*, K. 1584, p. 53.
[4] *Ibid.*, p. 70.
[5] *Ibid.*, p. 108.
[6] *Ibid.*, p. 100 à 107 et 133 à 145.

conserver la Bretagne moyennant quarante mille écus d'or par mois[1]; car un certain Yves de Cormille de Coëdon l'avertit que Mercœur trompe les Espagnols et veut garder pour lui la souveraineté du pays[2].

C'est cependant vers la Bretagne que Philippe II dirige les renforts. Il avait en 1593 près de quatre mille Espagnols à Blavet, Auray et Pontivy[3]; il leur envoyait l'année suivante[4] une flotte chargée de plomb, de poudre et de biscuit : c'était assez pour contraindre Mercœur à adresser les plus humbles expressions de dévouement[5], mais trop peu pour assurer une conquête. Un capitaine Diego Brochero résume avec sagacité la situation[6] : « Tout ce que nous obtiendrons dans cette province, ce sera de perdre temps, soldats, argent, réputation; car si même nous arrivions à la conquérir, il faudrait la garder contre les habitants, qui ne veulent pas de nous, surtout après les mauvais traitements qu'ils ont subis des nôtres. »

Henri IV n'avait garde de morceler ainsi ses efforts; il s'attachait solidement à la vallée de la Seine et la dégageait de plus en plus. Mais il avait besoin de tout

[1] Ms. Arch. nat., K. 1596, p. 86.
[2] *Ibid.*, K. 1594, p. 20.
[3] *Ibid.*, K. 1580, p. 131 à 138.
[4] *Ibid.*, K. 1591, p. 159.
[5] *Ibid.*, K. 1569, p. 216. Mercœur à l'infant d'Espagne, Nantes, 22 juillet 1595.
[6] *Ibid.*, K. 1587, p. 140 : « Todo lo que se pretiende desta provincia es perder tiempo, gente, dineros y reputacion porque cuando tubiesemos toda la Bretaña conquistada... mayormente con los maltratamientos que de nosotros han recivido, sera imposible sustentarla. »

son prestige militaire pour retenir ses protestants, indignés de son abjuration. Il avait eu l'inspiration heureuse de les faire rallier par sa sœur, Catherine de Bourbon, qui venait de quitter son château de Pau et ses jolies Béarnaises, et qui était accourue près de lui au Louvre, où elle tenait une cour de protestants avec les dames de Rosny, de Rohan, de Nevers, de Montmorency [1]. Mais les femmes ne comprennent pas les complaisances religieuses : Catherine de Bourbon, malgré sa tendresse pour son frère, était tentée d'écarter les catholiques. « — Sire, disait-elle, ils veulent que je croie que notre mère est damnée. »

Henri IV, de son côté, était blessé de n'avoir pas été suivi dans sa conversion par ses principaux amis : les chefs d'opposition, quand ils arrivent au pouvoir, ont volontiers cette intolérance contre leurs anciens compagnons de lutte ; ils voudraient qu'à l'heure où l'esprit de gouvernement devient nécessaire, chacun oubliât l'esprit de combat. En outre, persévérer dans la Réforme, c'était blâmer tacitement le roi, l'accuser presque d'avoir abjuré par intérêt, lui reprocher un manque de conscience. La conscience n'était pas seule à s'indigner chez les braves cavaliers de Henri IV ; peut-être une jalousie assez excusable prenait ombrage de voir jeter tant d'écus, tous les colliers de l'Ordre, toutes les charges de cour aux ennemis qu'ils combat-

[1] Madame la comtesse D'ARMAILLÉ, *Catherine de Bourbon*, p. 185 et 300.

taient depuis tant d'années, en vendant leurs biens, en versant leur sang; les vainqueurs ruinés se voyaient forcés de contribuer encore à l'honneur et à la richesse des vaincus. La clémence eût été à peine tolérée, la générosité eût semblé maladroite, la prodigalité soulevait l'indignation: « J'en ay veu, dit Mornay [1], qui ont entrepris sur la vie, l'honneur et l'Estat du roy, sur son lict même! » Toutes les rigueurs sont contre les compagnons chagrins, les théologiens hargneux, les Gascons batailleurs.

Il fallait une nouvelle action d'éclat pour réprimer cette émeute d'amis et rallier les boudeurs. Henri IV se porta sur Laon, où les Espagnols se croyaient inattaquables. Mansfeld [2] envoya au secours de la place un convoi de vivres et de poudre, escorté par cinq cents de ses meilleurs cavaliers. Les Espagnols mirent des plumes jaunes à leurs morions pour se reconnaître dans la nuit, et poussèrent droit à la tente de Henri IV. Mais les huguenots de la cornette blanche ne laissaient pas surprendre leur vieux camarade; ils furent bientôt en selle, fondirent sur les plumes jaunes; le camp se

[1] Madame DE MORNAY, *Mémoires,* publiés par madame DE WITT, t. I, p. 378.

[2] MOCENIGO, fº 49. Lettre du 20 juin 1594 : « Et in cima del morione le piume gialle per conoscersi fra essi, si avviciruoromo fino all'allogiamento del Re, e lo havevano messo in non poco disordine, se il solito ardire delli suoi soldati non si fossero valorosamente opposti; il combattere fu dall'una e l'altra parte per molto tempo dubioso e incerto, ma in fine datosi all'armi tutto il campo, convennero li Spagnuoli ritirarsi et lasciare le vettovaglie per preda all'esercito del Re. »

réveilla, les Espagnols furent tués ou mis en fuite, et le convoi fut laissé aux assiégeants. Laon capitula [1]. Après tant d'efforts, Philippe II ne possédait plus que La Fère dans le nord de la France.

VII

NÉGOCIATIONS EN COUR DE ROME.

Une fraction notable du clergé de France s'était ralliée à Henri IV, sans attendre sa conversion [2]. Dans la cour de Rome, les cardinaux italiens souhaitaient, comme la plus grande partie de leurs compatriotes, le triomphe de l'ennemi de Philippe II; ils n'osaient toutefois se prononcer ouvertement en faveur d'un hérétique. Le Pape comprenait le danger qu'aurait fait courir à son autorité la prépondérance de Philippe II; mais il était déjà trop impuissant devant ce prince, pour oser le combattre en France. Henri IV organisa de bonne heure deux missions près du Saint-Siége, pour obtenir sa neutralité; l'une des deux était purement politique : elle comprenait le maréchal de Bouillon, le secrétaire d'État Revol, et Saint-Gouard, qui

[1] Le 22 juillet 1594.

[2] Comme les cardinaux de Gondi, de Bourbon et de Lenoncour, l'archevêque de Bourges, Renaud de Beaune; du Bec, évêque de Nantes; de Thou, de Chartres; Fumée, de Beauvais; Sourdis, de Maillezais; d'Angennes, du Mans; Clausse, de Châlons; Daillon, de Bayeux.

connaissait par sa longue résidence à Madrid les idées religieuses de Philippe II. Le cardinal de Gondi, qui partit en même temps, ne reçut pas des instructions directes de Henri IV, mais il se concerta avec les trois diplomates à Nogent, où il les rencontra [1]. Chaque mission présentait au Saint-Père une note [2] signée par le cardinal de Bourbon, le duc de Nevers, le chancelier de Chiverny, Charles de Montmorency et François d'O, au nom des « princes du sang et autres princes, ducs, pairs, chancelier, mareschaux de France, gouverneurs de provinces, gentilshommes, ecclésiastiques et tous autres tenant le parti royal », pour obtenir l'absolution du roi.

Les négociations ne pouvaient aboutir tant que Henri IV restait hérétique, les cardinaux italiens le constataient avec douleur. Aussi la nouvelle de son abjuration fit « bondir de joie l'Italie entière et tourner la cour de Rome en notre faveur [3] ». Mais ce premier enthousiasme passé, le pape Clément VIII estima que l'absolution aurait dû être accordée par lui seul, et que la cérémonie de Saint-Denis avait été faite au mépris de ses droits. Que cette susceptibilité fût fondée sur les principes de la juridiction ecclésiastique, un mémoire

[1] Ms. Arch. nat., K. 1582, p. 9. Note anglaise à Élisabeth, interceptée par les Espagnols.

[2] *Ibid.*, p. 55 et 66, octobre 1592, et Ms. Bibl. nat. 3960, f° 72.

[3] *Ibid.*, K. 1589, p. 64. Traduction espagnole de la lettre de Saint-Gouard, du 29 août 1593, interceptée par les agents de Philippe II : « Toda Italia salta de plazer, y en Roma todo se ha trocado en nuestro favor. »

de Pithou le contesta en exposant « la juste et canonique absolution du roi » par les prélats français [1]; mais on n'en était pas moins dans la nécessité de satisfaire à ce nouveau grief de Rome, et de s'avouer prêt à subir une seconde absolution. Les agents de Henri IV se succédaient au delà des monts. Un prélat, que la veuve de Henri III occupait à Rome pour obtenir la faveur de pouvoir célébrer les obsèques de son mari, prit en main les intérêts de la France, et comprit que le succès était infaillible. Ce prélat, d'Ossat, évêque de Rennes, était certainement l'homme le plus remarquable du clergé de France : il avait l'esprit large, des vues politiques, un style ferme [2]. Il encouragea le roi à ne pas exagérer les concessions : — Que risquez-vous? lui disait-il [3]; vous êtes en possession; on verra « à qui durera plus le temps, de ceux qui sont dans le fort, à couvert, à leur aise, devant un bon feu, ou de ceux qui sont dehors, derrière la haie, au vent, à la pluie, tremblant le grelot ».

Accepter le rétablissement officiel du catholicisme en France, Clément VIII sentait qu'il y était tenu en conscience. Mais il savait aussi qu'il risquait, en irritant Philippe II, de provoquer un schisme en Espagne et de mettre l'Italie en feu. Ce n'était pas qu'il tînt grand

[1] A Paris, chez Claude Montreuil et Jean Richer, 1595.

[2] *Correspondance du cardinal d'Ossat,* publiée par Amelot de la Houssaye, Paris, 1725. Le registre de cette correspondance est aux affaires étrangères.

[3] *Ibid.,* t. I, p. 378.

compte du cardinal Deza, l'ancien bourreau des Maures de Grenade, qui lui faisait connaître les volontés de Philippe [1]. Mais le duc de Sesa, l'ambassadeur espagnol [2], « voyant le Pape incliné à admettre la conversion du roi, lui déclaroit que son maître affameroit Rome, ne permettant qu'il y vînt aucuns grains de Sicile, Naples et autres siennes terres. Et au contraire remonstroit à Sa Sainteté qu'elle devoit plustost laisser ruiner la France ; qu'alors le clergé n'aura plus la force de débattre ses priviléges, comme il l'a fait, de manière que l'autorité du clergé, du Parlement, de la Sorbonne, s'en iront en fumée avec les priviléges et libertés de l'Église gallicane. »

Le Pape songea que les Turcs menaçaient Vienne, et envoya à Madrid son neveu Gian-Francesco Aldobrandini sous le prétexte d'implorer les secours de Philippe II contre les Infidèles [3], mais en réalité avec « commission de tirer du roi d'Espagne à quelles conditions il voudroit faire paix avec la France, pour les faire accorder par Henri IV avant que lui donner l'absolution [4] ».

Le nonce-neveu fut consterné de la décrépitude du roi et du délabrement de l'Espagne. Les signes de la décadence, de l'impuissance, de la ruine étaient si frappants que l'Église pouvait être rassurée : l'homme

[1] Ms. Arch. nat., K. 1594, p. 9.
[2] *Mémoires de Nevers*, t. II, p. 716.
[3] Herrera, t. III, p. 506.
[4] D'Ossat à Villeroy, t. I, p. 294, mai 1594.

qui la dominait depuis tant d'années n'était plus à craindre. Le sentiment des Espagnols loyalement catholiques était au même moment représenté près du Pape par un Jésuite espagnol qui était un érudit et un saint, le cardinal Tolet. Ce vrai chrétien méprisa les caprices de son roi pour ne voir que les intérêts de la Foi. Il montra au Pape la nécessité de rouvrir l'Église à la France. On assure qu'un autre personnage a eu aussi quelque influence : c'était un docteur français, Séraphin Olivier, auditeur de rote, bouffon de la cour pontificale. — On dira, fit-il, que Clément VII a perdu l'Angleterre par sa vivacité, et Clément VIII la France par sa timidité. — Quand ce serait le diable, dit-il encore, vous ne pouvez l'empêcher de se convertir!

Clément VIII se décida enfin à promettre l'absolution; et il régla les diverses conditions de la pénitence.

La pénitence consistait en trois points. Henri IV s'engageait premièrement à accomplir certaines cérémonies religieuses, lui et ses successeurs [1]. En second lieu, il introduisait en France les canons du concile de Trente [2]. Enfin il se soumettait à être fouetté; mais pour cette formalité, il fut autorisé à donner procuration à d'Ossat, évêque de Rennes, et à du Perron, évêque d'Évreux.

[1] Les rois de France étaient obligés depuis cette époque à dire le chapelet tous les jours, les litanies le mercredi, le rosaire le samedi, et à entendre la messe tous les jours (art. XI du traité).

[2] Cette concession fut annulée par les Parlements et ne fut exécutée qu'en 1615.

Le 17 septembre 1595, devant le Pape, qui était assis sur un trône couvert de drap d'or[1] et qu'entouraient les cardinaux, les auditeurs de rote, les clercs de la chambre, les camériers secrets, les ambassadeurs de Venise, Savoie, Ferrare, s'avancèrent, à travers une haie de vingt-quatre pénitenciers armés de baguettes, les deux prélats français. Ils se couchèrent devant les pieds du Pape. On leur donna lecture de la confession du roi de France, dans laquelle étaient reconnus ses apostasies et son péché d'avoir reçu une absolution illusoire à Saint-Denis ; on leur fit renouveler l'aveu de ces fautes, renier l'absolution de Saint-Denis, implorer la seule véritable absolution, celle du Pape. En même temps, ils déclaraient au nom de Henri IV, et comme ses mandataires, se livrer à l'Inquisition, s'offrir à la pénitence, s'engager à subir toutes les conditions qui seraient exigées. Alors, l'un des pénitenciers remit une verge au maître des cérémonies, qui la tendit au cardinal Montalte. Le cardinal porta la verge au Pape, qui la prit, et pendant que les chantres faisaient entendre le *Miserere,* les deux Français furent « battus et fouettés, chacun d'eux, à chaque verset », par le Pape [2].

[1] Voir les pièces du traité et les procès-verbaux officiels dans les *Ambassades et négociations de l'illustrissime cardinal du Perron,* Paris, Besogne, 1633, t. I, p. 283 et 322. Les faits sont fort exactement connus et indiqués par D'AUBIGNÉ, t. III, p. 431; ANQUETIL, t. III, p. 327; et surtout avec un grand luxe de détails par HERRERA, t. III, p. 509.

[2] « Procumbentibus humi eisdem Dominis Jacobo et Arnaldo procu-

Clément VIII fut si glorieux de cette scène qu'il en perpétua le souvenir par une croix qui se trouvait encore en 1875 au milieu d'une rue; la municipalité de Rome vient de la faire déposer, sur la demande de M. de Corcelles, notre ambassadeur, à l'église Saint-Louis des Français. Chez les Espagnols, ce fut un délire : leurs historiens ne négligent aucun détail dans cette grotesque humiliation d'un ennemi.

ratoribus ante pedes suæ Sanctitatis in plano solii Pontificalis, illustrissimus et reverendissimus D. Alexander cardinalis Montaltus exhibuit in manibus ejusdem nostri Papæ virgam quam Paulus magister ceremoniarum ab uno ex supradictis Pœnitentiariis habitam porrexerat et dum cantores cantabant psalmum *Miserere,* D. N. Papa in singulo versiculo dicti psalmi verberabat et percutiebat humeros predictorum et cujuslibet ipsorum cum virga prædicta quam præ manibus habebat. »

CHAPITRE VI.

GUERRE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.

1595-1597.

Combat de Fontaine-Française. — Siége de La Fère. — Siége d'Amiens.

I

COMBAT DE FONTAINE-FRANÇAISE.

Depuis la campagne de Normandie, chaque année consolidait le pouvoir de Henri IV : en 1592, il avait repoussé de France la dernière armée de Farnèse; en 1593, il avait forcé la Ligue à accepter la trêve, et avait rallié les catholiques par son abjuration; en 1594, il avait gagné Paris et les vallées de la Seine et de la Loire. Maintenant il est bien le roi de France. Il peut renoncer à la fiction qui simule une paix apparente avec l'Espagne, tandis que les deux peuples se déchirent dans des luttes acharnées; il ne s'égare pas dans la politique de Catherine de Médici, qui envoyait des lettres de tendresse à Philippe en cherchant à lui nuire en France, en Flandre, aux Açores. Il préfère déclarer franchement la guerre, le 16 janvier 1595.

Cet acte officiel ne le détache pas seulement d'une

situation fausse, il contraint tous les gouverneurs de place ou à se soumettre ou à s'avouer Espagnols : on n'a plus désormais ni parti ni prétexte entre Henri IV et Philippe II.

L'année 1595 va être consacrée à défendre le pays contre deux armées espagnoles; les succès de l'année 1596 vont permettre de croire que la lutte est achevée ; mais l'accident d'Amiens forcera Henri IV à recommencer une nouvelle campagne, et seulement alors on pourra penser à la paix.

Depuis longtemps la France n'avait plus d'alliés. Élisabeth préparait, à la vérité, une diversion en Espagne; mais cette armée, qui devait ruiner et décourager Philippe II, ne put exercer une influence immédiate sur le sort de la campagne de France. Les Allemands écartaient les envoyés français sans leur rien accorder [1]; le calviniste Ancel, qui se donnait beaucoup de mouvement près des luthériens allemands, se montrait inférieur aux autres diplomates français de cette époque [2]. Venise [3] et la Toscane redoutaient trop le voisinage des régiments de Philippe II en Italie pour envoyer autre chose que des ambassadeurs et des deniers prêtés à gros intérêt.

Le duc de Lorraine aurait bien souhaité ne pas se

[1] Mission de Philippe de Fresnes, sire de Canaye.

[2] Mission d'Ancel. Voir sur ce brouillon MOTLEY, t. III, p. 411 et 417; DE THOU, l. CXVIII; et Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 122.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 115.

compromettre non plus. Sa fille, la duchesse de Toscane [1], avait négocié sa réconciliation avec la France [2]; il avait fort bien encaissé les écus de Henri IV, et il comptait rester neutre au milieu des hostilités; mais il ne put retenir l'impatience de ses gentilshommes. Les *chevaux de Lorraine* trouvaient que leur honneur n'était pas complet tant qu'ils ne se seraient pas signalés à côté de la cornette blanche. Un rang dans les escadrons légendaires de Henri IV, c'était la gloire vraie. Leur duc n'osa leur refuser cette fête. Dès que sa permission fut arrachée, les seigneurs lorrains, sous les ordres de Tremblecour et de d'Haussonville, accoururent en France. Le duc de Lorraine, craintif et envieux, se vengera sur Tremblecour.

Le renfort de ces épées qui délaissaient les Guise dégénérés pour se rallier au roi des braves, était précieux en cet instant, car Mayenne introduisait en Bourgogne une armée espagnole, et nouait des liens avec des ligueurs pour livrer Lyon [3] à Philippe II.

Sans renoncer à renouveler une attaque par le Nord, Philippe II venait de rassembler les garnisons d'Italie et de Sicile en une forte armée que commandait le gouverneur du Milanais, D. Juan Hernandez de Velasco, duc de Frias et connétable de Castille. Il lui avait adjoint pour guides Mayenne, Fray Mateo de

[1] Christine, fille de Charles III et de Claude de France, née en 1565, mariée en 1583, morte en 1637.

[2] La Huguerye, *Mémoires*, t. III, p. 363.

[3] Herrera, t. III, p. 489.

Aguirre et D. Bernardino de Mendoza, l'infatigable aveugle du siége de Paris [1].

Mais tandis que ces troupes s'organisaient à Besançon pour leur marche sur Lyon, Tremblecour vint les défier audacieusement en enlevant Vesoul sous leurs yeux. Cette témérité était nécessaire. Henri IV n'avait pas d'armée; quelques jours de répit lui laissaient le temps d'accourir avec sa cavalerie.

Le prudent duc de Frias crut nécessaire de reprendre Vesoul; il fut harcelé dans sa marche par d'Haussonville, perdit un temps précieux sous les murs de Vesoul, resserra dans la citadelle les Lorrains de Tremblecour. Ceux-ci, après être restés trois jours sans une goutte d'eau, durent capituler. Mais l'invasion était retardée [2], l'élan rompu. Henri IV accourait de Troyes avec quelques centaines de chevaux.

Sa présence fut annoncée par un coup qui semble avoir paralysé le duc de Frias : « — Nous entendismes, écrit à Philippe II le secrétaire du duc de Mayenne [3], tirer force coups de canon du costé de Dijon, qui faisoit soupçonner que la ville s'estoit révoltée. Sur la minuict il arriva un homme envoyé du vicomte de Tavanes qui

[1] La présence de ces deux derniers n'est connue, je crois, que par la relation de Pélissier à Philippe II, relation qui ne semble pas avoir été consultée de quantité de personnes. Ms. Arch. nat., K. 1598, p. 86 et 88.

[2] Bongars à Camerarius, p. 364 : « Nos Aussonvillæ et Tremblecurtio plurimum debere qui molem illam veluti disrupuerint. »

[3] Ms. Arch. nat., K. 1598, p. 88 et 86, mars 1596, Mayenne à Philippe II, long rapport sur les événements, porté par Pélissier.

asseura qu'il estoit vray et que l'on y avoit faict entrer le mareschal de Biron avec telle confusion et précipitation que les habitants n'avoient pris loisir d'asseurer leurs vies et biens par une capitulation, et qu'il avoit esté contraint de se retirer à Talan, forteresse à la portée d'un coup de canon de là. »

Entre Dijon, qui était insuffisamment occupée, Tavanes, qui tenait Talan, l'armée espagnole, qui se massait à Gray, Henri IV était fort compromis avec ses cinq ou six cents chevaux. Il se souvint du combat d'Aumale, résolut de souhaiter la bienvenue aux Lorrains en renouvelant cette prouesse. Il se rapprocha du duc de Frias pour « amuser l'armée [1] ». Il emmenait cent soixante chevaux; d'Haussonville le rejoignit avec une centaine; Biron restait avec trois cents dans Dijon.

L'avant-garde des Français était dirigée par le marquis de Mirebeau, qui se trouvait sur les terres de son père. Il logea le roi à Fontaine-Française, « qui est aussi à son père [2] » ; le duc de Frias, qui s'avançait vers Dijon, s'arrêta devant ces cavaliers, mit son armée en bataille. Mayenne demandait que l'on continuât la marche sur Dijon; « mais ce ne fut l'opinion de M. le connétable de Castille ni de don Olivarez, mareschal de camp ». Tous trois ignoraient la présence de Henri IV, « car si on l'eust sceu, faisant marcher

[1] D'Aubigné, t. III, p. 352.
[2] *Relation de Mayenne.* Il appelle le lieu Fontaine-Château.

toute la cavalerie de l'armée, il ne pouvoit eschapper d'estre mort ou prins [1] ». Quatre cents cavaliers italiens furent détachés contre le marquis de Mirebeau, mais ils furent ramenés par d'Haussonville. Puis le roi, appelant ses gentilshommes « par leurs noms », s'élança sur l'infanterie espagnole et vint dégager d'Haussonville; La Trémouille, avec les derniers chevaux, porta secours au roi. Pendant ces charges successives, le temps s'écoulait, les Espagnols s'étonnaient de cette ténacité des cavaliers et les croyaient soutenus par une armée; bientôt Biron arrive de Dijon avec quelques hommes d'armes, fournit sa charge à son tour, est blessé. « Sur quoy Monsieur le Connestable de Castille résolut de ramener l'armée à Gray, sans passer plus avant. » — Passez au moins la nuit sur le champ de bataille, disait Mayenne; « au moins pour la réputation de l'armée, séjournez demain au même logis » !

Prodigieuse puissance de l'audace, comme à Aumale, l'armée s'arrête, recule, disparaît devant une poignée de chevaux; et le lendemain Henri IV « retourna en mesme équipage et se promena au lieu où s'estoit faict le combat, de sorte que si l'armée eust marché ce jour vers Dijon, il se mettoit en mesme péril que le jour précédent [2] ». Ainsi d'Haussonville et les Lorrains eurent la fête qu'ils avaient demandée; ils purent caracoler sous le feu d'une armée à côté de La Trémouille

[1] *Relation de Mayenne.*
[2] *Relation de Mayenne.*

et de Biron, se laisser emporter dans l'ivresse française.

Par de pareilles aventures, Henri IV n'obtenait pas seulement de faire croire qu'il avait une armée, il en créait une. Quel soldat aurait hésité à rejoindre un pareil chef? Tavanes lui-même, le lieutenant de Mayenne en Bourgogne, témoin dans son château de Talan de ce combat de Fontaine-Française, ne put résister davantage à la séduction : il oublia Mayenne, la Ligue; il se jeta dans les bras du héros qu'il avait vu humer, « à face ouverte »,

Des bataillons croisés la poudre et la fumée [1].

Le duc de Lorraine fut insensible à l'honneur de cette journée qui sauvait la Bourgogne. Il rappela ses gentilshommes. Il résolut de faire expier leur gloire à l'un d'eux. Une nuit, il fit cerner le couvent des Dames de Remiremont, où Tremblecour se trouvait près d'une de ses parentes; les archers menacèrent de brûler la maison s'il ne sortait; il descendit, apprit qu'il allait mourir, demanda un prêtre, puis tout à coup renversa ceux qui le tenaient, sauta par-dessus une haie, s'élança dans la Moselle. Tandis qu'il nageait, les archers du duc le tuèrent à coups d'arquebuse [2].

Mais dans le Nord, les soldats de Philippe II étaient conduits par le maréchal de Rosne et le comte de

[1] D'AUBIGNÉ. Sur le rôle de Jean de Tavanes à Dijon, voir le remarquable livre de M. PINGAUD, *les Saulx-Tavanes*, p. 159 à 168.
[2] *Correspondance de Bongars*, p. 37 et 436.

Fuentes; aussi la fortune de la guerre se tournait contre Henri IV.

Fuentes, déjà vieux [1] quand il se vit investi par la mort de l'archiduc Ernest du gouvernement des Pays-Bas, était le neveu et l'élève du duc d'Albe [2]. Il avait encore à ce moment toute sa vigueur, la taille haute et droite, la figure martiale; il se montrait sévère sur la discipline, plein d'orgueil [3]; il aimait le faste : il savait, comme le duc d'Albe, retenir les téméraires, et ne rien abandonner au hasard. Dès que sa main vigoureuse fit sentir le commandement, les séditions militaires se calmèrent, une armée de vétérans se trouva prête sur la frontière, les fonds de la solde arriérée furent avancés par les banquiers.

Pendant que Henri IV était retenu en Bourgogne, Fuentes et Rosne s'avancèrent en Picardie, au prin-

[1] Il avait soixante-dix ans en 1595, au moment de sa campagne de France. Voir à l'Appendice biographique la curieuse confusion faite même par des Espagnols entre le comte de Fuentes, né en 1525, et le comte de Fontaine, tué à Rocroy en 1643.

[2] Sa mère, D. Catalina de Toledo, était la nièce du duc d'Albe. MOTLEY, *the United Netherland,* le peint avec sévérité. Je crois, avec M. Alejandro LLORENTE (*Comentarios de Villalobos,* Bibl. nat., Z. 450, Préface, p. 19), que le portrait le plus exact est celui du cardinal Bentivoglio, qui le représente dans son *Diario*, à cette époque : « Muy entrado en años, pero los llevaba con vigor... de alta estatura, con rostro militar... hasta rigido, mas bien cauto que osado, con igual altivez y fastuosidad. »

[3] Une épigramme, Ms. Bibl. nat. français 3960, f° 74, fait allusion à son orgueil :

Quand ce brave Espagnol que tant on vante icy
Voulut comme en triomphe arriver à Nancy...

temps de 1595. Ils investirent Doullens avec une armée de sept ou huit mille vétérans.

Turenne, qui commandait sur cette frontière, appela à lui Villars-Brancas, le nouvel amiral; Belin, l'ancien gouverneur de Paris; tous les gouverneurs des villes de Normandie, avec la cavalerie des garnisons, et il s'avança à marches rapides. Il avait environ quinze cents cavaliers et deux mille fantassins [1].

Les capitaines espagnols furent tous d'avis de lever le siége; Fuentes préféra le conseil de La Motte; il attendit les Français dans ses lignes. Cette même nuit, La Motte fut tué en plaçant une batterie. Bientôt apparaît la cavalerie de Turenne. Elle est fatiguée par une longue course; mais Turenne et Villars, qui croient les Espagnols peu nombreux, qui les voient se retirer dans leurs retranchements et se couvrir de leurs chariots, n'hésitent pas, « avec la présomption française [2] », à se lancer au galop sur l'ennemi : ils laissent en arrière leur infanterie, culbutent les cavaliers espa-

[1] Les récits de cette campagne sont très-différents en Espagne et en France. Mais les historiens français n'ont jamais été heureux avec le comte de Fuentes. Je crois qu'il faut suivre COLOMA, *Guerra de los Paises-Bajos*, p. 111 et suiv. Coloma commandait la moitié de la cavalerie espagnole; son récit concorde avec la lettre de Fuentes, avec VILLALOBOS, *Comentarios*, qui fut blessé dans la bataille, et avec CARNERO, *Guerra civil de Flandes*, qui a connu tous les officiers espagnols. DE THOU est le seul Français de cette époque qui donne à cette bataille son importance réelle; il mentionne le rôle de Rosne que les Espagnols ont omis à tort.

[2] VILLALOBOS, p. 63 : « Con el orgullo frances... » « Cansados y pasmados de lo mucho que habian corrido. »

gnols qui veulent les arrêter, pénètrent au milieu des lignes, et jusqu'à « la bouche des mousquets » ; là, l'infanterie de Fuentes leur fait « une salve qui fait paraître tout un enfer de flammes au milieu des blés » ; elle en couche à terre une centaine qui roulent, hommes et chevaux ; les Français s'arrêtent, tourbillonnent sous la fusillade, veulent fuir ; mais leurs chevaux, épuisés par cette charge à grande distance, n'ont plus de souffle. C'est à ce moment que reviennent sur eux les cavaliers espagnols ; en un instant, c'est une déroute. Sept cents Français sont tués ; parmi eux, presque tous les gouverneurs des petites places de Normandie ; Belin est fait prisonnier avec quelques autres ; l'amiral Villars, qui avait une armure dorée, un panache blanc et les rubans de madame de Cimier, tombe de cheval, la cuisse brisée : il s'entend disputer comme riche proie par quatre soldats, et ne peut les empêcher d'en venir aux mains, tout en leur criant en excellent castillan que la prise est assez belle pour quatre, lorsque survient le contrôleur Contreras, qui punit cette querelle devant l'ennemi en faisant casser la tête par son page à Villars, l'objet du litige. L'infanterie française perd courage en voyant Turenne qui s'éloigne avec ses cavaliers ; elle se laisse tuer, et des deux mille, « il n'en resta pas un pour porter la nouvelle [1] ». « — Toute leur infanterie a été taillée en pièces, écrit Fuentes à Philippe II ; je ne pense pas y avoir perdu cinq ou six

[2] VILLALOBOS, p. 63 : « Ninguno quedo para llevar la nueva. »

hommes, et peu de blessés [1]. » « — Et voilà ce que fut la bataille de Doullens, raconte un de ses capitaines [2]; les écrivains français ont soin d'en faire à peine mention, et ce fut le lundi veille de la fête de Saint-Jacques, patron des soldats espagnols; l'intervention de l'un et la valeur des autres ont décidé la victoire. »

Doullens continua sa résistance, mais fut enlevée d'assaut et livrée au pillage « avec la cruauté habituelle en semblables occasions, dit doucereusement le capitaine espagnol, mais non pas avec tous les excès que nous ont reprochés les Français; on n'alla pas jusqu'à tuer les femmes et les enfants, on a égorgé seulement deux mille cinq cents soldats et un peu plus de seize cents habitants; mais qu'y faire? S'il y en avait moins eu, on en aurait moins tué [3]. » Quelques chefs furent gardés comme captifs : leurs rançons et celles des prisonniers de la bataille précédente s'élevèrent à plus de deux cent mille ducats; « on aurait eu le double si on n'avait pas eu le malheur de tuer l'amiral ». Fuentes fit aussitôt investir Cambray par l'infanterie de D. Agustin Mexia.

Balagny, qui avait reçu Cambray de François de Valois, avait gardé la ville en se faisant croire nécessaire à Henri III, aux Guise, aux Espagnols. Il recevait d'Alexandre Farnèse, par l'intermédiaire de Jasc,

[1] Le 24 juillet 1595. *Comm. roy. hist. Belgique,* t. V, p. 224.
[2] Coloma.
[3] « Habiendo muchos no podian morir pocos. »

de Valenciennes, deux mille écus par mois « pour ayder à entretenir sa garnison [1] ». Mais on lui reprochait de mettre les écus dans ses caves et de n'avoir d'autre garnison que des Suisses nourris chez les bourgeois. Le pouvoir appartenait en réalité à la femme de Balagny, l'altière Renée de Clermont, qui se plaisait à se faire aduler par les femmes de la ville. Elle fut séduite comme les autres par le prestige de Henri IV, et décida son mari à quitter le parti de l'Espagne, moyennant une bonne pension de trente mille écus et le titre de maréchal de France. Henri IV paya fidèlement la pension, mais les Balagny ne crurent pas nécessaire de dépenser cet argent, ils se fièrent aux bourgeois du soin de les défendre. Les bourgeois s'irritaient des humiliations que leur souveraine faisait subir à leurs femmes : leur indignation fut assez prudente pour se manifester seulement quand Rosne et Fuentes établirent des batteries devant les remparts de Cambray [2]. Ils s'attroupèrent dans les rues, corrompirent les Suisses de Balagny [3] et firent signe aux Espagnols d'approcher. Pendant ce temps, Balagny prenait lâchement la fuite. Sa femme échevelée courait les rues, haranguait les bourgeois, promettait de leur partager le trésor amassé dans ses caveaux, faisait appel aux femmes; tout à coup elle apprend que les Suisses vien-

[1] Ms. Bibl. nat., fonds espagnol 168, f° 165.
[2] Coloma. Voir aussi Ms. Bibl. nat. français 11603.
[3] Bongars : « Factum id proditione civium et Helvetiorum quos cives corruperant. »

nent d'ouvrir à Fuentes la porte Saint-Sépulcre; alors, « telle était la force d'âme de cette femme héroïque[1] », qu'elle exhala en quelques paroles son mépris pour le mari qui l'avait abandonnée, poussa un cri, tomba sur le pavé : elle était morte.

Cambray resta aux Espagnols jusqu'en 1677, et participa à la misère de toutes les villes qui rentrèrent sous ce joug. Balagny oublia sa fière Renée de Clermont, et épousa Diane, sœur de Gabrielle d'Estrées, galante comme elle[2].

Mais en rentrant à Bruxelles après cette glorieuse campagne, Fuentes apprit qu'il avait un successeur. Philippe II le remplaçait par le cardinal-archiduc Albert, archevêque de Tolède, le troisième des frères autrichiens que l'on voyait en Flandre. Il apporta des fonds, les derniers ducats de Philippe II; il fut suivi par les débris de l'armée vaincue en Bourgogne, environ soixante-dix enseignes que commandait le mestre de camp D. Manuel de Vega[3]. Il prépara une nouvelle campagne pendant que Fuentes se retirait en Italie.

[1] Coloma : « Tal era la fuerza de animo de aquella mujer gentil. »

[2] Diane Babou de la Bourdaisière. On sait que la mère et les filles avaient la même réputation et le même luxe dans leurs soins de toilette. Balagny mourut en 1603.

[3] Villalobos, *Comentarios*, p. 125.

II

SIÉGE DE LA FÈRE.

La pire conséquence de la défaite de Doullens et de la perte de Cambray était de rendre l'espoir aux ligueurs obstinés, de faire hausser les prix par ceux qui se marchandaient encore, et de donner des regrets à ceux qui s'étaient soumis. Jean de Tavanes se repentait déjà de son enthousiasme pour le vainqueur de Fontaine-Française, et envoyait à Philippe II Gilbert de Hauteroche [1], pour renier à la fois Henri IV et Mayenne dans une lettre de sa plume vigoureuse : « La religion est perdue en France par ambition précipitée : les princes de Lorraine, comme si le royaume de France eust été à eux, le vouloient tous posséder. Qu'il playse à Sa Majesté se souvenir que la noblesse du roy de Navarre ne l'accompagne que troys mois ; renforçant sur la fin son armée, Elle peut deffaire son ennemy. » Son agent évite à Madrid Pélissier, l'agent de Mayenne, qui le dénonce [2] comme vendu déjà à Henri IV. Tavanes voudrait vingt-cinq mille écus d'or, et une garantie contre la confiscation de ses biens, et quatre mille écus par mois ; le duc d'Épernon et Mayenne, au même

[1] Ms. Arch. nat., K. 1598, p. 81 ; mars 1596.
[2] *Ibid.*, p. 83 et 88.

moment [1], en demandent bien
il n'y en a plus. Philippe est au
de faim son armée de Bretagn
attristé et inconsolable, écrit
Ledesma, que le doit être un
avec son honneur, et qui se v
sance et la misère. »

Rien à envoyer en France, ri
à cause d'un décret nouveau co
res, décret qui annulait leurs
prêtées au roi, ce qui ne fut n
l'opinion, ni démontré opportu
on finit par reconnaître qu'auc
être aussi favorable aux ennem
ne sauve pas les finances : l'Esp
s'en assurer, d'en continuer l'
sieurs siècles.

Le duc de Guise devina cett
mission à la France. Il prouva
la ville de Marseille aux ligueu
contre les galères de Doria [4];
geois Cazot, qui avait voulu int
Philippe II.

Le duc de Mayenne, privé c
déconsidéré, abandonné, invo

[1] Ms. Arch. nat., K. 1598, p. 93 à 99
[2] *Ibid.*, p. 123, du 2 juin 1596.
[3] Herrera, t. III, p. 667.
[4] D'Aubigné, t. III, p. 376.

Gabrielle d'Estrées et se fit présenter par elle à Henri IV; ses beaux-fils, Villars-Savoie et Montpezat, firent à leur tour un accommodement. L'imprenable ville de La Fère était étroitement bloquée par Henri IV. Son héroïque gouverneur, D. Alvaro Ossorio, vit épuiser ses provisions; il annonça [1] qu'il était réduit aux dernières extrémités; le billet fut saisi : nous le voyons encore tout froissé des plis qui le dissimulaient dans les vêtements du porteur. Les Espagnols se défendirent encore sept semaines, mais ne furent pas secourus et durent capituler [2].

Mais ce n'était pas sans compensation que Rosne et D. Agustin Mexia renonçaient à sauver La Fère; laissant Henri IV s'acharner contre les assiégés héroïques, ils promenèrent au milieu de leur armée leur ridicule cardinal-archiduc et se présentèrent devant Ardres.

Ardres était défendue par Belin, l'ancien ligueur, qui avait été fait prisonnier à la bataille de Doullens; il venait de payer sa rançon, il se voyait investi de nouveau, il se hâta de capituler pour n'avoir pas à débourser une nouvelle rançon.

Ce succès facile donna du cœur au cardinal-archiduc et le décida à suivre docilement les projets audacieux de Rosne, qui se précipita subitement sur Calais.

Calais n'essaya pas de se défendre. Tandis que la

[1] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 183, f° 91, le 5 avril 1596.
[2] Le 22 mai 1596.

garnison se retranchait dans la citadelle, les magasins du port, les maisons des bourgeois, les navires mêmes furent vidés. Depuis dix ans, les soldats espagnols n'avaient eu pareille chance; quelques-uns gagnèrent jusqu'à huit mille ducats [1].

En ce moment se passa un événement bien curieux. Pendant le pillage, entrent dans la citadelle, à marée basse, trois cents des fameux cavaliers de Henri IV. Ce sont les héros du combat d'Aumale, les propres compagnons de ceux qui sont à Fontaine-Française. Pas un seul de ces trois cents « qui, sur un clin d'œil, n'eust laissé le pourpoint pour se couper la gorge avec les plus mauvais garçons [2] ». Ils sont commandés par Matelet, « esprit et cœur ferrés ». Mais l'âme de Henri IV ne les anime plus. Ils ne savent même pas défendre une brèche : ils capitulent; Calais est perdue en douze jours.

Cet épisode achève d'expliquer à quel degré Henri IV unissait les dons, les qualités et les défauts nécessaires. Les défauts étaient nécessaires comme le reste. Pour être le chef de ces hommes ombrageux et impressionnables, il fallait être téméraire jusqu'à jouer la France sur un coup d'épée; « bon compagnon » jusqu'à risquer le respect; dominateur par tempérament; élégant par instinct; toujours confiant et souriant. Où n'est

[1] HERRERA, t. III, p. 611.

[2] D'AUBIGNÉ. Voir sur cette campagne le *Discours véritable de la signalée et miraculeuse prinse de la ville et chasteau de Calais...* Bruxelles, Rutger Velpius, à l'Aigle d'or, 1596.

pas le roi, tout se perd; ils le disent eux-mêmes[1].

Guines et le Catelet tombent après Calais; le gouverneur de Ham, M. de Mouy-Gomeron, vend sa ville pour vingt-cinq mille écus; mais les Espagnols lui tranchent la tête quand il réclame son salaire[2].

Pendant ces conquêtes, Maurice d'Orange profitait de l'absence des vieux régiments espagnols pour se fortifier en Hollande. Aussi l'archiduc Albert, au lieu de poursuivre ses succès en France, comme le voulait Rosne, exigea que l'armée fût ramenée aux Pays-Bas, dès le milieu d'août, et perdit le reste de l'année à s'épuiser dans le siége d'Hulst, qui ruina son armée, et où Rosne fut tué d'un coup de canon. Peu de temps après, Maurice acheva de détruire par sa victoire d'Herenthal les forces espagnoles dans le Nord.

III

SIÉGE D'AMIENS.

Henri IV se préparait à attaquer Arras et venait d'accumuler dans Amiens des vivres, des munitions et un parc de siége; mais il n'avait pu obtenir des bourgeois l'autorisation d'introduire une garnison dans la

[1] Bongars au médecin du prince d'Anhalt, p. 30 : « Quo absente nihil nobis feliciter cedere. »
[2] D'Ossat à Villeroy, t. I, p. 528.

ville. — Nous saurons bien nous défendre nous-mêmes, avaient dit les gens d'Amiens. L'un d'eux, Mumolin, entra en relation avec D. Hernan Tello Portocarrero, gouverneur de Milan et de Doullens; il lui persuada de profiter, pour prendre la ville, de l'absence de Henri IV, qui était retenu à Rouen par les chicanes fiscales du parlement de Normandie.

Hernan Tello, soldat de fortune, petit de taille, bien fait, aimait à gagner[1]. Il était un type remarquable de l'homme de guerre de l'Espagne, hardi, prévoyant, incapable de se lasser ni de fléchir. Voilà ceux que Philippe II aurait dû préférer aux Diego de Chaves, aux Rodrigo Vasquez, aux Chinchon; si, au lieu de s'environner d'illuminés et d'intrigants, il avait compris le vrai génie de sa nation, s'il avait tendu la main aux héros qui remplissaient ses armées, la destinée de l'Espagne aurait changé. Mais tous les hommes généreux se faisaient tuer, tandis que les cœurs bas, les cerveaux étroits, les lâches et les envieux assuraient leur domination sur leur pays.

Le stratagème employé contre Amiens ressemble à celui de François de Valois contre Anvers. Hernan Tello embusque un jour de marché[2] quelques hommes sur le chemin qui mène à la porte Montrecu; on enlève les paysans qui passent, on les déshabille; des soldats

[1] VILLALOBOS, *Comentarios*, p. 81. Il était né à Toro, en Castille vieille : « Bien hecho, algo castaña de barba, amigo de tener. »
[2] Le 11 mars 1597.

couverts de leurs blouses, « costume du pays, fort commode pour cacher les pistolets[1] », s'avancent sur le pont-levis en poussant les ânes et les charrettes de noix qu'ils viennent de dérober; on s'entasse sous la porte, des sacs de noix roulent, s'éventrent; les bourgeois du poste se mettent à rire, à ramasser les noix, à railler les faux paysans; ceux-ci se fâchent, prolongent la querelle; des Espagnols arrivent de minute en minute, tuent le poste, entrent en ville.

Hernan Tello avait à peine quinze cents hommes sous la main; il ne prit ni un meuble ni un écu; il s'occupa de retrancher sa petite garnison, de saisir pour le roi les canons, les munitions, les approvisionnements qui étaient entassés dans Amiens; puis il laissa ses soldats piller paisiblement les bourgeois, « et il n'était soldat qui n'eût trois ou quatre maisons à saccager[2] », et sans se contenter de ce qui se pouvait enlever, on mettait à rançon les habitants, « tant chanoines et autres ecclésiastiques que laïcs[3] ».

Aussitôt des volontaires accoururent de tous les régiments, de toutes les garnisons, pour avoir leur part d'une si riche proie : en quelques jours, Hernan Tello eut plus de quatre mille hommes sous ses ordres, avec leurs valets, qu'il occupa immédiatement à réparer les

[1] Les relations officielles conservées aux archives de Simancas sont publiées au tome VI des *Libros de Antaño,* Préface, p. 97.
[2] Villalobos, *Comentarios,* p. 222.
[3] Le Petit, *Chronique de Hollande,* p. 674.

fortifications; avec sang-froid et fermeté, il se disposa à soutenir un siége.

L'effet de ce coup de main fut prodigieux. Toute l'Europe tourna les yeux vers Amiens : les vieux ligueurs tressaillirent à la pensée de se vendre encore une fois; le parlement de Paris se reprit à faire l'important, « comme ces fous d'Amiens, disait Henri IV, qui m'ont refusé deux mille escus et en ont donné un million à l'ennemi ».

Henri IV est obligé de perdre une année entière, une année de notre vie nationale, pour réparer ce désastre. Peu d'hommes ont eu, comme lui, autant de chances contraires qui venaient détruire en un moment les résultats acquis, les projets préparés, les savantes combinaisons d'un génie indomptable. Cette fois il avait complété la France, et soudain, par la vanité de bourgeois poltrons, tout branle sous sa main. Il est un instant découragé : « Je m'en irai en Flandre me faire donner quelque coup de pistolet par la teste. » Puis il voit arriver ses vieux cavaliers : l'instinct militaire l'entraîne à nouveau; il se porte avec sa cour sur Amiens. La canonnade commence.

Deux soldats espagnols, « fort ingénieux à faire des artifices de feu », inventèrent des boulets creux en cuivre qu'ils remplissaient d'étoupe imprégnée de matières inflammables, qu'ils lançaient par des mortiers; ces boulets brillaient en l'air « comme des comètes », et, en tombant, illuminaient le sol de manière à

permettre la nuit le pointage des pièces, « à la grande joie des assiégés qui poussaient des cris d'allégresse [1] ».

Cette crise semblait suprême dans les deux camps; on eût dit que les conditions de la paix se disputaient sous les remparts d'Amiens. La paix était déjà dans tous les esprits; les anciens droits de la guerre étaient si bien oubliés, que Hernan Tello invitait les belles Picardes à des repas et à des bals dans Amiens : les soldats du régiment de D. Agustin Mexia jouaient devant elles la comédie des *Amours de l'infante Célime,* leur vendaient à bas prix les parures des bourgeoises d'Amiens, leur faisaient entendre des violons; « les plus belles parmi ces femmes du pays étaient les filles de la comtesse de Bonnivet [2] ». Mais la canonnade n'est pas interrompue par ces galanteries : les boulets enlèvent d'abord Saint-Luc, grand maître de l'artillerie de France, puis le brave Hernan Tello. Bientôt approche une armée espagnole de secours.

Cette armée est encore commandée par l'archiduc Albert, mais elle n'a plus Rosne, ni D. Agustin Mexia. Elle s'arrête à Vignancourt devant la cavalerie de Henri IV; puis, après deux jours d'hésitation, elle approche jusqu'à une lieue d'Amiens. Les Français parlent de cet événement comme d'un banquet : « Le premier plat estoit de sept mille Espagnols naturels [3] »,

[1] Villalobos, *Comentarios,* p. 287.
[2] Villalobos.
[3] D'Aubigné, t. III, p. 393, le 15 septembre 1597.

qui s'avancent sur la porte de Hotoi en faisant retirer les Français « avec une si rude façon, que plusieurs eussent appelé fuite cette retraite ». La cavalerie espagnole, commandée par Contreras, le meurtrier de Villars, pénètre jusqu'aux tranchées. Les canons se tournent contre elle ; à ce bruit, l'archiduc Albert est saisi d'une peur subite : il ordonne la retraite avant d'avoir perdu une centaine d'hommes [1]. « — Ne coupez pas le fil à la victoire! » lui crient ses colonels. « — Nous n'avons plus de vivres pour l'armée », répondent ses commis [2]. Et au moment où les valeureux Espagnols étaient vainqueurs, l'Autrichien les ramène en arrière, puis se retire honteusement en Flandre.

Ce fut une rage chez les assiégés (*desesperacion rabiosa*), quand ils virent cette armée espérée si longtemps, presque touchée, reculer sans cause, disparaître. Ils se serraient les mains en jurant de se faire tuer ; mais la canonnade, la famine, les épidémies avaient réduit leur nombre de manière à rendre la défense impossible. Les quatorze cents survivants, avec huit cents blessés, défilèrent quelques jours après devant Henri IV, qui, couvert de plumes blanches, vêtu de satin argenté, se fit nommer les capitaines à mesure qu'ils sortaient d'Amiens, les complimenta de leur vaillance et leur fit honneur de leur belle conduite dans la place.

[1] Relations officielles des archives de Simancas, t. VI des *Libros de Antaño*, p. 109 : « Eran bien pocos. »

[2] *Ibid.*, p. 106 : « Por no cortar el hilo a la Victoria... » « La hambre con que ya se hallava el exercito. »

CHAPITRE VII.

LES ANGLAIS EN ANDALOUSIE.

1595-1596.

Croisières anglaises. — Préparatifs d'une grande expédition. — Sac de Cadiz.

I

CROISIÈRES ANGLAISES.

Les négociants espagnols étaient ruinés, non-seulement dans leurs comptoirs par les banqueroutes de Philippe II, mais en même temps sur mer par les corsaires anglais. Des corporations se fondaient à Londres pour régulariser la récolte sur l'Océan et concerter méthodiquement les expéditions : les actionnaires ne touchaient pas toujours de riches parts, les équipages étaient quelquefois détruits; mais même quand Londres ne s'enrichissait pas, Séville et Cadiz se ruinaient. En 1593, le comte de Cumberland avait ravagé la Trinité et la Havane; l'année suivante, Richard Hawkins dévasta le Pérou, mais fut fait prisonnier et envoyé en Castille, où il resta enfermé jusqu'au règne

suivant. Son père, John Hawkins, et Francis Drake reprirent la mer pour le venger, en 1595. Mais ils furent repoussés de Puerto Rico par l'artillerie espagnole; de Cuba, par la tempête [1]. Ils voulurent traverser l'isthme de Darien à pied, rencontrèrent la fièvre jaune ; Hawkins succomba le premier ; on se rembarqua, on échangea des coups de canon avec la flotte espagnole de D. Bernardino de Avellaneda, on fut repoussé de Nombre de Dios par D. Alonso de Sotomayor; Francis Drake mourut à Portovelo [2]; sa flottille revint ruinée.

Elle avait au moins, en détournant sur elle le peu de forces dont pouvaient disposer les Espagnols, assuré le succès des navires de Walter Raleigh partis à la même époque.

Walter Raleigh préparait, en 1595, une expédition destinée à remonter l'Orénoque, lorsqu'il fut subitement enfermé à la Tour par Elizabeth. Avait-il offensé l'orthodoxie de la reine par des propos suspects d'athéisme, ou blessé sa jalousie par des projets de mariage? On sait seulement qu'il récupéra sa faveur en flattant son avarice. Sa flotte, partie sans lui, rapporta un tel butin de San Jose de la Trinidad, de la Guyane et de l'Orénoque, qu'il put faire un don de quatre-vingt mille livres à la souveraine irritée.

Ainsi, les colonies espagnoles ne servaient plus

[1] Herrera, t. III, p. 592.
[2] Le 7 février 1596, à cinquante-deux ans.

qu'aux ennemis de Philippe II; elles tentaient même les Hollandais, qui cherchaient un passage par le pôle nord [1]; elles exigeaient de continuels envois de troupes et de navires, des forts coûteux, des Audiences avec des dépôts jusqu'à Panama. Et pendant qu'il était harcelé sur cette surface immense, Philippe négligeait la Méditerranée et les côtes d'Espagne. Les galères étaient oubliées dans les ports d'Italie, malgré les lamentations de Juan Andrea Doria. — Le désordre est complet, s'écriait Doria [2]; quand on me donne des rameurs pour trente galères, on ne m'envoie des rames que pour neuf; les galères de Gênes disputent la préséance à celles de Toscane; la solde n'est jamais payée; les capitaines ne sont jamais à bord; les soldats ne connaissent pas le service sur mer. La situation est si grave que si on ne se hâte de fortifier Carthagène et Cadiz, nous ne sommes pas en état de les défendre!

Mêmes cris de détresse sur les côtes de Portugal. Là encore, les troupes ne sont pas payées, les ports ne sont pas en état de défense [3]. « — Et je supplie le roi de ne pas se fier, comme on le fait, à ce que les chances ne tourneront jamais contre ce pays; de ne pas persister à refuser tout secours; les forts n'ont ni soldats ni poudre; l'armée se compose de vingt compagnies

1 HERRERA, t. III, p. 451. Ils s'avancent jusqu'au soixante-treizième degré.

2 *Doc. inéd.*, t. II, p. 71. Doria à Philippe II, du 12 mai 1594.

3 *Doc. inéd.*, t. XLIII, p. 485. D. Juan de Silva au roi, avril 1593; à D. Juan de Idiaquez, octobre 1593 et avril 1594, p. 505 et 521.

faméliques, les officiers sont également affamés. Tous nous nous désolons, et chacun croit que sa peine est la plus rude, ce en quoi nous nous trompons fort, car nous souffrons tous également. »

« Pour l'amour de Dieu et du roi, qu'on s'occupe de Lisbonne et de sa rade ! Tout désastre est devenu possible [1]. »

Pendant que Philippe reste sourd à ces clameurs, l'orage s'amoncelle. Le désastre prédit va accabler l'Espagne.

II

PRÉPARATIFS D'UNE GRANDE EXPÉDITION.

Antonio Perez ne s'était pas borné à entraîner Henri IV vers l'Aragon, il avait passé la mer et offert, comme une proie facile, l'Andalousie à Elizabeth [2]. Il s'obstina pendant deux ans à tourner l'attention des Anglais vers Cadiz, à promettre la gloire au comte d'Essex, un riche butin à la reine [3]. Il était écouté d'autant plus volontiers qu'Elizabeth se croyait

[1] *Doc. inéd.*, t. XLIII, Silva au marquis de Velada, mars 1594, p. 520.

[2] Dès 1593, il avait des entrevues avec Cecil et Essex. Voir un rapport à Philippe II sur la cour d'Angleterre, le 20 mai 1593, Ms. Arch. nat., K. 1585, p. 49.

[3] *Doc. inéd.*, t. XXXVI, p. 246.

exposée à une tentative de meurtre préparée par Philippe II.

Elizabeth avait pour médecin un juif portugais, le docteur Lopez, qui avait d'abord appartenu à Leicester; c'était un « fort honnête personnage et très-zélé [1] ». Après avoir été ainsi estimé pendant plus de quinze ans, il devint suspect, fut arrêté par ordre de la reine; on trouva chez lui un bijou de prix, des lettres qui promettaient des sommes considérables au nom de Philippe II. Il fut mis à la torture, fit des aveux, fut pendu.

D'après ces faits, on n'a jamais hésité à admettre que Lopez avait promis à Philippe II d'empoisonner Elizabeth, ce que sa situation de médecin rendait aisé. Mais on doit d'abord remarquer que les aveux arrachés durant la torture ne prouvent rien. On ne sait même pas exactement ce qu'a avoué le vieux juif. Du reste, la simple vérité aurait suffi pour le faire condamner.

Car cette vérité, nous la tenons sans torture. Elle est plus logique que la fiction.

Philippe à ce moment n'avait aucun intérêt à faire mourir Elizabeth; il pouvait tout craindre au contraire de cet événement. Il ne tenait pas encore Calais; la France et les Pays-Bas lui glissaient des mains, le roi d'Écosse l'avait trompé; il n'avait donc aucun moyen, non-seulement d'occuper l'Angleterre, mais même

[1] Lodge, *Illustrations,* t. II, p. 224, mars 1579 : « Cheeff phyzycyon to my lord of Leicester... is a very honest person and zealous. »

d'empêcher un protestant de succéder à Elizabeth. Son intérêt unique était de consacrer tous ses efforts sur la France et d'affranchir ses galions sur l'Océan ; il ne pensait donc qu'à conclure la paix avec Elizabeth, de manière à isoler Henri IV et à recouvrer les barres métalliques. De même qu'il avait plié devant les Pays-Bas quand il avait envoyé don Juan d'Autriche à Luxembourg, de même maintenant il est lassé de la lutte contre l'Angleterre. Or, il ne peut entrer en relation directe avec des hérétiques ; il est donc forcé de recourir à des voies détournées, pour proposer une trêve.

D. Cristoval de Mora, certainement le plus honnête de ses ministres, envoie en son nom à Londres le Portugais Manoel de Andrada et l'Espagnol Pedro Marquez, qui doivent s'entendre avec le docteur Lopez pour être introduits par lui près de la reine ; tous trois conseilleront à la reine d'accepter une suspension des hostilités, d'interdire les courses sur mer, et d'interner à Londres le prétendant don Antonio [1]. Par malheur, le Trésor est tellement à sec que ces négociateurs arrivent comme des mendiants : Andrada ne reçoit que trois cents écus et la promesse d'une taxe sur les Indes. Pour décider le docteur Lopez à aborder cette dangereuse question près de la souveraine irritable, Mora ne trouve encore qu'une promesse : « Il sera juste, dit-il [2], de

[1] Ms. Arch. nat., K. 1578, pièces 7 et 11.
[2] *Ibid.*, K. 1577, pièce 11 : « Que sera justo dar algo para la hija

donner quelque chose pour la fille du docteur Lopez, et ce pourrait être quelque vieux bijou de ceux qui sont dans les coffres de Votre Majesté. »

De là le bijou dont il fut question dans le procès.

Il n'était pas rare, à cette époque, de commencer des négociations avec le médecin d'un prince, pour obtenir une alliance [1]; les instructions données au nom de Philippe II sont honnêtes; elles prouvent qu'il voulait la paix et non la mort. Les papiers des deux agents et du docteur ne pouvaient dire davantage. Mais peut-être ont-ils été altérés, comme ceux du procès de Marie Stuart, par les faussaires qu'entretenait la chancellerie anglaise. Elizabeth, qui préférait à la paix des hostilités dont tous les frais étaient supportés par les associations de marchands, et dont elle partageait les bénéfices, a dû trouver ingénieux de faire pendre les trois hommes et de se présenter en victime à son peuple. On ne sait ce que devint la fille du docteur.

Contre Philippe II, tous les soupçons étaient excusables, tant il s'était laissé surprendre de fois dans des intrigues déshonorantes. En ce même instant, si ce n'est pas Elizabeth, c'est Antonio Perez qu'il cherche à faire tuer; il veut le « tirer de Londres vivant ou

del doctor Lopez y esta podria ser alguna joya vieja de las que ay en las arcas de S. M. »

[1] Voir notamment les lettres de Bongars au médecin du prince d'Anhalt.

mort [1] », et il couvre l'Angleterre d'agents secrets. Il se plaît à se faire rendre compte de leurs chances sous une nomenclature de faux noms : l'Angleterre devient la *Sicile,* Henri IV se nomme *Eliogabalo,* Antonio Perez est *Artemidoro* [2] ; mais au lieu de se divertir dans ce roman, il eût été mieux inspiré en écoutant le duc de Feria, qui lui conseillait d'employer des Anglais de préférence. Il est en effet fort mal informé des préparatifs qui s'accumulent contre l'Espagne. Il sait en janvier 1596 qu'il y a cinq navires à Plymouth [3]. C'est peu alarmant. Il envoie de la poudre aux forts du Tage : il apprend tout à coup que les Anglais sont à Cadiz.

III

SAC DE CADIZ.

Le 30 juin 1596, aux premières lueurs du matin, on aperçoit, à la hauteur de Saint-Sébastien de Cadiz, soixante navires anglais. Ils sont commandés par l'amiral même qui a dirigé la bataille de dix jours dans

[1] Ms. Arch. nat., K. 1590, p. 41. Feria à Philippe II : « Sacar vivo o muerto. »

[2] *Ibid.* Je crois que l'agent secret qu'on nomme *Pedro de Aspetia* n'est autre que Gonzalo Gonzalez del Castillo, qu'on a vu prisonnier en Angleterre durant quatre ans, puis racheté par le duc de Mercœur. Voir K. 1592, p. 81.

[3] K. 1587, p. 143 à 147.

la Manche, lord Howard of Effingham. Ils portent dix mille soldats anglais sous les ordres du comte d'Essex et cinq mille Hollandais avec Louis de Nassau [1].

Toute la ville s'éveille. Les femmes se réfugient dans la citadelle. Les milices de Jerez arrivent au pas de course. L'amiral D. Diego de Sotomayor met sa flotte en bataille dans la rade; il dispose de huit galions et de trois frégates « en bon état, et chacun se félicitait de la chance qui plaçait là tellement à propos une si belle flotte pour sauver la ville ». Mais personne n'ose donner des ordres, ni ne consent à obéir. On appelle le duc de Medina-Sidonia, on distribue de la poudre, du plomb et des mèches aux villageois qui se réfugient dans Cadiz. Sotomayor, inquiet de sa responsabilité, habitué à attendre les instructions du roi et de ses commis, se trouble dès qu'il a échangé quelques coups de canon avec les Anglais; il abrite sa flotte au Puntal, dans le fond de la rade.

Pendant la nuit arrive le duc de Medina-Sidonia, fort à propos pour décrire heure par heure à Philippe II les mouvements des Anglais : « — En ce moment, la flotte anglaise entre dans la rade avec bonne brise, *con mucha bonanza*... Elle met à terre des troupes au Puntal; on ne peut plus secourir Cadiz... Elle canonne les galions *San Felipe* et *Sant Andres*... Elle les coule... Une colonne sort de la ville... Elle est repoussée et

[1] Herrera, t. III, p. 634 et suiv.; *Doc. inéd.*, t. XXXVI, p. 205 et suiv.

escalade les remparts pour rentrer à Cadiz; les Anglais les suivent, escaladent avec les nôtres; ce n'est pas malaisé, car ces remparts sont bien délabrés... Pourra-t-on défendre la citadelle? Je crains que non, parce qu'ils n'ont des vivres que pour un jour et de la poudre que pour trois heures. »

Les défenseurs de la citadelle ne vécurent que d'eau, durant deux jours [1]; leurs canons éclataient au second ou au troisième coup; ils durent capituler, pour sauver les quatre ou cinq mille femmes entassées autour d'eux. Les femmes furent autorisées à se retirer sans emporter autre chose que leur robe; tous les objets cachés dans la citadelle, tout ce qu'on trouvait dans les maisons de Cadiz soumises à un pillage régulier, et en outre cent vingt mille ducats de rançon, voilà la part des Anglais.

« Flotte, navires, milice, Cadiz, tout est perdu [2] », continuait le duc à Philippe II.

L'amiral Sotomayor remontait avec ses équipages le Guadalquivir et s'avisait de brûler tous les bâtiments de commerce qu'il rencontrait, pour les empêcher de tomber entre les mains de l'ennemi. Les matelots pillaient avec soin chaque bateau avant de l'incendier. En ville, « le corregidor était consterné, le président confondu, le contrôleur tremblant [3] ». Seul le chanoine Francisco de Quesada montra de la tête dans cette

[1] *Doc. inéd.,* t. XXXVI, p. 238.
[2] *Ibid. :* « Ni navios, ni flota, ni armada, ni Cadiz ha quedado. »
[3] Herrera.

catastrophe : il soutint par sa force morale la population qui se voyait condamnée à évacuer sans vivres, à pied, sous là terreur, la ville la plus riche de l'Espagne, « de manière à ne pas incommoder ceux qui seraient occupés du pillage [1] ».

Il organisa les convois successifs qui furent dirigés vers l'intérieur du pays : le 2 juillet partirent quinze cents femmes et les Pères Jésuites; le lendemain, deux mille cinq cents. Ainsi, aux beaux jours du règne, s'étaient éloignés de même à pied et en abandonnant également tout ce qu'ils possédaient, les riches Maures de Grenade. Comme eux encore, mouraient de faim les vaincus de Cadiz; il n'y avait plus de vivres dans la presqu'île. Le chanoine Quesada en demanda aux Anglais; mais eux-mêmes en manquaient. Toutefois sa fermeté de cœur les séduisit à un tel point qu'ils lui prêtèrent un navire pour emmener sans les mêmes fatigues toutes les religieuses, et qu'ils lui permirent d'emporter les matelas des malades de l'hôpital, pour lesquels ils prêtèrent aussi un navire.

A l'exception de ces matelas et du vêtement que chacun avait sur le corps, rien ne fut laissé aux émigrants : les grilles des fenêtres, les vitres mêmes furent prises. Néanmoins les Anglais ne fouillèrent personne, ne maltraitèrent aucune femme, s'abstinrent de tuer dès que la lutte fut finie, n'emmenèrent pas de prison-

[1] *Doc. inéd.* Déclaration de Lope de Valenzuela : « Para que el saco fuese mas llano. »

niers sur leurs navires [1]; mais ils mirent le feu à la ville après l'avoir complétement vidée, et détruisirent le quart des maisons [2], avec la cathédrale.

Pendant les seize jours que dura cet exploit grossier, toute l'Andalousie s'attendit à se voir dépouiller de même. — Et comment résister? écrivaient [3] au roi les capitaines; l'impossibilité d'une lutte est connue des Anglais; nous n'avons à Puerto Santa Maria que huit cents soldats, dont cent cinquante sans armes. « J'ai bien trois mille paysans à Jerez, ajoutait le duc [4], mais ils n'ont pas d'armes, et tout cela est bien humiliant; j'ai adressé des demandes fréquentes pour obtenir une partie de ce qui manque ici, et on ne m'a jamais répondu, et je n'ai point reçu une seule lettre de Votre Majesté, et je reste dans le trouble et dans l'attente des ordres. » Les simples capitaines étaient moins respectueux; ils répétaient, comme tenus par le comte d'Essex, les propos qu'ils voulaient faire pénétrer aux oreilles du roi [5] : « Le roi don Philippe est un bien bon chrétien, et il défend très-bien la loi de Dieu; mais il est mal conseillé. »

Dans ces heures de honte, Philippe II ne conçoit pas

[1] « Sino a los rehenes. » Je suppose que ces *rehenes* étaient des catholiques anglais ou irlandais établis à Cadiz. Herrera, p. 645.

[2] *Doc. inéd.*, p. 410. Deux cent quatre-vingt-dix maisons sur douze cent trois.

[3] Lettres de Medina-Sidonia; de Gaspar de Añastro (qui était peut-être le banqueroutier-assassin d'Anvers); de Portocarrero, amiral des galères.

[4] *Doc. inéd.*, p. 325 : « Que es vergonzosa cosa lo que en esto pasa. »

[5] *Ibid.*, p. 239. Capitaine Juan Jimenes Lobaton.

le moindre doute sur son système, malgré cette défection de la Providence. Il a si peu d'hésitation, il reste tellement intact dans son impuissance, que le seul mot prononcé par lui pendant que l'Andalousie l'écoute avec anxiété, revendique ses droits sur la Hollande : « — Puisque le duc a pris un des Hollandais de cette troupe, il doit le faire pendre, car cet homme mérite ce châtiment. Même traitement pour tous les prisonniers qui seraient mes sujets [1]. »

Au lieu de remonter le Guadalquivir jusqu'à Séville, comme le proposait le comte d'Essex, l'amiral Howard mit à la voile pour l'Angleterre, en rapportant de cette expédition d'un mois [2] plus de butin qu'aucune flotte jusqu'à ce jour. Il aurait voulu terminer la campagne par une attaque semblable contre Calais, mais Henri IV n'était nullement tenté de confier à des Anglais le soin de reprendre aux Espagnols sa ville de Calais ; il craignait trop qu'ils fussent tentés de la garder. Il voyait approcher le moment où, malgré les répugnances d'Elizabeth, une paix générale pourrait rendre le repos à l'Europe.

[1] *Doc. inéd.*, p. 311 : « Pues lo merece su culpa. » C'est un ordre donné de vive voix ; le roi ne répond que le 12 juillet aux sept lettres du duc. P. 388.

[2] Départ de Plymouth le 13 juin, de Cadiz le 15 juillet.

CHAPITRE VIII

PAIX DE VERVINS.

1597-1598.

Épuisement de l'Espagne. — Intérêt de Henri IV à la paix. — Les mariages.

I

ÉPUISEMENT DE L'ESPAGNE.

Philippe II est vaincu, mais il n'est pas détrompé. Il ne peut plus prolonger la lutte, mais il ne se détache d'aucune de ses chimères. Il ne se croit pas moins l'instrument prédestiné de la Providence, même quand il recule devant les hérétiques partout triomphants. Maurice d'Orange prend ses villes une à une; Henri IV refoule ses derniers soldats; Elizabeth fait emporter les meubles de ses ports militaires. Plus de régiments, plus de ducats. Le « dévorateur de l'Europe » n'a plus de dents. Il voit la mort qui vient. Il comprend que sa mission est achevée, il se résigne à quitter le monde en laissant, comme son père, la paix derrière lui.

La guerre ne nourrit plus les armées; le peu de car-

raques arrivées d'Amérique à travers les croisières anglaises apportent un or engagé depuis longtemps ; la vénalité des juges et la rapacité des commis arrachent jusque sous les yeux du roi les maigres épargnes des soldats. « — Il faut avoir, quand on vient à cette cour, une bonne bourse [1]. » Aussi les seuls qui restent riches sont, bien contrairement aux plans de Philippe II, ceux que leur rang place au-dessus des rapines : les vingt-trois ducs ont ensemble près de quinze cent mille ducats de rente [2].

[1] *Diario de Camillo Borghese,* publié par M. Morel-Fatio. Sur les famines, même aux époques de prospérité, les *Cartas de Madrid* donnent de fréquentes indications; 25 octobre 1582 : « E gran falta que en toda Hespaña ay de pan... cierto que esta este reyno muy afligido. »

[2] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 186, f°s 101 et suiv. C'est la série des ducs avec les revenus de plusieurs, vers la fin du règne. Je l'ai rectifiée d'après diverses indications :

Frias (Velasco), connétable héréditaire de Castille depuis 1473, érection en duché en 1488.	70,000	ducats de rente.
Medina de Rio Seco (Enriquez y Cabrera), amirante héréditaire de Castille depuis 1400; l'érection du duché n'est que de 1520; il préférait se faire appeler comte de Melgar.	100,000	— —
Medina-Sidonia (Guzman), érection de 1445.	130,000	— —
Albuquerque (Bertrand y La Cueva), érection de 1464 au profit du Français Bertrand.	40,000	— —
Alba (Toledo), érection de 1469.	80,000	— —
Infantado (Silva), érection de 1475.		
Najara (Manrique de Lara), érection de 1482.	40,000	— —
Arcos (Ponce de Leon), érection de 1484.	50,000	— —
Gandia (Borgia), érection, de 1485.		
Sesa, érection de 1486 pour Gonzalve de Cordoue, le grand capitaine.		

Jaloux de leur influence et de leur orgueil, soupçonneux et chagrin, Philippe II s'est mis à l'écart avec sa famille. Il a fait venir [1] sa sœur Marie, la veuve de l'empereur, pour présider à sa cour. Elle se regarde, comme lui, d'une race supérieure à l'humanité; elle sait que le soir de son débarquement, « apparurent des feux dans le ciel, ce qui fit croire à plusieurs que le ciel lui-même

Bejar (Sotomayor y Çuñiga), érection de 1488.	75,000	ducats	de rente.
Medina-Celi (Figueroa y La Cerda), érection de 1491.	40,000	—	—
Veraguas. C'est le titre de Christophe Colomb, donné à ses héritiers en 1537.	30,000	—	—
Alcala de los Ganzules.	80,000	—	—
Escalona (Acuña y Pacheco). Ces ducs préféraient porter le titre de marquis de Villena, et signaient *El Marquez*.	90,000	—	—
Maqueda.	40,000	—	—
Segorbe y Cardona	80,000	—	—
Villahermosa (Aragon).	20,000	—	—
Osuna (Acuña y Telles Giron), érigé en 1562.	100,000	—	—
Feria, érigé en 1562.	55,000	—	—
Baëna (Cordova), érigé en 1566.			
Pastrana / Francavilla } ces deux titres érigés pour les deux fils ainés d'Éboli.			

Mais le rang des grands d'Espagne ne se réglait pas sur l'ancienneté ni l'importance du titre. Je crois que l'ordre était le suivant sous Philippe :

Duc de Medina-Celi; comte de Benavente; amirante de Castille; duc d'Arcos; comte de Lemos; duc de Medina-Sidonia; comte de Miranda; duc d'Albuquerque; marquis de Villena; duc d'Albe; comte d'Oñate; duc de l'Infantado; comte d'Oropesa; duc de Najara; duc de Gandia; duc de Sesa; duc de Bejar; duc de Frias; marquis de Villafranca; comte d'Egmont; duc de Veraguas; marquis de Pescara; marquis d'Ayetona; duc d'Ossuna; duc de Monteleone y Terranova; marquis de Santa-Cruz; comte d'Aranda; duc de Pastrana; duc de Francavilla.

[1] En 1582.

faisait des fêtes et des illuminations pour son heureuse arrivée[1] ». Elle se tient à côté de sa nièce, l'infante Isabelle, dans les réceptions solennelles; « c'est une petite vieille, toute sainte, vêtue en religieuse, avec un voile sur la tête[2] ». L'Infante commence à vieillir aussi, au milieu de cette étiquette austère; « elle est plutôt belle que laide, plutôt petite que grande, bien que ses chaussures aient de hauts talons; la bouche est forte et épaisse, le teint olivâtre, la chevelure noire. Elle est vêtue de gros drap noir et a une plume blanche sur la tête. »

Mais la Providence continue à ne pas épargner la famille privilégiée : ce ne sont plus les jeunes reines avec les jeunes enfants qu'elle frappe, c'est d'abord l'impératrice Marie, puis l'infante Catalina, duchesse de Savoie[3]. Sauvera-t-on au moins l'héritier précieux de tant de couronnes, le prince Philippe? Il approche de ses vingt ans et reste un enfant docile, exact, couvert de dartres[4]; il a la bouche grande et grosse; il est habillé en blanc[5]. Son précepteur, le Père Loaysa, lui a enseigné « un peu de saint Thomas et lui a fait sou-

[1] *Cartas de Madrid,* 19 mars : « A la 8 de la noche parecio un gran encendimiento de fuego en el ayre de que algunos ignorantes quieren hazer prodigio de su venida no mirando que hasta el cielo quisso hasser fiestas y alegrias con luminarias por su buena llegada. »

[2] *Diario de Borghese.*

[3] Le 6 novembre 1597.

[4] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 168, f° 181 : « Le crio una muger de no mucha salud de donde traxo una enfermedad que todavia le dura (1609), y la llaman usagre. »

[5] *Diario de Borghese.*

tenir à l'Escurial des thèses de théologie ». Il est triste, comme les autres, indécis au milieu des juntes, des conseils et des rivalités de commis[1]. Il s'accoutume à l'encombrement des dossiers et à cet oubli complet du temps qui fait prolonger durant plusieurs années l'affaire la plus simple[2]; mais il entend ceux qui regrettent Antonio Perez ou le cardinal Granvelle, et il a assez de bon sens pour apprécier combien est désastreuse l'influence de Rodrigo Vasquez.

Ce Rodrigo Vasquez avait imaginé « de suspendre le payement de ce qu'on devait aux banquiers, sous le prétexte que les contrats qu'ils avaient fait accepter par le roi étaient illicites, et cette suspension fut nommée un décret[3] ». Les autres ministres, surtout Mora, tinrent à honneur de faire savoir qu'ils n'avaient pas

[1] L'administration à la fin du règne comprend : la *junte suprême*, avec Mora, Chinchon et Idiaquez; le *conseil d'État*, où figurent, outre ces trois ministres, le cardinal Quiroga, le marquis de Velada, le comte de Fuensalida, le prince Doria, tous sans traitement, et les secrétaires D. Francisco et D. Martin de Idiaquez, chacun avec 2,000 ducats; le *conseil de Castille et Camara* a pour président Rodrigo Vasquez : c'est la première dignité du royaume; le *conseil d'Inquisition* comprend six membres; il a vingt tribunaux sous ses ordres (Valladolid, Tolède, Cuença, Galice, Murcie, Logroño, Saragosse, Valence, Barcelone, Grenade, Séville, Cordoue, Llerena, Canaries, Sardaigne, Mayorque, Sicile, Mexico, Lima, Carthagène); le *conseil des Finances et Contaduria*, sous le licencié Laguna; le *conseil de Cruzada*, sous D. Francisco d'Avila; le *conseil d'Aragon*, sous D. Simon de Figueroa; le *conseil d'Italie;* le *conseil de Flandres*, sous Nicolas Dainant; et les *conseils des Ordres, des Indes, de Portugal.* Voir *Diario de Borghese* et Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 168, f° 21.

[2] *Diario de Borghese :* « Non si tiene conto del tiempo, che un negocio benche facile vuole gl'anni in terminarlo. »

[3] Herrera, t. III, p. 712.

conseillé cette banqueroute; mais ils ne purent faire comprendre à Philippe II les inconvénients de son acte de violence qu'en lui montrant, très-peu de semaines plus tard, les caisses vides. Il fallut rappeler les banquiers, rapporter le décret de Rodrigo Vasquez, subir de nouveau les contrats illicites; le roi se soumettait à payer un intérêt de cinq pour cent sur les deux tiers de sa dette envers les Génois, une rente viagère de sept pour cent sur le troisième, et obtenait d'eux, en échange, la promesse de huit nouveaux millions à gros intérêt.

Non-seulement des Génois, des Vénitiens aussi il faut subir les exigences.

Un criminel poursuivi par un alguazil s'était réfugié dans l'hôtel d'Agostino Nani, ambassadeur de Venise. L'alguazil pénétra à sa suite, sans tenir compte du privilége [1]; il fut jeté dehors par les laquais de l'ambassadeur, qui rompirent sa baguette. Le Rodrigo Vasquez se précipite avec légèreté sur cet incident et donne ordre de mettre en prison Badoaro, neveu de Nani, ainsi que les laquais de l'ambassade. Les Vénitiens se barricadent pour soutenir un siége. Les archers arrivent, le peuple s'attroupe. Les alcades demandent à parle-

[1] Ce privilége avait été reconnu peu d'années auparavant : en 1581, l'ambassadeur de Mantoue avait fait rompre également la baguette d'un alguazil; il fut mis en prison, ses laquais furent condamnés au fouet, et l'on constata que le droit d'asile n'appartenait qu'au nonce et aux ambassadeurs de l'Empire, de la France et de la république de Venise. *Cartas de Madrid*, 17 octobre 1581.

menter; Nani entr'ouvre naïvement une porte; il est aussitôt poussé par la foule, pris et jeté en prison avec tout son monde. On le ramène le lendemain chez lui, mais les juges trop zélés condamnent à mort et aux galères le neveu et les gens. Philippe II, « par respect pour la Seigneurie, ordonna de ne tenir aucun compte de ces arrêts, fit sortir les accusés de ses États, et écrivit une lettre d'apologie à la République[1] ». Il chargea en outre son ambassadeur à Venise, D. Iñigo de Mendoza, de le disculper près de la Seigneurie.

Philippe était brisé par la maladie : la goutte ne le quittait plus; il avait la main droite tellement tordue par le mal, qu'il ne pouvait plus signer; son fils traçait pour lui les mots *Yo el rey*[2]. C'était voir par avance son successeur à l'œuvre. Encore devait-il lui laisser la paix, comme il l'avait reçue lui-même de son père. Aussi les instances du Pape commencèrent à être écoutées.

Clément VIII avait dès 1593 dirigé sur Madrid une mission qui, sous le prétexte de demander à l'Espagne des secours contre les Turcs, devait suggérer la première pensée d'une réconciliation avec la France[3]; puis il avait en 1595 envoyé son neveu Giovanni Francesco Aldobrandini près de Philippe. La troisième démarche fut la seule bien accueillie, ce fut celle de Bonaventura

[1] HERRERA, t. III, p. 663.
[2] *Ibid.*, p. 708 : « No alterando el estilo que se solia tener. »
[3] Mission de Camillo Borghese; les instructions sont du 6 octobre 1593.

Calatagirone, général des Franciscains [1]. A ce moment, Philippe venait de perdre avec Amiens sa dernière chance. La solution devenait imminente.

II

INTÉRÊT DE HENRI IV A LA PAIX.

De même que par sa déclaration de guerre à l'Espagne Henri IV avait forcé les ligueurs à se prononcer pour lui ou à s'avouer Espagnols, de même la paix avec Philippe II devait ôter tout prétexte contre lui aux mécontents. Il savait que les fanatiques recommenceraient volontiers une guerre civile; il les voyait irrités du triomphe des modérés qu'ils haïssaient bien plus, selon l'usage, que les huguenots; il était obligé de leur dire : — Je suis catholique et ne permets que personne chez moi affecte d'être plus catholique que moi !

Mais il rêvait surtout aux intérêts non politiques que servirait la paix. Il voulait refaire les routes, les planter d'arbres, procurer le bien-être, après une si longue période de souffrances. Il pensait déjà à réunir les deux mers par le canal de Languedoc : l'un de ses premiers actes, après la paix, va être d'envoyer deux ingénieurs

[1] HERRERA, t. III, p. 698.

en Languedoc, pour faire les nivellements et les avant-projets [1].

Enfin, il fallait éviter que le duc de Mercœur se laissât tenter par l'Espagne, et livrât la Bretagne à Philippe II. Mercœur, soutenu par les garnisons espagnoles de Nantes et de Blavet, avait la prétention d'être souverain indépendant; il continuait la guerre et ne fit sa soumission que le 20 mars 1598, peu de jours avant la paix définitive dans toute l'Europe. Il se fit payer par Henri IV plus de quatre millions en argent, mais se vit également méprisé des Espagnols et des Français, et alla mourir obscurément en Hongrie.

Le désir de la paix était si général que le zèle d'un

[1] Il charge des détails le connétable de Montmorency. Je crois que ce fait n'est pas très-connu. Montmorency envoie ses instructions au cardinal de Joyeuse avec les ingénieurs et les fonds nécessaires pour les premières études. Le cardinal répond après une demande de renseignements (Ms. Bibl. nat. français 3071, f° 85, le 20 juin 1601) : « Monsieur, ce m'est un grand contentement de veoir qu'il vous ait plu vous informer de l'affaire dont il s'est par cy devant parlé de rendre les deux mers communicables par le moyen d'un canal qui se peut faire, et que vous le vouliez si bien embrasser que vous faictes avec l'autorité que vous avez. Le sieur Garrigues et Me Raveau que vous avez envoyés sont desja en besongne pour le nivelage auxquels on a pourveu d'argent à cest effect, suyvant vostre commandement. Aussitost qu'ils auront achevé, je ne faudray d'aller moy-mesme sur le lieu pour veoir le tout, et vous en donneray incontinant advis, voyant le désir que vous avez de sçavoir bientost ce qui se pourra faire là-dessus, pour en advertir le Roy. Vous baisant cependant bien humblement les mains de la faveur qu'il vous a pleu me faire de m'escrire particulierement d'un affaire si beau et de telle conséquence, auquel j'apporteray tout ce qu'il sera possible pour le service de S. M. et pour vostre contentement aussy. Priant Dieu, etc. »

subalterne suffit pour déterminer les premières ouvertures.

Un ancien serviteur du vieux Bernardino de Mendoza, nommé Nuñez, pria d'Entragues, qu'il avait connu parmi les salariés de l'ambassade d'Espagne et qu'il retrouvait parmi les courtisans de Henri IV, de l'introduire près du roi de France. Il fut reçu, il se déclara chargé par Bernardino de Mendoza de proposer un mariage entre Henri IV et l'infante Isabelle [1]. L'idée était bizarre. Le roi envoya à Bernardino son confident La Varenne, homme dont le métier n'avait pas été jusqu'alors de se mêler de mariages légitimes. Ce confident fut accueilli en Espagne comme un agent officiel; il se vit entouré de fêtes; il put faire adopter, dès son arrivée, un projet de conférences pour la paix. Les plénipotentiaires se rassemblèrent à Vervins.

III

LES MARIAGES.

La difficulté pour Philippe II n'était pas de renoncer à Blavet, à Calais, aux villes de Picardie gagnées par Rosne et Fuentes. Elle n'était ni d'abandonner les derniers ligueurs qui, comme le duc d'Aumale, « parloient

[1] PERRENS, *les Mariages espagnols.*

fort doux [1] », ni de sceller une réconciliation avec les Anglais hérétiques. Mais le sacrifice cruel était d'abandonner les Pays-Bas.

C'est bien aux Pays-Bas entiers qu'il doit renoncer. La Hollande et la France sont d'accord pour n'être plus séparées l'une de l'autre par une Flandre espagnole. Que la Flandre forme un État détaché de sa couronne, Philippe II ne peut l'éviter; tout ce qu'il gagne, c'est de se déposséder de ces provinces au profit de sa fille Isabelle. Mais il ne peut croire que Dieu veuille dépouiller de la sorte une famille royale. Dieu l'abandonne momentanément, le châtie pour ses péchés, l'éprouve; mais Dieu fera rentrer la Flandre aux mains de l'Espagne. Philippe connaît assez les devoirs de Dieu pour oser, avec sa logique de fanatique, avec sa manie d'aider Dieu, sans scrupule à cette heure suprême, déjà « aboyé par la mort », commettre une action monstrueuse.

Il se fait accorder par les plénipotentiaires de Vervins, pour prix de sa renonciation aux Pays-Bas, des conditions étranges, qu'aucun d'eux ne s'expliqua dans le moment et ne songea à discuter, mais qui jettent aujourd'hui une clarté effrayante sur la pensée du moribond.

La renonciation est consentie par lui sous la condi-

[1] Ms. de Berlin, extraits publiés par M. Gachard, *Bull. Comm. roy. hist.*, 1873, p. 38 et suiv. Là est la correspondance des plénipotentiaires français, Biron, Bellièvre et Sillery, avec Henri IV et Villeroy. Voir aussi Ms. Bibl. nat. fonds français, nos 16135 et 16136, 18066 à 18071, et 23629 à 23631.

tion que la souveraineté descendra à sa fille Isabelle, et que cette Infante épousera le cardinal-archiduc Albert; la renonciation sera nulle si le mariage n'a pas lieu ou si l'Infante devient veuve et se remarie. Enfin, on convient que si Isabelle meurt sans enfant, les Flandres feront retour à l'Espagne.

Or, Philippe II est sûr que sa fille n'aura pas d'enfant de son mariage avec l'Albert. Il sait que l'Albert a la même infirmité que don Carlos, que le roi Sébastien, que l'empereur Rodolphe [1]; il ne sera jamais un mari. Résolûment il sacrifie à cet être la fille qu'il chérit, pour qu'elle meure sans enfant, pour que l'Espagne recouvre les Flandres, et peut-être, si Dieu s'apaise, la Hollande.

Ainsi s'expliquent les clauses qui la dépouillent si elle épouse un homme et non Albert.

L'état de l'archiduc n'était pas secret. L'armée d'Amiens l'avait surnommé « débile homme [2]» ; Calatagirone, général des Franciscains, connaissait cette infirmité ; Henri IV prenait plaisir à en conter les détails [3]. Mais on ne s'inquiéta point de cette certitude d'un retour à l'Espagne ; on gagnait déjà la durée de la vie d'Isabelle ; on était impatient de repos. Nul

[1] Et que Jean-Guillaume de Gueldres, petit-fils, comme Albert, de l'empereur Ferdinand.

[2] Lestoile, p. 289.

[3] Le récit de Henri IV est publié par M. Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, d'après la lettre d'Aerssen, agent des Provinces-Unies en France aux États généraux, du 27 mai 1599, p. 190.

ne mit obstacle à la mauvaise action de Philippe II.

Albert seul semble avoir été un peu troublé de cette nécessité de se marier. Il avait été nommé archevêque de Tolède [1], et il fit quelques difficultés pour se démettre de ce siége opulent : il demanda au Pape de ne faire qu'une renonciation conditionnelle, qui deviendrait caduque si son mariage se rompait. Était-ce tentative de résistance à la volonté de Philippe, ou simple cupidité d'Allemand avisé qui craint de perdre à la fois la femme et la mitre? Le nonce Mateucci [2] paraît avoir cru qu'Albert voulait seulement garder quelque chose si la souveraineté lui échappait, et pria le Pape d'accepter la démission de l'archevêque, à valoir pour le jour du mariage, *ex nunc prout ex tunc*. Albert attendit un mois de plus pour quitter son costume de cardinal [3], tant il craignait d'être abandonné par ce redoutable beau-père.

Mais avec lui Philippe était de bonne foi. Il a dû aussi avertir sa fille et obtenir son assentiment. Il ne pipait les dés qu'avec les souverains étrangers. Il se concerta de même avec Albert [4] pour frauder les stipulations de la paix qu'il signait et maintenir des garnisons espagnoles dans les villes qu'il s'engageait à lui céder : « Les frais seront à ma charge, et les places seront

[1] A la mort de Quiroga, en 1595.
[2] Gachard, *Archives du Vatican*, p. 90. Le nonce au Pape, 8 juin 1598.
[3] *Ibid.*, p. 92, du 13 juillet 1598 : « L'habito cardinalitio. »
[4] *Correspondance de Philippe II*, Préface du tome II, lettre du 3 juin 1598.

gardées par moi, le prince mon fils et cette couronne, tout le temps qui paraîtra convenable; vous savez que c'est entendu ainsi entre nous dès le commencement; mais le secret est nécessaire. »

Ce mariage devait se célébrer à Madrid en même temps que celui du prince Philippe avec sa cousine Marguerite d'Autriche [1]. Albert laissa le gouvernement des Flandres à D. Francisco de Mendoza, amiral d'Aragon [2], se rendit au-devant de la princesse Marguerite, et la conduisit en Espagne. Au milieu du trajet, ils reçurent avis de la mort de Philippe II.

1 Fille de l'archiduc Ferdinand et de Marie de Bavière. Elle avait quatorze ans; le prince Philippe en avait vingt.

2 Frère du marquis de Mondejar. Il était venu en Flandre avec Albert, amenant le fils aîné de Guillaume d'Orange, hébété par l'éducation reçue en Espagne.

CHAPITRE IX

MORT DE PHILIPPE II.

1598.

Exercito de piojos. — Coup d'œil sur l'homme.

I

EXERCITO DE PIOJOS.

La goutte, la coutume d'une vie sédentaire, et probablement aussi les remèdes des médecins, avaient depuis longtemps épuisé Philippe II. Avant qu'il eût atteint ses soixante dix-ans, il ne pouvait plus se tenir debout ni assis. Son état ne tarda point à être connu de toute l'Europe : les regards se tournèrent vers son fils, le débile prince Philippe : « — J'espère que Dieu me donnera la grâce qu'ayant bien servi Sa Majesté, je ferai à jamais le semblable envers Votre Altesse », écrivaient déjà les courtisans éloignés [1].

Le mardi 30 juin 1598, le roi s'étend sur une litière et se fait transporter à l'Escurial [2]. Tout en restant

[1] Ms. Arch. nat., K. 1569, p. 209, classée par erreur comme étant de 1590, lettre du duc d'Arschot au prince Philippe, Paris, 24 juin 1598.

[2] Voir la relation Q. 135 de la Bibliothèque de Madrid, extraits par M. Gachard.

« sur les épaules », il continue à se faire communiquer tous les dossiers. Au bout de trois semaines, la fièvre l'oblige à abandonner le travail. Des abcès s'ouvrent à la main droite et au pied droit. Son médecin Mercado annonce que la fin semble proche. Un des genoux enfle et se fend. Le malade reste cinquante-trois jours sur le même lit, sans remuer; on ne le change ni ne le lave; les draps s'imprègnent des évacuations, des sueurs, des suppurations. La vermine envahit ce pauvre corps [1]; la racine de chaque poil est rongée; le pansement tire de la cuisse deux écuelles de pus; la chair se détache aux reins et aux épaules. La peau est dévorée par les parasites, les plaies par la gangrène. Le roi ressent un tel dégoût de lui-même qu'en se faisant montrer sa bière, capitonnée de satin blanc, il recommande de placer d'abord le corps dans un cercueil de plomb, pour ne pas souiller la soie.

« — Voyez, mon fils, disait-il; voyez où aboutissent les grandeurs de ce monde; voyez ce que c'est que la mort, et profitez, car demain vous allez régner. »

Philippe II mourut le 12 septembre, les yeux fixés sur le crucifix.

[1] MIGNET, *Antonio Perez,* cite le Ms. de la Bibl. nat. où est cette phrase : « Con una asquerosa phitiriase con un exercito innumerable de piojos. » Voir aussi la relation faite d'après les dépositions des médecins et des chapelains, Bibl. nat. Oc 248. *Testimonio autentico de las cosas notables...* por el licenciado CERVERA DE LA TORRE, Valencia, 1599 : « Notable cantidad de corrupto humor de olor muy malo... Camaras de pestilente humor en la misma cama, sin mudarse la ropa de abaxo en todo el discurso de su enfermedad. »

II

COUP D'OEIL SUR L'HOMME.

« — Souffrez-vous? » demandaient à Philippe II ceux qui le voyaient succomber dans cette lente décomposition.

« — Oui, je souffre; mais bien plus que mes plaies, mes péchés me font souffrir! » Puis, se tournant vers son confesseur Fray Diego de Yepes : « Mon père, vous êtes ici le mandataire de Dieu, et je proteste que je ferai tout ce que vous m'indiquerez comme nécessaire pour mon salut. Par conséquent, vous êtes responsable de mon salut, sur votre âme. Mora va prendre acte que je suis prêt à tout exécuter pour expier mes péchés. »

Quels péchés?

Quels souvenirs hantaient cette âme et la saisissaient d'une telle angoisse que les tortures de la chair en étaient oubliées?

Non, les visions n'étaient ni les bourgeois de Flandre, ni les paysans de Portugal, ni les soldats tombés par milliers en France; ni Montigny, ni Orange, ni le Justicia d'Aragon; ni les Indiens oubliés, ni les catholiques d'Angleterre excités au meurtre, ni les Génois volés, ni les juifs brûlés. Pendant qu'il s'en allait en

lambeaux sur son lit infect, il aurait encore inspiré son Inquisition, compté les tours de corde, désigné des villes à dépouiller de leur population, écouté Deza ou Fray Diego de Chaves. Jusqu'au dernier souffle vivaient ses illusions sur sa méthode de servir Dieu. Il avait été trop clément, c'était déjà un premier regret : au lieu de détruire les seuls Maures d'Andalousie, il aurait dû exterminer ceux de toute l'Espagne : « — Et je le lui ai dit, raconte D. Juan de Ribera, évêque de Valence; l'année où il perdit sa grande flotte, je lui ai dit qu'il n'y avait pas à chercher bien loin la raison que pouvait avoir eue Dieu en permettant ce désastre : la véritable cause est la tolérance qu'on témoigne aux Maures d'Espagne. Le roi est tombé dans le péché de Saül; Dieu lui avait envoyé un prophète pour lui ordonner de détruire les Amalécites, sans laisser homme, femme, enfant, pas même enfant à la mamelle, et Saül n'a pas tout détruit et il est tombé sous l'indignation de Dieu[1]. »

Bon aux théologiens et aux confesseurs de s'ingénier

[1] Ces lettres de D. Juan de Ribera à Philippe III sont publiées dans un volume imprimé à Rome en 1734 que je n'ai pu me procurer. M. de Circourt n'a pu le découvrir davantage. (*Histoire des Arabes*, t. III, p. 168.) Les citations sont extraites de celles que donne Buckle (*History of civilisation*, t. IV, p. 59), qui en possédait un exemplaire : « El año quando se perdio la poderosa Armada, me atrevi a dezir a S. M. que aviendo gastado mucho tiempo en discubrir que causa podia aver para que Dios permitiesse aquel mal sucesso, se me havia ofrecido una cosa de mucha consideracion... Le embio a mandar por un profeta que destruya a los Amalequitas, sin dexar hombres, ni mugeres, ni niños aunque sean de leche, y porque no cumplio exactamente su mandamiento, cayo en indignacion de Dios. »

dans ces arguties. La conscience du mourant frémit sous de bien autres remords. Il revoit les impudicités de sa jeunesse; les complaisances des Éboli; l'envie acharnée contre don Juan d'Autriche, un élu de Dieu; les chrétiens égorgés par sa faute à Tunis; le meurtre d'Escovedo; les braves abandonnés en Hollande par jalousie contre Farnèse. Pour ces péchés, il est réprouvé. Sa vie est maudite. La damnation l'attend. Car son Dieu ne se trompe pas, et ce Dieu a mieux aimé le voir vaincu que l'accepter pour artisan de sa gloire.

Ce serait une conjecture oiseuse que de calculer ce qui serait advenu si Philippe II avait encombré la civilisation de son système de monarchie universelle. Il ne pouvait réussir. Il n'avait ni les qualités, ni la puissance nécessaires.

Il manquait de la notion de la durée; il ne possédait ni la science des efforts rapides, ni l'art d'adapter sa volonté aux événements variables. Il disséminait ses ressources; il appliquait trop tard les remèdes. Il se heurtait contre les forces, au lieu de les utiliser, que ces forces fussent celles des hommes, comme don Juan, Granvelle, Farnèse, Santa Cruz, tous amoindris par lui et poussés au désespoir; que ce fussent l'énergie et la richesse de ses peuples, comme celles des bourgeois du Nord ou des Maures de Grenade; que ce fussent les traditions de l'Église, qu'il faussa par son Inquisition et ses maximes de domination séculière.

La puissance lui manquait aussi bien. L'Espagne n'était ni assez peuplée, ni assez cultivée; l'Italie n'était plus assez militaire; l'Amérique n'était pas encore assez riche. Toutes les bases fléchissaient sous la masse qu'il leur faisait porter.

Mais même s'il avait eu des sujets partout soumis, des soldats sans cesse renouvelés, des trésors toujours inépuisables, il se serait brisé contre deux obstacles : la Réforme, dont l'expansion était irrésistible; la Papauté, dont la vigueur était intacte. Ni la Papauté ni la Réforme ne pouvaient s'accommoder d'un monarque selon la Bible qui se substituait au Souverain Pontife comme le représentant du Seigneur, et à la conscience comme le protecteur de la foi.

Philippe II aurait pu se désintéresser de la France et de l'Angleterre ; tolérer les richesses des Flamands; pousser vers le nouveau monde l'activité des Hollandais, et contre l'Orient celle des Espagnols ; aménager ses impôts; faire refluer vers l'Espagne le produit des taxes librement consenties par ses grandes villes du Nord et ceux des lingots, des pierreries, des épices de l'Amérique. Il aurait laissé une Espagne riche de son industrie, glorieuse de ses succès contre les Turcs, fière de ses *fueros*.

Mais la couronne d'Angleterre, qui lui fut imposée dès sa jeunesse avec la main de Mary Tudor, a détourné sa destinée. Il s'est cru désigné par la Providence pour ramener les hommes au catholicisme et les y con-

server ; il a reporté avec fatalité sa pensée vers ce premier royaume ; il s'est fait un devoir d'importuner les Anglais, de les irriter jusqu'à les attirer contre lui : ils ont alors appris le chemin des riches prises, infligé les grandes catastrophes du règne.

Une autre fatalité fut la facilité et l'importance de la victoire de Saint-Quentin. Il a cru que les Français n'avaient aucune valeur militaire, qu'il les battrait constamment : et en réalité il les a vaincus toutes les fois qu'ils ne lui ont opposé ni François de Guise ni Henri IV. Notre nation ne se bat que si elle est commandée : sous un chef comme Henri IV, elle ne connaît point la défaite ; avec un général incapable, elle ne fournit pas de soldat. C'est notre histoire tout entière ; nous ne sommes dignes d'être soldats qu'avec un homme digne d'être général.

Ainsi, les deux premiers bonheurs de la vie de Philippe, sa domination sur l'Angleterre et sa victoire de Saint-Quentin l'ont détourné pour toute sa vie, sur l'Angleterre et sur la France. De là son oubli de l'Italie et de l'Amérique, son mépris de l'Algérie et de la Tunisie, son empressement à négliger les Turcs dès qu'il les a vaincus. Il laisse les Turcs prendre la Goulette, ravager la Hongrie, menacer Vienne : il n'a de regards que pour la France, l'Angleterre, les Pays-Bas.

Il s'attire spontanément la haine des Flamands ; il oublie ses serments qui consacraient les franchises

locales; il estime que son autorité ne peut tolérer des institutions garanties par les lois : de duc de Brabant, il veut devenir monarque absolu. Ses attaques contre la constitution prennent pour prétexte les progrès de la Réforme. Mais l'aristocratie catholique comprend que l'indépendance nationale est menacée, et elle organise la résistance contre la révolution tentée par le roi. Cette défense patriotique des lois a pour partisans les réformés, qui étaient visés les premiers; aussi quand le roi a détruit l'aristocratie libérale, la lutte pour les droits du pays se transforme peu à peu en guerre de religion. Philippe, après les échecs du duc d'Albe, essaye de transiger, puis il soupçonne don Juan de convoiter son Angleterre, revient aux idées de répression, désavoue tour à tour tous ses gouverneurs, oublie subitement les Pays-Bas pour détourner ses efforts contre le Portugal.

Enivré par son occupation du Portugal et par sa victoire des Açores, où on lui persuade qu'il a fait fuir les Anglais, il s'exalte à la pensée de conquérir l'Angleterre, dédaigne les plans de Farnèse, envoie sa flotte un an trop tard.

En France, de même, il se prononce trop tard, envoie trop peu de troupes sur un trop grand nombre de points. Bientôt il est forcé d'entretenir une armée en Aragon, puis il voit Cadiz pillée, l'Andalousie tremblante; il suspend ses payements, il découvre que le monde est las de lui.

« — En Flandre, ceux qui sont rebelles sont ennemis déclarés, mais les autres sont ennemis secrets; en Italie et en Portugal, chacun est également ennemi secret; en Aragon, on se tient pour offensé. Nous n'avons pour nous que les Indes et la Castille. » Ainsi est résumé l'état moral de la monarchie par un des nouveaux ministres qu'appelle Philippe III [1].

Philippe II n'avait pas même su produire la cohésion dans la seule Espagne : durant les cinquante années qui suivent sa mort, on voit le Roussillon se rattacher à la France; la Catalogne vivre vingt ans en République sous le protectorat de la France; le Portugal redevenir royaume indépendant; enfin l'Aragon est sur le point de se donner pour roi le duc de Hijar, et l'Andalousie prépare un soulèvement avec le marquis de Ayamonte. Quand on ne sait respecter ni les droits des corporations, ni la liberté des particuliers, on aboutit au morcellement et à la honte.

Cependant, bien que Philippe II apparaisse comme un obstacle dans la marche de la civilisation et comme un fléau pour l'Espagne, les Espagnols ont gardé un véritable culte pour sa mémoire. Ce paradoxe national est facile à analyser. En général un peuple s'attache

[1] Ce rapport est de Balthazar Alamos Barrientos, conseiller de *hacienda* de Philippe III, en 1598 : « De los de Flandes los rebeldes son enemigos publicos, y los demas sin dubda lo son secretos; los de Italia y Portugal son tambien enemigos segretos; los de Aragon se tienen por ofendidos; y asi los amigos solos de esta corona son las Indias y los reinos de Castilla... »

à l'homme qui le brutalise; on peut même dire qu'il ne subit les excès d'un maître que s'il est mûri par ses instincts pour le despotisme. De telle sorte que le monstre a pour excuse les vices des autres. Philippe II n'est pas le seul responsable du rôle violent qu'a joué l'Espagne sous son règne, il n'est pas la cause unique de cette surexcitation fiévreuse : un homme, quel que soit son génie, imprime rarement le branle à sa génération, s'il ne trouve autour de lui les forces qui l'attendent. On peut discerner dans la catastrophe jusqu'où s'étendent les fautes de l'homme et où commencent celles de la nation.

Après six siècles d'une lutte pour l'existence, soutenue contre l'islamisme, les Espagnols en étaient venus à confondre en un seul amour la patrie et la religion, et à ne regarder comme utiles à la nation que le soldat et le prêtre; de là l'horreur du changement, puisque la religion répond à tous les besoins, et le mépris du travail, puisque la guerre est la première nécessité de la vie. Ainsi, ils se sont cantonnés dans deux idées; ils ont vécu dans un monde de miracles et de prouesses; ils sont devenus un nouveau peuple de Dieu qui plaçait son honneur dans la foi et dans la guerre. Mais la foi, pour des ignorants, devient la superstition; la guerre laisse le travail aux esclaves. Dès lors, l'Inquisition devient une institution nationale, l'agriculture un objet de dédain. Et d'une part on va jusqu'au paganisme : « — O épouse du Christ!

dit-on à une pieuse nonne[1], comment votre Époux pourra-t-il vous payer des services que vous lui avez rendus! » Et d'autre part on se complaît dans la paresse : « — Ils souffrent plus aisément la faim que de travailler; le travail, disent-ils, n'appartient qu'à des esclaves[2]. »

Ils avaient une chance d'échapper aux conséquences de cet état mental : c'était leur vieux sentiment de résistance à la centralisation. Mais les libertés municipales sont écrasées en Castille par Charles-Quint, en Aragon par Philippe II. Ils tombent dès lors sous la main des commis voraces et des inquisiteurs dociles au roi. Dans toute l'Europe l'esprit humain s'éveille; il doute, il cherche. L'Espagne ne bouge ; elle est ensorcelée autour des tombes de l'Escurial.

Une nation qui n'a pas su défendre ses libertés municipales, qui renonce à chercher la vérité, qui est fière « de ne pas se laisser éblouir[3] par les âpres calculs et les démonstrations compliquées de la géométrie, avec lesquels on déguise la vérité et on dissimule l'erreur, et de regarder les mathématiques comme

[1] *Historia de la fundacion de Religiosas capuchinas*, par le Père Fons, de la Compagnie de Jésus, Barcelone, 1649 : « O esposa de Christo, como os pagara vuestro esposo los servicios que le haziayz. »

[2] Madame d'Aulnoy, *Relation du voyage d'Espagne*, Lyon, 1693, t. II, p. 369.

[3] Forner, *Oracion apologetica por la España*, Madrid, 1786, p. 38 : « No se dexe deslumbrar con los asperos calculos y intrincadas demostraciones geometricas, con que, astuto el entendimiento, disimula el engaño con los disfraces de la verdad. El uso de las matematicas es la alquimia en la fisica, que da apariencias de oro a lo que no lo es. »

une alchimie qui donne la fausse apparence de l'or », se laisse mener à dire : « La science est un crime, l'ignorance et la stupidité la première vertu[1] » ; elle s'obstine dans une aveugle tradition; ce qu'ont fait les pères, on le fait, rien de plus. A Almaden, les premiers mineurs creusaient leurs puits verticalement, pour exploiter le cinabre; quand les puits eurent traversé la veine, on devait continuer l'exploitation par galeries horizontales : point. L'aïeul enfonçait droit en terre, le petit-fils enfonça droit, ne trouva rien, laissa la place aux ouvriers allemands. A Madrid, les premiers habitants déposaient leurs excréments dans les rues; quand le fumier fut accumulé durant plusieurs siècles, le roi Charles III voulut creuser des égouts. « — Quelle témérité ! s'écrièrent les Espagnols, quel oubli de la sagesse de nos ancêtres! Il y a longtemps que sous un des Philippe de la maison d'Autriche, les docteurs ont prouvé que le climat subtil et rude d'une ville si voisine de la montagne de Guadarrama serait mortel si l'air n'était pas imprégné des émanations des immondices répandues dans les rues[2]. »

[1] SAINT-SIMON, *Mémoires*, t. XII, p. 102.

[2] Voir *Histoire de Philippe II*, appendice B du tome III. Voir CABARRUS, *Elogio de Carlos III*, Madrid, 1789 : « Se conmovio el vulgo, y tuvo varias autoridades a su favor la extraña doctrina de que los vapores mefiticos eran un correctivo saludable de la rigidez del clima. » Voir aussi RIO, *Historia del reinado de Carlos III*, Madrid, 1856, t. IV, p. 54 : « Le presentaron dictamenes de medicos en que se defendia el absurdo de ser elemento de salubridad la basura. » *Id., ibid.*, t. I, p. 267 : « Le presentaron cierta origanilisima consulta hecha por los medijos bajo el reinado de uno de los Felipes de Austria, y reducida

Ainsi Philippe se conformait aux instincts de son peuple quand il maintenait l'immobilité et l'ignorance à l'intérieur, quand il ne regardait ses sujet des Pays-Bas, d'Italie et d'Amérique, que comme une matière imposable. Ses fautes propres sont ses efforts contre l'Angleterre et la France, sa négligence de l'armée, sa jalousie contre les hommes supérieurs. Peut-on appeler décadence l'état dans lequel il a laissé son royaume? Ce que devient une nation de croisés sous une dynastie de rois selon la Bible, l'Espagne le montre.

Nous avons vu la fabrication de la monnaie et l'exploitation des mines d'Almaden abandonnées à des Allemands; les mines de Guadalcanal sont inondées jusqu'au moment où lady Herbert Spencer y amène des ouvriers anglais, en 1728; les tisseurs de Séville sont Hollandais, ceux de Ségovie sont Irlandais; la moisson est faite en Aragon par des Béarnais [1]; les navires sont construits par des ouvriers recrutés en

a demostrar que siendo sumamente sutil el aire de la poblacion a causa de estar proxima la sierra de Guadarrama, ocasionnaria los mayores estragos si no se impregnara en los vapores de las immundicias desparramadas por las calles. » BUCKLE cite encore un voyageur anglais qui a recueili à Madrid cette bizarre tradition : « Being desirous to know why so beastly a custom is suffered, they say it is a thing prescribed by their physicians; for they hold the air to be so piercing and subtle, that this kind of corrupting it with these ill vapours keeps it in good temper. » Voir aussi les *Lettres de l'abbé Galiani,* publiées par Lucien PEREY et Gaston MAUGRAS, t. II, p. 411, et la note curieuse qu'ajoutent sur cet épisode les éditeurs, d'après les *Mémoires* du baron DE GLEICHEN.

[1] Et même du temps de Voltaire, par des Auvergnats et des Limousins. (VOLTAIRE, *la Bible,* p. 294.)

Hollande. De Hollande et de France viennent même les cartes de géographie, même les drogues des apothicaires : la première officine est établie à Madrid en 1776. Il n'y a pas encore de cours de mathématiques ni de dissection en 1786; on ne connaît pas la circulation du sang en 1787. On n'enseigne pas même l'escrime [1]. — Mais, dit le duc de Saint-Simon pendant son ambassade à Madrid [2], « je ne vis jamais moines si gras, si grands, si grossiers, si rogues. L'orgueil leur sortait par les yeux et de toute leur contenance. Ces maîtres moines poussoient leurs coudes dans le nez des dames, et dans celui de la *camarera-mayor* comme des autres, qui toutes à ce signal leur faisoient une profonde révérence, baisoient humblement leurs manches, redoubloient après leurs révérences. »

Les premiers Bourbons qui vinrent régner sur ce vaste monastère trouvèrent les Espagnols tellement modelés pour l'oisiveté et l'ignorance, qu'ils ne purent les utiliser : « — Vous aurez la bonté d'envoyer un homme pour les finances, ou bien il n'y aura plus de finances [3]. » Ils gouvernèrent avec la princesse des Ursins, le maréchal de Tessé, le financier Orry; plus tard avec l'Italien Alberoni, le Hollandais Ripperda, l'Allemand Königseg.

Le changement de régime permit lentement à l'Es-

[1] Madame D'AULNOY.

[2] *Mémoires*, t. XII, p. 244. Il parle des religieux de Notre-Dame d'Atocha.

[3] Louville à Torcy, t. I, p. 149.

pagne de se régénérer sous la dynastie des Bourbons. A l'avénement de Charles III en 1759, c'est-à-dire plus de cent soixante ans après la mort de Philippe II, commence une ère nouvelle. Charles III, qui a été soustrait dès sa jeunesse à l'influence de l'éducation monastique, est un prince éclairé, qui emploie encore des étrangers comme le Sicilien Esquilache, l'Irlandais Wall, le Français Cabarrus, mais aussi deux Espagnols d'un talent supérieur, les précurseurs des hommes d'État de l'Espagne constitutionnelle, les comtes de Floridablanca et d'Aranda.

FIN.

APPENDICE BIOGRAPHIQUE

Cette table alphabétique comprend divers noms et détails qui sont omis dans les biographies générales. La Biographie Michaud est une œuvre de grande valeur, mais ses erreurs ont été recopiées par toutes les biographies de tous les pays (voir par exemple plus loin : FUENTES); elle a conservé les noms des plus sots barbouilleurs de papier, et négligé quantité de soldats et de politiques, surtout s'ils n'avaient pas publié de livre.

J'ai supprimé quelques noms qu'on trouve dans toutes les biographies, lorsqu'ils n'étaient pas nécessaires dans cette table, et j'ai admis ceux des personnages qui, sans figurer dans le récit, ont pris part aux mêmes événements, de manière à faciliter les recherches biographiques sur la seconde moitié du seizième siècle.

Plusieurs princes allemands partageaient, comme des Mérovingiens, leurs villages entre leurs enfants : on les trouvera au nom de chaque État. Il y a souvent incertitude sur les dates de naissance, surtout pour les Espagnols.

APPENDICE BIOGRAPHIQUE

A

ABD-EL-MELEK. Souverain du Maroc, t. III, p. 89. Sa mort, p. 96.

ABD-EL-MOHAMMED. Prétendant marocain, t. III, p. 89. Tué à Alcazar-Kebir, p. 96.

ABEN-ABO (Abdalla). Second roi choisi par les Maures, t. II, p. 182. Sa mort, p. 188.

ABEN-FARAX. Chef de l'insurrection des Maures; ses cruautés, t. II, p. 160.

ABEN-HUMEYA. Choisi pour roi des Maures, t. II, p. 157; prend Seron, p. 176; sa mort, p. 181.

ACEBEDO (Diego DE). Secrétaire de Charles-Quint, majordome de Philippe durant ses voyages de Flandre et d'Angleterre, ambassadeur à Rome, meurt en 1559.

AGOULT (Balthazar D'). Épouse en 1594 Anne d'Aguillon de Lespeaux. Incursion en Aragon, t. IV, p. 140.

AGUILA (D. Juan DEL). Siége d'Anvers, t. III, p. 290; commande les vétérans de Farnèse, p. 317; commande l'expédition de Bretagne, t. IV, p. 83.

AGUILAR (D. Luis Fernandez Manrique, marquis D'). Grand chancelier de Castille et grand veneur; entre aux conseils du roi en 1571 meurt à Monçon, t. III, p. 261.

AGUILON (Pedro). Secrétaire du chancelier Granvelle, puis du cardinal, attaché en 1568 à l'ambassade de Paris; y espionne l'ambassadeur, t. II, p. 304. Commis des finances aux Pays-Bas en 1575.

ALAN (William). 1532-1594. Chanoine d'York; retiré à Louvain; excite, en 1586, les Anglais à la révolte; devient archevêque de Malines et cardinal.

ALAVA (Francès DE). Ambassadeur en France, t. I, p. 290; ses relations avec Monluc, p. 302; sa colère contre l'envoye turc, p. 321; ses intrigues avec les Guise, p. 346; félicite la régente Marguerite de sa fermeté, t. II, p. 95; dénonce Montigny, p. 219; chargé d'une enquête secrète sur le duc d'Albe, p. 287; sa peinture de la cour de France, p. 295; s'embarque en Zélande, décembre 1571, et disparaît avec son navire (*Corr. de Fénelon*, t. IV, p. 336).

d'Oran. Vaincu et tué à Mostaganem, t. I, p. 360. Ses deux fils Alonso et Martin de Cordova défendent Oran et Mers-el-Kébir, p. 368.

ALDOBRANDINI (Gian Francesco). Neveu de Clément VIII. Sa mission à Madrid, t. IV, p. 281. Lettres de lui f. franc. 3418, 3557, 3566, 3983.

ALEXANDRINI (cardinal). Neveu de saint Pie V. Envoyé en 1571 en Espagne pour demander la flotte contre les Turcs. Ambassadeur en France en 1572. Essaye d'empêcher le mariage de Marguerite de Valois. Refuse de saluer Jeanne d'Albret (*La Popelinière*). Reçoit de Philippe une gratification annuelle de 3,000 ducats prélevée sur les revenus de l'évêché de Siguenza depuis 1568 (*Corr. Philippe,* t. I, p. 596). Est à Madrid au moment de Lépante (*Poreño*).

ALFONSO Y CASTRO (Fray). Chapelain de Philippe à Londres, prêche la tolérance, t. I, p. 57.

ALMAZAN (marquis D'). Ambassadeur à Vienne en 1576 (*Corr. Philippe,* t. V, p. 128). Se plaint de l'excès de Juntes, t. III, p. 265.

ALMUNAN (Diego Fernandez de Cordoba, seigneur D'). Grand commandeur de Calatrava et grand écuyer de Philippe. Père de la comtesse de Paredes (voir LARA).

ALTAEMPS (Annibal comte D'). Neveu du cardinal d'Altaemps, commande un régiment allemand dans les Flandres. Gouverneur d'Anvers après la révolte de la garnison espagnole. Le contador Navarrete qui paye et licencie son régiment en 1576, dit : « El robo es tan notorio... » (*Corr. Philippe,* t. V, p. 250.)

ALVA (Andres D'). Secrétaire de la marine, t. III, p. 265. Ennemi de Santa Cruz, p. 308.

AMBRES (Jean de Voisin baron D'). Mestre de camp en Languedoc. Lettre, Arch. nat., K. 100.

AMOURS (Louis D'). Chapelain de Henri IV. Assiste à toutes ses batailles, t. IV, p. 24. Mort en 1609.

ANASTRO (Gaspar). Marchand d'Anvers, s'occupe d'assassiner Guillaume d'Orange, t. III, p. 210. Se trouve à Cadiz, t. IV, p. 273.

ANCEL (Guillaume). Employé par Henri III et Henri IV dans des négociations en Allemagne. Transmet à Bruslart en 1584 des recettes pour procurer des enfants à Henri III (v. C. de Colbert, vol. 398, f° 649). Lettres de lui, f. franc. 3348, 3393. Portrait gravé par Sadler. Autre ANCEL (Gilles), habitant de Coutances.

ANGENNES (Charles D'). 1530-1587. Évêque du Mans, cardinal de Rambouillet, ambassadeur de France au concile de

ces allemands (*Lettres missives*, t. I, p. 8). Colonel d'un régiment au service des États, en 1580 (f. franc. 5165, f° 213).

ARIAS MONTANO. 1527-1598. Détails à l'appendice A du t. III. Son opinion sur les Pères de l'Église, t. I, p. 187. Ses procédés pour avoir des livres, t. II, p. 138. Portrait au musée Plantin d'Anvers.

ARMAGNAC (George de Caussade, cardinal D'). 1501-1585. Fils de Pierre, bâtard d'Armagnac. Évêque de Rodez en 1529. Ambassadeur à Venise et à Rome. Cardinal en 1544. Archevêque de Toulouse en 1547. Mêlé aux intrigues de Monluc, t. I, p. 301. Donne des avisà l'Espagne, t. II, p. 305.

ARMENTEROS (Tomas). Secrétaire de la princesse de Parme. Son portrait et surnom, t. II, p. 57. Rapporte de Madrid la lettre de rappel, p. 58. Il y a un Armenteros à Séville en 1596, près du duc de Medina-Sidonia (*Doc. ined.*, t. XXXVI, p. 219):

ARSCHOT (Philippe de Croy, duc D'). 1521-1595. Époux de Jeanne d'Halluin, puis de Jeanne de Blois. Missions en Allemagne en 1562 et 1564. Reçoit en 1570 une rente de 4,000 livres sur les biens confisqués. Partisan de l'Espagne, t. II, p. 21. Fidèle au duc d'Albe qui le méprise, p. 288. Entre dans l'opposition, p. 386. Appelle Mathias, t. III, p. 33. Arrêté par les Gantois, p. 36. Rallié à Farnèse, p. 172. Son portrait en miniature est chez le duc d'Arenberg. ARSCHOT (Charles, duc D'), 1560-1610, son fils, prince de Chimay. Épouse Marie de Brimeu, t. III, p. 171. Se rallie à Farnèse, p. 197. Sa succession passe au duc d'Hâvré.

ARUNDEL (Philip Howard earl OF). Fils aîné du duc de Norfolk, enfermé à la Tour en 1585, « during the queen's pleasure » ; y meurt en 1595. Sur le mur il a écrit : « Pro Christo vincula sustinere maxima gloria est. » (*Lodge*, t. II, p. 329.) ARUNDEL (Charles D'). Subventions reçues, t. III, p. 227, note.

ASCOLI (prince D'). Épouse D. Eufrasia de Guzman, grosse de Philippe, t. I, p. 214. Leur fils est traité comme fils du roi, t. III, p. 54. Sa mission aux Pays-Bas, t. IV, p. 44. Son opposition contre Farnèse, p. 177.

ASSONLEVILLE (D'). Conseiller au grand conseil des Pays-Bas. Envoyé à Londres en 1563. Négocie pour la régente Marguerite avec les seigneurs. Conseille le meurtre d'Orange, t. III, p. 213.

AUDIFFRET (Jean D'). Gouverneur de Barcelonette. Époux de Catherine de Matti de Mattos,

B

fils. De sa seconde, Diane de la Marck, fille du duc de Bouillon, petite-fille de Diane de Poitiers et plus galante qu'elle, il a neuf filles, dont l'une épouse Antoine d'Estrées, et qui sont toutes galantes. Babou de la Bourdaisière (George), son fils. Élevé avec François de Valois. Est capitaine des cent gentilshommes de la maison du roi. Époux de Madeleine du Bellay. Meurt en 1607. Lettre f. fr. 3633 et Colbert 343.

Baden-Baden. 1536 : *Philibert* (1536-1569). Luthérien. Époux de Mathilde de Bavière. Allié des catholiques de France. Tué au milieu d'eux à Moncontour. 1569 : *Philippe* (1559-1588). Catholique. Époux de Sibylle de Juliers. 1588 : *Édouard le Fortuné* (1565-1600). Époux de Marie d'Eiken. Compagnon de repas de l'archiduc Ernest. Meurt ivre.

Baden-Durlach. 1553 : *Charles* (1529-1577). Luthérien. Époux d'Anne de Velden. 1577 : *Ernest-Frédéric* (1560-1604). Calviniste. Envahit et administre la fraction Baden-Baden.

Bajourdan (Simon de). Neveu du maréchal de Termes. Chevalier de l'ordre. Suit le parti de Montmorency en Languedoc. Époux de Roze de Montpezat. Leur succession donna lieu à des procès qui ne finirent, dit-on, qu'à la Révolution française.

Balagny (1545-1603). Bâtard de l'évêque de Valence. Choisi par François de Valois comme gouverneur de Cambrai, t. III, p. 186. Se vend à l'Espagne, p. 242. Soutenu par Philippe, t. IV, p. 71. Se vend à Henri IV, p. 250. Se sauve au moment du danger, p. 251.

Bales (Peter). 1547-1610. Dessinateur à la plume employé par Walsingham à imiter les écritures des conspirateurs, t. III, p. 228.

Barajas (Francisco Zapata de Cisneros, comte de). Est en 1570 corregidor de Cordoue. En 1573, capitaine général de Séville. En 1580, président des ordres. En 1583, président de Castille. Sa disgrâce, t. IV, p. 164. Meurt en 1594. Époux de D. Maria de Mendoza. Un de leurs fils fut le cardinal Zapata.

Barcelos (duc de). Fils du duc de Bragance. Pris et donné à Philippe par les Marocains, t. III, p. 99.

Barchon. Gentilhomme wallon désigné par Guillaume d'Orange pour gouverner la principauté d'Orange. Est chassé par les réformés.

Bardaxi (Juan et Felipe). Agents entretenus par Philippe près de Monluc, t. I, p. 295 et 342. Continuent les rapports à l'Espagne, t. II, p. 302.

Bassompierre (Christophe, baron

camp général de l'armée qui doit conquérir l'Angleterre, t. III, p. 317. Même grade en 1591 dans l'armée d'Aragon. Envoyé en 1596 au secours de Séville pendant l'invasion anglaise. Époux de D. Hipolita de Leyva. Meurt en 1610. Bobadilla (D. Diego de). Commande les troupes de débarquement de l'Armada, t. III, p. 316.

Bobadilla (Andres de Cabrera y). Frère du comte de Chinchon, et archevêque de Saragosse. Sa prudence pendant les troubles, t. IV, p. 141. Sa présidence à Monçon, p. 172.

Boisdauphin (Urbain de Laval, seigneur de). 1557-1629. Maréchal de France. Époux de Madeleine de Monteclar morte en 1612. Vendu à Philippe, t. IV, p. 67. Vendu à Henri IV, p. 227. Lettres, f. fr. 3408, 3549. Portrait au crayon, Cab. estampes.

Boisot. Amiral hollandais. Détruit une flotte espagnole, t. II, p. 382. Coupe les digues à Leyde, p. 384.

Bongars. 1546-1612. Epoux d'Odette de Chalonges, nièce de Briquemaut. Ses papiers, f. franc. 3348 et 7125 à 7132. Portrait gravé par Brun.

Bonner (1496-1569). Évêque de Londres. Partisan du schisme de Henri VIII. Redevient catholique avec Mary et tient à brûler des héritiques, t. I, p. 57. Persuade à Mary que c'est un devoir, p. 65.

Borda. Mestre de camp dans l'expédition de Strozzi. Tué en le secourant avec son navire, t. III, p. 151.

Borja (Saint-François). Quatrième duc de Gandia. Époux de Leonor de Castro. Entre en 1551 dans la Compagnie de Jésus. Entrevue avec Catherine de Médici, t. II, p. 303. Borja (Carlos de). Son fils, né en 1530, cinquième duc Gandia. Époux de Magdalena de Centellas. Soutient le parti espagnol à Gènes, t. II, p. 215. Capitaine général de Portugal avec Albert, t. III, p. 265.

Borromeo (Saint-Charles). 1538-1584. Neveu de Pie IV. Cardinal en 1560. Canonisé en 1610. Sa vie, t. III, p. 277. Son portrait par Carlo Dolci est n° 275 du palais Pitti.

Boucher. 1550-1644. Curé de Paris. Prêche contre l'abjuration de Henri IV, t. IV, p. 213. Mort doyen de Tournai. Portrait gravé par Hugmer.

Bouillé (René de). Gouverneur de Périgueux. Époux de Renée de Laval-Lezay.

Bouillon (Guillaume-Robert, duc de). Succède en 1574 à son père Henri-Robert. Meurt en 1587. Institue comme héritière sa sœur Charlotte de la Marck, qui épouse en 1591 le vicomte de Turenne.

p. 20. Invente la queue de renard, p. 43. Son admiration pour Ludovic, p. 69. Adhère à la ligue de Spa, p. 70. Sa mort, p. 97.

BRIQUEMAUT (François de Beauvais, sieur DE). 1502-1572. Prend part aux guerres d'Italie, puis aux guerres de religion. Épouse en 1535 Renée de Jaucour. Instructions secrètes reçues par lui, ms. Arch. nat., J. 969. Prépare l'invasion du Hainaut, t. II, p. 310. Porteur d'ordres de Charles IX, p. 314. Tué à la Saint-Barthélemy par un arrêt honteux.

BRIENNE (Charles de Luxembourg, comte DE). Gouverneur de Metz. Duc en 1587. Époux de Anne de Nogaret, sœur du duc d'Épernon. Mort en 1605.

BRISSAC (Charles de Cossé, maréchal DE). 1506-1563. Époux de Charlotte d'Esquetôt. Ont pour enfants : Timoléon et Charles, qui suivent; Diane, qui épouse Charles DE MANSFELD et est tuée par lui; Jeanne, qui épouse SAINT-LUC.

BRISSAC (Timoléon de Cossé, comte DE). 1543-1569. Grand panetier et grand fauconnier de France, fameux par sa témérité.

BRISSAC (Charles de Cossé, duc DE). Maréchal de France en 1594. Duc en 1611. Mort en 1621. Époux de Judith d'Acigné. Expédition des Açores, t. III, p. 117. Se livre à Philippe, t. IV, p. 67. Demande de l'argent partout, p. 86. Vend Paris à Henri IV, p. 217. Lettres f. fr. 3559, 3569.

BRISSON (Barnabé). 1531-1591. Membre du Parlement. Sa servilité envers la démocratie, t. IV, p. 7. Pendu par elle, p. 110. Portrait gravé par de Leu.

BRUNSWICK-LUNEBOURG. 1546. *Henri* et *Guillaume* règnent ensemble jusqu'en 1598.

BRUNSWICK-WOLFENBUTTEL. 1568 : *Jules* (1558-1589) : 1589 : *Henri-Jules* (1564-1613). Fanatiques tous deux contre les catholiques.

BRUSLARD (Pierre). Seigneur de Crosne et de Genlis, secrétaire d'État en 1569, mort en 1608. Lettres, f. franc. 3376 et 3398.

BRUSLARD (Nicolas). 1544-1624. Seigneur de Sillery, chancelier en 1607. Paix de Vervins, t. IV, p. 285. Portrait gravé par Gaultier.

BUEIL (Honorat DE). Vice-amiral et lieutenant de roi en Bretagne. Tué à Saint-Malo en 1590.

BUSBECQUE (Augier Ghislen DE). 1522-1592. Ambassadeur de l'Empire en Turquie et en France. Apporte le lilas en France. Portrait gravé par Sadler.

BUSSY (Louis de Clermont d'Amboise, seigneur DE). Accompagne François de Valois aux Pays-Bas. Tué en 1579. Let. f. Colbert 9.

C

Charles iii, duc de Lorraine, 1543-1608. Époux de Claude de France. Ses intrigues près de Philippe, t. IV, p. 92. Vend son alliance à Henri IV, p. 241.

Charles-Emmanuel, duc de Savoie. Épouse l'infante Catalina, t. III, p. 252. Prend le marquisat de Saluce, p. 248. Convoite le Dauphiné et la Provence, t. IV, p. 91. Mort en 1630.

Charny (Leonor Chabot comte de). Fils de l'amiral Chabot de Brion, et de Françoise de Longwy. Grand écuyer et lieutenant de roi en Bourgogne. Mort en 1597. Lettres, f. franc. 3343, 3379, 3408, et Colbert 9 et 10.

Charry (Jacques Prevost, sieur de). Sert en Piémont sous le maréchal de Brissac (f. franc. 20449, fol. 181). Est au siége de Metz. Fonde les premiers régiments de vieille infanterie, en 1562. Tué en 1563 sur le pont Saint-Michel.

Chaste (Aymar de). Commandeur de Lormeteau, gouverneur de Dieppe, vice-amiral du Ponant. Son expédition aux Açores, t. III, p. 155. Arme une flottille contre le Brésil en 1587 (*Arch. nat.,* K. 1566, p. 148). Remet Dieppe à Henri IV, dès 1589. Mort en 1603. Lettres, f. franc. 3416 et 3561.

Chasteauneuf (Renée de Rieux, demoiselle de). Sœur de Guy de Rieux, et fille d'honneur de Catherine. Aimée de Henri de Valois. Épouse le Florentin Antinotti, et le tue en 1577. Épouse Altoviti, baron de Castellanne. Son portrait (Braun) est chez M. Delaherche.

Chasteauvieux (Joachim de). Capitaine de la garde écossaise. Mort en 1615.

Chastelier-Portaut (X. de la Tour, *dit*). Guidon de la compagnie de Coligny. Tue le colonel Charry. Se réfugie chez Soubise. Tué à Jarnac en 1569.

Chastenoy (George de). Agent du duc de Lorraine près de Philippe.

Chaves (Fray Diego de). 1504-1595. Confesseur de Philippe Intervient contre le duc d'Albe, t. II, p. 409. Contre Perez, t. III, p. 63. Contre les Portugais, p. 100. S'acharne contre Perez, t. IV, p. 137. Contre les Aragonais, p. 148. Ses menaces contre Philippe, p. 164.

Chavigny (François Le Roy, seigneur de). Capitaine des gardes du corps. Lieutenant du roi en Anjou et Touraine depuis 1560. Vend le cardinal de Bourbon, t. IV, p. 16. Lettre, f. franc. 3216.

Chemerault (Méry de Barbézières, seigneur de). Chargé des missions entre Henri de Navarre et Henri III, notamment avec l'abbé de Gadagne (f. franç.

tesa, le dernier des ordres incorporés, après la mort du grand maître Garceran.

CRÉQUI (Antoine, cardinal DE). Évêque d'Amiens, cardinal en 1565. Mort en 1574.

CRILLON (Louis des Balbes de Berton, seigneur DE). 1541-1615. Assiste dès seize ans à la prise de Calais. Volontaire français sur la flotte de Lépante. Bataille d'Ivry. Siéges de Paris et d'Amiens. Son portrait (Braun) est chez M. Delaherche; sa lettre sur le siége de Paris, f. fr. 3275 et 3644.

CUMBERLAND (George Clifford, earl OF). Bataille des Dix Jours, t. III, p. 325. Croisière des Açores, p. 366. Envahit la Trinité, t. IV, p. 262. Était épris de la fille d'un gentilhomme campagnard, sir William Holles, qui le trouva trop grand seigneur pour lui et la lui refusa. Il se consola dans les orgies.

ÇUNIGA (Francisco DE). Quatrième comte de Miranda. Époux de Maria de Bazan. Ont trois enfants: *Pedro,* mort en 1572, époux de Juana Pacheco; leur fille D. Maria épouse son oncle *Juan I,* ci-après; *Juan II,* qui suit; *Juana,* première femme du marquis de Santa-Cruz.

ÇUNIGA (Juan I). Frère du précédent, gouverneur du prince Philippe. A deux fils : *Luis* de Cuñiga y Requesens (*voir* REQUESENS); et *Diego,* qui suit.

ÇUNIGA (Juan II). Fils de Francisco. Époux de Maria, sa nièce. Ambassadeur à Rome en 1567. Vice-roi de Naples de 1579 à 1582. Prince de Pietrapersia et secrétaire d'État en 1582. Mort en 1586.

ÇUNIGA (D. Diego DE). Ambassadeur de France. Les espions, t. II, p. 304. Décrit les préparatifs contre l'Espagne, p. 315, et la Saint-Barthélemy, p. 325. Méprise la cour de France, p. 339, et t. III, p. 138. C'est lui, je crois, qui a continué la famille. A sa branche doivent se rattacher : le comte de Miranda, qui fut vice-roi de Naples de 1586 à 1595; le duc de Peñaranda, auquel Herrera dédie son histoire; et D. Juan, évêque de Carthagène et inquisiteur général sous Philippe III.

ÇUNIGA (Fray Antonio DE). Son intervention pour les Américains, t. II, p. 415.

D

DACRE (Madeleine). Fille d'honneur de Mary, repousse les galanteries de Philippe, t. I, p. 64. Mariée au viscount Montague.

DAFFIS. Procureur général à Toulouse. Massacré par la démocratie, t. IV, p. 7. Lettre f. franç. 3408.

E

ESCOVEDO. Imposé comme secrétaire à D. Juan, t. II, p. 211. Reçoit pour lui les instructions du roi, t. III, p. 3. Rétablit l'ordre à Anvers, p. 18. Envoyé à Madrid, p. 26. Sa légèreté, p. 57. Sa mort, p. 60.

ESPÈS (Guerau DE). Remplace en Angleterre D. Guzman de Silva en 1568. Ses embarras au moment de la saisie des navires, t. II, p. 275. Arrêté le 8 janvier 1569 par ordre d'Elizabeth, p. 277 (voir *Real Acad.*, t. VII, p. 328). Chassé de Londres, p. 281.

ESPINAC (Pierre D'), archevêque de Lyon. Son entrevue avec Henri IV pendant le siége de Paris, t. IV, p. 36. Reçoit de l'argent de Philippe, p. 200. Lettres de lui, f. franç. 3366 et 3403.

ESPINOSA (Diego DE). 1502-1572. Créé rapidement président de Castille; inquisiteur général en 1566; cardinal en 1568. Son rôle dans l'Inquisition, t. I, p. 193. Pousse à l'extermination des Maures, t. II, p. 154. Le roi, en septembre 1572, « le dixo, con tanta severidad : Pues assi me mentis, — que le mato » (*Van den Hammen y Leon,* p. 132). Il fut embaumé tout vivant : « Apresuraron los medicos y algunos ministros presentes tanto el abrire para balsamarle que toco la navaja la mano del exanime, y abierto el pecho, palpito el corazon. Qual si fuera para satisfacer al principe, grandes, y consejeros. » (*Cabrera,* l. IX.) On peut conclure que le cardinal tomba en syncope sous le coup de la colère royale; que les ministres, froissés par son orgueil, déclarèrent que le roi voulait faire embaumer le corps, et qu'ils en pressèrent l'ouverture. La main du malheureux voulut arrêter la lancette qui lui fendait le ventre; on jugea qu'il n'y avait pas lieu, pour cela, de suspendre l'opération : les rivaux du cardinal ne furent tranquilles qu'en le voyant bien embaumé.

ESSEX (Robert Devereux OF). 1567-1601. Accompagne Leicester en Hollande. Épouse en 1589 la fille de Walsingham, qui était veuve de Philip Sidney. Expédition de Portugal, t. III, p. 362. Commande un corps d'Anglais en France, t. IV, p. 189. Prise de Cadiz, p. 270.

ESTE (Hippolyte D'). 1509-1572. Fils d'Alfonse, duc de Ferrare, et de Lucrèce Borgia. Cardinal de Ferrare en 1538, archevêque d'Auch, d'Arles, de Lyon, de Milan, et évêque d'Autun.

ESTE (Louis D'), second cardinal de Ferrare. Il est fils de Renée de France, fille de Louis XII. Archevêque d'Auch. Protecteur de France à Rome. Mort en 1586.

Philippe, t. I, p. 14. Détache Venise de l'alliance française, p. 77. Voudrait marier Anne, sa petite-fille, à D. Carlos, p. 267.

* Feria (Gomez Suarez de Figueroa, comte, puis duc de). Capitaine de la garde espagnole. Mort en 1571. Accompagne Philippe à Londres, t. I, p. 43. Épouse Jane Dormer, suivante de la reine, p. 84. Sa mission près d'Elizabeth, p. 109. N'est pas d'avis d'user de la bulle qui la détrône, t, II, p. 280.

Son fils épouse une fille du duc d'Albe. Sa mission en France, t. IV, p. 193. Dernière distribution de doublons aux curés de Paris, p. 207. Évacuation de Paris, p. 221. Tristesse du duc, p. 225.

Fervacques (Guillaume de Hautemer, seigneur de). 1538-1613. Attaché à Henri de Navarre et à François de Valois. Pris à Anvers, t. III, p. 201. Maréchal de France en 1595.

Fiesque (Scipion de). Comte de Lavagne, chevalier d'honneur des reines de France Élisabeth d'Autriche et Louise de Lorraine. Époux d'Alfonsine Strozzi, suivante de Catherine de Medici. Meurt en 1598.

Figueroa (Lope de). Colonel d'un des vieux régiments. Arrive au siége de Haarlem, t. II, p. 359. Amène des renforts à D. Juan d'Autriche, t. III, p. 42. Bataille navale de San Miguel, p. 151. Meurt à Monçon, p. 261.

Fizes (Simon de). Secrétaire du garde des sceaux Bertrandi, puis secrétaire du roi en 1553. S'attache au cardinal de Lorraine, devient baron de Sauves et secrétaite d'État à la place de Fresnes en 1567. Épouse Charlotte de Beaune. Meurt en 1579. Lettres de lui, f. franç. 3954.

Foix (Paul de). 1528-1584. Suspect d'hérésie sous Henri II; favorisé par Catherine de Medici qui le fait envoyer comme ambassadeur en Angleterre, puis à Rome, et lui donne l'archevêché de Toulouse. Sa *Vie*, par *Secousse*, est *Acad. inscriptions*, t. XVII, p. 620; sa *Correspondance* est publiée en 1628 par *Auger de Mauléon*. Documents, f. français 6612 et 6613.

Fonck (Jean). Président de Flandre, à Madrid. Meurt en arrivant aux cortès de Monçon en 1585.

Fontenilles (Philippe de la Roche, baron de). Chevalier de l'ordre. Épouse en 1567 Françoise de Monluc, fille du maréchal. Se remarie avec Paule de Viguier, dite la *Belle Paule*, qui passait pour la beauté la plus parfaite du siècle.

Forquevauls (Raimond de Beccarie, baron de). 1509-1574. Ambassadeur en Espagne en 1563,

Henri IV. Sa mission chez les princes allemands, t. IV, p. 240. Ambassadeur à Venise. On a de lui *Lettres et Ambassades*, 1645, trois vol.

Fresne-Forget (Pierre de). Mission en Espagne en 1589. Il est secrétaire d'État de 1589 à 1610. Remplacé en 1610 par Philippeaux de Pontchartrain. Les papiers de sa mission en Espagne sont fonds Brienne 67, et fonds français 23520.

Fresneda (Fray Bernardo de). Confesseur de Philippe. Évêque de Cuença de 1562 à 1571, puis de Cordoue jusqu'en 1577, puis archevêque de Sarragosse; il meurt en se rendant à Sarragosse. Son caractère, t. Ier, p. 238.

Frias (D. Juan Hernandez de Velasco, duc de). Connétable héréditaire de Castille. Son expédition contre la Bourgogne, t. IV, p. 241.

Frobisher (sir Martin). 1541-1594. Ses expéditions au pôle nord, t. III, p. 128. Accompagne Drake, p. 163. Bataille de Dix Jours, p. 325.

Fuentes (Pedro Enriquez de Acevedo, comte de). 1526-1610. Sa mère est D. Catalina de Toledo y Pimentel, fille de D. Garcia, frère aîné du grand-duc d'Albe et de Beatriz de Pimentel (*Pedro de Rojas*, Bibl. nat. Oa 57, p. 38 et 122). Il épouse Joana de Azevedo, et n'a pas d'enfant. On connaît la date de sa mort par la lettre d'un Père Jésuite, publiée dans le *Memorial historico español*, t. XVII. Fuentes est mort en 1610, âgé de près de quatre-vingt-cinq ans. Je prends 1526 pour date probable de la naissance, car on sait qu'il fut le plus brillant au carrousel du mariage de l'infante Catalina en 1585; il devait donc avoir moins de soixante ans à cette époque. Dans sa campagne de France en 1595, il est « muy entrado en años, pero los llevaba con vigor, de alta estatura, con rostro militar, hasta rigido, mas bien cauto que osado, con igual altivez y fastuosidad ». (*Libros de antaño*, t. VI, Préface, p. 19, d'après le *Diario* du cardinal *Bentivoglio*.) Ces détails sont importants, car la vie de Fuentes a été travestie : elle est confondue par la *Biographie Michaud* avec celle du Lorrain Paul Bernard de Fontaine, qui était simple soldat en 1593, gouverneur de Bruges en 1631, de Franche-Comté en 1634, qui fut créé comte par Philippe IV et promu, à la mort du cardinal-archiduc, un des gouverneurs des Flandres, en 1641; c'est celui-ci et non Fuentes, mort depuis trente-trois ans, qui fut tué à Rocroy en 1643. Cette curieuse erreur a été reproduite par la *Biographie Didot*,

le *Dictionnaire de la conversation*, l'*Encyclopédie des gens du monde*, les dictionnaires de *Bouillet, Larousse, Dezobry et Bachelet*, et tous les autres; pour rendre vraisemblable la mort en 1643, on reculait de trente-cinq ans la naissance de Fuentes. La même confusion se retrouve chez les Allemands dans le *Conversations-Lexicon* et l'*Allgemeine-Encyclopadie*, et chez les Espagnols dans l'*Historia de España* de *Lafuente*. Quant à l'*English Cyclopœdia*, elle omet le nom. M. Pascual de Gayangos, qui a rectifié cette erreur, en commet lui-même une bizarre. Il reporte (*Memorial historico español*, t. XVII, p. 9) la naissance à 1515, ce qui aurait donné à Fuentes quatre-vingt-quinze ans, et non près de quatre-vingt-cinq à l'époque de sa mort. On a des lettres de Fuentes, fonds français 3983, et une épigramme sur son entrée à Nancy, nº 3960, fº 74 : « Quand ce brave Espagnol que tant on vante icy... » Il est capitaine général de la cavalerie légère de Milan, puis de Portugal (*Herrera*, t. III, p. 137). Ennemi de Santa Cruz, t. III, p. 308. Sa défense du Portugal contre les Anglais, p. 358. Mission aux Pays-Bas, t. IV, p. 178. Bataille de Doullens, p. 247. Prise de Cambrai, p. 249. Il est créé par Philippe II comte de Val de Opero. Il se trouve à Barcelone en 1600; il saisit en pleine paix le marquisat de Final en 1602; il meurt à Milan en 1610; sa femme meurt quatre jours après lui.

Fugger. Famille de banquiers d'Augsbourg et d'Anvers. Ils prêtent des fonds à Philippe, t. Ier, p. 77. Emprunt pour l'armée d'Albe, t. II, p. 101. Ruinés et anoblis par leurs avances de fonds aux souverains pendant un siècle, ils deviennent comtes, président d'empire, chevaliers de la Toison d'or, et réclament leurs créances (brochure Bibl. nat. Oa 198).

Fumée (Nicolas). Évêque de Beauvais de 1575 à 1592. Enlevé par les ligueurs en 1589, il paye neuf cents écus de rançon. Lettres, fonds français 3636 et 3980. Il y a un Fumée dans la flotte de Stozzi aux Açores.

G

Gaetano (Enrico). 1550-1599. Envoyé comme cardinal-légat à Paris par Sixte-Quint en 1589, puis en Pologne, où il meurt. De ses deux neveux, l'un, *Gregorio*, sert dans l'armée de Farnèse; l'autre, *Pietro*, sert dans la garnison de Paris. Lettres, fonds français 3977 et 3978. Son rôle dans le siége de Paris, t. IV, p. 30.

Compromis avec lui en 1573. Passe au parti de Henri de Navarre. Tué en 1592. Voir Arch. nat., M. 338.

GUZMAN (Magdalena DE). Ses malheurs quand elle est fille d'honneur, t. II, p. 405. On se lasse d'elle, p. 410. Épouse le marquis del Valle, t. III, p. 106, note.

GUZMAN (D. Martin DE). Commande un régiment espagnol en Languedoc, t. IV. p. 78.

H

HAMES (Nicolas, bâtard DE). Roi d'armes, dit *Toison d'or,* en 1561. Se démet en 1567. Devient colonel d'un des régiments allemands du prince d'Orange. Mort en 1568.

HARAUCOUR (Philippe de Longueville, seigneur DE). Comte de Cramail. Gentilhomme d'Antoine de Bourbon. Commande les lansquenets de Henri de Navarre.

HARCOURT (Pierre D'). 1550-1627. Marquis de Beuvron. Élevé avec les enfants de Henri II. Détenteur héréditaire de l'oriflamme. Ses preuves remontent à 912 et paraissent les plus anciennes de France (sauf Robert le Fort, aïeul des Bourbons, qui meurt en 866). Épouse en 1578 Gillonne de Matignon, fille du maréchal, morte en 1641. Suit le parti de Henri IV.

HARLAY-CHANVALON (Jacques DE), troisième fils de Louis de Harlay. Il est grand écuyer de François de Valois, amant de Marguerite, gouverneur de Sens. Meurt en 1630.

HARRIOT (Thomas). 1560-1621. Astronome et mathématicien. Accompagne Raleigh en Virginie. Première carte d'Amérique.

HATTON (sir Christophe). 1540-1591. Choisi comme danseur par Elizabeth, t. III, p. 136. Chancelier en 1587.

HAUSSONVILLE (Jean, baron D'). Fils d'Africain d'Haussonville, maréchal de Barois, et de Nicole de Savigny. Gouverneur de Verdun. S'empresse de combattre pour la France, t. IV. p. 241. Mort en 1607.

HAVRÉ (Charles Philippe de Croy, marquis D'). 1549-1613. Frère du duc d'Arschot. Envoyé par le duc d'Albe pour féliciter Charles IX de la victoire de Jarnac (*Corr. Phil.,* t. II, p. 79). Chevalier de la Toison d'or. Offre les Pays-Bas à D. Juan, t. III, p. 9. Se rallie à Farnèse, p. 172. En 1589, conduit un corps de troupe en Lorraine. Époux de Diane de Dommartin. Galanteries de celle-ci, t. III, p. 10, note.

HAWKINS (sir John). 1520-1595. Croisière du *Jésus,* t. II, p. 272. Vice-amiral dans la bataille de

Farnèse. Colonel de Wallons en 1576. Bourgmestre de Bruxelles. Décapité en 1580 pour des relations avec François de Valois.

HILLIARD (Nicholas). 1547-1619. Peintre émailleur anglais. Plusieurs miniatures d'Elizabeth.

HOHENLOHE (Wolfgang DE). Épouse en 1567 Madeleine, sœur du prince d'Orange. En 1575 n'a pris encore aucune part aux troubles (Requesens au roi, 9 janvier). Veut délivrer Anvers, t. III, p. 289.

HOLSTEIN-GOTTORP. 1544. *Adolphe* (1526-1586). Époux de Christine de Hesse. 1586. *Frédéric* (1568-1587), son fils, évêque de Sleswig. 1587. *Philippe* (1570-1590). Succède à son frère Frédéric, à la fois comme duc de Gottorp et comme évêque de Sleswig. 1590. *Jean-Adolphe* (1575-1616), frère des précédents et évêque de Lübeck et Brême, leur succède.

HOLSTEIN-SUNDERBOURG. 1564. *Jean* (1545-1622), fils de Christien III de Danemark.

HOOCHSTRATE (Antoine de Lalaing, comte DE). Chevalier de la Toison d'or. Époux de Leonor de Montmorency, sœur du comte de Hornes.

HOPPERUS (Joachim). Créature de Viglius. Recommandé par Granvelle. Vient à Madrid remplacer Tisnacq dans le poste de garde des sceaux pour les affaires des Pays-Bas. Aussi barbare en latin qu'en français, ne connaît pas d'autre langue et reste sans crédit.

HORNES (Philippe de Montmorency, comte DE). Accompagne Philippe dans tous les voyages de sa jeunesse. Gouverneur de Gueldre. Chevalier de la Toison d'or en 1556. Amiral. Suit Philippe en Espagne comme surintendant des affaires des Pays-Bas. Époux de Walburg de Nienarent. Il a un caractère difficile, t. II, p. 21. Envoyé à Bruxelles par Philippe, p. 41. Entre dans la salle du banquet des confédérés, p. 71. Pacific Tournai, p. 89. Son arrestation, p. 229. Sa mort, p. 253.

HOWARD (Charles). 1536-1624. Lord high-admiral. Désolé de l'avarice de la reine, t. III, p. 320. La bataille de Dix Jours en 1588, p. 324. Prise de Cadiz, t. IV, p. 270.

HUMIÈRES (Jacques, sire DE). Gouverneur de Péronne, Montdidier et Roye. Lettres de lui, f. franç. 3344, 3353, 3408; sa vie manuscrite est 3425.

I

IBARRA (Francisco DE). Commandeur de Sant-Iago et membre du conseil de guerre. Époux de Beatriz de Vargas. Est à Anvers en 1566 (*Garibay*, p. 305).

par Mendoza comme le plus capable de ses partisans, t. III, p. 251. Ne peut enlever le cardinal de Bourbon, t. IV, p. 16. Joué par Philippe, p. 68. Favorise l'évasion du duc de Guise, p. 103. Se lasse de l'Espagne, p. 204. Se vend à Henri IV, p. 227. Maréchal de France en 1594. Lettres, fonds français 3419, 3559, 3569, 3632, 3947 et 3975.

Ladron de Guevara. Chevalier de Sant Iago en 1579. Suit Philippe en Aragon et est désigné pour diriger les cortès de Tarragone en 1592. L'année suivante, il est chargé du désarmement des Maures d'Aragon. Meurt en 1596. Époux de D. Leonor de Çuñiga.

La Fin (Beauvais de). Gouverneur de Lagny. Livre la place, t. IV, p. 58. Sa mission à Lyon, fonds français 3960, f° 139, et 17320. Compromis dans la conspiration de Biron.

La Force (Jacques Nompar de Caumont, maréchal, duc de). 1559-1652. Voir Arch. nat., K. 108. Portrait au crayon, Cab. estampes.

Lagniet. Marchand graveur, quai de la Mégisserie. Publie surtout des images contre l'Espagne. Ses recueils de *Proverbes* sont formés souvent avec d'anciennes planches dont il faisait des recueils factices en les appliquant aux événements du jour.

Lagrange (Pérégrin de). Agitateur à Valenciennes, t II, p. 90.

La Gravière (François Séguier de). Sénéchal de Quercy. Dénonce Monluc, t. I, p. 300.

La Guiche (Philibert de). Bailli et capitaine de Mâcon. Refuse de massacrer les protestants en 1572. Grand maître de l'artillerie en 1578. Bataille d'Ivry, t. IV, p. 23. Gouverneur de Lyon en 1595. Mort en 1607. Lettre, fonds français 3414.

La Huguerye (Michel de). Né vers 1545. Catholique au service de la femme de D. Francès de Alava, puis huguenot au service des Nassau, puis de Casimir de Bavière. En 1588, il redevient catholique et se donne au duc de Lorraine. Intrigant, cupide et brouillon, il a laissé des *Mémoires* découverts par M. de Laubespin et publiés par M. de Ruble.

Lainez (Catalina). A une fille de Philippe, et épouse Antonio de Casores, t. I, p. 12.

Lainez d'Almazan. 1512-1565. Général des Jésuites. Poursuivi par l'Inquisition, t. I, p. 203.

Lalaing-Montigny. 1537-1590. Gouverneur de Valenciennes. D. Juan d'Autriche veut le faire tuer, t. III, p. 25. Accueille Marguerite de Valois, p. 28. Menacé par la démocratie, p. 36. La famille se divise, p. 171. Se rallie à Farnèse. Le suit en 1581

au siége de Tournai que défend sa sœur Philippine de Lalaing, princesse d'Espinoy. Siége de Dunkerque en 1583. Blessé au siége de Lescluse en 1587, y voit mourir son fils unique. Sa fille Jeanne épouse Jean de Croy.

LAMBERTYE (François DE). Capipitaine catholique du Limousin, tué en 1612.

LAMBERTYE (Jean DE). Capitaine calviniste du Périgord (*Soc. arch. Périgord,* année 1880).

LA MOTTE (Valentin de Pardieu, seigneur DE). Gouverneur de Gravelines. Partisan de l'aristocratie libérale. Se vend à Philippe et est payé par les banquiers Curiel, t. III, p. 31. Fait le traité du 6 avril 1579 à Mont-Saint-Éloi, qui rallie l'Artois. Achète pour Philippe les seigneurs flamands, p. 172. En 1587, perd le bras droit devant l'Écluse. Commande la première armée d'invasion en France, t. IV, p. 18. Tué au siége de Doullens, p. 247.

LANCOSME (Jacques de Savari DE). Mestre de camp d'infanterie. Ambassadeur à Constantinople en 1582. Y meurt en 1591. Ses papiers f. Colbert 9.

LANGOIRAN (Guy de Montferrand, *dit*). Capitaine protestant. Échappe à la Saint-Barthélemy. Enlève Périgueux en 1575.

LANGUET (Hubert). 1518-1581. Fils du gouverneur de Viteaux près Dijon. Émigre comme protestant chez l'électeur de Saxe. Est envoyé par lui près de Charles IX. Caché par Morvilliers pendant la Saint-Barthélemy. Se retire près du prince d'Orange.

LA NOUE (François DE). 1531-1591. Perd le bras au siége de Fontenay en 1570. Attaque Valenciennes, t. II, p..313. Capitule dans Mons, p. 344. Accueilli par Charles IX, p. 353. Sa campagne au service des États, t. III, p. 179. Voir Arch. nat., K. 101, p. 78, et la correspondance publiée par M. Kervyn de Volkaersbeke. Portrait au crayon, Cab. estampes.

LANSAC (Louis de S. Gelais, seigneur DE). 1513-1589. Ambassadeur à Rome en 1554 et au concile de Trente. Chevalier d'honneur et conseiller intime de Catherine de Médici. Épouse en 1545 Jeanne de la Roche-Andry, et en 1565 Gabrielle de Rochechouart. Conseille Catherine sur l'expédition des Açores, t. III, p. 142. Son mémoire au roi de Pologne est fonds français 3258, f° 39. Lettres, *ibid.,* 3347, 3411, 4052, 20465.

LANSAC (Guy de S. Gelais de Lusignan, seigneur DE). Fils du précédent et de Jeanne de la Roche-Andry. Épouse Antoinette Raffin, fille du seigneur d'Azay-le-Rideau. Il meurt en 1622. Son fils est tué en 1596 au siége de

La Fère. Se vante de trahir, t. III, p. 144, note. Ses curieuses intrigues en Espagne, t. IV, p. 69. Veut introduire une flotte espagnole dans la Gironde, p. 228.

LANUZA (Juan DE). Succède à son père comme *Justicia* d'Aragon, t. IV, p. 143. Sa mort, p. 150.

LARA (Juan Manrique DE). Descendant du Manrique de Lara créé en 1482 duc de Najera, qui ne laissait voir aucun homme à sa femme ni à ses filles, pas même ses fils, pour les préserver de la tentation : « No conssintio que adonde estaban sus hijas y mujeres entrase ningun criado suyo, ni aun sus hijos, porque decia que lo que no ven los ojos, no lo dessea el coraçon. » (*Memorial historico español*, t. VI, p. 123.) Juan est envoyé à Paris pour féliciter Charles IX à son avénement. Ambassadeur à Rome, puis grand trésorier de Castille et général de l'artillerie. Était, selon le Vénitien Soriano, le « piu pron e piu vivo ingegno ». Fait fondre des pièces d'un modèle nouveau, t II, p. 184.

LARA (Pedro Maurique DE). Comte de Paredes. Époux de D. Catalina de Cordova.

LARCHANT (Nicolas de Grémonville DE). Capitaine des grades de Henri III, reste avec Henri IV. Arrête le cardinal de Guise, t. III, p. 250. Blessé en 1592 au combat de Darnetal. Portrait de sa femme, au crayon, Cab. estampes.

LA ROCHEFOUCAULD (François III, comte DE). Se signale au siége de Metz en 1552, à la bataille de Saint-Quentin, et à celles de Dreux, Jarnac et Moncontour. Tué à la Saint-Barthélemy.

LA ROCHEFOUCAULD (François IV, comte DE). Fils du précédent et de sa première femme Silvie Pic de la Mirandole. Époux de Claude d'Estissac. Combat dans la cavalerie de Henri IV. Intercepte les courriers espagnols, t. IV, p. 4. Son fils François V est créé duc en 1622.

LA ROCHEFOUCAULD (Charles DE). Comte de Randan. Est au siége de Metz en 1552. Ambassadeur en Angleterre. Tué au siége de Rouen, où il commandait l'infanterie, en 1562.

LA ROCHEGUYON (Henri de Silly, comte DE). Né en 1551. Chevalier de l'ordre. Mari d'Antoinette de Pons, marquise de Guercheville, qui se remaria en 1594 à Charles de Liancourt.

LASSO DE LA VEGA (Pedro). Campagnes de Charles-Quint. Bataille de Saint-Quentin, de Gravelines, de Malte. Guerre des Maures de Grenade. Conquête de Portugal. En 1597, il est nommé gouverneur de Ténériffe. Mort en 1600.

LA TRÉMOUILLE (Louis III DE). 1521-1577. Épouse en 1549

p. 136. Sa rivalité avec Cimiers, p. 187. Sa campagne de Hollande, p. 295. Commande le camp de Tilbury, p. 328. Sa mort, p. 342.

Leiva. Voir Leyva.

Lemaistre. Premier président au Parlement de Paris. Interdit en 1561 pour avoir fait des remontrances à la Cour (fonds français 3425).

Lemos (Pierre de Portugal, comte de). Sert Philippe dans la conquête du Portugal. Époux de Léonor de la Cueva, fille du duc d'Albuquerque. Son frère *Fernan-Ruiz* est ambassadeur de Philippe à Rome.

Lenoncour (Robert de). Cardinal en 1538. Envoyé à Rome par Antoine de Bourbon, t. I, p. 260. Meurt en 1561. Portrait au crayon, Cab. estampes.

Lenoncour (Philippe de). Son neveu. Cardinal. Accompagne Mayenne à Paris, t. IV, p. 8. Mort en 1591. Lettres f. Colbert 10.

Léon (Fray Andrès de). Peintre de miniatures, t. II, p. 134. Sa mort, t. III, p. 116.

Leoninus (Elbertus). 1520-1598. Professeur de droit à Louvain. Attaché au parti du roi. Passe en 1577 dans celui des États, et devient chancelier de Gueldre. Il était, dit Grotius, « entièrement dépouillé de toute sorte de passion ». Lettres, fonds français 3288.

Lerin (Luis de Beamonte, comte de). Connétable héréditaire de Navarre. Époux de D. Aldonce de Cardona. Mort en 1565. Leur fille, D. Briande, épouse D. Diego de Toledo, second fils du duc d'Albe, qui meurt en 1583. Leur fils, D. Antonio Alvarez, devient duc d'Albe.

Lesdiguières (François de Bonne, seigneur de). 1543-1626. Maréchal de France en 1608, duc et pair en 1611, connétable en 1621. Épouse en 1566 Claudine Bérenger et en 1617 Marie Vignon, la Belle Boulangère de Grenoble. Son rôle patriotique en Dauphiné, t. IV, p. 92. Lettres de lui, fonds français 3344, 3578, 3985, 4014, 4046, 4049, et Arch. nat., K. 106, p. 10.

Leyva (Sancho de). Première expédition de Peñon de Velez, t I, p. 371.

Leyva (Diego de). Son duel avec Mendoza, t. I, p. 241.

Leyva (Martin de). Gentilhomme de la bouche, assiste à la bataille de Lépante et à l'expédition de Tunis. Campagne de Flandre avec D. Juan d'Autriche. Mestre de camp général du royaume de Naples. Chevalier de Sant Iago en 1590. Épouse : 1° Virginia Marin, fille du duc de Terranuova; 2° Ana Vique.

Leyva (Alonso de). Un des compagnons de débauche du duc de

l'archevêché de Tolède durant les absences du cardinal Albert. Désigné pour lui succéder. Il meurt avant l'investiture en 1599.

LODENA (Pedro DE). Capitaine de cavalerie dans la guerre contre les Maures. Gouverneur de la province de Carthagène en Amérique, puis corregidor de Potosi au Pérou. Époux de D. Ana de Arguello.

LODRON (Hieronimo). Commande six mille Allemands dans l'armée de Portugal. Commande un régiment italien dans l'invasion du Languedoc, t. IV, p. 79.

LOMÉNIE (Antoine DE). Seigneur de la Ville-aux-Clercs, secrétaire d'État. Epouse en 1562 Anne de Porcheux. Leur fils Henri-Auguste est secrétaire d'État à son tour.

LONGUEVILLE (Henri DE). Se rallie à Henri IV, t. IV, p. 13. Gagne la bataille de Senlis en 1589. Défend la Picardie, t. IV, p. 14. Mort en 1595. Lettres, Arch. nat., M. 826, et f. Colbert 10.

LOPEZ (Gregorio). 1542-1596. Religieux franciscain qui a composé un traité de médecine et a été canonisé.

LORENZO (Fray). Chargé d'une enquête secrète aux Pays-Bas, t. II, p. 66.

LORRAINE (Charles, cardinal DE). 1524-1574. Indifférent en religion, distribue une partie du revenu de ses bénéfices ecclésiastiques à des ministres luthériens (*Alberi, Caterina de Medici*, p. 457). Négociateur de la paix, t. I, p. 106. Forcé par Catherine à désavouer ses intrigues sur les mariages des princesses, p. 265. Son rôle au concile de Trente, p. 285. Ses conférences secrètes avec Alava, p. 346. Veut marier Henri de Guise à Marguerite de Valois, t. II, p. 146. Offre au duc d'Albe les places fortes de Picardie, p. 294. Dénonce les armements de la France, p. 302.

LOSPITAL. 1505-1573. Chancelier de France. Interdit le concile de Trente en France, t. I, p. 287. Disgracié, t. II, p. 293. Il voit la tempête, p. 328. Portrait au crayon, Cab. estampes.

LOUISE DE LORRAINE. 1553-1600. Reine de France. Fille de Nicolas comte de Vaudémont et de Marguerite d'Egmont. Épouse Henri III en 1575. Mendoza croit qu'elle l'avertira des projets contre Guise, t. III, p. 250. Elle prévient Mercœur de se tenir sur ses gardes à la mort de Guise, t. IV, p. 2.

LUDE (Guy de Daillon, comte DE). Sénéchal d'Anjou. Gouverneur de Poitiers en 1557. Mort en 1585. *François,* son fils, 1570-1619. Époux de Françoise de Schonberg. Leurs relations avec Philippe, t. IV, p. 67. Portrait gravé par Stuerhelt.

M

de pied français en Languedoc en 1574. Époux de Marguerite du Fai.

MADAILLAN (Jean DE), son fils, chef huguenot, capitaine de Thouars. Blessé à Arques. Époux de Judith de Chauvigni.

MADERA (docteur Gregorio Lopez). Premier médecin de Philippe. Médecin en chef de la flotte de Lépante. Époux de D. Isabel de Halia y Ronquillo.

MADERA (Geronimo), son fils, commande une galère à la bataille de Lépante. Capitaine d'infanterie. Mort à Namur en 1578.

MADRUCE (Louis). Neveu du cardinal de Trente qui était le meilleur diplomate de Charles-Quint. Devient à son tour cardinal en 1561. Légat de Grégoire XIII en 1582. Mort en 1600.

MAILLÉ (Jacques DE). Gouverneur de Vendômois, pris dans Vendôme et décapité par ordre de Henri IV, en 1589. Époux de Renée de Ponce.

MAILLI (Thibault DE). 1548-1625. Signe le manifeste de Péronne en 1577. Époux de Françoise de Belloi.

MAILLI-RUMESNIL (Louis DE). Capitaine de la porte du Louvre. Epoux de Guillemette de Couci. Meurt en 1594.

MAISSE (Hurault DE). Ambassadeur à Venise de 1582 à 1588, et à Londres en 1597. Sa correspondance, fonds français 23545 à 23549 et 23618 à 23620, f. Colbert, p. 369, et f. Italien 314.

MALDONADO (Diego). Fait à Paris l'intérim de l'ambassade espagnole, après la mort de Vargas-Mexia, Arch. nat., K. 1558. Achète les principaux ligueurs, t. IV, p. 73. Assiste aux États de la Ligue, p. 196.

MALEROY (Robert de Heu, seigneur DE). Beau-frère de Clervant. Est alternativement au service du prince de Condé (*Cinq cents de Colbert*, vol. 399, f° 22), du duc de Guise (*La Huguerye*, t. II, p. 40) et de Henri de Navarre.

MALICORNE (Jean de Chourses, seigneur DE). Gouverneur de Poitou. Époux de Renée du Genetay, morte en 1577, puis de Françoise du Lude.

MANDELOT (François DE). Gouverneur de Forez, Lyonnois et Beaujolois. Époux d'Éléonore Robertet, fille de Villeroy. Meurt en 1588. Lettres f. Colbert.

MANRIQUE (Enrique). Général de la cavalerie espagnole à Saint-Quentin, t. I, p. 91.

MANRIQUE (Maria). Passion du duc d'Albe pour elle, t. II, p. 221.

MANSFELD (Pierre-Ernest DE). 1517-1604. Sert Charles-Quint contre la France. Chevalier de la Toison d'or en 1546. Gouverneur de Luxembourg en 1559. Quitte Bruxelles à l'approche du duc d'Albe, t. II, p. 232. Fait sa soumission, p. 249. Est du con-

comte de Melgar. Accompagne Philippe en Angleterre. Épouse Ana de Mendoça. Meurt en 1596. Lui et son fils étaient couverts de crimes, t. III, p. 267. Le fils épouse Vittoria Colonna.

Medina-Sidonia (Alonso Perez de Guzman, duc de). 1550-1615. Fils du duc vaincu à Garba, t. I, p. 361. Le jeune duc intervient pour sa belle-mère, t. III, p. 72. Reçoit à Ceuta le prétendu cadavre de Sébastien, p. 125. Amiral de la mer Océane, p. 313. La bataille de Dix Jours, p. 330. Met l'Andalousie en défense et annonce la perte de Cadiz, t. IV, p. 270.

Medina (Juan Gomez de). Commande l'escadre des hourques, t. III, p. 315.

Medrado (Diego de). Commande l'escadre des galères, t. III, p. 316.

Meghem (Charles de Brimeu, comte de). Chevalier de la Toison d'or en 1566. Gouverneur de Gueldre et Zutphen. Maître de l'artillerie dans l'armée du duc d'Albe. Mort en 1572.

Meklembourg. Divisé entre deux frères : le Schwerin à *Jean Albert* (1525-1576), luthérien, dit le Salomon du Meklembourg, qui a pour successeur son fils *Jean* (1558-1599); et le Gustrow, à *Ulric,* mort en 1603.

Melendez (Pedro). Son expédition en Floride, t. I, p. 340. Prépare comme *adelantado* une expédition contre la Hollande en 1574 (*Corr. Phil.,* 30 mars).

Melgar. Voir Medina de Rio Seco.

Melun (Pierre de). Prince d'Épinoy, sénéchal de Hainaut. Ses biens sont confisqués par Philippe en 1582 et donnés à son frère Robert, ci-après. Meurt en 1594. Avait épousé en 1572 Philippe Chrestienne de Laing.

Melun (Robert de). Marquis de Roubaix, seigneur de Richebourg. Gouverneur d'Artois en 1579. Tué devant Anvers en 1585. Époux d'Anne Rollin.

Mendez de Xivaxa (Gaspar). Corregidor de Madrid. Chef de d'artillerie des armées en 1560. Gouverneur de Perpignan. Époux de D. Isabel de Heredia.

Mendoza (Inigo Lopez de). Premier marquis de Mondejar. Époux de D. Francisca Pacheco, fille du duc d'Escalona. Un des conquérants du royaume de Grenade, en est le premier viceroi. A cinq fils.

Mendoza (Luis Hurtado de). Son fils. Soutient Charles-Quint contre les *communeros.* Président de Castille en 1561. Se retire en 1563.

Mendoza (Diego Hurtado). 1503-1575. Autre fils du premier marquis. Siége de Marseille en 1524. Bataille de Pavie en 1525. Suit

tain de la garnison de Paris, t. IV, p. 102.

MONTEAGUDO. Ambassadeur à Vienne, demandé par Requesens comme son successeur aux Pays-Bas, 13 février 1574.

MONTESPAN (Hector de Pardaillan-Gondrin, seigneur DE). 1562-1611. Capitaine des gardes du corps. Défait à Moncrabeau les protestants du midi commandés par Gurson.

MONTESQUIOU (François, baron DE). Époux de Catherine d'Ornézan-Anradé. Tue le prince de Condé. Tué en 1569 à Saint-Jean-d'Angély. Son frère *Jean-Jacques*, seigneur de Pompignan, meurt en 1570. Leur sœur *Anne* épouse en premières noces François de Luppé, puis Fabien de Monluc, tué en 1573; le fils Adrien de Monluc-Montesquiou est célèbre dans le siècle suivant sous le nom de comte Cramail. La branche Montesquiou-d'Artagnan hérita des titres.

MONTIGNY (Floris de Montmorency, seigneur DE). 1528-1567. Époux d'Hélène de Melun. Chevalier de la Toison d'or en 1559 et gouverneur de Tournoisis. Sa tolérance, t. II, p. 12 et 21. Première mission à Madrid, p. 42. Son mariage, p. 64. Seconde mission à Madrid, p. 72. Ne voit pas D. Carlos, p. 118. Ses procès et sa mort, p. 259.

MONTMORENCY (Anne, duc DE). 1492-1567. Connétable de France. Époux de Madeleine de Savoie, morte en janvier 1587 (Arch. nat., K. 1560, p. 20). Est opposé à une guerre contre Philippe, t. I, p. 74. Bataille de Saint-Qnentin, p. 89. Rendu à la liberté et favorable à la paix, p. 116. Sa colère contre les réformés, p. 124. Portrait sur émail par Léonard Limosin, au Louvre. *Sa vie ou les Gestes du connétable* est f. Colbert 26.

MONTMORENCY (François, maréchal DE). 1530-1579. Reçoit ordre de brûler livres et auteurs, t. I, p. 331 (Notice par M. DE RUBLE, *soc. hist. Paris*, t. VI, année 1879). Sa veuve, Diane de France, réconcilie Henri III et Henri de Navarre, t. IV, p. 3. Elle s'empare du cardinal de Bourbon, p. 16. Lettres, f. français 3551 et f. Colbert 10.

MONTMORENCY (Henri DE). 1534-1614. Duc de Damville. Monluc ne peut l'entraîner dans ses intrigues avec l'Espagne, t. I, p. 298. S'attache à Henri IV, p. 13. Contient le Languedoc, p. 78. Connétable en 1593.

MONTMORENCY (Charles DE). 1537-1612. Seigneur de Méru.

MONTMORENCY (Guillaume DE). 1540-1593. Seigneur de Thoré. Inventaire à son décès, fonds français 19808.

MONTPENSIER (Louis de Bourbon, duc DE). 1513-1582. Épouse, en

en Espagne, t. II, p. 134. Ses portraits des Del Rio, p. 241.

MOROSINI (Gian Francesco). 1537-1596. Ambassadeur de Venise en Espagne, en France et à Constantinople. Cardinal en 1588. Envoyé en France par Sixte-Quint.

MORVILLIERS (Jean DE). 1507-1577. Évêque d'Orléans. Succède à Lhospital comme chancelier en 1568 : « Qu'ilne vous en prenne jamais envie; dit-il à son neveu Laubespine, ce n'est pas le mestier d'un homme de bien » (fonds français 20167). Son opinion sur la cour, t. III. p. 139.

MOUVANS (Paul de Richieu, seigneur DE). Capitaine provençal de Coligny. Tué en 1568 au combat de Messignac.

MOUY (Claude de Vaudré, seigneur DE). Chef huguenot, assassiné par Maurevert en 1569. Son fils Arthur de Vaudré tue Maurevert à la croix des Petits-Champs.

N

NANI (Agostino). Ambassadeur de Venise. Sa lutte contre les alguacils, t. IV, p. 280.

NAVARETTE (Juan Perez DE). Alcade de Mers-el-Kebir, n'a jamais quitté l'Afrique; son père est tué à Mostaganem, son fils à Tlemcen (Arch. nat., K. 1578, p. 134).

NAVARRO Y PRADO (Antonio). Sert dans la *carrera de Indias* (infanterie de marine). Accompagne Pedro Melendez à la Floride. Est en 1562 amiral des flottes de la Nouvelle-Espagne. Épouse en 1571 D. Isabel Coello, sœur de Juana Coello, la femme de Perez.

NEMOURS (Jacques de Savoie, duc DE). 1531-1585. Épouse la veuve du duc de Guise. Leur fils défend Paris contre Henri IV, t. IV, p. 29. La vieille duchesse invoque le secours de Mayenne contre la commune, p. 112. Se rend à Chartres près de Henri IV, p. 215. Portrait gravé de Nemours par de Leu; de sa femme, par Gourdelle. Lettres f. fr. 3397 et f Colbert 10.

NETTANCOUR (Jean DE). Seigneur de Vaubecour. Resté jusqu'en 1586 dans l'armée du duc de Lorraine. Se joint à Henri IV. Commande l'aile gauche de son armée à Ivry. Combat près de lui à Aumale et à Fontaine-Française. Ses biens avaient été confisqués par le duc de Lorraine.

NOAILLES (Antoine, seigneur DE). 1504-1562. Gouverneur et maire de Bordeaux. Épouse en 1540 Jeanne de Gontaud. Amiral en 1547. Ambassadeur en Angleterre. Sa lutte contre Simon Renard, t. I, p. 26. Ses relations avec Wyatt, p. 28. Ima-

O

O (François, marquis d'). 1535-1594. Surintendant des finances. Pose ses conditions à Henri IV, t. IV, p. 14. Ses conseils, p. 206. Signe l'adresse au Pape, p. 233. Lettre, fonds français 4003.

Oignon (Artus de la Fontaine, baron d'). Épouse en 1538 Catherine de Lions. Gouverneur de Soissons et Laon en 1573. Ambassadeur à Vienne et à Constantinople. Grand maître des cérémonies depuis le règne de Henri II jusqu'à celui de Henri IV : de cette fonction vient le dicton *se mettre en rang d'Oignon*. Lettre, f. Colbert 9.

Olivarez. Ambassadeur à Rome. Cherche à entraîner Sixte-Quint contre l'Angleterre, t. III, p. 301. Sa querelle avec lui, t. IV, p. 94.

Olivier (François). 1497-1560. Chancelier de France en 1545.

Oquendo (Miguel de). Bataille navale de San Miguel, t. III, p. 151. Commande l'escadre de Guipuzcoa, p. 315. Son navire est détruit, p. 333. Son courage, p. 340.

Orbais (Jean de Piles, abbé d'). Né à Saulieu, chanoine de Paris, vicaire général de Reims, et en 1579 abbé d'Orbais en Normandie. Brouillon, intrigant, « très-mauvais et pernicieux instrument », selon Saint-Gouard. Envoyé par la Ligue à Rome en 1586, 1589 et 1594. Introduit Feria aux États, t. IV, p. 197. Mort en 1607. Lettres de lui, fonds français 3984 et 3985.

Ornano (San Pietro, *dit* Alphonse d'). Corse. Épouse la belle Vanina qu'il étrangle. Maréchal de France. Mort en 1610. Envoyé par Henri III à Lyon, t. IV, p. 2. Son fils, 1581-1626, est aussi maréchal de France. La vie manuscrite des trois Ornano est fonds français 22224.

Orte (Adrien d'Aspremont, vicomte d'). Gouverneur de Bayonne dès 1562 (*Rec. office*, foreign Eliz., t. IV, n° 924). Reçoit ordre de se tenir prêt pour la guerre contre l'Espagne, t. II, p. 315. Refuse de massacrer les huguenots. A dû être destitué ensuite, car n'est plus à Bayonne en 1574. Demande à Philippe d'acheter des chevaux en Espagne (Arch. nat., K. 1564, p. 103, du 2 juin 1586).

Ortiz (Ximenez). Auditeur du conseil royal. Remplit les fonctions de président de Castille entre la disgrâce de Barajas et l'investiture de Rodrigo Vasquez. Mort en 1593.

Osorio (Isabel). Reçoit de Philippe un brevet d'épouse légitime. Ses enfants, sa jalousie, t. I, p. 9 et 12. Est trompée aussi à Londres, p. 63.

Pastrana (Rodrigo de Silva, duc de). 1562-1596. Fils aîné de la princesse d'Eboli. Fait couper le nez à ceux qui lui déplaisent sur son chemin; odieux à tous ses parents. Medina-Celi cherche à l'éloigner. L'amirante de Castille menace de le poignarder. Traité comme fils du roi, t. III, p. 54. En 1590 est général de la cavalerie légère de Flandre, t. IV, p. 44. Son opposition contre Farnèse, p. 177. Époux de D. Ana de Portugal y Borja.

Paz (Pedro). Colonel espagnol tué à Dendermonde; son fantôme, t. III, p. 291.

Pazos (Antonio Mauricio). Juge qui rend des services dans l'affaire de Carranza, puis dans celle du duc d'Albe, t. II, p. 409; puis dans celle de Perez, t. III, p. 66 et 77. Sa mort, p. 262.

Pelissier. Confident de Mayenne. Sa première mission en Espagne, t. IV, p. 77. Décrit l'invasion de la Bourgogne, p. 242.

Pellevé (Nicolas de). 1518-1594. Conseiller de Marie Stuart en Écosse. Évêque d'Amiens, archevêque de Sens, cardinal en 1570, archevêque de Reims en 1592. Inconnu de Philippe, t. IV, p. 72. N'en touche pas moins les doublons, p. 208. Meurt de colère, p. 223. Lettres de lui, fonds français 3363, 3977 et suivants. Épitaphes satiriques, 3960, f° 123.

Pellevé (Charles de), sieur du Saulsay, son frère; député au conseil de la Ligue.

Peralta (Antonio de). Gouverneur de Simancas. Fait tuer secrètement Montigny, t. II, p. 261. Récompensé par la commanderie de Malagon (fonds italien 416, lettre du 8 janv. 1582).

Perez (Gonzalo). Archidiacre de Sepulveda. Entre en 1528 dans les bureaux de Francisco de Covos, grand commandeur de Léon. Secrétaire d'État en 1543. Suit Philippe dans son voyage en 1548. Chargé de toutes les dépêches à partir de 1556. « Homme d'Église, il a trente mille écus de revenu, accepte en secret les présents, est intempérant et hautain » (*Badoaro*). Mort en 1536 sans avoir pu obtenir le chapeau. Son caractère, t. I, p. 239. Son amitié avec Granvelle, t. II, p. 58.

Perez (Antonio), son fils. Lui succède, t. I, p. 239. Affirme que D. Carlos est empoisonné, t. II, p. 125. Même accusation sur Élisabeth, p. 140. Trouve bon qu'on tue Orange, t. III, p. 23. Sa jeunesse, p. 51. Dangereuses intrigues, p. 56. Meurtre d'Escovedo, p. 60. Arrestation, p. 70. Procès, p. 78. Fuite, p. 85. Arrivée en Aragon, t. IV, p. 130. L'Inquisition, p. 135. Est maître

Ses lettres ont été publiées à Anvers en 1640.

PILES (Armand de Clermont DE). Calviniste du Périgord. Défend en 1569 Saint-Jean-d'Angély contre Charles IX. Tué à la Saint-Barthélemy. Mort de ses enfants au siége de Rouen, t. IV, p. 119.

PIMENTEL (Alonso). Colonel espagnol rendu responsable du désastre de la Goulette. On l'accuse *del peccado nefando*, et on le bannit pour dix ans (fonds italien 416, lettre du 25 juin 1582).

PIMENTEL (Diego). Commande le régiment de Sicile, t. III, p. 316.

PIN (Jacques Lallier, seigneur DU). Secrétaire de Coligny, puis du roi de Navarre. Mort en 1592.

PINART (Claude). Secrétaire du maréchal de Saint-André. Secrétaire des finances en 1569. Disgracié en 1588. Meurt en 1605. Sa femme était nièce de Laubespine. Henri III disait de lui à Bernardino de Mendoza (Arch. nat., K. 1568, p. 119) : « Es un vellaco cobdicioso que venderia su padre y madre por dineros. » Une forte partie de ses dossiers est fonds français 3305 à 3311, 3368 et 3369 et f. Colbert 10.

PITHOU. *Pierre*, 1539-1596; *François*, son frère. 1543-1621. Leur rôle politique, t. IV, p. 210. Le portrait de François par Porbus jeune (Braun) est au musée de Troyes.

POLE (Reginald). 1500-1558. Fils de la nièce d'Édouard IV, Marguerite de Clarence. Reçoit les ordres. S'oppose au divorce de Henri VIII. Se retire à Rome. Cardinal en 1536. A hâte de convertir l'Angleterre, t. I, p. 25. Retenu par l'Empereur et le Pape, p. 47. Son caractère, p. 48. Son entrée à Londres, p. 53. Ne voudrait pas de bûchers, p. 57. Sa mort, p. 111.

POLWEILER (Nicolas DE). Alsacien catholique. Gouverneur de Haguenau. Colonel au service de Philippe.

POMÉRANIE. 1531. *Philippe*, 1515-1560. Fameux par son ivrognerie. 1560. *Boleslas le Bon*, 1554-1606.

PONCE DE LÉON (Manuel Zapata). Capitaine d'infanterie. Assiste à la bataille de Lépante. Mestre de camp d'un régiment vieux. Marié à Rome à une fille de la casa Urbina. Assiste à la bataille de San Miguel, t. III, p. 150.

PORCIAN (Antoine de Croy, prince DE). 1540-1566. Chef huguenot. Épouse Catherine de Clèves. Empoisonné par le cardinal de Lorraine. (*Brantôme*, t. VI, p. 494. *Lestoile*, p. 20. Les *Mémoires de Condé*, t. VI, et peut-être *de Thou*, t. III, p. 759.) Sa veuve épouse le duc de Guise.

POTIER (Louis). Seigneur de Gesvres. Secrétaire d'État en 1589. Se démet en 1622. Lettres, fonds français 3422.

Q

R

Époux de Marie de Monluc-Balagny. Meurt en 1633.

Randolph (sir Thomas). 1523-1590. Maitre des postes d'Elizabeth et ambassadeur.

Rapin-Thoiras. Dénonce Monluc à Catherine, t. I, p. 300.

Rassenghien (Maximilien Vilain, baron de). Gouverneur de Lille et de Douai.

Rebours. Fille d'un magistrat de Calais. « Corrompue et double, dit Marguerite de Valois, elle demeura malade à Pau, de bonne fortune pour moi, laquelle le Roy mon mari perdant des yeux, perdit aussi d'affection. »

Recalde (Juan Martinez de). Commande l'escadre de Biscaye, t. III, p. 315

Renard (Simon). Ambassadeur de Charles-Quint. Entre à Londres avec Mary, t. I, p. 20. Propose Philippe pour époux, p. 22. Sa dureté après la défaite de Wyatt, p. 38. Ne trouve pas la conversion urgente, p. 47. Voudrait qu'on ne brûlât personne, p. 57. Et que Philippe restât à Londres, p. 65. Offre d'enlever le légat, p. 75. Fait un rapport sur l'état de la France, p. 293. Lutte contre Granvelle, t. II, p. 38. Portraits de lui et de sa femme par le Moro au musée de Besançon.

Renel (marquis de). Ambassadeur sous Henri III. Tient la Champagne pour Mayenne. Mort en 1615. Portrait au crayon, Cab. estampes.

Renty (Guillaume de Croy, marquis de). Chevalier de la Toison d'or en 1559. Mort en 1565.

Renty (Emmanuel de Lalaing, marquis de). Né en 1547, lui succède. Chevalier de la Toison d'or. Époux d'Anne de Croy.

Requesens (Luis de Çuñiga y). 1525-1576. Fils de D. Juan de Cuñiga et de D. Estebana de Requesens. Époux de D. Geronima de Esterlich. Gouverneur de Milan. Sa querelle avec saint Charles Borromée, t. III, p. 277. Choisi comme successeur du duc d'Albe, t. II, p. 367. Son caractère, p. 372. Étourdi par les réclamations, p. 381. L'armée se révolte, p. 390. Sa mort, p. 398.

Revol (Louis). Agent français en Savoie, puis secrétaire du duc d'Épernon. Choisi comme secrétaire d'État à Blois en 1588 (Arch. nat., K. 1568, p. 119). Est près de Henri IV pendant le siége de Paris, t. IV, p. 36. Meurt en 1594. « Il estoit homme de peu de monstre, mais de grand esprit et d'entendement... on ne luy trouva d'argent que vingt six écus » (*Lestoile*). Ses papiers d'État, fonds français 6550 à 6552 et 3985 à 3988.

Ribérac (François d'Aydie, vicomte de). Fils de Guy de Ribérac et de Marie de Foix-Candale. Tué dans le duel des Six en 1578.

S

Jeanne de Cossé. Se querelle avec Orange à Anvers, t. III, p. 198. Fidèle à Henri III et à Henri IV. Négocie l'achat de Paris à Brissac, t. IV, p. 218. Grand maître de l'artillerie en 1596. Tué au siége d'Amiens, t. IV, p. 260. Lettres f. fr. 3398, 3564.

Saint-Nectaire (François, comte de). Siége de Perpignan en 1542. Campagne d'Écosse en 1548. Siége de Metz. Bataille de Dreux. Mort en 1596. Époux de Jeanne de Laval.

Saint-Phal. Beau-frère du maréchal de Brissac. Essaye d'assassiner Duplessis-Mornay à Angers en 1598. Fait des excuses (*Mém. de madame de Mornay*).

Saint-Pol (Antoine, *dit* de Montbeton de). Soldat parvenu. Mayenne le fait maréchal de France en 1593. Il se crée lui-même comte de Rethelois. Avait deux sœurs, l'une mariée à un sieur Tavernier, l'autre à un tisserand. Se tenait pour maître de Reims. Le duc de Guise l'assassine de son épée dans un accès de colère. Ses lettres, fonds français, 3984, 4018. Est à Paris avec Mayenne, t. IV, p. 9. Subventions de l'Espagne, p. 75.

Saint-Remy. Ingénieur provençal, le défenseur de Metz. Se jette avec Coligny dans Saint-Quentin, t. I, p. 88. Paraît avoir été fait prisonnier dans l'assaut (*Cabrera*, t. I, p. 190).

Saint-Sorlin (Henri de Savoie, marquis de). 1572-1632. Second fils du duc de Nemours et d'Anne d'Este. Ligueur. Se soumet en 1596. Devenu duc de Nemours à la mort de son frère.

Saint-Sulpice (Jean d'Ebrard, baron de). Époux de Jeanne de Gontaud. Ambassadeur en Espagne. Fait parler le duc d'Albe, t. I, p. 274. Déjoue les projets contre Jeanne d'Albret, p. 305. Son opinion sur la guérison de D. Carlos, t. II, p. 108. Meurt en 1581.

Sainte-Aulaire (Antoine de). 1550-1596. Fils de Pierre de Sainte-Aulaire et de Catherine de Laurière. Chevalier de l'ordre en 1576. Épouse en 1584 Jeanne de Bourdeille. Gouverneur du Périgord pour la Ligue.

Sainte-Aulaire (Germain de Beaupoil, baron de). Fils de François de Sainte-Aulaire et de Françoise de Volvire. Succède à son père en 1563 dans les fonctions de panetier de France. Époux : 1° de Françoise de la Touche; 2° de Judith de Carbonnières. Mort en 1603.

Salignac (Jean de Gontaud, baron de). 1553-1606. Époux de Marguerite Hurault de Lhopital. Mestre de camp. Envoyé par Henri IV en 1590 près de la reine d'Angleterre. Catholique

Gentilhomme de la chambre de François Ier, et chevalier de l'ordre. Épouse en 1549 Guyonne de Beauvau, fille d'honneur de Catherine. Elle obtient de sa maîtresse de faire enfermer son mari au château de Loches. Il s'évade, fuit en Espagne, y parle mal de sa femme, « laquelle feroit bien de lui donner quelque entretenement convenable par deça ou ailleurs loin d'elle » (Forquevauls à la reine, 21 juillet 1566, fonds français 10751, fº 355). La femme fit rappeler son mari en France et le fit assassiner. Louise, une de leurs filles, épousa Villequier, qui venait d'assassiner sa première femme.

SAXE. 1553 : *Auguste le Pieux* (1526-1586). Luthérien. Époux d'Anne de Danemark. 1586 : *Christian Ier*. Calviniste. Époux de Sophie de Brandebourg. 1591 : *Christian II* (1583-1611). Luthérien.

SAXE-LAUENBOURG. 1543 : *François Ier* (1498-1581). Époux de Sibille de Saxe. 1581 : *François II* (1547-1619). Sert sous Farnèse. Époux de Marguerite de Poméranie.

SCHELANDRE (Robert de Tains, baron DE). Surnommé *Videbourse*. Chef huguenot. Défend, en 1589, Jamets contre le duc de Lorraine.

SCHENK (Martin). 1549-1589. Son caractère, sa tentative sur Nimègue, t. IV, p. 45.

SCHETZ (Gaspard). Seigneur de Grobbendoncq. Agent financier de Philippe à Anvers, puis trésorier général. Il avait sur les gens de Bourse un tel crédit que le duc d'Albe disait : « Ce Schetz est le bouc qu'ils adorent, *el cabron en quien adoran* » (*Corr. Phil.*, t. II, p. 23). Ses intrigues, t. II, p. 39. Mort en 1580.

SCHEYFVE (Jean). Seigneur de Rode Sainte-Agathe, bourgmestre d'Anvers. Ambassadeur de Charles-Quint en Angleterre. Chancelier de Brabant en 1557. Mort en 1581.

SCHONBERG. Deux frères : *Jean-Wolf*, colonel allemand; *Gaspar*, naturalisé français en 1570. Mort en 1599. Sa mission en Allemagne, t. II, p. 298. Autres missions, p. 338. Henri III veut l'utiliser, t. III, p. 237. Lettres de lui, fonds français 3343, 3347, 3992 à 3995, Dupuy 194 et Colbert 9 et 10.

SCIPION (Jehan). Peintre français. Fait pour Catherine de Médici le portrait de madame de Crussol (*Cimber* et *Danjou*, année 1836, p. 116).

SÉBASTIEN DE PORTUGAL. 1554-1578. Projets de mariage avec Marguerite de Valois, t. II, p. 147. Son caractère, t. III, p. 89. Campagne du Maroc, p. 93. Sa mort, p. 96.

Charles IX. Gendre d'Antoine d'Halluin, grand louvetier de France. Courtise le duc d'Albe, t. I, p. 325. Mort en 1566. Lettres, fonds français 3625, 4052 et 20465. Deux portraits au crayon, Cab. estampes.

SMITH (sir Thomas). 1516-1577. Secrétaire d'État sous Édouard VI et Elizabeth. Ambassadeur en France.

SOISSONS (Charles de Bourbon, comte DE). 1566-1612. Fils de Henri, prince de Condé. Grand maître de France. Gouverneur de Normandie. Crée des difficultés à Henri IV, t. IV, p. 104.

SOLRE (Philippe de Croy, comte DE). Chevalier de la Toison d'or. Capitaine de la garde du roi d'Espagne. Époux d'Anne de Beaufort. Mort en 1612.

SOMMARIVA (comte DE). 1580-1608. Second fils de Mayenne. Défend Laon contre Henri IV en 1594. Mort à Malte.

SOTOMAYOR (Diego DE). Abandonne sa flotte et Cadiz, t. IV, p. 270.

SOUBISE (Catherine de Parthenay, dame DE). 1554-1631. Épouse en 1568 Charles du Pont, qui est tué à la Saint-Barthélemy, et en 1575, René, vicomte de Rohan. Elle est la mère du grand Rohan.

SOUTHWELL (Robert). 1560-1595. Jésuite anglais. Arrêté à Londres et pendu après un procès de trois ans.

SPIFAME. Évêque de Nevers. Mort en 1566. Son procès est fonds français 7605; ses lettres, 3347.

SPINOLA (les frères), Banquiers. Faillite, t. II, p. 87. Refusent des avances à Philippe, t. IV, p. 200.

SPINOLA (Ferrante). Colonel italien de Farnèse, t. III, p. 290.

STAFFORD (lord). Ambassadeur anglais en France. Trompé par *Julio,* t. III, p. 323.

STROZZI (Philippe). 1541-1582. Fils du maréchal Pietro Strozzi et de Laodamia de Médici. Élevé avec François II. Porte les armes dès 1558 au siége de Calais. Blessé au siége de Blois. Colonel général en 1562. Se démet de sa charge en faveur du duc d'Épernon et part pour les Açores, t. III, p. 143.

T

TAFFIN. Famille qui organise la Réforme dans le Hainaut, t. II, p. 45. Elle sait en profiter : Jacques Taffin est en 1581 président de la chambre des comptes de Gand (Arch. nat., K. 101, p. 16). Il recueille des fonds pour Orange, t. II, p. 359.

TAPIA (Pedro DE). Chanoine d'Oviedo. Chargé du procès contre l'archevêque Carranza. Devient secrétaire de la *Suprême,* et chapelain du roi. Meurt en 1600.

VALDÈS (Francisco DE). Mestre de camp dans l'armée du duc d'Albe. Commande les troupes qui assiégent Leyde, t. II, p. 383. Apaise une insurrection militaire à Utrech en 1574 (Valdès à Requesens, 2 mai). Propose de détruire la Hollande par inondation, t. II, p. 389.

VALDÈS (Pedro DE). Repoussé des Açores, t. III, p. 146. Commande la flotte d'Andalousie, p. 315. Pris par les Anglais, p. 333.

VALDÈS (Diego Florès DE). Commande la flotte de Castille, t. III, p. 315. Accablé par le désastre, p. 340.

VALLÈS. Médecin de Philippe II. Ses ouvrages, *Methodus medendi* et *De sacra philosophia*, ont été plusieurs fois réimprimés. Il ose purger en conjonction de la lune, t. III, p. 117.

VANDENESSE. Probablement fils de Jean de Vandenesse qui fut contrôleur de la maison de Charles-Quint jusqu'en 1551, et ensuite de celle de Philippe, et qui se retira en 1560. Arrêté en même temps que Simon Renard et Montigny. Mis en liberté avec défense de sortir d'Espagne et d'approcher de Madrid. Garde ses pensions (*Corr. Phil.*, 24 septembre 1574). Fouillait dans les poches du roi, t. II, p. 73.

VAN HEMBYZE (Jean). Chef démocratique, t. III, p. 33. Se vend à Farnèse, p. 204.

VARGAS (Francisco DE). Blessé devant Maëstricht en 1568 et devant Haarlem en 1572. Époux de D. Luisa Negron de la Cueva. Meurt à Naples.

VARGAS (Alonso DE). Général de la cavalerie en Flandre : « Il n'est pas propre à cette charge, et il l'avoue », dit de lui D. Juan d'Autriche (*Corr. Phil.*, t. V, p. 139). Refuse d'être capitaine général de la cavalerie de Portugal en 1587, parce qu'il n'aurait pu être couvert devant l'archiduc Albert (*Herrera*, t. III, p. 137). Commande l'armée d'Aragon, t. IV, p. 145.

VARGAS (Juan DE). 1571-1578. Cinquième fils du licencié Francisco de Vargas et de D. Inès de Carabajal y Camargo. Auditeur de chancellerie à Valladolid. Régent du conseil suprême en Italie. Suit en 1567 le duc d'Albe aux Pays-Bas, devient président du conseil des troubles. Ses premiers crimes et son caractère, t. II, p. 241. Le duc d'Albe le soutient, p. 366. Était époux de sa nièce D. Inès de Vargas y Camargo. Leur fils D. Miguel de Vargas est le père de D. Inès de Vargas, qui épousa dans le siècle suivant le tout-puissant Calderon de Siete Iglesias.

VARGAS-MEXIA (Francisco DE). Fiscal du conseil de Castille. Ambassadeur à Rome en 1556, puis au concile de Trente, puis à Rome

p. 184. Confiance que lui témoigne Farnèse, t. IV, p. 115.

Vere (Edward), comte d'Oxford, 1540-1604. Un des juges de Marie Stuart. Prend part aux combats sur mer de 1588.

Vere (sir Francis). 1554-1608. Passe en Hollande avec Leicester. Gouverneur de Flessinghe en 1596.

Vergy (Claude de). Baron de Champlite, chevalier de la Toison d'or, lieutenant au gouvernement de Bourgogne (Franche-Comté), depuis 1544. Époux de Philiberte de Vienne. Meurt en 1560.

Vergy (François de), son fils. Page de Charles-Quint. Époux de Claudine de Pontaillier. Succède à son père comme gouverneur de comté. Chevalier de la Toison d'or. Mort en 1591.

Vergy (Claude de), son fils, lui succède en 1592, comme gouverneur de comté (Arch. nat., K. 1579, p. 19). Meurt en 1602.

Vesale (André). Envoyé par Philippe près de Henri II, t. I, p. 127. Appelé près de D. Carlos, t. II p. 105. Chassé par l'Inquisition, p. 143. Son portrait par Titien est n° 80 du palais Pitti.

Viaux (René de). Seigneur de Chanlivaut. Capitaine dans la cornette blanche, t. IV, p. 19. Lieutenant de roi en Champagne. Lettres f. franç. 3617.

Vic (Dominique de). Mestre de camp de l'infanterie française à la bataille d'Ivry. Gouverneur de Saint-Denis. Reprend sa ville, t. IV, p. 101. Gouverneur de Calais. Mort en 1610. Lettre, fonds français 3644, 3645, 3960, et f. Colbert 350.

Vieilleville (François de Scepeaux, maréchal de). Page de Louise de Savoie. Prise de Pavie en 1528. Bataille de Cérizolles en 1544. Gouverneur de Metz en 1553. Renseignement sur Calais, t. I, p. 99. Tournois de Henri II, p. 126. Maréchal de France en 1562. Mort en 1571.

Viglius. Coadjuteur de l'abbé de Saint-Bavon. Président du conseil d'État. Sa vénalité, t. II, p. 37. Se met dans les ordres pour avoir de meilleurs bénéfices, p. 38. Sa lutte contre Orange, p. 61. Soupçonné, p. 83. Se plaint du duc d'Albe, p. 286.

Vigne (Jean de la). Envoyé par Henri II et Paul IV près du Turc, pour attirer sa flotte, t. I, p. 77.

Villahermosa (Martin de Gurrea y Aragon, duc de). 1525-1581. Lettré *dit* le *philosophe aragonais*. Tient aux droits féodaux, t. III, p. 257. Origine de la maison et procès de Ribagorza, p. 258. Son portrait peint par Roland de Mois est gravé dans Carderera. Son fils évite de se

delot. Portrait au crayon, Cab. estampes.

VILLIERS (Pierre Loiseleur, seigneur DE). Avocat de Paris. Ministre calviniste. Chapelain de Guillaume d'Orange. Mort en 1593.

VIMIOSO (Francisco de Portugal, comte DE). Son aïeul Alfonse, évêque d'Evora, était fils d'Alfonse de Portugal et de la juive Beatrix Pereire. Le fils de l'évêque fut Francisco I, comte de Vimioso, mort en 1548. Son fils Alfonse est tué à Alcazarkebir en 1578. Son fils Francisco II est créé par le prétendant D. Antonio, connétable de Portugal. Organise avec Strozzi l'expédition des Açores, t. III, p. 108, 113, 141, 152.

VITELLI (Chiapin). Marquis de Cetona. Longtemps au service du grand-duc de Toscane, dont il est le sujet, ce qui le rend suspect au duc d'Albe (*Corr. Phil.*, t. II, p. 219). Part pour les Pays-Bas, t. II, p. 221. Détruit l'armée de Genlis, p. 318. Amène les mutins au siége de Leyde, p. 382. A sa mort, Requesens demande (février 1576) que sa pension soit reversée à ses trois neveux qui servent aux Pays-Bas, Giovanbattista et Camillo de Monte et le comte Annibal de Montedoglio, au préjudice de son fils, « puesto caso que no es legitimo, y que queda muy rico ».

VITRY (Lhospital DE). Grand veneur. Lieutenant de roi en Champagne, et capitaine des gardes du corps. Son manifeste, t. IV, p. 210, est fonds franç. 3947, f° 395. Meurt en 1612. Ambassadeur en Angleterre.

W

WAAD (William). Envoyé anglais en France, t. III, p. 323.

WALDECK. En 1538, le comté est partagé en deux : la moitié est aux deux aînés des cinq frères, l'autre moitié aux trois autres. Il est réuni en 1568 sous *Wolrath*. 1578. *Josias* (1554-1588). 1588. *Christian* (1585-1638).

WALSINGHAM (sir Francis). 1536-1590. Ambassadeur en Francet t. II, p. 306. Secrétaire d'Éta, en 1573. Déjoue les conspirations et en imagine, t. III, p. 228. Conseille l'intervention en Hollande, p. 295. Sa mort, t. IV, p. 97. Partie de ses dépêches est publiée sous le titre : *The complete ambassador.*

WENTWORTH (lord). Gouverneur de Calais, t. I, p. 100.

WILLOUGHBY (Perégrine Bertie). Combat dans les Flandres. Est envoyé en 1589 en France avec 4000 hommes.

WILSON (Thomas). 1520-1581. Réformé. Émigre sous Mary, est pris à Rome par l'Inquisition.

APPENDICE

SUR LE

TRÉSOR DE BRUXELLES

Dans la masse des détails qu'il a fallu éliminer pour ne pas encombrer le récit, ceux qui sont laissés le plus à regret sont les descriptions des richesses artistiques du palais de Philippe II, à Bruxelles; d'autant mieux que l'intérêt de ce trésor a paru être mal apprécié par ceux qui ramassent des documents pour les historiens.

Les tapisseries, joyaux et meubles sculptés étaient collectionnés depuis longtemps en Flandre par les ducs de Bourgogne. Notre premier inventaire est de 1420. Les mariages et les héritages accrurent successivement le trésor. Au vieux dépôt de Philippe le Bon vinrent se joindre les bijoux de Marguerite d'Autriche, dont nous possédons les inventaires établis en 1524 et 1533; ceux de Charles-Quint, qui sont inventoriés en 1536; on gardait encore, à la mort de son fils, sa chemise de soie noire et « ung chapeau de fine paille venu du vieux garde-robbe Jehan Ponceau ». La collection fut augmentée par la succession de « madame de Savoie », belle-sœur de Charles-Quint, par celle de l'archiduc Ernest, peut-être par les confiscations. Deux événements l'ont au contraire amoindrie : le naufrage de la flottte qui en apportait une partie à Sautander, lorsque Philippe II quitta pour toujours la Belgique, et le transport de tous les objets d'orfévrerie en Angleterre, où ils furent remis en gage des sommes

empruntées par les États révoltés, en 1578, à la reine Elizabeth. Les « garde-joyaux » continuent à récapituler sur les inventaires ces richesses incalculables dont ils étaient dépossédés; ils ajoutaient tristement : « Lesdits Estats se sont obligés au rachat et rédemption. » On peut croire que la plus grande partie de ces merveilles a disparu dans les guerres des puritains; le fanatisme a toujours été le pire ennemi de l'art.

Pour le règne de Philippe II, nous ne possédons que deux inventaires, celui de 1568 et celui de 1597. Ce serait curieux de suivre à travers ces milliers de pages, de 1420 à 1597, le sort de ces objets élégants et convoités, de constater les acquisitions et les disparitions. On remarquerait l'importance pour le développement des goûts artistiques, de quelques femmes, Marie de Bourgogne, Marie de Hongrie, les deux Marguerite d'Autriche. Mais il n'est question ici que de donner des extraits du dernier inventaire, celui qui est rédigé pendant la dernière maladie de Philippe II. Les objets qu'il décrit sont mis à la disposition de l'archiduc Albert, à l'exception de tous les bijoux qui restent entre les mains de la reine d'Angleterre.

« S'ensuivent les joyaux, parties d'ornemens, tapisseries et aultres, appartenant au roy nostre seigneur, trouvés ès mains de messire François Damant, prédécesseur en office au dit Philippe Borlut...

Ornements d'église :

Une table d'autel fort riche de brodure, où il y a trois pièces, celle du milieu historiée de la Nativité et des trois Roys qui viennent offrir, garnie tout autour, de diverses histoires et de trois saincts à chascun costé, ayant les chapitaux et pilliers élevés; et les autres deux pièces de pareille façon historiées, l'une d'icelles de la royne Saba qui vient vers le roy Salomon, et l'aultre historiée du roy David estant en son trosne auquel, par deux chevaliers, est fait présent de deux fioles garnies comme dessus, avec un saint de chascun costé.

Une chapèlle de veloux cramoisi brodée et sertie de boutons de pommes de pin de fil d'or et de blanches fleurs de lys brodées de perles, à sçavoir : une chasuble, deux estolles.....

. . . .

Tapisseries :

L'histoire de Gédéon ouvrée à or et argent et soye contenant neuf grandes pièces chacune hault de huict aulnes...

L'histoire de la passion de Notre-Seigneur à or, argent et soye fort riche contenant six pièces, chacune haulte de six aulnes... et ont esté trouvées entières ainsi qu'elles ont, passé quelque temps, esté réparées et refaictes à l'ordonnance de messieurs des finances par Guillaume Brenchdenich (?).

L'histoire de Troyes ouvrée de soye et de sayette, contenant onze pièces chacune de hault six aunes et demie...

L'histoire de l'Apocalipse monsieur saint Jean, ouvrée de sayette, contenant huit pièces haultes à sçavoir les six qui ont un bord de bordure par le bas du dessoubs la lisière, sept aulnes et demy, peu plus ou moins, et les restants qui n'ont ledit bord, sept aulnes...

L'histoire du roy Clovis contenant six pièces, chascune haulte de sept aulnes...

L'histoire de Hannibal ouvrée de Sayette, contenant six pièces..... et se trouve la seconde pièce descouppée jusqu'au milieu d'un costé, que l'ayde du garde-joyaux dit estre faict à la maison du comte de Fuentes ou elle a esté tendue...

La bataille de Liége, à or, contenant quatre pièces...

L'histoire de David et Goliath ouvrée de soye et sayette...

L'histoire de Hester ouvrée de soye et sayette...

La tapisserie à bocage, ouvraige d'Audenarde...

La tapisserie de Pomona à personnaiges, ouvrage de Bruxelles dit copperollefin.

La tapisserie des Sept Merveilles du monde de mesmes ouvraige...

Paínctures et tableaux :

Deux tableaux de bonne paincture, de mesme grandeur, le

bord ouvré à la morisque l'un avec la figure de l'empereur Charles le cinquiesme, et l'autre de l'impératrice sa femme.

Deux tableaux de semblables effigies sans bordure de morisque, que l'on dict estre faicts par le peintre maistre Lucas.

...Ung tableau d'ivoire a un vieux personnaige portant la toison d'or à son col, les quatre coins du dit tableau d'argent doré... et l'on dit que c'est l'effigie du bon duc Philippe.

Une petite pourtraicture de feu monsieur de Savoye, taillée en bois, bien faicte, depuis les espaules en haut.

...Une dent selon qu'on dit d'un éléphant.

L'os de la cuysse d'un géant, comme l'on dict.

Un cornet de boire venant de saint Hubert, enclos en une custode de cuyr noir.

Joyaux[1] :

Une paix d'or garnie de pierres de balais et perles, et une véronique au milieu...

...Une riche couronne d'or servant pour dame de nopce ou espousée...

Un saint George à cheval, d'or, armé de toutes pièces, l'espée au poing, ayant sur son escu d'argent une croix droite...

Une couppe d'or dont le fonds est d'estrange sorte. Le couvercle à façon de pavillon, plein de personnages esmaillés.

...Une coupe de Jaspre ou amatiste garnie d'argent doré, ayant autour du couvercle divers personnaiges gravés.

...Une paix d'or faicte en fleurs de lys esmaillées en plat, et des armes de monsieur le duc Philippe fils du roy de France que l'on dit le Hardy, dedans laquelle il y a aulcunes imaiges.

...D'un goubelet de licorne garny d'or, assis sur trois licornets d'or esmaillés de blanc, et sur le couvercle, garni d'un diamant à deux faces; le fond garny de pierre de ser-

[1] D'après les reçus de la reine Elizabeth.

pentine. Le dit couvercle et pied esmaillés de pensées et de lettres AA. Le dit couvercle armorié par dedans des armes de la feu dame de Ramestain (?)...

...Une touche de licorne, garnie d'or, pour faire essay.

...Drageoir d'agathe garny d'or, dont le pied est d'argent doré, audessus duquel pied sont huit petits personnages, et y a une place vuide où il semble y avoir eu aussi un personnage dont les aucuns tiennent petits cailloux de rubis; et au plat a cinquante neuf perles.

...Une grenade d'or creuse, servant à mettre senteurs...

Une pomme de pin d'or qui se ouvre par le milieu, et par dedans est figuré le mystère de la visitation des trois Rois.

...Ung grand bassin garny d'argent doré, contenant plusieurs histoires romaines, garni par le bord de huit médailles rondes...

...Ung bracelet [1] d'or faict de douze pièces attachées ensemble, à sçavoir : six rondes plates estant en ung costé esmaillées d'aulcun escript en espaignol, avec fleurs de marguerite et à l'autre costé esmaillées en forme de oublies; et les six autres pièces sont doubles M esmaillées de noir, et à un bout y a un petit caudal d'or, fermant à une petite clef d'or y estant.

...Un jeu de billart complet, assavoir : la porte, la grille, les deux boulets et les deux billarts...

...Une bague d'or esmaillée d'ung costé à basse taille : La Sibille monstrant à Augustus Cesar le mystère de la Nativité... »

La bibliothèque est considérable : elle contient une bien

[1] On sait que ce genre de bijoux est fort rare dans les inventaires de l'époque : ce bracelet est unique dans l'énorme collection. La pudeur du seizième siècle autorisait la coutume de montrer les seins nus, mais elle ne permettait pas de découvrir les bras. Le bracelet ne se portait donc que sur les manches de la robe, ce qui en faisait peu rechercher l'usage.

plus grande variété de manuscrits que les autres collections de cette époque.

L'inventaire décrit en « livres de parchemin, escripts à la main, illuminés, couverts de vieux velours noir damassé, garnis de dix boutons et deux clouants de cuivre », ou « reliés en cuyr blanc », toute une collection d'ouvrages destinés aux femmes : *le Triomphe des dames; le livre faict l'enseignement des femmes;* Boccace, les *Fortunes des nobles femmes;* le livre de la *Cité des dames*, le livre du *Miroir aux dames*..., et la série des romans de chevalerie : les deux volumes des *Conquestes de Charlemagne;* les quatre volumes de *Charles Martel;* les six volumes du *Roy Perceforest*, les deux de *Giron le Courtois; Othal d'Écosse; Renaud de Montauban;* le recueil des *Histoires de Troyes;* l'*Histoire des vaillants princes, Monsieur Jehan d'Avesne, du comte de Ponthieu, son fils*, *et du soudan Saladin...*

Entre le roman et la chronique on avait les manuscrits « illuminés » de : *La première partie des cronicques des nobles princes de Hainaut, et comme Belge fut fondée par le roy Bano;* les *cronicques de Pise;* la *Cronicque du roy don Philippe de Castille; du schisme de l'Église qui advint après la mort du pape Grégoire, en l'an mil trois cent soixant-dix-huit; les Enseignements du roy Loys à son fils...*

Des traductions de Valère Maxime par « maistre Simon de Hesdin », d'Aristote, de Pétrarque, se trouvent à côté de manuscrits de Froissart et d'Alain Chartier.

Quelques autres manuscrits sont des traités de morale, comme : *le Livre de la propriété des choses;* les volumes des *Songes du vieil pélerin adressant au blanc faucon couronné;* le *Livre de maistre Gille Marchant*, commençant : Tout vient, tout passe...; *la Doctrine de parler et de soy taire.*

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.



